

BOLLORÉ

RAPPORT ANNUEL 2009

LA FORCE D'UN GROUPE

Bolloré 

CONSEIL D'ADMINISTRATION

AU 25 MARS 2010

Vincent Bolloré

Président-directeur général

Antoine Bernheim

Vice-Président

Comte de Ribes

Vice-Président

Cédric de Bailliencourt

Vice-Président-directeur général

Gilles Alix

Représentant Bolloré Participations

Jean Azéma

Représentant Groupama SA

Cyrille Bolloré

Yannick Bolloré

Hubert Fabri

Denis Kessler

Thierry Marraud

Représentant Financière V

Jean-Paul Parayre

Georges Pébereau

Olivier Roussel

Michel Roussin

François Thomazeau

DIRECTEURS GÉNÉRAUX

Gilles Alix

Daniel Delva

Jean-Christophe Thiery

INFORMATION FINANCIÈRE

Cédric de Bailliencourt

Directeur financier

Tél. : +33 (0)1 46 96 46 73

Fax : +33 (0)1 46 96 48 76

Emmanuel Fossorier

Relations investisseurs

Tél. : +33 (0)1 46 96 47 85

Fax : +33 (0)1 46 96 42 38

SOMMAIRE

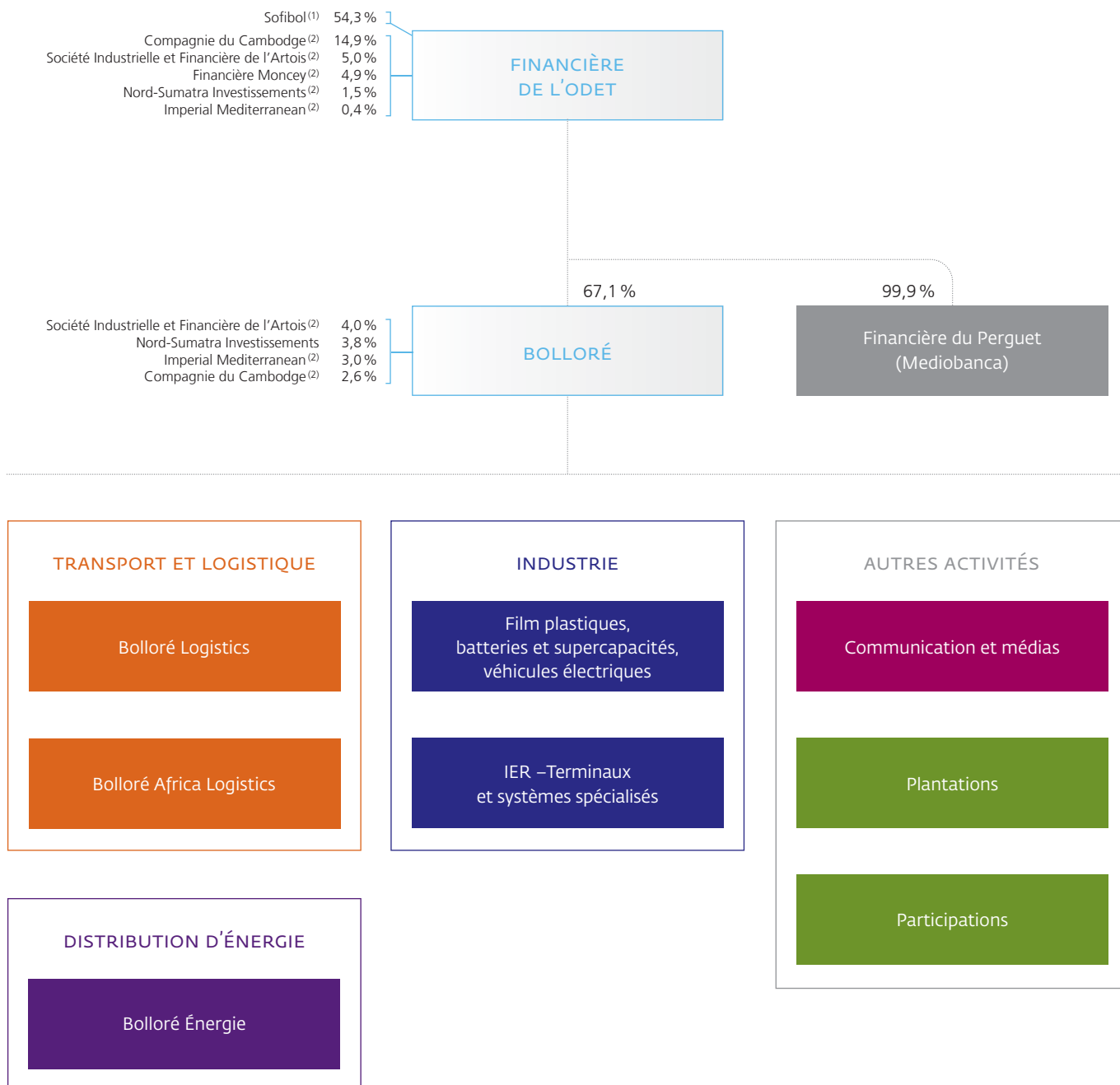
- 2** Organigramme économique
- 3** Profil du Groupe
- 4** Message du Président
- 6** Chiffres clés
- 9** Données boursières
- 10** Le Groupe Bolloré dans le monde
- 12** Les engagements du Groupe
- 13** Responsabilité sociale et environnementale

- 16** Les métiers du Groupe
- 18** Logistique internationale
- 20** Transport et logistique Afrique
- 22** Distribution d'énergie
- 23** Terminaux et Systèmes spécialisés
- 24** Films plastiques – Batteries et supercapacités, véhicules électriques
- 26** Communication et médias
- 30** Plantations
- 31** Participations

- 33** Document de référence

ORGANIGRAMME ÉCONOMIQUE

AU 1^{er} MARS 2010 (en pourcentage du capital)



(1) Directement par Sofibol et par sa filiale à 99,5 % Compagnie de Guénoles. Sofibol est contrôlée par Vincent Bolloré.
(2) Sociétés du Groupe Rivaud, contrôlées par Bolloré.

PROFIL

PRÈS DE **33 000** COLLABORATEURS DANS 109 PAYS

6 011 M€ DE CHIFFRES D'AFFAIRES

120 M€ DE RÉSULTAT NET

3 076 M€ DE CAPITAUX PROPRES

Le Groupe Bolloré, créé en 1822, a choisi depuis plus de vingt-cinq ans de se diversifier afin d'assurer une meilleure répartition des risques. Il figure aujourd'hui parmi les 500 plus grandes compagnies mondiales. Coté en Bourse, le Groupe est toujours contrôlé majoritairement par la famille Bolloré. La stabilité de son actionnariat lui permet de mener une politique d'investissement à long terme.

Grâce à une stratégie constante d'innovation et à une volonté de développement à l'international, il occupe aujourd'hui des positions fortes dans chacune de ses activités. Ainsi, le Groupe est devenu le leader mondial à la fois des films pour condensateurs, du transport et de la logistique en Afrique et des terminaux et systèmes de contrôle d'accès et d'identification pour le transport aérien. Il est également l'un des cinq premiers groupes européens de l'organisation du transport, le deuxième distributeur français de fioul domestique et le numéro trois mondial des films thermorétractables pour emballages.

Le Groupe a par ailleurs élaboré une batterie électrique ainsi que des supercapacités ouvrant des perspectives très prometteuses en matière de véhicules propres et de lutte contre la pollution. Il a également développé des partenariats en vue de produire et de commercialiser une voiture et des bus électriques.

Depuis le début des années 2000, le Groupe a décidé d'investir dans la communication et les médias et est devenu un acteur important de ce secteur. Il est aujourd'hui présent dans la Télévision Numérique Terrestre, la presse gratuite, la logistique pour le cinéma et la télévision, les télécoms et détient des participations importantes dans le secteur de la publicité.

À côté de ces différents métiers, le Groupe Bolloré gère également un ensemble d'actifs financiers regroupant des plantations, des actifs immobiliers et un portefeuille de participations financières.

MESSAGE DU PRÉSIDENT



« Nos activités traditionnelles ont réalisé une très bonne performance avec un résultat opérationnel de 366 millions d'euros, en progression de 16 % ».

En 2009, le chiffre d'affaires du Groupe Bolloré a baissé de 17 %, à 6 milliards d'euros, mais le résultat opérationnel a progressé de 21 % et le résultat net de 84 %, à 120 millions d'euros. Ces chiffres démontrent la capacité de notre Groupe à traverser les crises grâce à des métiers diversifiés et à une politique d'investissement à long terme.

Nos activités traditionnelles ont réalisé une très bonne performance avec un résultat opérationnel de 366 millions d'euros, en progression de 16 % :

- dans la commission de transport, Bolloré Logistics, qui joue un rôle d'intermédiaire, a bien traversé l'année 2009. Grâce aux acquisitions importantes réalisées ces dernières années, notamment en Chine, en Inde et aux États-Unis, Bolloré Logistics figure parmi les principaux acteurs de l'organisation du transport et de la logistique, présent dans 90 pays, sur les cinq continents ;
- sur le continent africain, Bolloré Africa Logistics est le leader de la logistique et de la manutention, implanté dans 41 pays. Le Groupe y poursuit ses importants investissements, principalement dans les ports, et a obtenu en 2009 les concessions des terminaux conteneurs de Pointe-Noire, au Congo, et de Cotonou, au Bénin ;
- Bolloré Énergie, qui est le deuxième distributeur de fioul domestique en France, a notamment bénéficié d'une forte demande résultant d'un hiver particulièrement rigoureux ainsi que d'une bonne marche des activités stockage, transport et négoce.

Conformément à notre stratégie, une partie importante des résultats réalisés dans ces métiers est réinvestie dans des activités nouvelles, représentant –192 millions d'euros de résultat opérationnel en 2009 :

- dans le stockage d'électricité, l'année 2009 a été marquée par le démarrage des deux usines de production de batteries, en Bretagne et au Canada, qui seront capables, progressivement, de produire plusieurs dizaines de milliers de batteries par an et qui équiperont, dès 2010, les premières voitures électriques Bluecar®, conçues et produites avec Pininfarina, ainsi que les premiers bus électriques Microbus, développés avec Gruau ;
- les médias ont bénéficié de la forte augmentation de l'audience de la chaîne Direct 8 (qui atteignait 1,9 % en national à la fin 2009) et des journaux gratuits *Direct Matin*, *Direct Soir*, *Direct Sport*. Leurs recettes publicitaires, qui ont atteint 45 millions d'euros en 2009, ont ainsi été presque doublées par rapport à l'année précédente. Les développements dans la TNT devraient se poursuivre en 2010 avec Direct Azur, projet de chaîne locale dans le sud de la France, et l'acquisition de la chaîne Virgin 17 ;
- dans les télécoms, le Groupe dispose désormais d'une couverture nationale depuis le rachat sous condition suspensive de deux licences régionales WiMax complémentaires. Il poursuit activement les tests de ses sites pilotes et des équipements proposés par les constructeurs ;
- enfin, IER, qui poursuit ses investissements en matière de contrôle d'accès, de sécurité, de traçabilité, devrait bénéficier en 2010 des efforts engagés et des succès commerciaux remportés en début d'année.

Les investissements dans le secteur de la publicité (Havas, Aegis) ont également bien traversé l'année 2009 et contribuent positivement aux résultats du Groupe. En effet, le résultat net part du Groupe d'Havas atteint 92 millions d'euros, équivalent à celui de l'année précédente si l'on exclut une plus-value réalisée en 2008, et celui d'Aegis s'établit à 63 millions de livres sterling.

Au cours de ses quatre-vingt-huit ans d'activité, le Groupe a su évoluer et s'adapter au changement. Il est aujourd'hui présent dans des secteurs offrant des perspectives intéressantes : stockage d'électricité, sécurité, médias, commission de transport et logistique en Afrique, distribution d'énergie...

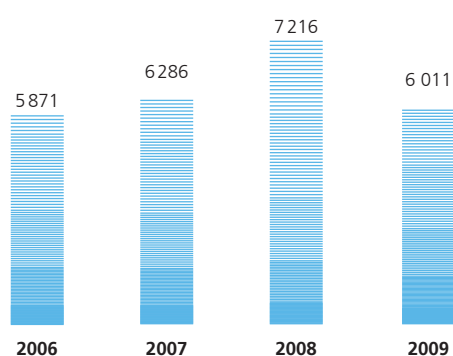
Fort de la diversité de ses activités et de sa structure financière saine, le Groupe Bolloré est confiant dans sa capacité à réaliser de bonnes performances et à poursuivre sa stratégie de développement à long terme.

Vincent Bolloré

CHIFFRES CLÉS

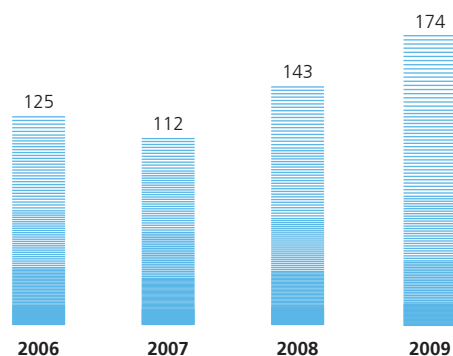
ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES⁽¹⁾

(en millions d'euros)



ÉVOLUTION DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL⁽¹⁾

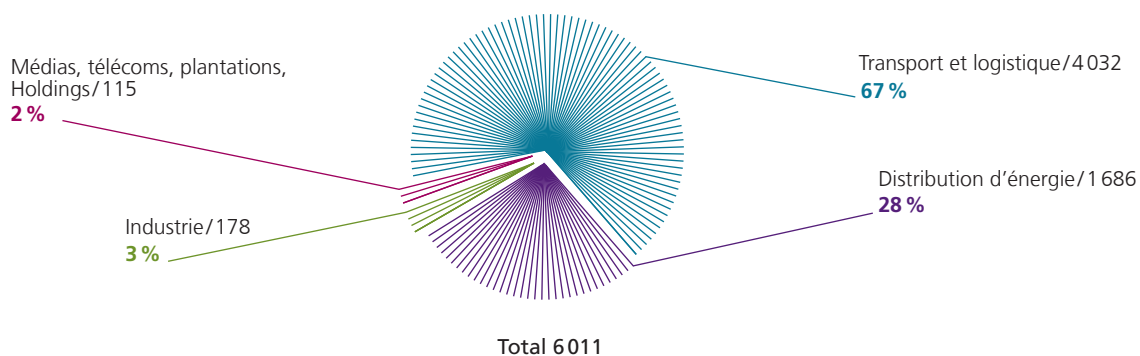
(en millions d'euros)



(1) Retraité de l'activité Papiers cédée en 2009.

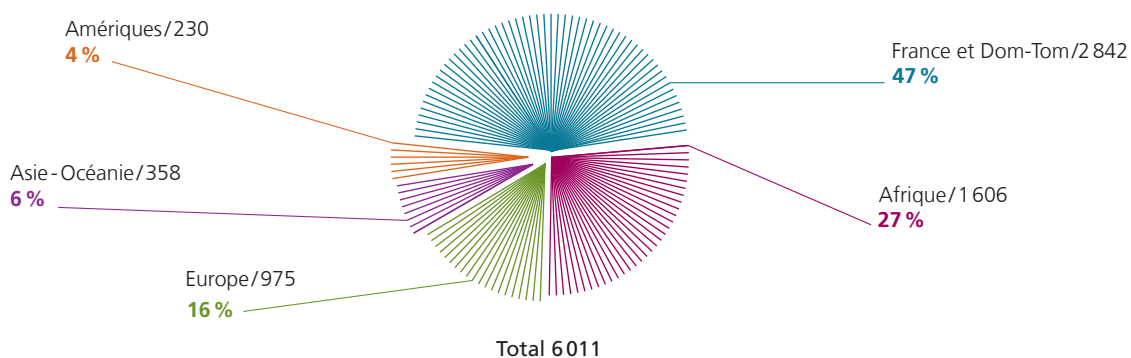
CHIFFRE D'AFFAIRES 2009 CONTRIBUTIF PAR ACTIVITÉ

(en millions d'euros)



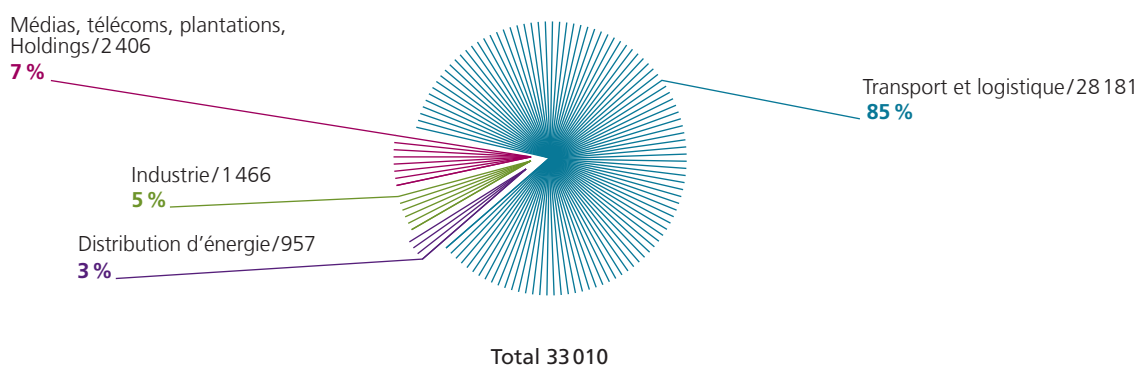
CHIFFRE D'AFFAIRES 2009 PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

(en millions d'euros)



EFFECTIFS AU 31 DÉCEMBRE 2009 PAR ACTIVITÉ

(en millions d'euros)



CHIFFRES CLÉS

COMPTE DE RÉSULTAT

(en millions d'euros)

	2009	2008	2007 ⁽¹⁾
Chiffres d'affaires	6 011	7 216	6 399
Résultat opérationnel	174	143	105
Résultat financier	(36)	124	288
Part dans le résultat net des entreprises associées	72	(125)	39
Impôts	(79)	(57)	(84)
Résultat net global	120	66	348
dont part du Groupe	94	50	322

RÉSULTAT OPÉRATIONNEL CONSOLIDÉ

(par activité, en millions d'euros)

	2009	2008	2007 ⁽¹⁾
Transport et logistique	317	297	251
Distribution d'énergie	49	18	26
Industrie	(104)	(80)	(50)
Médias, télécoms, plantations, Holdings	(88)	(92)	(122)
Total	174	143	105

BILAN

(en millions d'euros)

	31/12/2009	31/12/2008	31/12/2007 ⁽¹⁾
Capitaux propres	3 076	2 470	3 515
Capitaux propres, part du Groupe	2 844	2 295	3 269
Endettement net	1 317	1 398	1 301

(1) Chiffres publiés en 2007 comprenant l'activité Papiers.

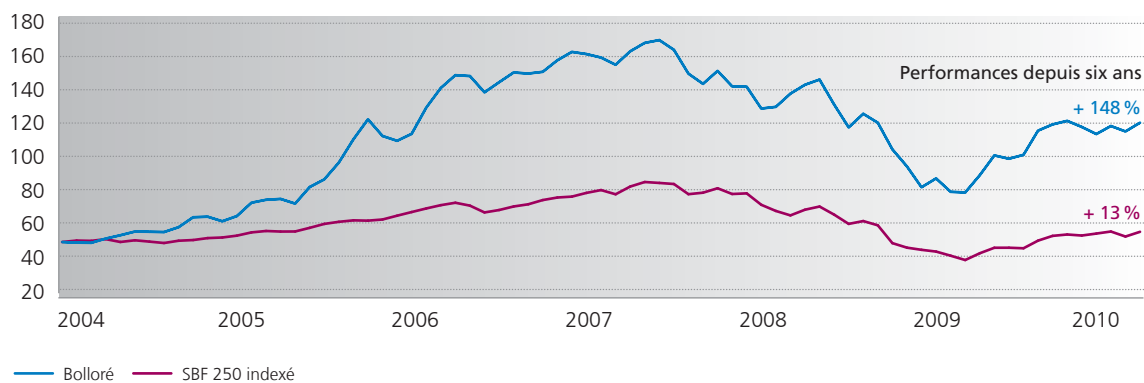
DONNÉES BOURSIÈRES

BOLLORÉ	2009	2008	2007
Cours au 31 décembre (en euros)	114,95	85,00	137,81
Nombre d'actions au 31 décembre	24 701 151	24 701 151	24 701 151
Capitalisation boursière au 31 décembre (en millions d'euros)	2 839	2 100	3 404
Nombre de titres émis et potentiels ⁽¹⁾	22 537 076	22 578 402	23 572 279
Résultat net, part du Groupe, dilué par action (en euros)	4,40	2,30	14,30
Dividende net par action (en euros)	1,30	1,10	1,10

(1) Hors autocontrôle

ÉVOLUTION DU COURS DE L'ACTION BOLLORÉ

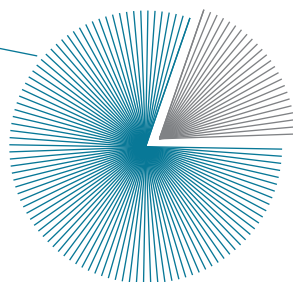
(en euros, moyennes mensuelles)



ACTIONNARIAT DE BOLLORÉ

(au 31 décembre 2009, en pourcentage du capital)

Total Groupe Bolloré/80,48



Public/19,52

LE GROUPE BOLLORÉ DANS LE MONDE

33 000 personnes
dans **109 pays**

Industrie : Films plastiques

3 usines en Europe et aux États-Unis.

Terminaux et Systèmes spécialisés

19 implantations dans le monde.

Batteries et supercapacités, véhicules électriques

3 usines en France et au Canada.

Transport et logistique

520 agences dans 90 pays.

Distribution d'énergie

80 agences de vente dans 3 pays d'Europe.

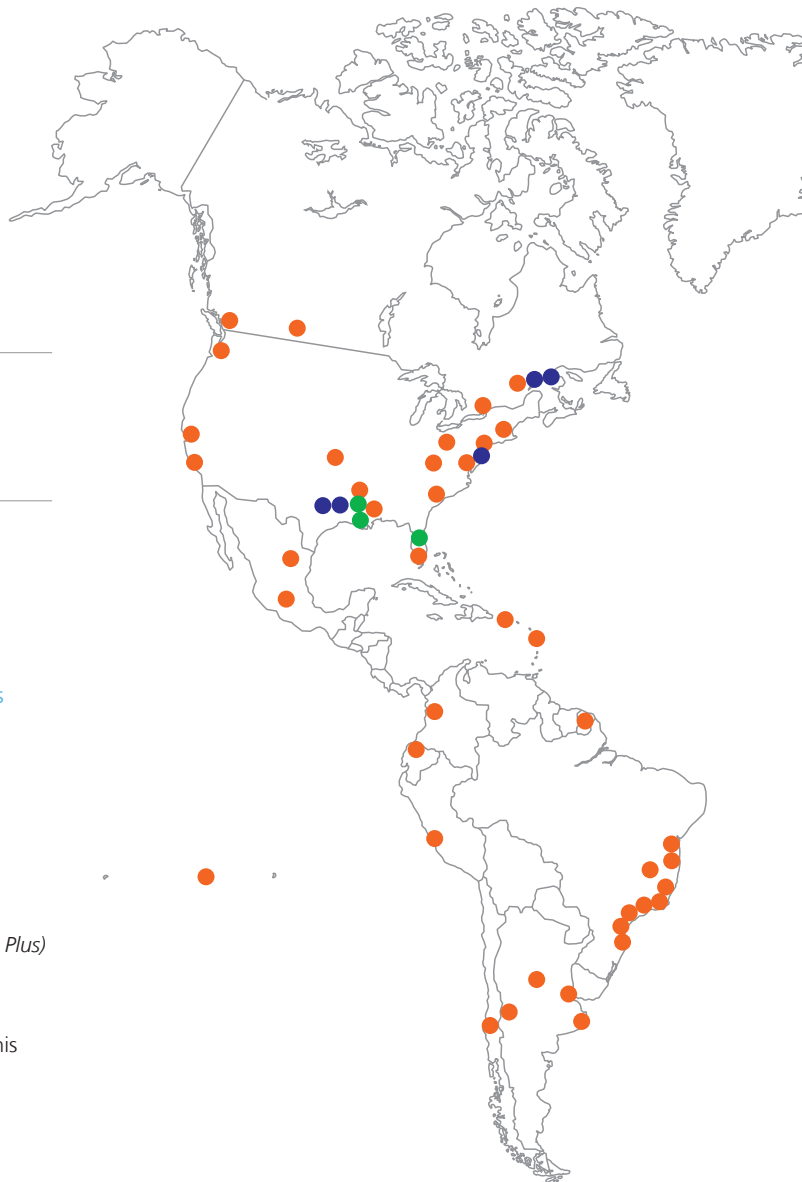
Communication et médias

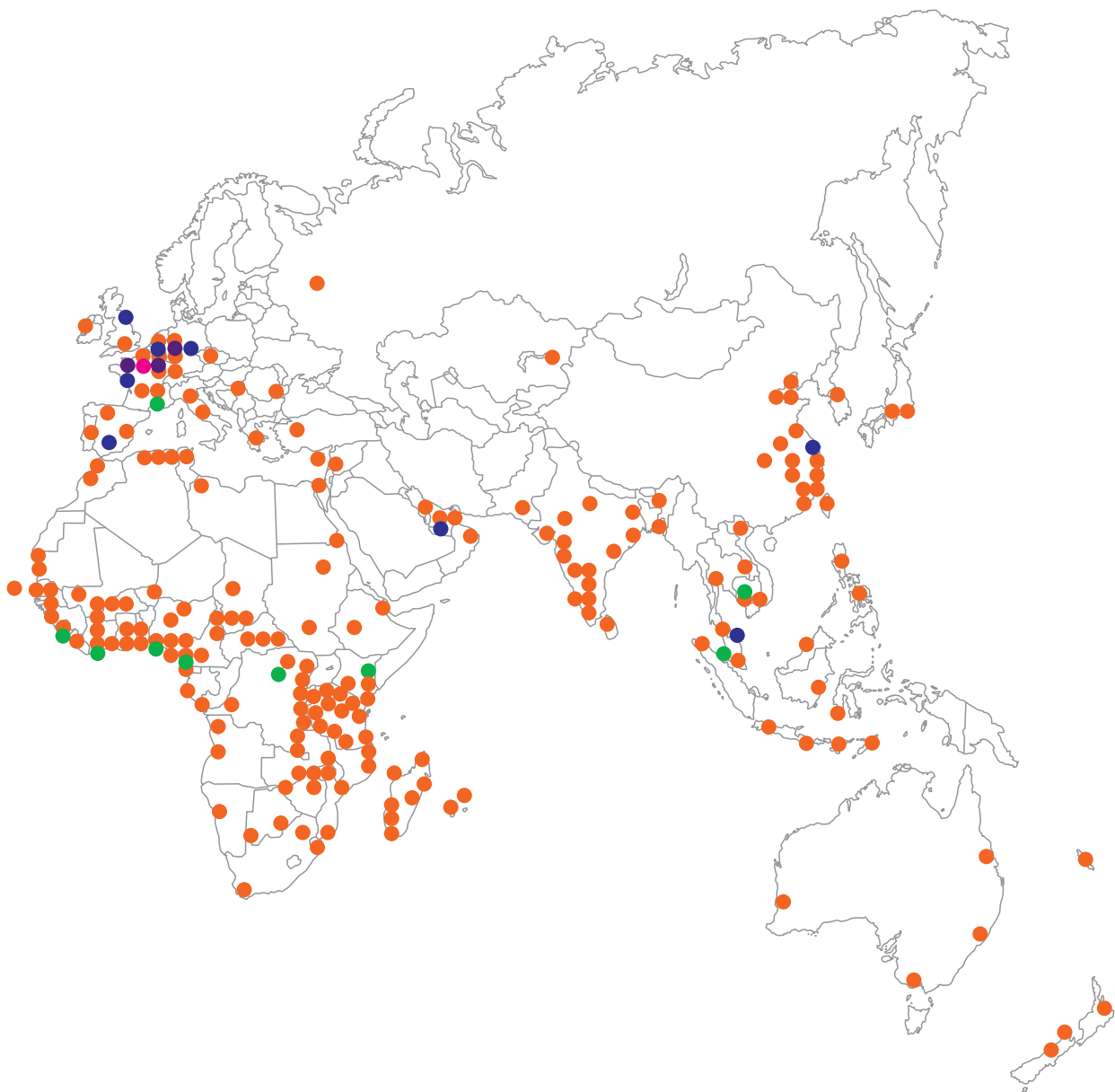
Télévision (Direct 8), presse (*Direct Soir*, *Direct Matin Plus*) et publicité (participations dans Havas et Aegis).

Plantations

8 600 hectares au Cameroun, 3 fermes aux États-Unis et 2 domaines viticoles en France.

- Industrie
- Transport et logistique
- Distribution d'énergie
- Communication et médias
- Plantations





LES ENGAGEMENTS DU GROUPE

Présent sur tous les continents, le Groupe Bolloré y exerce des activités très diversifiées. Il est devenu un acteur majeur dans la création de produits de haute technologie, reflets du renforcement des exigences environnementales. Sa « stratégie durable » repose sur des valeurs communes à l'ensemble de ses métiers. Elles sont inscrites dans la Charte d'Éthique.

Au titre de ses engagements, le Groupe assume une triple responsabilité : économique, sociale et environnementale.

Il s'engage à concilier au quotidien ses performances économiques avec sa mission sociale et la préservation de l'environnement.

PROFESSIONNALISME

Le Groupe s'engage à proposer à chacun de ses clients directs ou indirects les produits, services et solutions attendus au meilleur coût.

Tourné vers l'avenir, le Groupe Bolloré est à la recherche de l'excellence. Amélioration, optimisation sont des notions fortes de la culture du Groupe qui guident au quotidien les actions à tous les niveaux.

Le Groupe entreprend et innove en s'appuyant sur une politique d'investissement à long terme lui permettant d'occuper des positions de leader sur les marchés où il a choisi d'intervenir.

RESPECT DE L'INDIVIDU

Le Groupe s'engage à exercer ses métiers dans le profond respect de l'homme.

Le Groupe Bolloré porte une attention particulière au respect des systèmes de valeurs, politiques et culturelles, propres à chaque territoire au sein duquel il est implanté. Il considère la diversité comme une richesse et un levier de réussite. Il s'attache donc à valoriser la diversité sous toutes ses formes.

Le Groupe veille, au quotidien, à donner à chaque homme ou femme de toute origine ethnique, nationalité, religion ou culture les mêmes chances de recrutement, d'emploi, de développement et de promotion.

RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

Le Groupe s'engage à exercer ses métiers en portant une attention particulière à la préservation des espaces naturels et de la biodiversité.

Soucieux de réduire l'empreinte environnementale de ses activités, le Groupe Bolloré cherche sans cesse à améliorer la qualité des produits et services qu'il propose, afin de contribuer efficacement à la préservation des ressources naturelles, et ce, dans le respect de la réglementation et des normes en vigueur.

Ainsi, depuis plusieurs années, le Groupe s'est investi dans la réalisation et la commercialisation de produits novateurs et respectueux de l'environnement. En inscrivant sa stratégie commerciale dans l'élaboration de produits du futur, le Groupe participe à l'instauration des solutions de demain afin d'assurer la pérennité des ressources naturelles fragilisées et de préserver la qualité de vie.

RESPONSABILITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

La politique de développement durable du Groupe est le reflet de la diversité de ses métiers et s'appuie sur trois axes.

- **Gérer ses opérations de façon responsable**

Cela implique d'abord de maîtriser les risques et nécessite également la mise en place de dispositifs de formation et d'évolution de carrière adaptés aux collaborateurs du Groupe ainsi qu'aux impératifs métiers.

- **Faire évoluer ses produits traditionnels**

- **Innover sur de nouveaux sujets et conquérir des marchés**

Le Groupe cherche à développer des produits et services innovants pour se positionner sur les « nouveaux marchés » qui intègrent les critères du développement durable.

Cette politique résulte également des entretiens menés auprès de chaque directeur de division, qui ont permis de recueillir leur conception de la responsabilité sociétale de l'entreprise appliquée à leurs activités et ainsi de définir les enjeux de développement durable spécifiques à leurs métiers.

Extrait du document « Stratégie Développement Durable du Groupe Bolloré »

Le rapport Brundtland (*World Commission on Environment & Development, 1987*) définit le développement durable comme étant « le développement qui satisfait les besoins de la génération actuelle sans priver les générations futures de la possibilité de satisfaire leurs propres besoins ».

« Le développement durable concerne tous les acteurs de la société. L'entreprise a, elle aussi, un rôle à jouer en la matière. Son engagement est essentiel pour parvenir à une société plus juste et plus responsable.

La diversité des activités du Groupe Bolloré est une opportunité qui lui permettra de créer des synergies et de faire en sorte que le développement durable soit une valeur ajoutée pour sa croissance économique. »



RESPONSABILITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

Sept enjeux stratégiques ont été identifiés et se traduisent par des plans d'actions propres à chaque division.

1. Partager une même éthique des affaires

Le partage de principes éthiques et des valeurs qui y sont associées constitue le meilleur gage d'un développement pérenne des activités du Groupe Bolloré.

Conçus dans le respect des cultures de chacun, nos codes de conduite s'appliquent à l'ensemble de nos collaborateurs et sont garants de la réputation de nos filiales à travers le monde.

Le Groupe renforce son engagement et se donne les moyens nécessaires à la mise en place d'un dispositif éthique efficace et cohérent, afin de communiquer à tous des règles de conduite claires, notamment dans le cas où le respect de ces normes éthiques peut susciter des interrogations.

2. Garantir la sécurité et l'employabilité des collaborateurs

La sécurité de ses collaborateurs est pour le Groupe un prérequis indispensable à l'exercice de sa responsabilité d'entreprise.

Celle-ci renvoie d'abord aux conditions de travail mises en œuvre sur les sites de production partout dans le monde. En France comme à l'étranger, nous nous efforçons d'appliquer des standards qui dépassent les seules exigences des législations en vigueur.

Développer l'employabilité des collaborateurs est également un enjeu clé pour lequel le Groupe s'est fixé plusieurs objectifs (par exemple : la mobilité inter-Afrique, les séminaires de formation, etc.).

3. Maîtriser et réduire les risques

Exercer nos métiers de façon responsable exige avant tout de maîtriser les risques qui leur sont liés.

La cartographie finalisée en 2008 a permis d'identifier les risques prioritaires à l'échelle du Groupe. Elle a également participé à l'optimisation de la maîtrise des risques opérationnels en permettant la consolidation du dispositif de gestion des risques tout en tenant compte de la diversité des activités.

La mise en place ou l'amélioration des plans d'actions existants découlant de cette analyse des risques transforme en opportunité ce qui a pu apparaître comme une entrave au développement, tant technologique qu'économique, des métiers du Groupe.

4. Optimiser les produits et services

Groupe responsable, Bolloré cherche à limiter l'impact de ses activités sur l'environnement.

Cette volonté répond également aux exigences des clients, qui ont progressivement pris conscience de l'urgence d'intégrer, dès la conception des produits, leurs futurs impacts environnementaux.

Le Groupe mène actuellement une réflexion, non seulement sur les impacts environnementaux des produits et services traditionnels fournis par le Groupe, mais également sur les achats de biens et les prestations effectuées par ses fournisseurs.

5. Innover pour développer de nouveaux produits et services

L'innovation a toujours été une composante essentielle de la culture du Groupe.

Notre enjeu est d'orienter nos recherches afin de mettre au point des produits et services capables de répondre aux préoccupations environnementales et sociétales.

6. Construire des synergies au sein du Groupe

Notre richesse réside dans la diversité de nos activités et notre esprit entrepreneurial.

Nous sommes convaincus que la construction de synergies entre les différents métiers du Groupe permettra de développer nos activités.

7. S'impliquer et contribuer de manière solidaire au développement local

Pour notre Groupe, être socialement responsable signifie s'investir afin d'apporter un soutien solidaire aux communautés locales.

Conformément à ses engagements et à sa stratégie durable, le Groupe est membre du Global Compact depuis 2003 et s'est engagé à en promouvoir les principes fondamentaux.

En sa qualité d'acteur économique mondial majeur, il mène une politique volontariste dans les domaines de l'accès à l'éducation, à la formation et aux soins et de la préservation de l'environnement.

Cela se traduit essentiellement par la mise en place de partenariats pérennes sur des thématiques liées à ses métiers ou à ses valeurs, en développant des synergies avec les acteurs locaux des territoires au sein desquels il est implanté.

Les actions conduites dans ces domaines témoignent de l'engagement du Groupe pour l'accès aux droits fondamentaux de la personne humaine.



LES MÉTIERS DU GROUPE

Commission de transport et Logistique internationale

Premier acteur français de la commission de transport aérien et l'un des cinq premiers groupes européens de l'organisation du transport.

Transport et logistique Afrique

Premier acteur mondial du transport et de la logistique en Afrique.

Distribution d'énergie

Deuxième distributeur français de fioul domestique.

Terminaux et Systèmes spécialisés

Leader mondial des terminaux et systèmes de contrôle d'accès et d'identification pour le transport aérien.



Films plastiques

Premier producteur mondial de films pour condensateurs et troisième producteur mondial de films thermorétractables pour emballages.

Batteries et supercapacités, véhicules électriques

Communication et médias

Plantations – Participations

(Sources internes)



LOGISTIQUE INTERNATIONALE

Fort d'un réseau de 520 agences dans 90 pays, Bolloré Logistics figure parmi les cinq premiers groupes européens dans l'organisation du transport. Présent dans les grands centres économiques mondiaux, il exerce tous les métiers de la logistique : commission de transport aérien, maritime et terrestre, stockage et distribution, logistique industrielle, opérations portuaires, contrôle sécurité et qualité. Depuis plusieurs années, il réalise des acquisitions ciblées lui permettant de compléter son réseau international, comme celle en 2009 de la société australienne Europacific Forwarding, présente sur les flux Océanie-Pacifique.

Chiffre d'affaires 2 251 M€

Investissements 19 M€

Volumes traités Aérien 420 000 tonnes | Maritime 580 000 conteneurs

Moyens techniques Entrepôts 550 000 m² | 1 500 engins/camions

Implantations 90 pays | 520 agences

Effectifs au 31/12/2009 9 355

UN RÉSEAU MONDIAL

À travers ses filiales SDV Logistique Internationale et Saga, le Groupe est leader en France et figure parmi les cinq premiers groupes européens de commission de transport et de logistique.

Accompagnant ses clients partout dans le monde, le Groupe a construit progressivement un réseau mondial, présent sur les cinq continents. Afin d'améliorer la visibilité et la notoriété de son réseau, la division a lancé début 2009 la marque Bolloré Logistics, qui fédère l'ensemble des sociétés du réseau.

Bolloré Logistics compte aujourd'hui 300 établissements dans les principaux pays européens. Au début de l'année 2007, SDV Logistique Internationale a acquis le groupe JE-Bernard, l'un des leaders de l'organisation du transport en Grande-Bretagne. Cette acquisition fait de la Grande-Bretagne le deuxième pays d'Europe pour le Groupe, avec un effectif de 500 personnes et 10 implantations, et contribue à renforcer les flux avec l'Asie et l'Amérique.

En Asie, Bolloré Logistics emploie 1 800 personnes et connaît une forte croissance, notamment en Chine et à Singapour, où il dispose de 15 agences et emploie plus de 800 personnes. L'acquisition, réalisée en février 2005, du troisième opérateur indien, Air Link, permet de s'appuyer sur un important réseau en Inde et dans plusieurs pays du sous-continent indien, contribuant à renforcer les flux entre l'Asie et l'Amérique.

Enfin, le Groupe est également implanté sur le continent américain, avec une trentaine de bureaux répartis entre le Canada, les États-Unis et l'Amérique du Sud, et bénéficie en Afrique d'un réseau sans équivalent. En 2007, il s'est renforcé aux États-Unis dans le secteur de l'aéronautique et de l'espace, qui représente une part importante de son chiffre d'affaires, avec l'acquisition de la société Pro-Service.

Bolloré Logistics a poursuivi en 2009 l'extension de son réseau par l'ouverture de nouvelles agences, notamment en Chine et au Moyen-Orient. Il a par ailleurs acquis la société australienne d'organisation de transport Europacific Forwarding, basée à Brisbane, ouvrant de nouveaux flux vers la zone Océanie-Pacifique. Il a également racheté en 2008, conjointement avec Bolloré Africa Logistics, SAEL, l'un des premiers acteurs de commission de transport en Afrique du Sud, permettant ainsi de renforcer ses flux entre l'Europe et l'Afrique.

LA CHAÎNE COMPLÈTE DU TRANSPORT

Présent sur les cinq continents, Bolloré Logistics répond à la demande de ses clients tout au long de la chaîne logistique. En partenariat avec les principales compagnies aériennes, les sociétés du Groupe assurent une présence directe dans les principaux aéroports et des prestations de « general cargo » ou d'affrètement d'avions. Présentes également dans tous les grands ports du monde, ces sociétés offrent une prestation maritime complète, du conventionnel au conteneur, du



conteneur complet au groupage, du « general cargo » au transport spécialisé, du petit colis au hors gabarit. Par ailleurs, les centres opérationnels aériens et maritimes du Groupe sont équipés spécifiquement pour répondre à tous les besoins en transport terrestre des clients.

DÉVELOPPEMENT DANS LA LOGISTIQUE

Bolloré Logistics réalise d'importants développements dans ses activités de logistique et opère des plates-formes logistiques dotées d'équipements techniques de pointe qui offrent un large éventail de prestations : identification, étiquetage, conditionnement, préparation des commandes et redistribution. Des logiciels permettent de fournir en temps réel toutes les informations requises par les clients. Spécialisée dans les produits cosmétiques et pharmaceutiques, la plate-forme de Singapour, par exemple, permet de centraliser les flux avant leur reconditionnement et leur redistribution dans toute l'Asie.

En tant que commissionnaire en douane agréé, le Groupe offre également à ses clients des prestations de conseil et d'assistance pour l'application des procédures douanières. Bolloré Logistics a été le premier à obtenir le statut OEA (opérateur économique agréé) en France, permettant une plus grande fluidité des transports.

SERVICES ADAPTÉS AUX NOUVELLES NORMES DE SÉCURITÉ

Répondant aux besoins croissants en sécurité du fret aérien et maritime, Bolloré Logistics mène des actions importantes pour l'application des nouvelles réglementations concernant à la fois les marchandises, les installations et la formation du personnel. Aujourd'hui, l'ensemble des entrepôts et des magasins respecte les nouvelles normes de sécurité. Les entrepôts à température régulée pour les produits périssables, par exemple, sur les plates-formes aériennes, bénéficient de règles de sécurité des plus rigoureuses.

Ainsi, en liaison directe avec les autorités des États-Unis, Bolloré Logistics assure, pour le compte de ses clients, toutes les formalités obligatoires pour l'entrée des marchandises sur le sol américain.

Enfin, Bolloré Logistics a mis en place des équipes dédiées au développement durable, chargées de sélectionner des fournisseurs « propres », des entrepôts chauffés et conditionnés au gaz sans rejets de CO₂, certifiant le respect des conditions de travail dans les différents pays, et notamment en Asie.



TRANSPORT ET LOGISTIQUE AFRIQUE

Avec 200 agences et près de 20 000 collaborateurs dans 41 pays, le Groupe est présent depuis plus de cinquante ans en Afrique, où il dispose du premier réseau de manutention et de logistique. Il réalise chaque année la plus grande part de ses investissements sur ce continent, où il est un acteur clé du développement économique et social. Afin d'accroître la visibilité et la notoriété de ce réseau, le Groupe a lancé la marque Bolloré Africa Logistics, fédérant ainsi les différentes enseignes de la division.

Chiffre d'affaires 1 781 M€

Investissements 215 M€

Volumes traités Bois 1 450 000 m³ | Cacao/café 720 000 tonnes |

Coton 439 000 tonnes

Moyens techniques (manutention et transit) Véhicules/

remorques 8 800 | Bureaux/entrepôts 1 700 000 m² |

Terre-pleins 5 000 000 m²

Le Groupe a choisi, depuis de nombreuses années, d'être présent en Afrique et de s'y développer. Les investissements importants réalisés ces dernières années lui ont permis d'acquérir une taille importante dans les zones où il était historiquement moins présent, notamment en Afrique australe et en Afrique de l'Est. Bolloré Africa Logistics a ainsi acquis en 2008 White Horse, transporteur routier de référence sur le corridor du Copper Belt, ainsi que la société SAEL, important commissionnaire de transport d'Afrique du Sud, permettant ainsi de renforcer significativement sa présence dans cette région.

Premier réseau de transport et de logistique en Afrique, Bolloré Africa Logistics poursuit sa stratégie de partenariat avec ce continent, dont il accompagne le développement.

PORTS, MANUTENTION PORTUAIRE, AGENCES MARITIMES

Bolloré Africa Logistics est le leader dans les métiers de la manutention portuaire en Afrique, près de 9 000 engins et remorques ainsi que plus de 6 500 000 m² de terre-pleins, d'entrepôts et de bureaux dotés de systèmes informatiques performants. Les opérations portuaires réalisées pour le compte d'armateurs se déroulent depuis la mise à quai des marchandises jusqu'à la livraison au client. Chaque année,

le Groupe investit dans l'achat de nouvelles grues et installations afin d'améliorer les cadences de manutention et d'offrir à ses clients armateurs une qualité de service accrue.

Depuis plusieurs années, Bolloré Africa Logistics participe au processus de privatisation des ports en Afrique, qu'il opère le plus souvent en partenariat. Il est maintenant opérateur des terminaux conteneurs d'Abidjan, en Côte d'Ivoire, de Douala, au Cameroun, de Tema, au Ghana, de Lagos-Tin Can, au Nigeria, et de Libreville, Owendo, au Gabon, et a remporté, en fin d'année 2008, la concession du terminal à conteneurs de Pointe-Noire, au Congo, pour une durée de vingt-sept ans, avec pour objectif d'en faire le premier hub de transbordement pour navire, à forte capacité. Poursuivant sa stratégie de développement dans les ports africains, Bolloré Africa Logistics a obtenu en août 2009 la concession du terminal à conteneurs de Cotonou, au Bénin, pour une durée de vingt-cinq ans. Enfin il a également récupéré en 2009 l'exploitation de ses activités de manutention au Togo.

Avec un réseau de 200 agences, Bolloré Africa Logistics exerce le métier d'agent maritime dans de nombreux ports africains, fournisseur de fret et organisateur d'escales pour le compte de compagnies maritimes internationales.



Implantations 41 pays | 200 agences

Effectifs au 31/12/2009 18826

Bolloré Africa Logistics poursuit par ailleurs le développement de ses ports secs, réelles plates-formes de décongestion des ports maritimes situées au départ des corridors. Depuis 2007, il gère en particulier les ports secs de Mombasa, au Kenya, et de Dar es-Salaam, en Tanzanie. De même, il renforce ses positions dans les différents corridors du continent et souhaite redonner toute sa puissance à celui d'Abidjan vers l'hinterland.

TRANSIT ET LOGISTIQUE

Bolloré Africa Logistics prend en charge pour ses clients toutes les démarches administratives et douanières en amont et en aval du transport (maritime comme aérien), à l'import comme à l'export, puis assure par route ou par rail l'acheminement des marchandises jusqu'à leur destination finale.

Il dispose de nombreux entrepôts pour le stockage des produits importés et des matières premières exportées (café, cacao, coton) et peut s'appuyer sur un tissu d'agences solidement ancrées dans les pays de l'intérieur.

Bolloré Africa Logistics opère deux chemins de fer en Afrique, qui, avec le transport par la route, sont à la fois un vecteur de désenclavement des régions de l'intérieur du continent et un maillon de la chaîne de transport et de logistique. Il opère le réseau camerounais Camrail et le chemin de fer Sitarail, qui relie la Côte d'Ivoire au Burkina Faso.

Par ailleurs, Bolloré Africa Logistics a développé une expertise dans l'acheminement de matériels et de produits vers les plates-formes pétrolières du golfe de Guinée et a développé un savoir-faire reconnu dans la logistique des projets miniers en Afrique.

Il prend part également à un grand nombre de projets industriels sur tout le continent pour de nombreux clients internationaux.



DISTRIBUTION D'ÉNERGIE

Le Groupe Bolloré est le deuxième distributeur français de fioul domestique, avec une part de marché d'environ 9 %. Il est également un acteur important de la logistique pétrolière, essentiellement grâce à l'oléoduc Donges-Melun-Metz (DMM), dont il est l'opérateur.

Chiffre d'affaires 1 686 M€

Investissements 10 M€

Volumes vendus 3 100 000 m³

Stockage en propriété 1 345 510 m³

Moyens techniques 79 agences | 56 stations-service | 324 camions

Effectifs au 31/12/2009 957

DISTRIBUTION DE PRODUITS PÉTROLIERS

La division Distribution d'énergie en France dispose désormais d'un réseau de 69 agences qui assurent la distribution de fioul domestique et d'autres produits pétroliers auprès de plus de 400 000 particuliers et d'une clientèle professionnelle. La distribution « de détail », qui approvisionne une clientèle de particuliers, d'agriculteurs, d'immeubles et d'administrations, représente environ 1 100 000 m³ et l'activité « négoce », qui fournit les transporteurs et les revendeurs-détaillants, représente près de 2 000 000 m³. Par ailleurs, Bolloré Énergie développe une offre de services techniques pour ses clients : entretien de chaudières, offre de climatiseurs, abonnement chauffage, pompe à chaleur...

Hors de France, le Groupe distribue les mêmes produits sous la marque Calpam en Allemagne (8 agences), où il exploite en outre un réseau de 56 stations-service et déploie également une activité de « bunkering » (soutes) dans le port de Hambourg.

Après avoir acquis les Charbon Mauvois en 2008, le Groupe a poursuivi l'extension de son réseau en 2009 par l'acquisition de 8 petits fonds de commerce.

LOGISTIQUE PÉTROLIÈRE

Le Groupe est un acteur important de la logistique des produits pétroliers. SFDM, filiale à 95 % de Bolloré Énergie (après l'acquisition de 5 % supplémentaires fin 2008), exploite la concession de l'oléoduc Donges-Melun-Metz (DMM) et les dépôts de Donges, de La Ferté, de Vatry et de Saint-Baussant, d'une capacité globale de stockage de 845 000 m³. L'oléoduc DMM traverse la France d'ouest en est sur une distance de 634 km et dispose d'une capacité de transport de 3 200 000 m³.

Bolloré Énergie est également présent en Suisse, où la société CICA importe, distribue et assure le stockage de produits pétroliers à Genève, à Zurich et à Bâle, où elle possède de nombreux dépôts et deux agences.

Enfin, Bolloré Énergie détient des participations à hauteur de 20 % dans les Dépôts pétroliers de Lorient (DPL), d'une capacité de stockage de 145 000 m³, et dans ceux de La Rochelle (180 000 m³).



TERMINAUX ET SYSTÈMES SPÉCIALISÉS

IER est le leader de l'équipement des grands réseaux de transport en terminaux et automates de billetterie et en équipements de contrôle d'embarquement permettant le traitement sécurisé et automatisé des flux de passagers et de bagages. IER est également leader dans les solutions d'identification automatique pour le contrôle des flux et des marchandises pour les chaînes et les opérateurs logistiques. Sa maîtrise de l'ensemble de la chaîne de valeur de la RFID en fait un acteur majeur dans le déploiement de ces nouvelles solutions. Enfin, IER est leader mondial pour la fourniture d'équipements de sécurité physique et de contrôle d'accès.

Chiffre d'affaires 112 M€ | dont 52 % à l'export

Investissement 1,0 M€ | R&D 8,1 M€

Implantations 2 centres de recherche et d'études |

6 centres de production | 13 centres de services et maintenance

Production (en unités) 10767 imprimantes et lecteurs | 746 bornes

49 308 566 étiquettes radiofréquence | 1 204 équipements de contrôle

d'accès des piétons | 5930 équipements de contrôle d'accès des véhicules

Effectifs au 31/12/2009 759

ÉQUIPEMENT POUR LE TRANSPORT

IER est leader mondial pour la conception, la fabrication et la commercialisation de terminaux de billetterie de contrôle et de lecture pour les grands réseaux de transport aérien, ferroviaire et maritime. Répondant à la demande grandissante d'améliorer l'efficacité des solutions d'accueil des voyageurs, IER a développé une gamme complète de solutions de self-service incluant des bornes multicompanies pour l'aérien et des bornes de retrait et de consultation dans le domaine terrestre. Disposant d'une vaste gamme de technologies et logiciels dans l'identification par code à barres, RFID, lecteur biométrique, associée à celles de la mobilité et des communications, IER est devenu un acteur majeur des nouvelles solutions de mobilité pour le transport.

SÉCURITÉ ET CONTRÔLE D'ACCÈS

À travers sa filiale Automatic Systems (AS), IER propose également une gamme complète d'accès sécurisés des piétons et des véhicules et de protection des sites sensibles. Grâce à son réseau de distribution internationale, AS est l'un des premiers fournisseurs mondiaux des grands intégrateurs

de sécurité. En parallèle de ces marchés, IER propose à l'international une gamme complète d'équipements de contrôle d'accès pour les péages routiers, les métros, les trains et également les aéroports. Disposant de technologies très avancées en détection et contrôle, AS a enregistré en 2008 de nouveaux succès sur des marchés en développement, comme le contrôle de l'immigration et la sécurité des sites à hauts risques.

IDENTIFICATION AUTOMATIQUE ET TRAÇABILITÉ

IER conçoit, développe et intègre un ensemble de solutions d'identification, de traçabilité et de mobilité à l'usage des opérateurs de la logistique, de l'industrie et du transport. Maîtrisant l'ensemble des technologies code à barres, RFID, vocal, Wi-Fi et GPRS, IER est devenu une référence en intégration et en service. En 2008, IER a assuré avec succès l'ingénierie et le déploiement de grands projets dans l'aérien et dans le secteur de la distribution, démontrant le réel potentiel des technologies RFID.



FILMS PLASTIQUES – BATTERIES ET SUPERCAPACITÉS, VÉHICULES ÉLECTRIQUES

À partir de sa position de leader mondial des films plastiques pour condensateurs et après quinze années de recherches, le Groupe Bolloré a mis au point une batterie électrique LMP de haute performance pour véhicule électrique, ouvrant des perspectives très importantes en matière de véhicules propres et de lutte contre la pollution. Il s'est associé avec Pininfarina et Gruau pour produire et commercialiser des voitures et des bus électriques équipés des batteries et des supercapacités.

Films plastiques Chiffre d'affaires 64 M€ | dont 73 % à l'export
Investissements 2 M€
Production vendue 12 959 tonnes
Effectifs au 31/12/2009 498

Batteries électriques, supercapacités et véhicules électriques Investissements 8 M€ | R&D 56 M€
Batteries électriques 2 usines en Bretagne et au Canada | 28 900 m²

FILMS PLASTIQUES POUR CONDENSATEURS ET EMBALLAGES

Avec la technologie de l'ultrafin acquise dans la fabrication des papiers minces, le Groupe Bolloré est devenu le leader mondial du film polypropylène pour condensateurs, composants électriques permettant de stocker l'énergie. Les condensateurs sont aussi bien utilisés dans la fabrication de produits grand public (électroménager, bricolage, conditionnement d'air...) que dans la construction d'infrastructures (éclairage, transport d'électricité, transport ferroviaire...). Le Groupe dispose de deux usines situées en Bretagne ainsi que d'une unité de production aux États-Unis.

Il a ensuite développé une gamme de films d'emballage thermorétractables ultrafins et résistants, assurant une protection efficace et esthétique des produits emballés (boîtes, livres, jeux, Compact Discs, produits alimentaires...). Le Groupe figure désormais parmi les trois premiers fabricants mondiaux de films pour emballages. L'usine de Pen Carn, en Bretagne, est l'une des installations les plus modernes, avec huit machines à bulles installées dans un seul hall de production. Grâce à des produits de plus en plus haut de gamme et biodégradables, cette activité poursuit son développement commercial à l'international, notamment en Asie et aux États-Unis, avec un fort développement des films réticulés plus souples et plus solides.

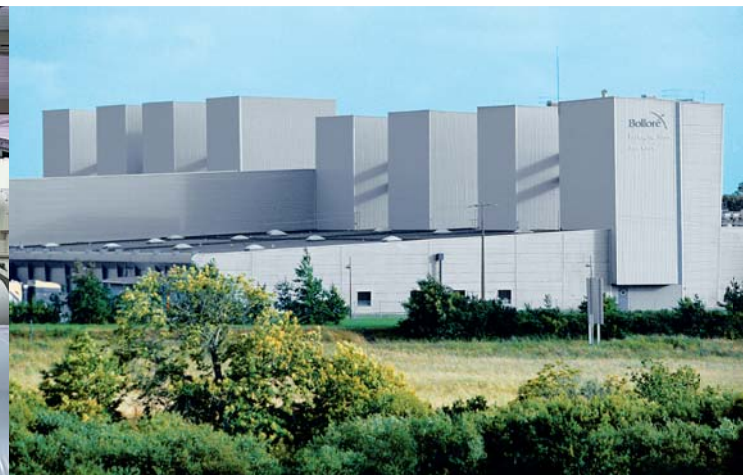
BATTERIES ÉLECTRIQUES

Leader mondial de la fabrication des films plastiques pour condensateurs permettant de stocker l'énergie, le Groupe Bolloré a mis au point une batterie électrique de haute performance qui permet d'équiper des véhicules 100 % électriques.

La société Batscap maîtrise aujourd'hui la fabrication de batteries lithium métal polymère (LMP) permettant à un véhicule électrique de disposer d'une autonomie de 250 km et d'atteindre 130 km/h.

En plus de son usine de Bretagne, le Groupe dispose également, depuis 2007, d'une capacité de production industrielle au Canada, où il a repris une partie des actifs d'Avestor. Rebaptisée « Bathium », cette société possède des savoir-faire complémentaires dans la fabrication des batteries.

Ces deux usines ont débuté au second semestre 2009 leur production à l'échelle industrielle.



Supercapacités Usine en Bretagne | 2 100 m² |
Capacité 1 000 000 composants par an

Bluecar® Vitesse 130 km/h | Autonomie 250 km | Batteries 30 kWh
Effectifs au 31/12/2009 209

SUPERCAPACITÉS

Le Groupe a développé un nouveau type de composants de stockage d'énergie, les supercapacités, qui offrent de nombreuses applications dans le domaine des transports : gestion des besoins électriques des véhicules, systèmes de « stop and start » développés par les constructeurs, utilisation pour les bus électriques et tramways, hybridation légère de véhicule.

L'utilisation de ces composants dans le domaine de l'automobile réduit de manière significative les émissions de dioxyde de carbone et de microparticules. Le Groupe, qui s'est doté d'une usine permettant de produire plus d'un million de cellules par an, a entrepris la commercialisation de ces supercapacités durant l'exercice 2009.

VÉHICULE ÉLECTRIQUES

Après avoir développé un prototype de véhicule électrique équipé de la batterie LMP, le Groupe s'est associé à 50 % avec le groupe italien Pininfarina pour produire et commercialiser, sous la marque Pininfarina, une nouvelle voiture électrique. Baptisé « Bluecar® », ce véhicule tout électrique, équipé de la batterie électrique LMP et de supercapacités développées par le Groupe Bolloré, a été présenté au Mondial de l'automobile et, plus récemment, au salon de Genève. Le livre de précommande a déjà rencontré un franc succès et les premières livraisons auront lieu dès 2010.

Enfin, Bolloré, qui s'est également associé au groupe français Gruau, développe des bus électriques adaptés au transport urbain, qui sont aussi équipés de batteries LMP et de supercapacités conçues par le Groupe Bolloré. Les premiers modèles seront produits et livrés au cours de l'exercice 2010.



COMMUNICATION ET MÉDIAS

Depuis le début des années 2000, le Groupe a décidé d'investir dans le secteur de la communication et des médias, constituant ainsi un nouveau pôle d'activité. Il est aujourd'hui présent dans la télévision, la presse gratuite, la logistique pour le cinéma et la télévision.

Effectifs au 31 décembre 2009 628

Direct 8

Part d'audience exclusifs TNT⁽¹⁾ 2,8%

Part d'audience nationale⁽¹⁾ 1,9%

Couverture mensuelle⁽¹⁾ 35 076 000

Nombre d'heures de programmes inédits par jour 7 heures

TÉLÉVISION NUMÉRIQUE TERRESTRE ET PRESSE GRATUITE

Depuis 2005, le Groupe a réalisé d'importants développements dans les secteurs de la télévision et de la presse gratuite. Il a lancé successivement la chaîne de Télévision Numérique Terrestre (TNT) Direct 8 et les quotidiens gratuits *Direct Soir* et *Direct Matin Plus*.

Bolloré Média, qui poursuit ses développements dans la TNT en 2010, finalise l'acquisition de Virgin 17, chaîne musicale de la TNT détenue par le Groupe Lagardère, lui permettant ainsi de devenir le quatrième groupe télévisuel français. Parallèlement, le CSA a attribué au Groupe Bolloré la licence d'une chaîne locale dans la région de Nice, Menton, Saint-Raphaël, Cannes et Grèce. Baptisée « Direct Azur », elle sera lancée en fin d'année 2010.

Direct 8

Lancée en mars 2005, la chaîne de Télévision Numérique Terrestre (TNT) couvre désormais 75 % des foyers équipés de télévision. Direct 8 poursuit son développement de chaîne généraliste en proposant chaque jour de nombreux programmes inédits d'une grande diversité : sport, cinéma,

séries, théâtre, musique en live, actualités, investigation, débats, divertissement, politique, magazines d'art de vivre et de société...

Avec une part d'audience en forte croissance, qui atteint 1,9 % en national (2,8 % en univers TNT) à fin 2009⁽¹⁾, Direct 8 est, à ce jour, regardée par environ 35 millions de téléspectateurs par mois. Le nombre d'annonceurs qui choisissent Direct 8 s'élève à 450, en forte progression de 30 %.

Direct Soir

Créé en juin 2006, *Direct Soir* est le premier quotidien gratuit du soir. Diffusé à 450 000 exemplaires dans les principales villes de France, il couvre l'actualité tout en consacrant une place importante aux loisirs et à la culture. La nouvelle formule de *Direct Soir*, qui associe de grandes signatures et un partenariat avec *Le Figaro Magazine*, ainsi que son supplément hebdomadaire *Direct Sport*, connaissent un grand succès.

(1) Étude Médiamétrie portant sur l'univers de la TNT en décembre 2009.



Diffusion 2009

Direct Soir 450 000

Direct Matin Plus et réseau Ville Plus 750 000

Direct Matin Plus

Ce second quotidien gratuit a été lancé en février 2007, en partenariat avec *Le Monde* et la presse quotidienne régionale du réseau Ville Plus. *Direct Matin Plus*, journal d'information dont une partie du contenu est réalisée par les rédactions du *Monde* et de *Courrier International*, est diffusé à plus de 450 000 exemplaires en Île-de-France, auxquels s'ajoutent plus de 300 000 exemplaires du réseau Ville Plus en province (*Marseille Plus*, *Lyon Plus*, *Bordeaux 7...*) ainsi que les nouvelles éditions de Nice, Toulouse et Strasbourg lancées en 2009.

LOGISTIQUE AUDIOVISUELLE ET CINÉMA

Le Groupe détient 18 % du capital d'Euro Media Group, qui est l'un des premiers prestataires techniques audiovisuels européens. Présent dans de nombreux pays d'Europe (France, Pays-Bas, Belgique, Royaume-Uni, Allemagne, Suisse...), il assure une gamme de services très étendue : cars de vidéo mobile, plateaux de tournage, études, postproduction, ateliers de décors, location d'accessoires...

D'autre part, le Groupe Bolloré exploite le cinéma Mac-Mahon, à Paris, et détient environ 10 % de la société Gaumont, l'un des premiers acteurs européens de son secteur, qui possède un tiers du réseau national des salles EuroPalaces et exploite un important catalogue de longs métrages.



COMMUNICATION ET MÉDIAS

Dans le cadre de ses investissements dans la communication et les médias, le Groupe s'est fortement développé dans la publicité et les études. Il est également présent dans le domaine des télécommunications, dans lequel il a acquis des licences WiMax pour les principales régions françaises.

Revenus Havas 1 441 M€ | Aegis Group Plc 1 347 M£ |
CSA 21 M€ | Harris Interactive 184 M\$

Télécoms Bolloré Telecom 20 licences WiMax en France |
Wifirst 80 000 chambres installées

PUBLICITÉ ET ÉTUDES

Depuis 2004, le Groupe Bolloré a décidé d'investir dans le secteur de la publicité et des études. Il est aujourd'hui présent dans plusieurs sociétés importantes.

Le Groupe détient 32,9 % du capital d'Havas, sixième groupe mondial de conseil en communication présent dans la publicité à travers les agences Euro RSCG, H, Arnold... et dans l'expertise média grâce au réseau mondial d'Havas Media.

Le groupe britannique Aegis est l'un des premiers groupes indépendants d'agences média et de « marketing services » et figure également parmi les plus importantes sociétés d'études. Avec une participation de 29,8 % ⁽¹⁾ du capital d'Aegis, le Groupe Bolloré en est le premier actionnaire.

Depuis l'acquisition en 2008 de 60 % supplémentaires du capital de CSA, le Groupe détient la totalité de l'institut généraliste d'études et de sondages CSA. Celui-ci réalise pour ses clients des études spécifiques sur mesure et figure parmi les trois premiers instituts français généralistes.

Avec une participation de près de 15 % du capital d'Harris Interactive, Bolloré est le premier actionnaire de cette société américaine d'études et de sondages, spécialisée dans les études par Internet et qui dispose d'un des plus larges panels du marché.

(1) En incluant 0,8 % détenu par Bolloré Participations.



TÉLÉCOMS

Bolloré Telecom a acquis début 2010, sous conditions suspensives de l'autorisation de l'Arcep, deux licences régionales WiMax (technologie hertzienne de transmission de données haut débit) complémentaires, lui offrant ainsi une couverture nationale. Le Groupe poursuit la phase de test des équipements proposés par les fabricants et amorce le déploiement de son réseau WiMax sur plusieurs sites pilotes. Bolloré Telecom a ainsi déployé 200 stations, qu'il exploite sur ses fréquences.

Par ailleurs, sa filiale Wifirst, qui commercialise un service d'Internet sans fil haut débit, entre autres au sein des résidences universitaires, poursuit son implantation avec environ 100 000 chambres équipées depuis l'acquisition de la société My IP début 2010.



PLANTATIONS

Le Groupe Bolloré est présent dans le secteur des plantations, à la fois directement et à travers ses participations dans le Groupe Socfinal, qui exploite un important ensemble de plantations en Indonésie et dans différents pays d'Afrique. Il détient également des fermes aux États-Unis et des domaines viticoles dans le sud de la France.

En hectares SAFA Cameroun 8 600 | Socfinal 140 000 | Fermes américaines 3 000 | Domaines viticoles 230

Bouteilles produites 380 000
Effectifs SAFA Cameroun au 31/12/2009 1 575

À travers ses participations, de 39 % dans Socfinal et de 22 % dans sa filiale Socfinasia, Bolloré est un actionnaire important du Groupe Socfinal. Celui-ci est l'un des principaux planteurs dans le monde et gère près de 140 000 hectares de plantations.

En Asie, Socfinal est présent en Indonésie, où il détient 90 % de Socfindo, qui exploite 48 000 hectares de palmiers à huile et d'hévéas, et s'est récemment implanté au Cambodge, où il a entrepris la création de 12 000 hectares de plantations d'hévéas.

En Afrique, il est présent dans de nombreux pays, comme le Cameroun, où Socapalm et la Ferme Suisse gèrent également 32 000 hectares de palmiers à huile. En Côte d'Ivoire, la Société des Caoutchoucs de Grand Bereby (SOGB) exploite 16 000 hectares d'hévéas et réalise une extension de 6 000 hectares de palmiers. Par ailleurs, le Groupe Socfinal a entrepris la replantation de 5 000 hectares de palmiers en République démocratique du Congo.

Enfin, poursuivant le recentrage de son activité sur la production de caoutchoucs et d'huile de palme, le Groupe Socfinal a cédé début 2010 la plantation de café qu'il détenait au Kenya.

Le Groupe Bolloré est aussi directement présent dans le secteur des plantations au Cameroun, où sa filiale SAFA Cameroun exploite une plantation de 8 600 hectares de palmiers à huile et d'hévéas.

À travers Plantations des Terres Rouges, il possède également trois fermes aux États-Unis représentant près de 3 000 hectares, dont 600 hectares de plantations de pins. Les principales cultures irriguées sont celles de coton, de soja, d'arachide et de maïs.

Enfin, le Groupe est aussi propriétaire et exploitant de deux domaines viticoles dans le sud de la France, en zone d'appellation Côte de Provence : le cru classé Domaine de la Croix et le Domaine de la Bastide blanche, qui représentent une superficie totale de 230 hectares, dont 104 hectares de droits viticoles. La restauration du vignoble se poursuit avec 70 % de vignes replantées. La nouvelle cave et les bâtiments d'exploitation du Domaine de la Croix sont opérationnels.



PARTICIPATIONS

Tout en développant chacun de ses différents métiers opérationnels, le Groupe Bolloré a toujours cherché à disposer d'une épargne industrielle composée d'actifs pouvant soit être cédés en cas de nécessité, soit, au contraire, constituer les bases de nouveaux développements.

Principales participations Havas 32,93 % | Aegis 29,81 % |
Vallourec 5,22 %⁽⁴⁾ | Socfinal 38,75 % | Socfinasia 21,50 % |

Harris Interactive 14,79 % | Gaumont 9,57 % | Bigben Interactive
10,98 %

Le Groupe détient à ce jour 5,2 % de Vallourec et a couvert en 2010 environ 60 % de cette participation au cours de 136 euros par des ventes à terme livrables en titres ou en espèces et venant à échéance en mai 2011. Compte tenu de ces opérations, la valeur boursière de cette participation s'élevait à 425 millions d'euros au 1^{er} avril 2010.

Le Groupe détient également des participations dans le secteur de la publicité et des études⁽¹⁾. Il détient 32,9 % du capital d'Havas⁽¹⁾, sixième groupe mondial de conseil en communication, où il est présent au Conseil d'administration et dont Vincent Bolloré est Président non exécutif depuis 2005. La valeur boursière au 1^{er} avril 2010 est de 546 millions d'euros.

Le Groupe est le premier actionnaire d'Aegis Group Plc⁽¹⁾, société de « marketing services » spécialisée dans les médias et les études de marché, cotée à la Bourse de Londres. Au 1^{er} avril 2010, le Groupe détenait 29,8 % du capital d'Aegis⁽²⁾ représentant une valeur boursière de 503 millions d'euros.

La détention de 39 % de la société Socfinal et de 22 % de sa filiale Socfinasia⁽³⁾ représentait une valeur boursière de 241 millions d'euros au 1^{er} avril 2010.

Avec une participation de près de 15 % du capital, le Groupe est aussi actionnaire d'Harris Interactive, leader mondial des études interactives et l'un des plus grands instituts de sondages.

Au cours de l'exercice 2009, le Groupe Bolloré a pris une participation de près de 11 % dans la société Bigben Interactive, l'un des leaders européens de la conception et de la distribution d'accessoires pour consoles de jeux vidéo.

Enfin, le Groupe possède une participation de près de 10 % dans Gaumont.

Le portefeuille de titres cotés détenus par le Groupe s'élève au 1^{er} avril 2010 à plus de 1,7 milliard d'euros.

Par ailleurs, Financière de l'Odet, maison-mère de Bolloré détient une participation de 5 % dans Mediobanca et fédère les investisseurs internationaux représentant au total 10 % du capital de Mediobanca.

(1) Voir page 28, sociétés mises en équivalence.

(2) En incluant 0,8 % détenu par Bolloré Participations.

(3) Voir page 30, sociétés mises en équivalence.

(4) Au 1^{er} avril 2010.



DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

SOMMAIRE

36	1. Personnes responsables	56	13. Prévisions ou estimations du bénéfice
36	2. Noms des contrôleurs légaux	56	14. Organes d'administration et Direction générale
37	3. Informations financières sélectionnées	14.1.	Information sur les organes d'administration et de direction
37	4. Facteurs de risque	14.1.1.	Informations statutaires et mode de direction
4.1.	Analyse des risques	14.1.2.	Composition du conseil d'administration
4.1.1.	Risques de taux, de change et de matières premières	14.1.3.	Liens familiaux entre les administrateurs
4.1.2.	Risques sur titres de participation	14.1.4.	Condammations pour fraude, faillite, sanctions publiques prononcées au cours des cinq dernières années
4.1.3.	Risques politiques	14.2.	Conflits d'intérêts
4.1.4.	Risques juridiques	71	15. Rémunération et avantages des mandataires sociaux
4.1.5.	Assurance – couverture des risques éventuels susceptibles d'être encourus par la société	15.1.	Rémunération du dirigeant mandataire social
4.1.6.	Risques liés à l'activité	15.2.	Rémunération des mandataires sociaux
41	5. Informations concernant l'émetteur	15.3.	Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées ou levées pendant l'exercice
5.1.	Histoire et évolution de la société	15.4.	Actions de performance
5.2.	Investissements	15.5.	Historique des attributions d'options de souscription
5.2.1.	Investissements financiers	15.6.	Contrat de travail, retraites spécifiques, indemnités de départ et clause de non-concurrence
5.2.2.	Investissements industriels	74	16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction
5.2.3.	Investissements en cours et engagements fermes d'investissement	16.1.	Mandats des administrateurs
43	6. Aperçu des activités	16.2.	Informations sur les contrats de service liant les membres des organes d'administration et de direction à l'émetteur ou à l'une quelconque de ses filiales et prévoyant l'octroi d'avantages
6.1.	Principales activités	16.3.	Informations sur le comité d'audit et le comité de rémunération
6.2.	Principaux marchés	16.4.	Régime de gouvernement d'entreprise
6.3.	Événements exceptionnels	16.5.	Organisation des travaux du conseil, évaluation du fonctionnement et des méthodes de travail du conseil et règles de répartition des jetons de présence
6.4.	Dépendances éventuelles aux brevets, licences, contrats industriels commerciaux ou financiers	75	17. Salariés
6.5.	Éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	17.1.	Informations relatives aux salariés
49	7. Organigramme : actionnariat détaillé des sociétés cotées du Groupe	17.2.	Options de souscription d'achat d'actions
7.1.	Description sommaire du groupe	17.2.1.	Au cours des exercices 2008 et 2009
7.2.	Principales filiales	17.2.2.	Au cours des exercices antérieurs
50	8. Propriétés immobilières, usines et équipements	17.3.	Participation et stock-options des membres du conseil d'administration et des dirigeants
8.1.	Immobilisations corporelles importantes et charges majeures pesant dessus	17.4.	État récapitulatif des opérations mentionnées à l'article L. 621-18-2 du code monétaire et financier (opérations sur titres des membres du conseil d'administration réalisées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009)
8.2.	Questions environnementales pouvant influencer l'utilisation des immobilisations	17.5.	Participations des salariés au capital de la société
53	9. Examen de la situation financière et du résultat	83	18. Principaux actionnaires
9.1.	Situation financière	18.1.	Renseignements concernant l'actionnariat au 1 ^{er} mars 2010
9.2.	Résultat opérationnel	18.2.	Droits de vote
53	10. Trésorerie et capitaux	18.3.	Contrôle de l'émetteur
10.1.	Trésorerie et équivalents de trésorerie	18.4.	Accord pouvant entraîner un changement de contrôle
10.2.	Flux de trésorerie		
10.3.	Structure de l'endettement brute		
10.4.	Caractéristique des financements		
10.5.	Capacités de financement		
54	11. Recherche et développement, brevets et licences		
11.1.	Recherche et développement		
11.2.	Brevets et licences		
55	12. Informations sur les tendances		
12.1.	Principales tendances de l'exercice 2009		
12.2.	Tendances connues sur l'exercice en cours		

84	19. Opérations avec les apparentés		
84	20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
20.1.	Informations incluses par référence		
20.2.	Informations financières pro forma		
20.3.	États financiers consolidés au 31 décembre 2009		
20.4.	Comptes annuels au 31 décembre 2009		
20.5.	Date des dernières informations financières		
20.6.	Informations financières intermédiaires et autres		
20.7.	Politique de distribution des dividendes		
20.7.1.	Distribution de dividendes au titre des trois derniers exercices		
20.7.2.	Affectation du résultat de l'exercice		
20.7.3.	Prescription des dividendes		
20.8.	Procédures judiciaires		
20.9.	changement significatif de la situation financière ou commerciale		
20.10.	Prises de participation directes et prises de contrôle		
20.10.1.	Prises de participation directes		
20.10.2.	Prises de contrôle		
20.11.	Information relative aux délais de paiement		
173	21. Informations complémentaires		
21.0.	Titres non représentatifs du capital		
21.1.	Capital		
21.1.1.a.	Montant du capital social		
21.1.1.b.	Montant du capital potentiel		
21.1.2.	Nombre, valeur comptable et valeur nominale des actions détenues par la société elle-même ou en son nom par ses filiales		
21.1.3.	Montant des valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription avec mention des conditions et modalités de conversion, d'échange ou de souscription		
21.1.4.	Informations sur les conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attaché(e) au capital souscrit, mais non libéré, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital		
21.1.5.	Informations relatives aux options de souscription ou d'achat d'actions		
21.1.6.	Historique du capital social pour la période couverte par les informations financières historiques mettant tout changement survenu en évidence		
21.1.7.	Délégations accordées par l'assemblée des actionnaires au conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital		
21.1.8.	Accords conclus par la société modifiés ou prenant fin en cas de changement de contrôle		
21.2.	Actes constitutifs et statuts		
21.2.1.	Objet social (article 2 des statuts)		
21.2.2.	Résumé des dispositions contenues dans les statuts, la charte et le règlement intérieur concernant les membres des organes d'administration et de direction		
21.2.3.	Droits, privilèges, restrictions attachés aux actions		
21.2.4.	Actions nécessaires pour modifier les droits des actionnaires		
21.2.5.	Convocations et conditions d'admission aux assemblées		
21.2.6.	Disposition des statuts, charte, règlement pouvant retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle		
21.2.7.	Disposition de l'acte constitutif, charte, règlement fixant le seuil au-dessus duquel toute participation doit être divulguée		
21.2.8.	Conditions des statuts régissant les modifications de capital		
177	22. Contrats importants		
177	23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts		
177	24. Documents accessibles au public		
177	25. Informations sur les participations		
179	ANNEXES		
180	Tableau de passage entre le rapport de gestion et le document de référence de Bolloré		
181	Table de concordance entre le document de référence et le rapport financier annuel		
182	Rapport du Président sur la composition, sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil et sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la société		
187	Rapport des commissaires aux comptes établi en application de l'article L. 225-235 du code de commerce sur le rapport du Président du Conseil d'administration de la société Bolloré		
188	Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagement réglementées		
189	Résolutions présentées à l'Assemblée générale ordinaire du 10 juin 2010		
190	Rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée générale extraordinaire du 10 juin 2010		
191	Résolutions présentées à l'Assemblée générale extraordinaire du 10 juin 2010		
192	Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre au profit de membres du personnel salarié et de mandataires sociaux		
193	Rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée spéciale du 10 juin 2010		
194	Résolutions présentées à l'Assemblée spéciale du 10 juin 2010		
195	Document d'information annuel		

1. PERSONNES RESPONSABLES

PERSONNE RESPONSABLE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

Vincent Bolloré, Président-directeur général.

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste que, à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion, contenu dans le présent document de référence comme précisé en annexe page 180, présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans le présent prospectus ainsi qu'à la lecture d'ensemble du prospectus.

Les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2009, présentés dans ce document, ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux, figurant en page 150 du présent Document de référence, qui contient une observation sur les évolutions des règles et méthodes comptables exprimées dans le paragraphe 1 « Nouvelles normes applicables à compter de 2009 » de la note 1 - B.3 « Évolutions normatives » de l'annexe aux états financiers. »

Le 30 avril 2010

Vincent Bolloré

2. NOMS DES CONTRÔLEURS LÉGAUX

COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

Constantin Associés
114, rue Marius-Aufan
92300 Levallois-Perret

Représenté par Thierry Quéron

Première nomination : Assemblée générale extraordinaire du 28 juin 1990.
Renouvellements : Assemblée générale ordinaire des 12 juin 1996, 6 juin 2002 et 5 juin 2008.

Mandat expirant à l'issue de l'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

AEG Finances
100, rue de Courcelles
75017 Paris

Représenté par Philippe Bailly

Première nomination : Assemblée générale ordinaire du 5 juin 2007.
Mandat expirant à l'issue de l'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLÉANTS

Benoît Pimont
114, rue Marius-Aufan
92300 Levallois-Perret

Première nomination : Assemblée générale ordinaire du 5 juin 2008.
Mandat expirant à l'issue de l'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Auditeurs & Conseils Associés
33, rue Daru
75008 Paris

Représenté par François Mahé

Première nomination : Assemblée générale ordinaire du 5 juin 2007.
Mandat expirant à l'issue de l'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

3. INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES

COMPTE DE RÉSULTAT

(en millions d'euros)	2009	2008
Chiffres d'affaires	6 011	7 216
Résultat opérationnel	174	143
Résultat financier	(36)	124
Part dans le résultat net des entreprises associées	72	(125)
Impôts	(79)	(57)
Résultat net global	120	66
dont part du Groupe	94	50

RÉSULTAT OPÉRATIONNEL CONSOLIDÉ

(par activité, en millions d'euros)	2009	2008
Transport et logistique	317	298
Distribution d'énergie	49	18
Industrie	(104)	(80)
Médias, actifs financiers et divers	(88)	(93)
Total	174	143

BILAN

(en millions d'euros)	Au 31/12/2009	Au 31/12/2008
Capitaux propres	3 076	2 470
Capitaux propres, part du Groupe	2 844	2 295
Endettement net	1 317	1 398

4. FACTEURS DE RISQUE

4.1. ANALYSE DES RISQUES

4.1.1. RISQUES DE TAUX, DE CHANGE ET DE MATIÈRES PREMIÈRES

Une analyse de ces risques est fournie dans les notes 21 et 36 des comptes consolidés (20.3).

4.1.2. RISQUES SUR TITRES DE PARTICIPATION

La note 9 de l'annexe aux comptes consolidés (20.3) détaille les titres non consolidés et notamment les titres détenus directement et indirectement dans Omnium Bolloré, Financière V et Sofibol, holdings intermédiaires de contrôle du Groupe (voir « Actionnariat détaillé » page 49). Les titres de ces sociétés non cotées dont la valeur dépend de la valorisation des titres Bolloré et de Financière de l'Odé, revêtent un caractère peu liquide. Compte tenu des plus-values latentes significatives existant à la clôture, le Groupe estime ne pas avoir de risques propres à ces participations.

Une analyse de la sensibilité des états financiers à la variation des cours des actions figurent dans la note 36 des comptes consolidés (20.3).

4.1.3. RISQUES POLITIQUES

Le Groupe est présent depuis plusieurs décennies en Afrique. Son expérience et sa présence dans pratiquement tous les pays du continent lui permettent de mieux répartir son exposition aux risques. À cet égard, toutes les sociétés africaines du Groupe bénéficient d'une couverture « pertes pécuniaires » garantissant les risques politiques et commerciaux à concurrence de 30 millions d'euros par événement et 75 millions d'euros par an auprès de ACS, et réassurée auprès de Sorebol – société de réassurance interne du Groupe. Cette évaluation est conforme aux besoins du Groupe et aux risques étudiés en liaison avec ses courtiers et pouvant notamment résulter de :

- confiscation, expropriation, nationalisation;
- retrait d'autorisation;
- non-renouvellement par les autorités concédantes de leurs accords de concession ou de licences;
- inconvertibilité et non-transfert de tous flux financiers et notamment des dividendes;
- trouble de l'ordre public, malveillance, guerre, guerre civile, grève, émeute, terrorisme.

4.1.4. RISQUES JURIDIQUES

Risques liés à la réglementation et à son évolution

Le Groupe n'est pas, dans le cadre de ses activités, soumis à des législations ou à des réglementations qui seraient de nature à présenter des situations générant des risques spécifiques.

Risques liés aux litiges

L'activité des sociétés du Groupe ne subit aucun lien de dépendance particulier. Le 14 décembre 2002, un abordage intervenait entre le *MV/Kariba*, propriété d'OTAL Investments Limited, et le *MV/Tricolor*. Les procédures sont toujours en cours. Les conséquences de ce sinistre, évaluées à plusieurs dizaines de millions d'euros, bénéficient de la garantie de nos assureurs.

D'autre part Bolloré (société absorbée par notre société au cours de l'exercice 2006) s'était vu infliger une amende par la Commission européenne pour entente au cours des années 1992 à 1995 sur le marché du papier autocopiant, marché sur lequel évoluait sa filiale Copigraph (cédée en novembre 1998 à Arjo Wiggins Apleton). Bolloré a exercé un recours le 11 avril 2002 devant le Tribunal de première instance de Luxembourg, contestant notamment la régularité de la procédure ayant abouti au prononcé de l'amende. Par décision en date du 26 avril 2007, le Tribunal de première instance de Luxembourg, tout en reconnaissant que la communication des griefs n'avait pas permis à Bolloré de prendre connaissance du grief tiré de son implication directe dans l'infraction ni même des faits retenus par la Commission dans la décision au soutien de ce grief, de sorte que Bolloré n'avait pu utilement assurer sa défense au cours de la procédure administrative, a néanmoins rejeté le recours de Bolloré.

Bolloré, qui a versé 22,7 millions d'euros d'amendes et 5,7 millions d'euros d'intérêts, a formé un pourvoi à l'encontre de cet arrêt le 11 juillet 2007 devant la Cour de justice des Communautés européennes, notamment pour la violation des droits de la défense, violation du principe de présomption d'innocence et dénégation des éléments de preuve.

La Cour de justice des Communautés européennes a estimé que le Tribunal de première instance avait commis une erreur de droit en ne tirant aucune conséquence juridique de sa décision selon laquelle les droits de la défense de Bolloré n'ont pas été respectés et par arrêt du 3 septembre 2009, a annulé la décision initiale de la Commission en ce qu'elle vise Bolloré SA.

Suite à cette annulation la Commission a, le 16 décembre 2009, adressé une nouvelle communication de griefs à Bolloré.

Courant novembre 2009, la société SDV Logistique Internationale a reçu une assignation à comparaître devant le Tribunal fédéral du district Est de New York (États-Unis) dans le cadre d'une class action visant une soixantaine d'entreprises de commissionnaires de transport pour un comportement allégué d'ententes sur le prix des prestations fournies.

À ce stade de la procédure, les demandeurs n'ont procédé à aucune évaluation du préjudice qu'ils allèguent. SDV Logistique Internationale, en ce qui la concerne, entend se défendre vigoureusement contre les griefs qui lui sont faits.

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société et/ou du Groupe.

4.1.5. ASSURANCE – COUVERTURE DES RISQUES ÉVENTUELS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ENCOURUS PAR LA SOCIÉTÉ

Le Groupe a initié en 2005 une démarche de « cartographie des risques » étendue ensuite à l'ensemble de ses activités ayant comme principaux objectifs :

- l'identification des risques majeurs susceptibles d'avoir une incidence sur les opérations de ses divisions ;
- l'initiation/l'amélioration des *process*, afin de réduire et/ou d'éliminer l'impact de ces risques ;
- l'analyse de l'adéquation de la politique d'assurance du Groupe et l'achat de capacité et de garantie ;
- l'alimentation de la réflexion sur le choix du Groupe en matière de transfert de risques au marché d'assurance et de la réassurance et/ou l'appel à l'auto-assurance ;
- le renforcement des dispositifs de gestion de crise et de communication.

La cartographie des risques ayant été finalisée, le Groupe a décidé de passer d'un mode projet à un mode *process* par la mise en place d'un progiciel informatique permettant le suivi des plans d'actions et la mise à jour régulière des risques.

Le Groupe a également mis en œuvre une campagne de visites de prévention de ses principaux sites, notamment en Afrique.

La politique d'assurance du Groupe, ayant comme principal objectif de permettre la poursuite des activités exercées par ses différentes sociétés en cas de survenance d'un sinistre, s'articule autour :

- de procédures de prévention et de protection internes ;
- du transfert de ses risques au marché de l'assurance et de la réassurance en faisant appel aux structures de programmes internationaux d'assurances, quelles que soient la branche d'activité et/ou la zone géographique.

Le Groupe est couvert partout où il exerce ses activités pour les conséquences de sinistres pouvant affecter ses installations industrielles, de stockage, ferroviaires, de terminaux portuaires.

Le Groupe est également garanti en responsabilité civile pour l'ensemble de ses activités terrestres, maritimes et aériennes, de même que pour ses risques d'exploitation.

Risques industriels

Les sites d'exploitation des activités industrielles du Groupe ainsi que les sites de stockage/entreposage sont garantis par des programmes d'assurance dommages à concurrence du montant de l'estimation des valeurs des biens assurés. Les sociétés industrielles du Groupe bénéficient d'une garantie « Perte d'exploitation » à concurrence de 100 % de la marge brute annuelle.

Risques de responsabilité civile

La responsabilité civile que pourrait encourir toute société du Groupe du fait de ses activités, et, notamment, la responsabilité civile générale, la responsabilité civile du fait des produits et la responsabilité civile commissionnaire de transport/transitaire/manutentionnaire, est assurée en tout lieu où s'exercent ces activités :

- par type d'activité, chaque division du Groupe bénéficiant et souscrivant des garanties qui lui sont propres ;
- par une capacité d'assurance « excédentaire » intervenant pour l'ensemble des sociétés du Groupe et en cas d'insuffisances des polices ci-dessus.

L'exposition du Groupe, du fait des différentes activités exercées par ses sociétés, implique la mise en place de programmes de responsabilité civile. De plus, le Groupe bénéficie d'un programme responsabilité civile « Atteinte à l'environnement ».

Les programmes d'assurance sont souscrits auprès d'assureurs et de réassureurs internationaux de premier plan, et les pleins de garantie en vigueur sont conformes à ceux disponibles sur le marché et adéquats en fonction de l'exposition aux risques des sociétés du Groupe.

Autres risques particuliers, notamment sociaux

Le Groupe, après avoir analysé chacun de ses métiers, ne prévoit pas à cet égard de difficultés importantes pour l'exercice à venir.

4.1.6. RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ

Plusieurs éléments propres au Groupe Bolloré et à sa stratégie, comme la diversification de ses activités et de ses implantations géographiques, limitent les risques auxquels le Groupe est exposé. De plus, la stabilité de son actionnariat lui permet de mener une politique d'investissement à long terme garantissant sa pérennité face aux différents aléas des marchés mondiaux.

Le Groupe Bolloré, qui exerce plusieurs métiers dans des secteurs très divers, est présent sur l'ensemble des continents du monde. Ses très nombreux clients sont par conséquent des sociétés d'origines diverses opérant dans des secteurs d'activités très différents, ce qui réduit fortement les risques dans leur ensemble.

Dans le transport et la logistique (62 % du chiffre d'affaires), ses principaux clients sont des compagnies maritimes qui opèrent dans des secteurs très divers. Le premier client représente moins de 3 % du chiffre d'affaires du Groupe. En outre, le fait que ces compagnies maritimes soient également des fournisseurs du Groupe dans le domaine de la commission de transport pour des montants comparables permet de garantir une bonne stabilité de cette clientèle. L'activité ne dépend donc pas de clients ou de secteurs particuliers.

Le Groupe réalise plus de 70 % de son chiffre d'affaires dans les métiers de la commission de transport et de la distribution d'énergie, où il joue principalement un rôle d'intermédiaire. Sa rentabilité n'est exposée qu'en légère partie à des phénomènes tels que la baisse des échanges mondiaux ou encore d'importantes fluctuations des prix des produits pétroliers.

La commission de transport pourra, en cas de baisse des échanges mondiaux qui engendrerait alors la baisse des prix de ses propres services, obtenir de bien meilleures conditions auprès de ses fournisseurs qui se trouveront en surcapacité, et ainsi préserver ses marges.

De même, la division Distribution d'énergie répercute systématiquement les fluctuations des prix des produits pétroliers sur ses clients. Son exposition se limite donc à son stock, qui est en grande partie couvert par des achats et des ventes à terme de produit adossés à des opérations physiques (voir page 136).

Par ailleurs, le Groupe est présent dans 41 pays d'Afrique, où il exerce tous les métiers de la logistique : commission de transport aérien, maritime, terrestre, stockage et distribution, logistique industrielle, opérations portuaires, contrôle

sécurité et qualité. Pour ses clients, il prend en charge toutes les démarches administratives et douanières, en amont et en aval du transport, et assure l'acheminement des marchandises jusqu'à destination finale. Ce réseau sans équivalent, composé de sociétés du Groupe qui restent individuellement des acteurs locaux, permet de minimiser les risques liés à un pays qui connaîtrait une crise majeure, comme cela a été par exemple le cas lors des événements survenus en Côte d'Ivoire. Par ailleurs, ces risques sont couverts par des polices d'assurances (voir « Risques politiques » page 37).

Enfin, le Groupe est lié à des contrats de concession (terminaux portuaires, chemins de fer, oléoducs). Compte tenu de leur nombre, de leur diversité et de leur durée (plus de vingt ans pour la majorité), les risques liés à ces concessions ne peuvent pas affecter significativement la rentabilité et la continuité de l'activité du Groupe.

Le tableau présenté ci-contre reprend les risques de nature industrielle ainsi que ceux liés à l'environnement des différentes activités du Groupe et décrit les actions entreprises par le Groupe afin d'y remédier.

Risques industriels et liés à l'environnement

Risques identifiés	Actions entreprises
Films plastiques, Batteries et Supercapacités	
Rejets accidentels de produits (huile, essence, produits chimiques)	Développement de bassins de rétention, d'obturation dans les rivières voisines
Pollution par les déchets	Tri sélectif à la source Recyclage des déchets (carton, films plastiques, bois, piles, etc.) et traitement des déchets spéciaux (produits chimiques, solvants) par des sociétés spécialisées
Batteries et Supercapacités : risque incendie	Séparation des risques par cloisonnement coupe-feu Extinction automatique sprinkler ou gaz Tests d'inflammabilité des produits
Batteries et Supercapacités : rejets de produits polluants	Installation de filtres conformément à la directive Atex Traitement des rejets atmosphériques par filtre ou condensation
Batteries électriques	Tests et recyclage
Inondation des installations près des rivières en période de fortes pluies	Construction de parois en béton et aménagements spécifiques dans les sous-sols
Terminaux et Systèmes spécialisés	
Déchets d'équipements électriques et électroniques	Gestion des déchets industriels banals et spéciaux confiée à une entreprise certifiée et agréée
Distribution d'énergie	
Stockages d'hydrocarbures	Poursuite des investissements de mise aux normes et de conformité pour nos sites classés ICPEP : 90 sites (montant de l'investissement engagé : 1 640 milliers d'euros) Dépollution des sols : fermeture de trois dépôts anciens et poursuite du suivi environnemental des sites en exploitation (suivi de nappe, réépreuves des cuves, analyses piézométriques...) Mise en place du logiciel « Alerte sécurité/exploitation » pour nos sites Seveso 2 Contrôle ICPE des sites soumis à simple déclaration par un organisme agréé
Véhicules-citernes	Formation de 47 personnes au titre du 1.3 de l'ADR Formation « Sécurité chauffeurs » au centre APTH du Creuzot : 52 chauffeurs formés Commande de 25 véhicules pétroliers neufs répondant à la norme Euro 5 et cession de 25 véhicules usagés
Fuites dans le <i>pipe-line</i> SFDM	Pilotage par télécommande 24 heures sur 24 des moteurs, pompes et vannes Télésurveillance en continu Vannes d'isolement permettant de confiner des tronçons de ligne Mise en place et respect des procédures Seveso

Risques identifiés	Actions entreprises
Transport et logistique Afrique	
Accidents de manutention portuaire	Vérification périodique, certification et optimisation de la gestion des engins et accessoires de levage
Entreposage de matières dangereuses	Sécurisation des entreposages, procédures spécifiques pour le coton et les matières dangereuses
Rejets de produits polluants	Sensibilisation du personnel à l'environnement Mise en place de plans Hygiène Sécurité Environnement (HSE) spécifiques pour les clients pétroliers Traitement des huiles moteur Réparation et recyclage des déchets solides (ferraille, etc.) Mise en sécurité des cuves de stockage de carburant (bacs de rétention, extincteurs, etc.)
Risques d'incendie	Mise en conformité des moyens de lutte contre les incendies Formation des personnels au combat contre le feu et au secourisme au travail Définition et mise en place de plans d'évacuation d'urgence dans tous les sites
Logistique internationale	
Accidents du travail	Existence de plans d'actions formalisés dans le « document unique », suite à l'évaluation des risques Audits Hygiène Sécurité Environnement (HSE) visant à renforcer la prévention par un suivi régulier Formation de nouveaux correspondants sécurité locaux Publication mensuelle d'une lettre d'information Veille réglementaire, assistance téléphonique permanente, base de données disponible sur l'intranet
Transport ou stockage de marchandises dangereuses	Formation du personnel suite aux évolutions de la réglementation Mise à jour et création de fiches produits Évaluation continue du classement des magasins soumis à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
Pollution par les déchets	Mise en place de filières de tri sélectif sur les sites certifiés ou en cours de certification ISO 14001 Recyclage des déchets (carton, films plastiques, bois, piles, etc.) et traitement par des prestataires agréés Sensibilisation des collaborateurs (sur les sites certifiés ou en cours de certification) aux impacts environnementaux et au tri sélectif Étude pour la recherche de produits de substitution (produits éco-performance, par exemple : film à palette)
Plantations	
Pollution des eaux de surface par rejets des effluents d'usine	Bassins de décantation des boues et de biodégradation des matières organiques Recyclage des eaux usées comme engrais organique
Érosion des sols pendant la période de pousse des jeunes arbres (trois à quatre années)	Culture en courbes de niveaux et mise en place de « plantes de couverture » dans les interlignes de jeunes plants
Destruction de la faune par usage fréquent d'insecticides ou de poisons non sélectifs	Contrôle biologique de la faune parasite : - culture de plantes nectarigènes appréciées des insectes prédateurs (ou parasites), des larves et des chenilles nuisibles; - pièges olfactifs contre l'oryctes, insecte ravageur des jeunes palmiers
Pollution de la nappe phréatique par utilisation d'engrais chimiques	Limitation des apports d'engrais minéraux par : - utilisation des déchets végétaux comme engrais organiques ; - culture entre les jeunes arbres de « plantes de couverture » fixant l'azote de l'air Limitation d'utilisation de produits phytosanitaires : - pratiques culturales découlant du concept d'agriculture raisonnée ; - utilisation de la jachère dans la lutte contre les parasites des systèmes racinaires
Vignoble : pollution de la nappe phréatique par utilisation d'engrais chimiques	Application minimale de produits chimiques sur la vigne en pratiquant une « agriculture raisonnée » Substitution des produits de désinfection des sols par la pratique des jachères longues
Vignoble : pollution des eaux de surface par rejets des effluents d'usine	Station de traitement des eaux de lavage

5. INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR

5.1. HISTOIRE ET ÉVOLUTION DE LA SOCIÉTÉ

RAISON SOCIALE

« Bolloré ».

LIEU ET NUMÉRO D'ENREGISTREMENT

RCS Quimper 055 804 124.

CONSTITUTION ET DURÉE

La société a été constituée le 3 août 1926 pour une durée expirant le 2 août 2025.

SIÈGE SOCIAL, FORME JURIDIQUE, LÉGISLATION RÉGISSANT SON ACTIVITÉ ET COORDONNÉES

La société Bolloré est une société anonyme à conseil d'administration dont le siège social est à Odet, 29500 Ergué-Gabéric.

La société est soumise aux dispositions du droit français et son pays d'origine est la France.

Le siège administratif de la société est situé au 31-32, quai de Dion-Bouton, 92811 Puteaux Cedex (tél. : +33 (0)1 46 96 44 33).

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS DANS LE DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS DE L'ÉMETTEUR

Fondée en 1822 en Bretagne, l'entreprise familiale spécialisée dans la fabrication de papiers fins a été reprise par Vincent Bolloré au début des années 1980.

Après avoir développé un pôle de spécialités industrielles liées à la technologie des films plastiques et des papiers minces, le Groupe Bolloré a pris le contrôle d'une part, en 1986, de la société Sofical, complété par l'acquisition de JOB pour développer un pôle Tabac, et, d'autre part, de la Scac puis de Rhin-Rhône en 1988 pour développer un pôle Transport.

- **1991** : prise de contrôle de Delmas-Vieljeux, suivie par l'absorption de la Scac par Delmas, rebaptisée Scac-Delmas-Vieljeux (SDV).
- **1994** : cession par Bolloré d'une partie de l'activité Non Tissés industriels et Produits jetables et, d'autre part, de l'activité Tubes et Raccords plastiques.
- **Fin 1996** : prise de contrôle du Groupe Rivaud, dans lequel le Groupe Bolloré détenait des participations depuis 1988.
- **1997** : prise de contrôle de Saga, dont Albatros Investissement était, depuis 1996, actionnaire à 50 % aux côtés de CMB-Safren.
- **1998** : Absorption de Scac-Delmas-Vieljeux par Bolloré Technologies, devenue Bolloré.
- **1999** : Albatros Investissement, principal actionnaire de Bolloré, prend le nom de Bolloré Investissement. Acquisition par Bolloré du réseau africain AMI et par Bolloré Investissement de l'armement britannique OTAL et de son réseau terrestre en Afrique.
- **2000** : cession de 81 % de l'activité Papiers à cigarettes au groupe américain Republic Technologies, qui assurait une grande partie de la distribution des papiers à rouler aux États-Unis. Rachat de la participation de 40 % de la Seita dans Coralma, filiale Tabac du Groupe dont il détenait 60 % à travers Tobaccor. Attribution de la concession du troisième oléoduc français Donges-Melun-Metz (DMM). Offre publique de retrait (OPR) suivie d'un retrait obligatoire sur les Mines de Kali Sainte-Thérèse et offres publiques de retrait sur la Compagnie des Caoutchoucs de Padang et la Compagnie du Cambodge, finalisées le 3 janvier 2001.

- **2001** : cession de 75 % de l'activité Tabac (Tobaccor), implantée en Afrique et en Asie, au groupe britannique Imperial Tobacco. Vente de la participation de 30,6 % dans Rue Impériale de Lyon. Reprise par Bolloré Énergie d'une partie des activités de la filiale de distribution des produits pétroliers de BP en France. Acquisition par Delmas, filiale maritime de Bolloré, de 80 % de l'italien Linea-Setramar.
- **2002** : rachat par IER d'Automatic Systems, spécialisé dans les métiers du contrôle d'accès. Cession à Imperial Tobacco de 12,5 % supplémentaires de Tobaccor. Absorption par la Compagnie du Cambodge de la Société Financière des Terres Rouges et de la Compagnie des Caoutchoucs de Padang. Reprise par Bolloré Énergie d'une partie des activités de distribution de fioul de Shell en France. Acquisition par SDV de l'activité Commission de transport du groupe allemand Geis, disposant d'un important réseau en Asie. Fusion de six sociétés de l'activité Commission de transport, donnant naissance à SDV Logistique Internationale. Entrée au capital de Vallourec.
- **2003** : cession du solde de la participation dans Tobaccor (12,5 % payables fin 2005). Rachat des 40,83 % détenus par le Consortium de Réalisation (CDR) dans la Compagnie des Glénans. Démarrage de l'usine acquise dans les Vosges par la division Papiers. Franchissement par le Groupe du seuil de 20 % du capital et des droits de vote dans Vallourec.
- **2004** : cession des plantations de Malaisie. Acquisition d'une participation de 20 % dans Havas. Développement de la Bluecar®, prototype de véhicule électrique équipé des batteries Batscap.
- **2005** : lancement de Direct 8, la chaîne de Télévision Numérique Terrestre (TNT) créée par le Groupe. Présentation de la Bluecar® au salon de Genève. Acquisition d'Air Link, troisième opérateur indien de commission de transport. Acquisition d'une participation de 25 % dans Aegis. Cession de 7,5 % du capital de Vallourec.
- **2006** : cession des activités maritimes (Delmas). Lancement de *Direct Soir*, premier quotidien gratuit du soir. Obtention de 12 licences régionales WiMax. Livraison d'une nouvelle série de prototypes Bluecar®. Cession de 10,2 % de Vallourec. Offre publique de reprise sur Socfin. Offre publique de retrait sur Bolloré et fusion de Bolloré et de Bolloré Investissement. Changement de dénomination de « Bolloré Investissement » en « Bolloré ».
- **2007** : acquisition de JE-Bernard, un des premiers groupes de logistique et de commission de transport en Grande-Bretagne, et de Pro-Service, société de logistique américaine spécialisée dans le domaine de l'aéronautique et de l'espace. Acquisition des actifs d'Avestor au Canada. Association avec Pininfarina pour la production et la commercialisation d'une voiture électrique. Lancement du quotidien gratuit *Direct Matin Plus*. Début des tests d'équipements pilotes destinés au WiMax. Cession de 3,5 % de Vallourec et renforcement dans Havas et Aegis. Offre publique d'achat sur Nord-Sumatra Investissements suivie d'un retrait obligatoire.
- **2008** : cession de 3,6 % de Vallourec. Création de deux joint-ventures pour le développement de véhicules électriques (Pininfarina pour la Bluecar® et Gruau pour le Microbus). Obtention de huit licences supplémentaires WiMax. Acquisition de White Horse, transporteur routier de référence sur le corridor de la Copper Belt, et de SAEL, cinquième commissionnaire de transport en Afrique du Sud. Acquisition de 60 % du capital du groupe CSA, dont le Groupe Bolloré détenait déjà 40 % depuis 2006. Renforcement de la participation à 2,9 % dans Vallourec au 31 décembre 2008.
- **2009** : Obtention de la concession du terminal conteneurs de Cotonou, au Bénin et démarrage de l'exploitation du terminal portuaire de Pointe-Noire, au Congo. Cession de l'activité Papiers au groupe américain Republic Technologies International. Démarrage des deux usines de production de batteries électriques en Bretagne et au Canada et début de commercialisation des supercapacités. Renforcement de la participation dans Vallourec qui s'élève à 5,2 % du capital au 31 décembre 2009.

5.2. INVESTISSEMENTS

5.2.1. INVESTISSEMENTS FINANCIERS

(en millions d'euros)	2009	2008	2007
Total Groupe Bolloré	110	(41)	(12)

En 2009, le Groupe a renforcé sa participation dans Vallourec par l'acquisition de titres supplémentaires pour 83 millions d'euros. Au 31 décembre 2009, il détenait 5,2 % du capital.

Le Groupe, à travers Nord-Sumatra Investissements, a également acquis des titres Big Ben Interactive pour 9 millions d'euros, atteignant près de 11 % du capital.

Au cours de l'exercice, le Groupe a acheté, directement et indirectement, pour 11 millions d'euros de titres de sociétés cotées du Groupe (Société Industrielle et Financière de l'Artois, Plantations des Terres Rouges, Forestière Équatoriale, Compagnie du Cambodge).

Au début de l'exercice 2008, le Groupe avait cédé 3,6 % du capital de Vallourec pour 400 millions d'euros. Il avait ensuite renforcé sa participation par des achats de titres pour un montant de 148 millions d'euros, portant sa participa-

tion à 2,9 %. À fin avril 2009, compte tenu d'achats de titres supplémentaires, il détenait 5,6 % de Vallourec.

Au cours de l'exercice 2008, le Groupe avait acquis, à travers Nord-Sumatra Investissements et Compagnie du Cambodge, 3,9 % du capital de Bolloré pour 118 millions d'euros. Les filiales du Groupe (Financière Moncey, Compagnie du Cambodge, Imperial Mediterranean, Société Industrielle et Financière de l'Artois et Nord-Sumatra Investissements) avaient également acquis, au cours de l'année 2008, 3,8 % du capital de la Financière de l'Odet pour 59 millions d'euros.

Les investissements financiers comprennent également les acquisitions de JE Bernard et de Pro-Service en 2007, de White Horse, de SAEL, de Charbon Maulois ainsi que le renforcement dans le capital de SFDM, en 2008, qui ont contribué à la croissance externe du Groupe et, en particulier, des activités Transport et logistique et Distribution d'énergie.

5.2.2. INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS

(en millions d'euros)	2009	2008	2007
Transport et logistique	234	152	135
Industrie	11	32	21
Distribution d'énergie	10	9	10
Autres activités	13	46	53
Total	268	239	219
Activité destinée à la vente – papiers minces	2	5	5
Total Groupe Bolloré	270	244	224

Les investissements en immobilisations de l'exercice 2009 sont en hausse de 11 % par rapport à 2008 et atteignent 268 millions d'euros (hors activités destinées à la vente). L'activité Transport et logistique reste le premier secteur en termes d'investissements, représentant 87 % du total.

Le Groupe a poursuivi en 2009 ses investissements dans les équipements lourds de manutention (portiques de quai et de parc, grues mobiles) pour les terminaux à conteneurs et dans les matériels de transport et de manutention nécessaires aux activités de logistique qui accompagnent plusieurs projets dans les secteurs pétroliers et miniers. Les investissements de la division s'élevaient à 234 millions d'euros, contre 152 millions d'euros en 2008, et concernent notamment les concessions portuaires remportées par le Groupe, comme celle du terminal portuaire de Pointe-Noire au Congo, dont l'exploitation a démarré au cours l'année 2009.

Dans l'industrie, les investissements en 2009 concernent principalement le développement de nouveaux produits hautement technologiques dans le stockage de l'électricité : batteries électriques, supercapacités. La diminution du montant reflète, d'une part, la finalisation des travaux pour le passage à la phase industrielle de production des batteries en Bretagne et au Canada et, d'autre part, l'achèvement des investissements capacitaires dans les films plastiques.

Les investissements réalisés par la division Distribution d'énergie sont liés à l'évolution des réglementations en termes de sécurité et de protection de l'environnement.

Quant aux autres activités, la baisse du montant s'explique essentiellement par la fin d'un programme d'investissements dans les vignes, avec l'inauguration du caveau des Domaines de la Croix et de la Bastide blanche en juin 2009. D'autres investissements ont été consacrés, chez Wifirst, au développement du parc de chambres d'étudiants équipées de services Internet sans fil et, chez SAFA Cameroun, aux matériels et équipements, en particulier à la construction d'une station de traitement des eaux usées.

Par ailleurs, le Groupe poursuit ses investissements dans le développement informatique dans l'ensemble de ses divisions.

En 2008, les investissements étaient en légère progression par rapport à l'année 2007 ; ils atteignaient 244 millions d'euros, dont 62 % consacrés à l'activité Transport et logistique, en progression de 13 % par rapport à l'année précédente.

La politique d'investissement du Groupe dans ce secteur d'activité se concentrait, comme en 2007, sur les équipements lourds de manutention pour les terminaux à conteneurs (Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana...) et matériels divers de

transport et manutention pour les activités de logistique et de transport qui accompagnent de nombreux projets dans les secteurs pétroliers et miniers. Dans l'industrie, la hausse des investissements intégrait la construction d'une nouvelle usine pour les batteries électriques et les supercondensateurs ainsi que des frais de développement dans les véhicules électriques, en collaboration avec Pininfarina. Les investissements réalisés par la division Distribution d'énergie restaient à un niveau élevé en rapport avec les impératifs de sécurité imposés par cette activité. Les investissements sur les autres activités intégraient principalement l'acquisition, par la division Télécoms, de huit nouvelles licences régionale WiMax, après l'acquisition de douze licences régionales en 2006, des investissements réalisés dans les domaines viticoles du sud de la France et à un acompte pour l'acquisition d'un avion.

En 2007, les investissements étaient déjà majoritairement dédiés à l'activité Transport et Logistique.

Dans l'Industrie, les investissements intégraient l'acquisition des actifs d'Avestor, au Canada, pour le secteur des batteries électriques.

Les montants d'investissements restants en 2007 correspondaient principalement à l'acquisition d'un avion, aux investissements réalisés dans les domaines viticoles du sud de la France et dans les plantations au Cameroun, ainsi qu'aux aménagements immobiliers effectués à la tour Bolloré.

Comme en 2007, le Groupe poursuivait ses investissements dans les systèmes d'information, notamment dans les activités de Transport et logistique.

5.2.3. INVESTISSEMENTS EN COURS ET ENGAGEMENTS FERMES D'INVESTISSEMENT

Les principaux engagements planifiés relevés pour 2010 concernent essentiellement l'activité Transport et logistique, avec 32 millions d'euros d'investissements destinés aux travaux d'infrastructure et au matériel de manutention pour le Terminal portuaire du Congo, 11 millions d'euros de décaissements pour la réfection de quai et la finalisation de l'acquisition de gros équipements, en Côte d'Ivoire, et 23 millions d'euros de travaux de révision générale et d'entretien de voirie pour les chemins de fer.

Au Bénin, les investissements liés à la signature de la convention de concession en août 2009 du Terminal à conteneurs de Cotonou devraient démarrer en 2011.

En France, dans le cadre de l'obtention des conventions d'exploitation des ports de Dunkerque, Rouen, Montoir et La Rochelle, Bolloré Logistics devrait être amené à investir dans des grues et des équipements divers à partir de 2010, voire 2011.

Dans l'activité Télécoms, l'obtention des deux dernières licences WiMax étant assujettie à des conditions suspensives (accord Arcep), celles-ci n'ont pas été enregistrées en 2009.

6. APERÇU DES ACTIVITÉS

6.1. PRINCIPALES ACTIVITÉS

TRANSPORT ET LOGISTIQUE

(en millions d'euros)	2009	2008
Chiffre d'affaires	4 032	4 528
Résultat opérationnel	317	297
Investissements ⁽¹⁾	234	174

(1) Y compris les acquisitions de White Horse et de SAEL en 2008.

Les activités Logistique internationale et Transport et logistique Afrique ont réalisé de très bons résultats, illustrés par la forte hausse de 7 % du résultat opérationnel, malgré la baisse de 11 % du chiffre d'affaires à 4 032 millions d'euros dans un environnement de crise économique mondiale.

Lancées en 2008 afin de fédérer leurs réseaux et d'améliorer leur visibilité et leur notoriété, les deux marques, Bolloré Logistics et Bolloré Africa Logistics, ont répondu avec succès aux attentes.

Logistique internationale

Bolloré Logistics, à travers ses différentes sociétés (SDV Logistique Internationale, SDV Ltd, Saga...), exerce tous les métiers de la commission de transport et de la logistique dans le monde entier tout en offrant des services adaptés à chacun de ses clients. Présent dans 90 pays, il figure parmi les cinq premiers groupes européens de commission de transport et de logistique.

En 2009, la crise économique mondiale entamée en septembre 2008 a continué à engendrer un fort ralentissement des échanges internationaux affectant la plupart des zones géographiques sur les activités aériennes et maritimes. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires s'est replié de 21 % à 2 251 millions d'euros, pénalisé par une baisse de l'ordre de 10 % à 15 % de ses volumes transportés, mais aussi par une forte pression sur les taux de fret. Malgré cette diminution du chiffre d'affaires, les résultats sont ressortis en légère progression par rapport à ceux de 2008. En effet, Bolloré Logistics, qui joue un rôle d'intermédiaire, a pu obtenir de très bonnes conditions d'achat dans un environnement caractérisé par la surcapacité de ses fournisseurs, permettant d'améliorer très sensiblement ses marges. Par ailleurs, un effort particulier en matière de contrôle des coûts et le positionnement fort dont bénéficie le Groupe dans des zones moins impactées par la crise ont permis d'atténuer significativement une large part des effets du ralentissement conjoncturel.

Bolloré Logistics a poursuivi sa stratégie de développement et d'acquisitions ciblées pour renforcer son réseau international. Il a ainsi ouvert en 2009 de nouvelles agences, notamment en Chine, au Moyen-Orient et au Bangladesh. Au dernier trimestre, le Groupe a racheté, à Brisbane, Europacific Forwarding, présent dans la totalité des principaux hubs en Australie et offrant des perspectives très intéressantes sur tous les trafics de la zone Pacifique. Par ailleurs, les travaux d'intégration des récentes acquisitions tant aux États-Unis qu'au Royaume-Uni ont été menés à bien.

En France, le Groupe a vu se concrétiser les principes de la réforme portuaire. Bolloré Logistics vient d'obtenir les conventions d'exploitation des terminaux des ports de Dunkerque, Rouen, Montoir-de-Bretagne et La Rochelle conformément à ses attentes. À ce titre, il devient un acteur incontournable de la manutention dans plusieurs ports français.

Transport et logistique Afrique

Présent dans 41 pays, où il emploie près de 19 000 collaborateurs permanents, Bolloré Africa Logistics est le leader du transport et de la logistique sur ce continent. Malgré la crise économique mondiale, Bolloré Africa Logistics a connu un excellent exercice 2009, marqué par une hausse de 7 % de son chiffre d'affaires à 1 781 millions d'euros et par une hausse de 9 % de son résultat opérationnel. Grâce à une meilleure résistance de l'économie de la zone Afrique, Bolloré Africa Logistics a su profiter de son statut de leader et a réussi à renforcer ses parts de marché.

Le Groupe a poursuivi la croissance de ses activités et ses investissements sur l'ensemble du continent. L'année 2009 a été marquée par la poursuite du développement des concessions portuaires avec le démarrage du Terminal de Pointe-Noire (Congo) en juillet 2009 et l'obtention pour une durée de vingt-cinq ans de la concession du Terminal à conteneurs de Cotonou, au Bénin, fin 2009. Le Groupe a par ailleurs récupéré l'exploitation de ses activités de manutention au Togo.

Grâce aux investissements importants réalisés ces dernières années qui lui ont permis d'acquérir une taille significative dans les zones où il était historiquement moins présent, Bolloré Africa Logistics réalise désormais 40 % de ses résultats en Afrique anglophone et lusophone, contre 20 % il y a six ans.

En Afrique de l'Ouest, le Groupe réalise de bonnes performances en Côte d'Ivoire, qui, malgré la baisse des volumes export et de transbordements, bénéficie de l'augmentation des volumes import manutentionnés par SETV et des bonnes performances du chantier naval Carena. Le Burkina Faso a connu un bon développement de son activité avec le projet minier Essakane (mine d'or).

L'activité chemin de fer de Sitarail, qui relie la Côte d'Ivoire au Burkina-Faso, présente de bons résultats et est en progression par rapport à 2008, grâce à la reprise du transport des volumes d'hydrocarbures et au développement des trafics avec le Burkina-Faso et le Mali.

En Afrique Centrale, les résultats sont en forte progression. Au Nigeria, l'activité manutention portuaire du Terminal TICT est soutenue. Le Congo a réalisé de bonnes performances dans les activités transit et logistique avec les pétroliers et a démarré les opérations du nouveau terminal de Pointe-Noire Congo terminal. Au Ghana, le Groupe a bénéficié d'une activité soutenue du terminal à conteneurs MPS et du projet logistique Hwini-Butre chez Antrak.

Au Bénin, le Groupe affiche de bonnes performances grâce aux volumes complémentaires apportés par GETMA. En revanche, les résultats du Cameroun sont pénalisés par la baisse des volumes export de bois et de coton.

En Afrique de l'Est, les résultats ressortent en forte progression. Les principaux pays à l'origine de cette performance sont le Kenya, avec le fort développement de l'activité port sec et la bonne gestion de la flotte de camions, ainsi que l'Ouganda dont les activités transport (notamment vers l'est de la République démocratique du Congo) et entreposage sont en pleine croissance.

En Afrique australe, les sociétés du Groupe ont réalisé de très bonnes performances, soutenues par d'importants projets miniers dans la région ainsi que par la contribution positive des acquisitions réalisées en Afrique du Sud en 2008 (White Horse). L'Angola a dégagé d'excellents résultats sur ses activités transit et transport, malgré le resserrement du budget national provoqué par la chute du cours du pétrole. Enfin, les projets miniers à Lubumbashi (mine de cuivre de Tenke), en République démocratique du Congo, ont permis une forte progression des résultats.

Dans un environnement économique difficile, SDV South Africa a réalisé une très bonne année 2009 grâce aux projets miniers et à son agence de Durban, et White Horse a pu résister grâce au contrat de transport de concentré de cuivre de Lumwana.

DISTRIBUTION D'ÉNERGIE

(en millions d'euros)	2009	2008
Chiffre d'affaires	1 686	2 373
Résultat opérationnel	49	18
Investissements ⁽¹⁾	10	15

(1) Incluant l'acquisition des Charbons Maulois et le renforcement dans le capital de SFDM en 2008.

À travers la division Distribution d'énergie, le Groupe Bolloré est le deuxième distributeur français de fioul domestique, avec une part de marché supérieure à 9%. Il est également un acteur important dans le domaine de la logistique pétrolière. En 2009, malgré le recul du chiffre d'affaires de la division Distribution d'énergie de 29%, à 1 686 millions d'euros, lié à la baisse des produits pétroliers, le résultat opérationnel atteint 49 millions d'euros, en très forte progression par rapport à 2008. La hausse du prix des produits pétroliers (FOD : 378 euros par m³ à fin décembre 2009 contre 259 euros par m³ à fin décembre 2008) a généré un effet stock positif en 2009, l'effet inverse ayant été constaté en 2008 (FOD : 480 euros par m³ à fin décembre 2007).

En France, les activités de distribution, de transport et de stockage de produits pétroliers ont bénéficié d'un hiver très rigoureux, parmi les plus froids des vingt dernières années. La forte demande dérivant d'une climatologie favorable et le niveau modéré des prix ont permis d'atteindre des résultats particulièrement satisfaisants.

SFDM, en charge de l'exploitation de la *pipe-line* Donges-Metz, a réalisé un bon exercice grâce au transport de produits et à l'activité de dépôts, qui a su développer les réceptions de bateaux à Donges, et à l'incorporation de biocarburants.

En Europe, la société suisse Cica a réalisé un excellent exercice grâce à un hiver rigoureux et une demande de stockage accrue, tandis que la société allemande Calpam a connu une bonne marche des activités stations-service, distribution et soutes, en inscrivant un résultat opérationnel en hausse de 10%.

INDUSTRIE

(en millions d'euros)	2009	2008
Chiffre d'affaires	178	218
Résultat opérationnel	(104)	(80)
Investissements	11	32

Au cours de l'année 2009, la croissance des dépenses consacrées au développement de nouvelles activités (médias et télécoms) et de nouveaux produits hautement technologiques (véhicules électriques, batteries électriques et supercapacités) se poursuit.

L'activité Papiers a été cédée en juillet 2009 au groupe américain Republic, le résultat de cette activité a été reclassée en « Résultat des activités destinées à la vente », conformément à l'IFRS 5 (- 11 millions d'euros, intégrant le résultat du semestre et l'impact de la cession).

Films plastiques

À partir de la technologie développée dans la fabrication des films plastiques pour condensateurs, dont il est le leader mondial, le Groupe Bolloré s'est diversifié au cours des dernières années dans le secteur des films thermorétractables pour emballage.

Le chiffre d'affaires 2009 des activités Films plastiques, à périmètre et taux de change constants, est en repli de 12% par rapport à l'exercice 2008. Les ventes de films diélectriques pour condensateurs ont fortement diminué sur l'exercice 2009, en raison de la forte contraction de la demande, notamment aux États-Unis et en Asie, et malgré une légère reprise constatée au second semestre. La réduction du coût des matières premières et la progression du dollar face à l'euro ont permis cependant de limiter l'incidence sur la rentabilité de l'activité.

Les ventes de films d'emballage thermorétractables sont en retrait de 4% sur l'ensemble de l'exercice 2009 mais en progression de 7% sur le second semestre. Grâce à la maîtrise des coûts et à l'amélioration de la parité de change entre l'euro et le dollar, la rentabilité a progressé.

Batteries et supercapacités

À partir de recherches menées depuis quinze ans, le Groupe a mis au point une batterie électrique au lithium métal polymère (LMP) de haute performance. D'une puissance de 30 kWh, cette batterie permet à un véhicule électrique de rouler à une vitesse de 130 km/h et de bénéficier d'une autonomie de plus de 250 km.

La production des batteries a démarré au cours du second semestre 2009. Deux unités de production ont été inaugurées, en septembre à Quimper, en Bretagne, et en novembre, au Canada. Elles seront capables de produire progressivement plusieurs dizaines de milliers de batteries par an.

D'autre part, le Groupe a développé un nouveau type de composant de stockage d'énergie, les supercapacités, qui trouvent leurs principales applications dans le domaine des transports propres, notamment les voitures hybrides, les bus et les tramways électriques. Les supercapacités absorbent et restituent de fortes puissances sur des temps courts. Installées sur un bus, elles permettent de réduire la consommation de carburant et la pollution atmosphérique jusqu'à 20%. La première unité de production industrielle de supercapacités, qui avait été inaugurée en 2008, à Ergué-Gabéric, possède une capacité de production d'un million de composants par an. Au cours de l'exercice 2009, le Groupe a débuté la commercialisation de ses supercapacités notamment auprès de clients des secteurs de l'automobile et des transports collectifs.

Concernant ses approvisionnements en lithium, le Groupe a conclu un accord pour l'exploitation d'un salar en Argentine, en partenariat avec Eramet, et étudie un projet similaire en Bolivie.

Véhicules électriques

Parallèlement, le Groupe a créé deux joint-ventures détenus à 50% par le Groupe pour développer des véhicules électriques :

- VEPB (Véhicules Électriques Pininfarina-Bolloré) : le Groupe Bolloré s'est d'abord associé avec le constructeur italien Pininfarina afin de concevoir et de produire une voiture électrique, la Bluecar®. Ce véhicule bénéficie de l'expérience reconnue de Pininfarina dans le domaine du design et de la production de voitures haut de gamme ainsi que de la batterie lithium métal polymère et des supercapacités développées par le Groupe Bolloré. La préservation de la Bluecar® a rencontré un franc succès avec plus de 8 000 commandes qui seront livrées progressivement au cours de l'année 2010.

- Microbus Gruau : le Groupe s'est également associé à la société française Gruau pour produire et commercialiser dès 2010 des microbus électriques, véhicules de transport de personnes urbain et péri-urbain, utilisant les batteries et supercapacités produites par Batscap et Bathium. Le premier bus, qui a fait l'objet de tests publics, roule depuis mars 2010.

Terminaux et Systèmes spécialisés

IER est un acteur majeur de l'équipement des grands réseaux de transport en terminaux et automates de billetterie et en équipements de contrôle d'embarquement permettant le traitement sécurisé et automatisé des flux de passagers et de bagages. IER est également leader dans les solutions d'identification automatique pour le contrôle des flux et des marchandises pour les chaînes et les opérateurs logistiques. Sa maîtrise de l'ensemble de la chaîne de valeur de la RFID (« *Radio Frequency Identification* », système d'identification par radiofréquence) en fait un précurseur dans le déploiement de ces nouvelles solutions. Enfin, IER est leader mondial pour la fourniture d'équipements de sécurité et de contrôle d'accès.

En 2009, IER a réalisé un chiffre d'affaires de 112,2 millions d'euros, en baisse de 19 % par rapport à l'exercice 2008. Malgré une diminution sensible de ses coûts, les résultats 2009, qui intègrent 8,1 millions d'euros de recherche et développement, sont pénalisés par la baisse sensible de la demande dans le domaine des terminaux et bornes.

Début 2009, le Groupe a mis en place un nouveau management et une nouvelle organisation en trois activités : Bornes, Contrôle d'accès et Identification automatique.

L'activité Bornes a été affectée par la baisse des ventes de terminaux traditionnels, due au ralentissement des investissements des compagnies aériennes, durement touchées par la crise économique.

L'activité Contrôle d'accès est en légère baisse, en raison du ralentissement des activités nord-américaine et espagnole. Le Groupe a toutefois remporté en Europe des marchés importants dans le secteur des transports publics, ainsi que dans l'activité ordinaire.

La réorganisation achevée, l'activité Identification automatique résiste à la conjoncture et ses commandes ainsi que sa part de marché connaissent une forte progression. Les ventes de produits RFID ont été confrontées à une baisse des ventes dans le secteur du textile compensée en partie par l'émergence de nouveaux marchés dans la logistique.

AUTRES ACTIVITÉS : MÉDIAS, TÉLÉCOMS, PLANTATIONS ET HOLDINGS

Communication, médias

Les investissements réalisés au cours des dix dernières années ont permis au Groupe Bolloré de constituer un pôle communication-médias qui regroupe différents métiers.

TÉLÉVISION ET PRESSE GRATUITE

Grâce à la montée en puissance de l'audience de chacun de ses supports, les recettes publicitaires du pôle Télévision et presse gratuites ont été multipliées par deux en un an et atteignent 45 millions d'euros.

Dernier-nés des titres de la presse gratuite en France, les quotidiens *Direct Soir* et *Direct Matin Plus* ont réussi à s'imposer comme des titres incontournables de la presse nationale d'information. Les journaux gratuits du Groupe Bolloré sont les quotidiens nationaux qui progressent le plus en nombre de lecteurs.

Direct 8

Lancée en mars 2005, la chaîne de Télévision Numérique Terrestre (TNT) couvre désormais 85 % des foyers équipés de télévision.

La couverture mensuelle de la chaîne a augmenté de plus de 30 % en un an, avec 35 millions de téléspectateurs. Sa part d'audience, qui a atteint 2,8 % en décembre 2009 dans l'univers exclusivement TNT, contre 2,2 % en décembre 2008, continue sa progression et a largement dépassé son objectif initialement fixé à 2,5 % en 2012 (source : Médiamétrie).

Sur l'ensemble des équipés TV, la part d'audience nationale de Direct 8 connaît la plus forte progression du secteur, à 1,9 % en décembre 2009, contre 1,1 % en décembre 2008. Le nombre d'annonceurs qui ont choisi Direct 8 comme support en 2009 s'élève à 450, en forte progression de 30 %.

Direct 8 poursuit son développement de chaîne généraliste en proposant chaque jour de nombreux programmes inédits d'une grande diversité : sport, cinéma, séries, musique en *live*, actualité, divertissement, politique, magazines d'art de vivre et de société...

Bolloré Média, qui poursuit ses développements dans la Télévision Numérique Terrestre en 2010, finalise l'acquisition de Virgin 17, chaîne musicale de la TNT détenue par le Groupe Lagardère, lui permettant ainsi de devenir le quatrième groupe télévisuel français. Parallèlement, le CSA a attribué au Groupe Bolloré la licence d'une chaîne locale dans la région de Nice, Menton, Saint-Raphaël, Cannes et Grasse. Baptisée « *Direct Azur* », elle sera lancée en fin d'année 2010.

Direct Soir

Lancé le 6 juin 2006, *Direct Soir* est le premier quotidien gratuit du soir en France. *Direct Soir* est consacré à l'actualité, aux loisirs et à la culture. Sa nouvelle formule, qui a rencontré un franc succès depuis son lancement au début 2009, propose un contenu éditorial centré sur l'actualité people, le sport, les bons plans de sorties, la culture et l'art de vivre (décoration, cuisine, voyage, bien-être) et, tous les vendredis, en partenariat avec *Le Figaro*, une page dédiée au tourisme.

Direct Soir est diffusé à 450 000 exemplaires dans les principales agglomérations françaises (Paris, Lyon, Marseille, Lille, Toulouse, Bordeaux, Strasbourg, Nancy, Nantes).

Selon la dernière étude EPIQ, qui mesure l'audience des quotidiens nationaux pour l'année 2009, *Direct Soir* affiche la plus forte progression d'audience sur un an, avec 1 156 000 lecteurs quotidiens soit 263 000 lecteurs supplémentaires (+ 29 %). *Direct Soir* a fortement densifié sa présence à l'intérieur du réseau de la RATP, avec plus de 600 présentoirs répartis dans 176 stations.

En juin 2009, *Direct Soir* a lancé le supplément hebdomadaire *Direct Sport*, un magazine gratuit dédié au sport et aux loisirs, diffusé à 450 000 exemplaires chaque vendredi.

Direct Matin Plus

Lancé en février 2007 par le Groupe Bolloré et le groupe Le Monde, *Direct Matin Plus* est un quotidien gratuit d'information généraliste diffusé en Île-de-France. Il constitue la « tête de pont » parisienne des quotidiens gratuits du réseau Direct Ville Plus diffusés par *La Provence (Direct Marseille Plus)*, *La Voix du Nord (Direct Lille Plus)*, *Le Progrès (Direct Lyon Plus)*, *Sud Ouest (Direct Bordeaux 7)* et *Midi Libre (Direct Montpellier Plus)*.

La proposition éditoriale et la maquette de *Direct Matin Plus* tranchent avec celles des autres gratuits. *Direct Matin Plus* délivre l'essentiel de l'information du jour avec des articles de fond, signés *Le Monde* et *Courrier International*, et des informations pratiques. La diffusion nationale du réseau Direct Ville Plus est désormais de 750 000 exemplaires grâce à l'augmentation de la diffusion parisienne (450 000 exemplaires) et au lancement de *Direct Nice* (janvier 2009), *Direct Toulouse* (mars 2009) et *Direct Strasbourg* (décembre 2009).

Selon la dernière étude EPIQ, chaque numéro de *Direct Ville Plus* est désormais lu par 1 587 000 lecteurs, soit + 16 % et 218 000 lecteurs supplémentaires sur un an. Comme *Direct Soir*, *Direct Matin Plus* est également disponible dans les principales stations du réseau de la RATP.

Selon les résultats de la dernière étude EPIQ 2009, l'offre couplée Direct Ville Plus et Direct Soir devance désormais *Le Monde* et *Le Figaro*, à la cinquième place du classement national, avec une audience moyenne de 2 132 000 lecteurs par numéro (+ 15 %), soit un gain de 272 000 lecteurs.

LOGISTIQUE AUDIOVISUELLE ET CINÉMA

Euro Media Group

Le Groupe Bolloré détient 18 % d'Euro Media Group, leader européen de la logistique pour le cinéma et la télévision, aussi bien en studio qu'en extérieur, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 265 millions d'euros en 2009.

Le groupe Euro Media Group est le premier prestataire de services techniques audiovisuels en France, où il regroupe Euro Media Télévision (leader des activités de télé-réalité et de jeux/divertissements, notamment grâce à ses nombreux plateaux), la SFP (un savoir-faire unique en transmission haute fréquence longue distance et une solide expérience en fiction, incluant des capacités de coproduction) et VCF (retransmission d'événements sportifs majeurs) et Tatou (loueur d'équipements).

Euro Media Group est également présent aux Pays-Bas, en Belgique, en Allemagne, au Royaume-Uni et au Portugal et y propose une gamme de services similaires.

Cinéma

Parallèlement au financement de productions cinématographiques et à l'exploitation du cinéma Mac-Mahon à Paris, le Groupe Bolloré détient près de 10 % de la société Gaumont, l'un des premiers acteurs européens de son secteur possédant un tiers du réseau national de salles EuroPalaces et exploitant un important catalogue de longs-métrages.

PUBLICITÉ ET ÉTUDES

Havas

Le Groupe détient 32,9 % du capital du sixième groupe mondial de publicité. Le revenu 2009 s'élève à 1 441 millions d'euros et Havas présente la deuxième meilleure croissance organique du secteur, à - 7,9 %. Le groupe publicitaire a connu une amélioration de sa rentabilité et de sa situation financière nette. Le résultat opérationnel, à 180 millions d'euros, ainsi que le résultat net, à 92 millions d'euros, sont stables. L'endettement net, qui s'est fortement amélioré, est négatif de 48 millions d'euros au 31 décembre 2009, contre + 79 millions d'euros au 31 décembre 2008. Il se compose principalement de 865 millions de dettes financières et de 913 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie.

Aegis

Le Groupe détient 29,8 %⁽¹⁾ du capital d'Aegis Group Plc, l'un des premiers groupes indépendants d'agence média et de « marketing services » spécialisée, qui figure également parmi les plus importantes sociétés d'études. En 2009, Aegis a réalisé un chiffre d'affaires de 1 347 millions de livres sterling. Sa croissance organique ressort à - 9,7 %, le résultat opérationnel, stable, s'élève à 170 millions de livres sterling et le bénéfice net part du Groupe à 63 millions de livres sterling, contre 83 millions de livres sterling en 2008.

CSA

Depuis juillet 2008, le Groupe détient la totalité du capital de l'institut d'études et de sondages CSA, dans lequel il est entré dès septembre 2006. Cette participation vient compléter les positions du Groupe dans les secteurs de la communication et de l'opinion. Le Groupe CSA, qui est l'un des trois premiers instituts français généralistes, est réputé pour la qualité de ses sondages politiques, mais aussi pour ses études dans les domaines du marketing et des analyses de marché à destination des entreprises, dans lesquelles il réalise plus de 80 % de son chiffre d'affaires. Il intervient dans des domaines aussi variés que la banque et l'assurance, la grande consommation, la santé, les services, l'industrie et les médias. En 2009, CSA a réalisé un chiffre d'affaires de 21 millions d'euros.

Harris Interactive

Le Groupe détient par ailleurs près de 15 % du capital Harris Interactive, société américaine spécialisée dans les études de marché par Internet qui a développé une expertise de pointe dans l'utilisation des études en ligne, notamment à partir de l'utilisation de son *access panel* comptant plus de 6 millions de personnes.

TÉLÉCOMS

Bolloré Telecom

Le 7 juillet 2006, l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) a attribué à Bolloré Telecom 12 licences régionales permettant l'exploitation d'une bande de fréquences à 3,5 GHz pour la transmission hertzienne de données à haut débit. Cette couverture a été complétée par le rachat de huit licences régionales supplémentaires à HDRR (filiale de TDF) en 2008. Avec le rachat de deux nouvelles licences complémentaires sous condition suspensive de l'autorisation de l'Arcep, Bolloré Telecom est en voie d'achever sa couverture nationale.

Au cours de l'année 2009, Bolloré Telecom a poursuivi ses expérimentations sur ses sites pilotes avec les principaux constructeurs d'infrastructure ainsi que ses travaux de recherche et développement sur la 4G (développement d'un terminal client et de solutions logiciels réseaux).

À ce jour, plus de 200 stations radioélectriques sont déployées et exploitées sur les fréquences de Bolloré Telecom.

Wifirst

Le Groupe Bolloré détient également une participation dans l'opérateur Wifirst, premier fournisseur d'accès à Internet dans les résidences étudiantes. Avec le rachat de la société My IP finalisé en 2010, Wifirst dispose actuellement d'un parc de 100 000 chambres équipées.

Plantations

Les résultats des plantations, bien qu'en retrait après une année 2008 exceptionnelle, sont très satisfaisants. Les cours de l'huile de palme et du caoutchouc, qui avaient atteint des niveaux records en 2008 avant de chuter en fin d'année, se sont repris au second semestre 2009.

Le cours moyen du caoutchouc ressort à 1 800 dollars/tonne en 2009, contre 2 530 dollars/tonne en 2008, en baisse de 30 %. Sur l'année, le cours est en forte progression, passant de 1 350 dollars/tonne à 2 950 dollars/tonne fin décembre 2009.

Le cours moyen de l'huile de palme, à 680 dollars/tonne, est en retrait de 28 % par rapport à 2008. Toutefois, le cours de l'huile clos l'année 2009 en hausse de 46 %, à 805 dollars/tonne, contre 550 dollars/tonne en 2008.

Socfinal

Le Groupe détient directement 38,75 % de Socfinal et 21,75 % de sa filiale Socfinasia, ce qui fait de lui un actionnaire minoritaire de l'un des premiers groupes de plantations indépendants. Socfinal gère des plantations en Indonésie et dans plusieurs pays d'Afrique (Liberia, Kenya, Cameroun, Côte d'Ivoire, Nigeria), représentant au total environ 140 000 hectares.

Il est présent dans la production d'huile de palme, de caoutchouc et de café. En 2009, les plantations ont réalisé de bons résultats. Ainsi, en Indonésie, Socfindo, qui exploite 48 000 hectares de palmiers à huile et d'hévéas, a réalisé un résultat net social de 47,8 millions d'euros, contre 63,6 millions d'euros en 2008. Les plantations de Côte d'Ivoire, du Cameroun, du Liberia, du Kenya et du Nigeria affichent des résultats, à 14,9 millions d'euros, en diminution de 67 % par rapport à 2008, en raison du recul des prix moyens sur l'année et d'une baisse cyclique de la production d'huile.

Par ailleurs, le Groupe Socfinal poursuit son expansion. Il a entrepris, au Cambodge, la création de 12 000 hectares de plantations d'hévéas et, en République démocratique du Congo, la replantation de 5 000 hectares de palmiers.

Enfin, poursuivant le recentrage de son activité sur la production de caoutchoucs et d'huile de palme, le Groupe Socfinal a cédé, début 2010, la plantation de café qu'il détenait au Kenya.

SAFA Cameroun

SAFA Cameroun, filiale de Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), exploite 8 600 hectares dont 4 600 hectares de palmiers et 4 000 hectares d'hévéas. La production décroît respectivement de 13 % pour l'huile de palme, à 11 150 tonnes, suite à la réduction de surface en saignée et des achats aux planteurs extérieurs à la plantation, et de 10 % pour le caoutchouc, à 4 900 tonnes, en raison du cycle végétatif naturel des palmiers se traduisant par une baisse de production.

Le chiffre d'affaires 2009 s'établit à 14 millions d'euros, en retrait de 23 % par rapport à 2008, en raison du fléchissement de la production et des prix de vente du caoutchouc. Après impact de la norme IAS 41, le résultat net s'élève à 2 millions d'euros, intégrant 2 millions d'euros de mise à la juste valeur des actifs biologiques.

Fermes américaines

Aux États-Unis, Redlands Farm Holding possède trois fermes (IronCity, Gretna et Babcock Farms), représentant 7 200 acres (3 000 hectares), dont 56 % irriguées. Les terres agricoles sont louées à des fermiers, tandis que les pinèdes (650 hectares) sont plantées et entretenues directement. Le résultat d'exploitation s'élève à 0,6 million de dollars, contre 0,45 million de dollars en 2008.

Vignes

Le Groupe est propriétaire de deux domaines viticoles dans le sud de la France : le Domaine de La Croix (cru classé) et le Domaine de La Bastide Blanche. Ils représentent une superficie de 230 hectares, à laquelle sont attachés 104 hectares de droits viticoles. La restauration du vignoble se poursuit avec 70 % de vignes replantées. La nouvelle cave et les bâtiments d'exploitation du Domaine de La Croix sont opérationnels. La production a augmenté de 35 %, à 380 000 bouteilles pour 2009. La commercialisation se développe et le chiffre d'affaires s'élève à 1,25 million d'euros.

(1) Dont 0,8 % détenu par Bolloré Participations.

Participations

Le portefeuille de titres cotés du Groupe Bolloré s'élève, au 1^{er} avril 2010, à 1,7 milliard d'euros, et est principalement composé des participations suivantes :

Vallourec

Le Groupe a renforcé sa participation dans Vallourec par l'acquisition de titres supplémentaires pour 83 millions d'euros en début d'année 2009. Le Groupe, qui détient à ce jour 5,2 % de Vallourec, a couvert en 2010 environ 60 % de cette participation au cours de 136 euros par des ventes à terme livrables en titres ou en espèces et venant à échéance en mai 2011. Compte tenu de ces opérations, la valeur boursière de cette participation s'élevait à 425 millions d'euros au 1^{er} avril 2010.

Havas (2)

Le Groupe détient 32,9 % du capital d'Havas. La valeur boursière de cette participation s'élève à 546 millions d'euros au 18 mars 2010 (voir page 46).

Aegis (2)

Le Groupe Bolloré détient 29,8 % (1) du capital d'Aegis Group Plc, société de marketing services spécialisée dans les médias et les études de marché cotée à la Bourse de Londres. La valeur boursière de cette participation s'élève à 503 millions d'euros au 1^{er} avril 2010 (voir page 46).

Autres participations

La détention de 38,75 % de la société Socfinal (2) et de 21,50 % de sa filiale Socfinasia (2) représentait au 1^{er} avril une valeur boursière de 241 millions d'euros au 1^{er} avril 2010.

Avec une participation de près de 15 % du capital, le Groupe est aussi actionnaire d'Harris Interactive, leader mondial des études interactives et l'un des plus grands instituts de sondages.

Au cours de l'exercice 2009, le Groupe Bolloré a pris une participation de près de 11 % dans la société Bigben Interactive, l'un des leaders européens de la conception et de la distribution d'accessoires pour consoles de jeux vidéo.

Enfin, le Groupe possède une participation de près de 10 % dans Gaumont.

(1) Dont 0,8 % détenu par Bolloré Participations.

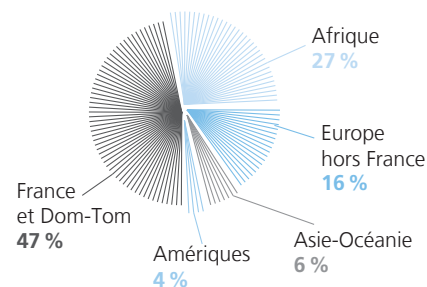
(2) Mise en équivalence.

6.2. PRINCIPAUX MARCHÉS

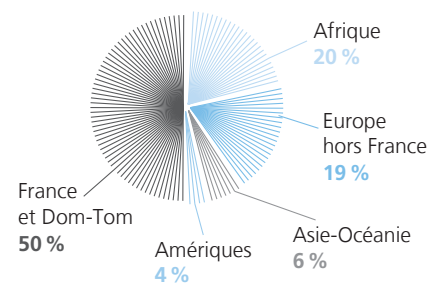
RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

Le Groupe Bolloré est présent sur tous les continents. Les principales zones géographiques de ses marchés sont la France, l'Afrique et l'Europe.

En 2009



En 2008



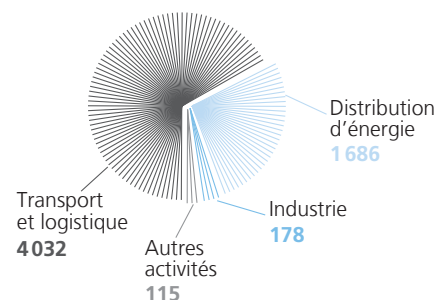
Le chiffre d'affaires par zone géographique présente la répartition des produits en fonction du pays où la vente est réalisée.

RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SECTEUR

Les activités Transport et logistique et Distribution d'énergie représentent environ 95 % du chiffre d'affaires du Groupe.

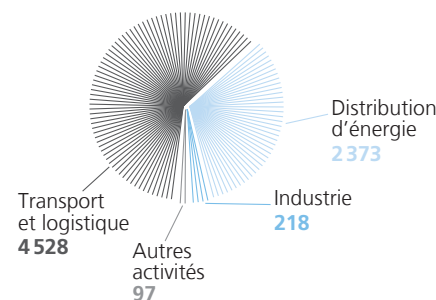
En 2009

(en millions d'euros)



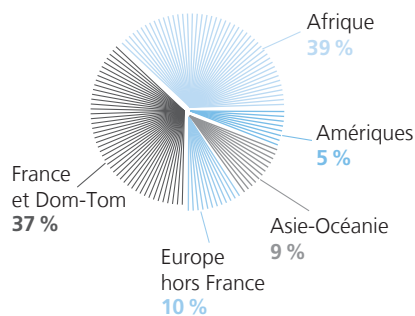
En 2008

(en millions d'euros)

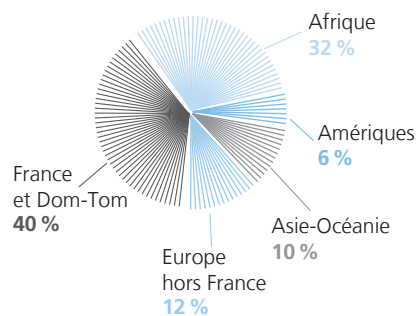


RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE L'ACTIVITÉ TRANSPORT ET LOGISTIQUE

En 2009

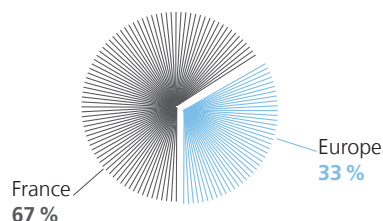


En 2008

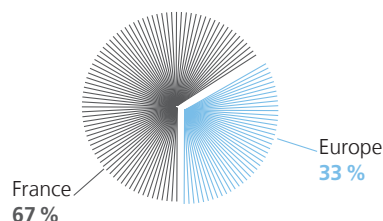


RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE L'ACTIVITÉ DISTRIBUTION D'ÉNERGIE

En 2009



En 2008



6.3 ÉVÉNEMENTS EXCEPTIONNELS

Néant.

6.4 DÉPENDANCES ÉVENTUELLES AUX BREVETS, LICENCES, CONTRATS INDUSTRIELS COMMERCIAUX OU FINANCIERS

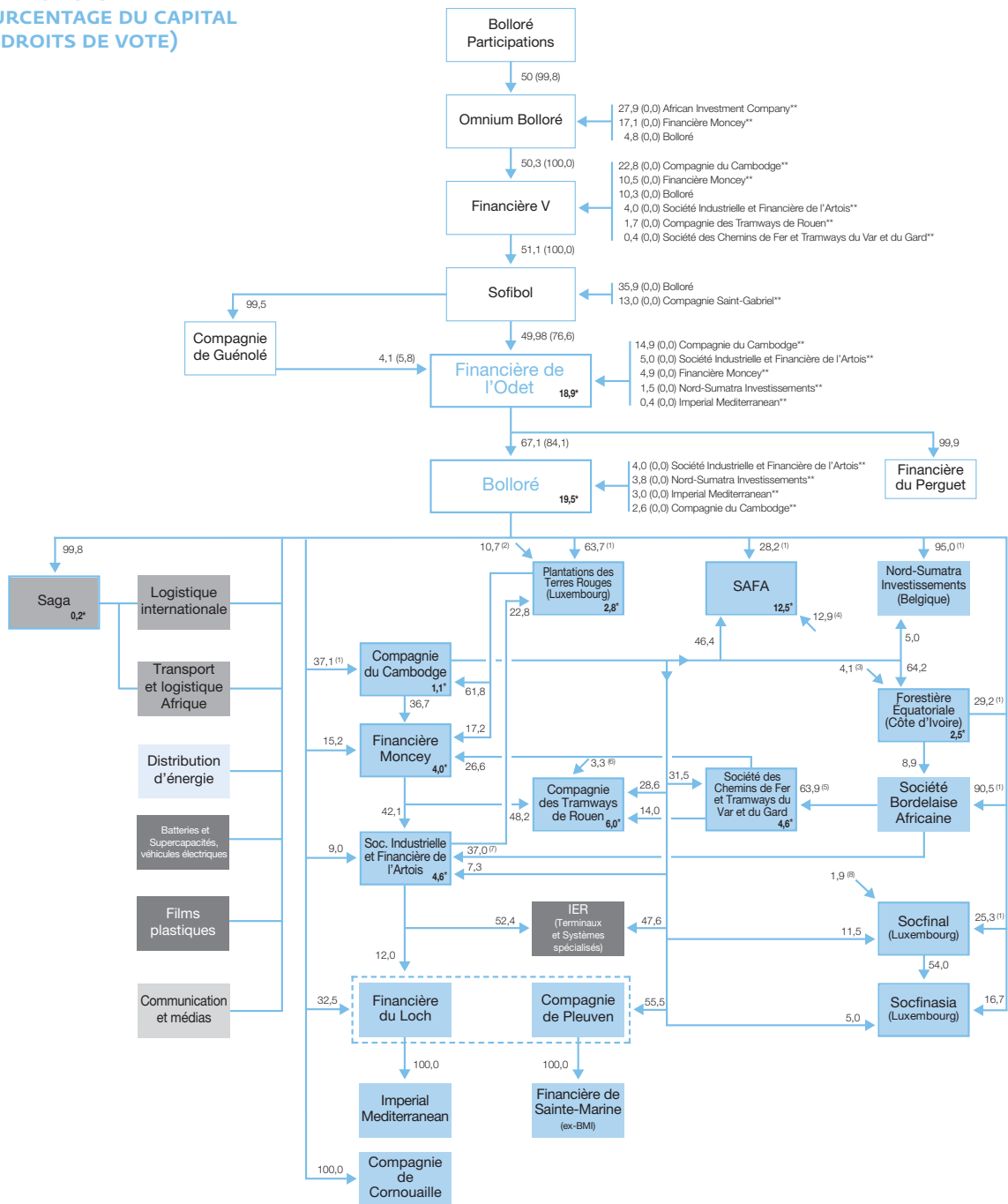
Le Groupe est lié à plusieurs contrats de concessions (terminaux portuaires, chemins de fer, oléoducs) qui sont décrits en note 7 du point 20.3 des comptes consolidés. Compte tenu des échéances à long terme, du nombre et de la diversité de ces concessions, la rentabilité du Groupe n'en est pas réellement dépendante.

6.5 ÉLÉMENTS SUR LESQUELS EST FONDÉE TOUTE DÉCLARATION DE L'ÉMETTEUR CONCERNANT SA POSITION CONCURRENTIELLE

Les sources concernant les positions concurrentielles du Groupe citées dans le point 6.1 et dans le présent document sont généralement de nature interne, ou sont renseignées si tel n'est pas le cas.

7. ORGANIGRAMME : ACTIONNARIAT DÉTAILLÉ DES SOCIÉTÉS COTÉES DU GROUPE

AU 1^{er} MARS 2010
EN POURCENTAGE DU CAPITAL
(ET EN DROITS DE VOTE)



%(%) % du capital (% des voix exerçables en Assemblée générale).
* Pourcentage du capital hors Groupe.
** Contrôlé par Bolloré.

Par convention, les participations inférieures à 1% ne sont pas mentionnées.

Sociétés cotées	Industrie
Transport et logistique	Communication, médias
Distribution d'énergie	Actifs agricoles, financiers et divers

- (1) Directement et indirectement par des filiales à 100%.
- (2) Dont < 10,0% par la Compagnie du Cambodge.
- (3) 4,1% par SFA, filiale à 98,4% de Plantations des Terres Rouges.
- (4) Dont 12,0% par la Société Industrielle et Financière de l'Artois.
- (5) 63,9% par sa filiale directe à 53,4% Socfrance.
- (6) 3,3% par Plantations des Terres Rouges.
- (7) 30,2% par la Société Bordelaise Africaine et 6,8% par sa filiale directe à 53,4%, Socfrance.
- (8) 1,9% par Plantations des Terres Rouges.

7.1. DESCRIPTION SOMMAIRE DU GROUPE

Au 1^{er} mars 2010, la Financière de l'Odet détient directement et indirectement 80,5 % du capital de Bolloré.

Bolloré exerce ses activités dans :

- la logistique internationale (commission de transport) ;
- le transport et la logistique en Afrique (gestion de ports, manutention portuaire, logistique) ;
- la distribution d'énergie ;
- les batteries et les supercapacités ;
- les véhicules électriques ;
- les films plastiques pour condensateurs et emballages ;
- les terminaux et Systèmes spécialisés (IER) ;
- les plantations ;

- la communication, les médias (télévision et presse gratuites, publicité et études...) ;
- la gestion d'un portefeuille de participations.

Bolloré assure un rôle de holding employant 182 personnes affectées aux différents services fonctionnels centraux : Direction générale, juridique, fiscalité, informatique, ressources humaines, finances, comptabilité, contrôle de gestion, trésorerie...

Bolloré assure l'animation et la coordination des divisions opérationnelles. La gestion de trésorerie de ses filiales est centralisée dans Bolloré de façon à optimiser les conditions obtenues.

Bolloré refacture ses services en fonction de certaines clés de répartition (temps passés, effectifs, nombre de sociétés...). Le montant facturé en 2009 s'élève à 31 millions d'euros. L'ensemble de ces prestations est réalisé dans le cadre de conventions formalisées, courantes et conclues à des conditions normales.

7.2. PRINCIPALES FILIALES

Les principales filiales opérationnelles du Groupe Bolloré selon le critère de contribution au chiffre d'affaires du Groupe sont mentionnées ci-dessous.

Classement	Secteur	Pays	Zone géographique	Chiffre d'affaires (en euros)	% de contribution	% d'intérêt	
1	Bolloré Énergie (ex-SCE) ⁽¹⁾	Distribution d'énergie	France	France et Dom-Tom	1 046 352	17	99,30
2	SDV Logistique Internationale	Transport et logistique	France	France et Dom-Tom	774 817	13	99,28
3	Calpam Mineralöl GmbH Aschaffenburg	Distribution d'énergie	Allemagne	Europe hors France	265 585	4	99,31
4	Saga France (ex-Sagatrans)	Transport et logistique	France	France et Dom-Tom	250 538	4	99,12
5	CICA	Distribution d'énergie	Suisse	Europe hors France	214 450	4	99,31
6	Bolloré Africa Logistics Côte d'Ivoire (ex-SDV Saga Côte d'Ivoire)	Transport et logistique	Côte d'Ivoire	Afrique	164 222	3	84,05
7	SDV Ltd (ex-SDV Bernard Ltd)	Transport et logistique	Royaume-Uni	Europe hors France	114 719	2	99,28
8	EXAF	Transport et logistique	France	France et Dom-Tom	109 925	2	99,31
9	GEIS-SDV GmbH	Transport et logistique	Allemagne	Europe hors France	104 801	2	49,74
10	SDV (USA) Inc.	Transport et logistique	États-Unis	Amérique du Nord	99 484	2	99,27

(1) L'activité Distribution d'énergie se concentre dans peu de filiales. La contribution individuelle des entités de cette activité au chiffre d'affaires apparaît donc supérieure à celles de l'activité Transport et logistique, dispersée entre de plus nombreuses filiales.

8. PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS

8.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES IMPORTANTES ET CHARGES MAJEURES PESANT DESSUS

Les sociétés du Groupe Bolloré exploitent de nombreux sites et équipements, en pleine propriété, concession, location, dans plus de 109 pays à travers le monde. Les activités exploitées dans ces propriétés immobilières et autres installations industrielles, commerciales ou administratives sont décrites aux pages 18 à 30.

La valeur brute totale des immobilisations corporelles s'élève, au 31 décembre 2009, à 1 938 millions d'euros (986 millions d'euros en valeur nette, soit 14 % du total du bilan consolidé), contre 1 937 millions d'euros au 31 décembre 2008 (991 millions d'euros en valeur nette). Un récapitulatif des immobilisations corporelles du Groupe et des principales charges y afférentes (amortissements et dépréciations) figure dans les notes 6, 7 et 27 en annexe des comptes consolidés.

De plus, les actions menées par le Groupe afin de réduire l'impact de ses activités sur l'environnement ayant trait notamment aux propriétés immobilières, usines et équipements du Groupe sont exposées dans le paragraphe suivant, point 8.2, et les risques industriels et liés à l'environnement, au point 4.1.5, page 38.

8.2. QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES POUVANT INFLUENCER L'UTILISATION DES IMMOBILISATIONS

L'ENGAGEMENT ENVIRONNEMENTAL DU GROUPE BOLLORÉ

Le Groupe Bolloré a finalisé en 2009 le document définissant les grands enjeux de sa stratégie de développement durable.

La protection de l'environnement, engagement prépondérant pour les entités industrielles, se décline au travers des enjeux stratégiques suivants :

- maîtriser et réduire les risques liés à la production des biens et services, et aux activités sensibles ;
- optimiser les produits et services pour qu'ils soient plus respectueux du développement durable ;
- innover pour développer de nouveaux produits et services répondant aux grands enjeux du développement durable.

RÉDUIRE SON EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE

Le Groupe Bolloré a signé en 2008 la charte « Ordi 2.0 » et s'est donc engagé dans une démarche de traitement responsable de ses déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).

Dans ce cadre, et afin d'organiser la revalorisation de son matériel informatique, le Groupe a conclu un partenariat avec l'association Ateliers Sans Frontières (ASF), dont l'objet est notamment d'aider les personnes en difficulté et de lutter contre le gaspillage des DEEE en favorisant leur réemploi.

Tout en répondant aux objectifs fixés par la charte « Ordi 2.0 », le Groupe Bolloré, au travers de son partenariat avec ASF, participe à :

- la protection de l'environnement : ASF gère avec Veolia Environnement le recyclage du matériel en fin de vie ;
- la lutte contre la fracture numérique : les ordinateurs donnés par le Groupe sont revalorisés dans les ateliers d'ASF (test des machines, effacement des données, réparation, installation d'un système d'exploitation et du pack Office), puis vendus ou donnés à d'autres associations, à des fins de formation et d'insertion ;
- la création d'emplois et la réinsertion professionnelle de personnes en difficulté.

Le Groupe Bolloré a également mis en place un logiciel permettant la collecte des informations extra-financières et de répondre aux obligations légales, notamment concernant les données environnementales.

Ce logiciel nous permettra :

- de fiabiliser les informations ;
- de faciliter leur consolidation ;
- d'approfondir l'analyse des données collectées en les reliant aux indicateurs issus des sept grands enjeux définis dans le document relatif à la stratégie de développement durable du Groupe.

Au sein des divisions, les entités ont également initié des actions relatives au traitement responsable des DEEE.

Au-delà du respect de la directive européenne et des normes environnementales en matière de DEEE, IER propose à certains de ses clients (par exemple, les aéroports) de bénéficier de son partenariat avec Veolia concernant la revalorisation des déchets assimilables à des DEEE. Les prestations comprennent la manutention et le conditionnement des équipements sur site, le transport vers des sites de traitement spécialisé, le tri des matériels et leur dépollution ainsi que la fourniture d'un bordereau de suivi de déchets et d'un certificat de destruction.

Dans un autre domaine, Bolloré Logistics a mis en place une formation à l'écoconduite pour les conducteurs de poids lourds et de véhicules légers. Ce stage de formation vise à modifier le comportement des conducteurs et à obtenir une réduction de la consommation de carburant pouvant atteindre 15 %. Cela permettra également de limiter les émissions de gaz à effet de serre et de réduire les coûts d'entretien du véhicule ainsi que les risques d'accident de 10 % à 15 %. Afin de limiter les déplacements et ainsi de réduire l'empreinte carbone des collaborateurs, Bolloré Logistics va installer la visioconférence sur trois sites pilotes.

Soucieuses de répondre favorablement aux demandes de leurs clients qui souhaitent diminuer leur impact environnemental, Bolloré Logistics et Bolloré Africa Logistics élaborent ensemble un calculateur des émissions de gaz à effet de serre, spécifique à leurs activités de transport et de logistique.

Le réseau Qualité Hygiène Sécurité Environnement (QHSE) de Bolloré Africa Logistics continue de se développer dans tous les pays d'implantation de la division, et le système de management mis en place commence à être certifié.

À ce titre, SDV Sénégal a obtenu une « Full Compliance ICMI » pour son management de la sécurité lors des transports de cyanure par route vers le Sénégal et le Mali.

Reconnue par les clients miniers du Groupe, cette certification est l'aboutissement de la démarche de « Compliance ICMI » initiée début 2008 par Bolloré Africa Logistics. La « Full Compliance » a été attribuée par l'International Cyanide Management Institute pour une durée de trois ans pour l'organisation et les opérations menées dans le respect des standards et exigences de l'International Cyanide Management Code ICMI. Les entités burkinabèe et tanzanienne devraient également être certifiées au cours de l'année 2010.

Cette certification confirme la maturité du système de management HSE mis en place au sein de Bolloré Africa Logistics.

Et enfin, la division Médias favorise l'utilisation du papier provenant de forêts gérées pour l'édition de ses journaux *Direct Matin Plus* et *Direct Soir*.

CRÉER DES PRODUITS RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT

Au-delà de la maîtrise de l'impact environnemental de ses activités, le Groupe Bolloré développe sa stratégie autour de choix industriels alliant innovation et préservation de l'environnement.

Créée en 2001, la batterie à haute capacité est l'aboutissement de plus de quinze ans de recherche intensive. Avec cette innovation, le Groupe a pour ambition de montrer qu'il est possible d'exploiter les caractéristiques du lithium métal en conciliant sécurité, durée de vie et faible coût. La batterie lithium métal polymère (LMP) ne comprend ni liquides toxiques, ni métaux lourds.

Elle est particulièrement adaptée pour les transports électriques urbains et périurbains, de personnes ou de marchandises. Grâce à ses caractéristiques de compacité et de légèreté, elle représente la solution idéale pour la conception de voitures électriques performantes. Elle permettra la mise sur le marché de véhicules répondant réellement aux attentes des utilisateurs, que ce soient des particuliers, des collectivités ou des entreprises.

DONNÉES ENVIRONNEMENTALES

	Unité de mesure	Données 2009	Données 2008 ⁽¹⁾	Données 2007 ⁽¹⁾
Consommation de matières premières				
Eau	m ³	1 341 706	1 389 299	2 588 212
Consommation d'énergie				
Électricité	MWh	207 440	228 401	205 056
Fioul pour poids lourds, engins, usine	l	65 072 683	61 743 548	48 582 102
Fioul et diesel oil pour navires	t	0	0	230
Fioul et diesel oil pour locomotives	l	27 745 971	26 725 426	27 763 480
Gaz	m ³	691 259	630 605	744 582

(1) Données hors activité Papier, créée en 2009.

TOTAL DES DÉPENSES ENVIRONNEMENTALES

(en milliers d'euros)

	Données 2009	Données 2008 ⁽¹⁾	Données 2007 ⁽¹⁾
Protection de l'air ambiant et du climat			
Prévention de la pollution dans le cadre du cycle d'exploitation			
Traitement des rejets gazeux			
Mesures, contrôles, laboratoires et autres activités			
Total protection de l'air ambiant et du climat	0	0	0
Gestion des eaux usées			
Prévention de la pollution dans le cadre du cycle d'exploitation			5
Traitement des effluents			43
Mesures, contrôles, laboratoires et autres activités	91		
Total gestion des eaux usées	91	0	48
Gestion des déchets solides			
Prévention de la pollution dans le cadre du cycle d'exploitation			274
Collecte, transport ou traitement déchets	55	17	57
Mesures, contrôles, laboratoires et autres activités			
Total gestion des déchets solides	55	17	331
Protection et assainissement du sol, des eaux souterraines et des eaux de surface			
Prévention des infiltrations et rejets polluants			
Décontamination des sols et des eaux			
Mesures, contrôles, laboratoires et autres activités			
Total protection et assainissement du sol, des eaux souterraines et des eaux de surface	0	0	0
Autres activités de protection de l'environnement			
Protection de la biodiversité et du paysage			
Protection contre les rayonnements			
Recherche et développement dans les domaines de la protection de l'environnement			99
Autres activités de protection de l'environnement			10
Total autres activités de protection de l'environnement	0	0	109
Total des dépenses environnementales	146	17	488

(1) Données hors activité Papiers, cédée en 2009.

9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT

9.1. SITUATION FINANCIÈRE

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 6 011 millions d'euros en retrait de 17 % en raison principalement de la baisse des prix des produits pétroliers dans la distribution d'énergie et de la diminution des volumes et des taux de fret dans l'activité Transport et logistique, métiers où le Groupe intervient comme intermédiaire.

Le résultat financier (- 36 millions d'euros) bénéficie de la nette amélioration du coût du financement consécutive à la baisse des taux d'intérêt ainsi que de la hausse des dividendes reçus. Il est peu comparable à celui de l'exercice 2008 qui intégrait une importante plus-value réalisée sur la cession de titres Vallourec et des dépréciations de titres, principalement Aegis.

La part dans le résultat net des entreprises associées, qui intégrait en 2008 d'importantes dépréciations de titres, ressort à 72 millions d'euros. Ce résultat comprend principalement 65 millions d'euros de résultat provenant des participations dans le secteur des médias (Havas, Aegis, Euro Média Group).

L'activité Papiers, cédée en juillet 2009, est reclassée en activités destinées à la vente dans les résultats 2009 et 2008.

Le résultat net consolidé s'établit à 120 millions d'euros, contre 66 millions d'euros en 2008 (+ 84 %) et le résultat net part du Groupe ressort à 94 millions d'euros, contre 50 millions d'euros en 2008 (+ 88 %).

Les fonds propres s'élèvent à 3 076 millions d'euros en progression de 606 millions d'euros grâce à la remontée des valeurs boursières.

L'endettement net est en baisse de 81 millions d'euros sur l'année – et de 92 millions d'euros sur le seul second semestre 2009 – malgré la hausse de 18 % des investissements (267 millions d'euros) et le renforcement dans le capital de Vallourec pour 83 millions d'euros en 2009.

Le portefeuille de titres cotés (Vallourec, Havas, Aegis, Socfinasia, Socfinal) au 18 mars 2010, s'élève à 1,6 milliard d'euros.

Le ratio endettement net sur fonds propres s'améliore nettement à 0,43, contre 0,57 au 31 décembre 2008.

CHIFFRES CLÉS CONSOLIDÉS DE BOLLORÉ⁽¹⁾

(en millions d'euros)	2009	2008
Chiffre d'affaires	6 011	7 216
Résultat opérationnel	174	143
Résultat financier	(36)	124
Part dans le résultat net des entreprises associées	72	(125)
Impôts	(79)	(57)
Résultat des activités destinées à la vente	(11)	(19)
Résultat net	120	66
dont part du Groupe	94	50

(en millions d'euros)	31/12/2009	31/12/2008
Capitaux propres	3 076	2 470
dont part du Groupe	2 844	2 295
Endettement net	1 317	1 398
Ratio endettement net/fonds propres	43 %	57 %

(1) Retraité des résultats de l'activité Papiers cédée en 2009.

(en millions d'euros)	2009	2008
Marge brute d'autofinancement	385	265
Variation du besoin en fonds de roulement réduction/(augmentation)	68	(36)
Flux net de trésorerie de l'activité	453	229
Investissement industriels nets	(235)	(203)
Investissements financiers nets	(110)	41
Dividendes versés	(43)	(47)
Frais financiers nets payés	(52)	(68)
Augmentation de capital, variation de juste valeur et autres éléments	68	(49)
Variation de l'endettement net réduction/(augmentation)	81	(97)

9.2. RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

Le résultat opérationnel ressort à 174 millions d'euros, contre 143 millions d'euros en 2008, en hausse de 21 %.

Le résultat opérationnel des activités Transport et logistique progresse de 7 % dans un contexte de crise économique mondiale et de fort ralentissement des échanges commerciaux.

Le résultat de l'activité Distribution d'énergie a fortement augmenté grâce à un hiver particulièrement rigoureux. Le résultat 2008 intégrait par ailleurs un effet stock négatif important.

Le résultat opérationnel est impacté par les efforts dans l'Industrie, marqués principalement par l'augmentation des coûts de développement de l'activité Véhicules électriques et des dépenses engagées dans la Batterie électrique et les Supercapacités.

Les autres activités intègrent notamment une amélioration importante des résultats des Médias et un recul marqué des résultats des Plantations après une année 2008 exceptionnelle.

(en millions d'euros)	2009	2008
Transport et logistique	317	298
Distribution d'énergie	49	18
Industrie	(104)	(80)
Médias, télécoms, plantations, holdings	(88)	(93)
Résultat opérationnel	174	143

10. TRÉSORERIE ET CAPITAUX

10.1 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Au 31 décembre 2009, le montant de la trésorerie et équivalents de trésorerie s'élève à 490 millions d'euros, soit 82 millions d'euros de plus qu'au 31 décembre 2008.

Ce poste inclut notamment les disponibilités, les valeurs mobilières de placements monétaires réguliers non risqués et des conventions de compte courant, conformément à la politique du Groupe.

10.2 FLUX DE TRÉSORERIE

Les flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles s'élèvent à 453 millions d'euros au 31 décembre 2009 (229 millions d'euros au 31 décembre 2008).

Compte tenu des investissements, des flux sur opérations de financement et des variations de change ou de juste valeur incluses dans la dette, l'endettement financier net du Groupe s'est réduit de 81 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2008 et s'élève à 1 317 millions d'euros au 31 décembre 2009.

10.3 STRUCTURE DE L'ENDETTEMENT BRUT

L'endettement brut du Groupe est de 1 806,7 millions d'euros, en baisse de 33,5 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2008. Il est principalement composé comme suit :

- 85 millions d'euros d'emprunts obligataires (188,6 millions d'euros au 31 décembre 2008), composés au 31 décembre 2009 et au 31 décembre 2008 de 123 millions de dollars américains de placements privés américains répartis en trois tranches, une de 50 millions de dollars américains remboursable en 2013, une de 40 millions de dollars américains remboursable en 2016 et une de 33 millions de dollars américains remboursable en 2018. Par ailleurs, au 31 décembre 2008, il y avait également 100 millions d'euros d'emprunt *in fine* remboursable en mars 2009 ;
- 1 542,5 millions d'euros d'emprunt auprès des établissements de crédit (1 429,9 millions d'euros au 31 décembre 2008), dont 300 millions d'euros au titre d'une convention de crédit revolving à échéance 2014 (400 millions d'euros au 31 décembre 2008), 341,5 millions d'euros en billets de trésorerie (77 millions d'euros au 31 décembre 2008) et 163,7 millions d'euros au titre de la mobilisation de créances (193 millions d'euros au 31 décembre 2008) ;
- 165,3 millions d'euros d'autres emprunts et dettes assimilées (217,9 millions d'euros au 31 décembre 2008), principalement composés des concours bancaires courants.

10.4 CARACTÉRISTIQUE DES FINANCEMENTS

Il est à noter que la principale ligne de financement du Groupe qu'est la ligne de crédit revolving de 1 100 millions d'euros à échéance 2014 n'est soumise à aucune clause de remboursement anticipé liée au respect de ratios financiers. Certaines autres lignes peuvent avoir de telles clauses, mettant généralement en jeu des ratios d'endettement et/ou de couverture du service de la dette. Ces ratios sont respectés au 31 décembre 2009, comme ils l'étaient au 31 décembre 2008. En conséquence, le Groupe n'est pas, au 31 décembre 2009, en risque vis-à-vis des covenants financiers pouvant exister sur certaines lignes de crédit, qu'elles soient tirées ou non.

10.5 CAPACITÉS DE FINANCEMENT

Par ailleurs, pour faire face au risque de liquidité, le Groupe dispose, au 31 décembre 2009, de 1 114 millions d'euros de lignes de crédits confirmées non tirées, dont 800 millions d'euros sur la convention de crédit revolving, qui ne contient aucun covenant financier. La majorité des tombées (tirées et non tirées) intervient en 2014 et au-delà. En conséquence, le Groupe dispose de capacités de financement suffisantes pour faire face à ses engagements futurs connus au 31 décembre 2009.

Des informations plus détaillées sont disponibles dans les états financiers et plus précisément dans les notes 15, 21 et 36.

11. RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES

11.1. RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

La recherche et le développement sont une composante essentielle de la branche industrielle du Groupe Bolloré.

Pour les Films plastiques, la Recherche et développement (R&D) porte sur le développement de nouveaux produits dans les films d'emballage pour 0,4 million d'euros, et pour le film diélectrique, la création de nouveaux films spécifiques et l'accompagnement de besoins clients, pour un montant de 0,7 million d'euros.

Au sujet des batteries et des supercapacités, le montant global de la R&D s'élève à 30,2 millions d'euros, qui se partagent en 22,2 millions d'euros pour Batscap et 8 millions d'euros pour Bathium.

Pour les batteries, la recherche porte essentiellement sur l'amélioration de la batterie au travers de nouveaux constituants électrochimiques, tandis que le

développement porte en particulier sur l'amélioration continue des *process* de fabrication et de la sécurité de fonctionnement et sur le pilotage électronique de la batterie et de son application, le véhicule électrique.

Pour les supercapacités, la recherche porte sur l'amélioration de la cyclabilité des composants et de leur durée de vie, l'accroissement de l'énergie délivrée et la réduction de la résistance interne, ainsi que la création de modules de supercapacités et de sous-systèmes. Les développements portent essentiellement sur la simplification des *process* de fabrication et la mise en conformité des produits avec les contraintes exigeantes des applications au transport urbain et aux véhicules électriques ou hybrides.

Batteries et supercapacités peuvent être associées dans les véhicules électriques, permettant ainsi de récupérer de l'énergie lors du freinage du véhicule pour recharger la batterie et allonger sa durée de vie. Une part de la R&D porte également sur le pilotage électronique de ce type d'ensembles.

Batscap coopère à treize programmes de recherche nationaux (ANR ou Génésys) regroupant des laboratoires de recherches universitaires ou le CNRS (dont trois programmes débutés pendant l'exercice 2009) et dirige trois thèses Cifre ou Ademe.

Pour faire face à l'évolution de ses métiers, le groupe IER porte principalement sa recherche sur les solutions d'enregistrement et d'embarquement automatiques de passagers dans les aéroports, qui comprennent les bornes, les imprimantes, les terminaux d'enregistrement et les passages sécurisés, ainsi que sur le développement de logiciels spécifiques aux métiers du transport et les applications de la RFID dans la logistique et les transports. Le montant de la R&D du groupe IER, incluant Automatic Systems, est de 8,2 millions d'euros pour l'exercice 2009, ce qui correspond à environ 7,4 % de son chiffre d'affaires.

EFFORT DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

(en millions d'euros)	2009	2008	2007
Bolloré Films	0,7	0,9	1,0
Batscap/Bathium	30,2	25,1	31,2
Véhicules électriques	26,1	15,7	0
IER	8,1	9,5	9,4
Bolloré Telecom	4,0	5,6	3,9
Total	69,1	56,8	45,5

11.2. BREVETS ET LICENCES

La politique de propriété industrielle du Groupe consiste à constituer un portefeuille de brevets qui donnera à chacune des filiales des armes stratégiques pour soutenir leur développement et maintenir la menace concurrentielle sur des métiers âprement disputés et en constante évolution et, à terme, permettre une politique de licences si les besoins du marché la rendent profitable.

À l'exception de Bathium, dont le portefeuille, hérité des actifs de la société canadienne Avestor rachetés en 2007, est constitué pour partie de brevets reçus en licence d'Hydro-Québec, l'ensemble des brevets des divisions et filiales du Groupe est le résultat des recherches internes de chacune des sociétés concernées.

Le portefeuille des brevets du Groupe comporte, à la fin de l'exercice 2009, 924 brevets ou demandes de brevets en vigueur dans 39 pays, qui se répartissent comme suit :

	Brevets déposés en 2009		Portefeuille total en vigueur (tous pays)
	Total	Dont France	
Bolloré Films	2	1	94
Batscap	18	1	280
Bathium	1	0	430
IER	5	1	120
Total	26	3	924

12. INFORMATIONS SUR LES TENDANCES

12.1. PRINCIPALES TENDANCES DE L'EXERCICE 2009

TRANSPORT ET LOGISTIQUE

Dans un contexte de crise économique mondiale, les volumes transportés et les taux de fret se sont nettement contractés, pénalisant ainsi le chiffre d'affaires de la branche Transport et logistique.

Bolloré Logistics, agissant comme intermédiaire, a pu cependant dégager de bons résultats, grâce à l'obtention de meilleures conditions tarifaires de ses fournisseurs, ainsi qu'à son positionnement dans les zones moins impactées par la crise et à une bonne maîtrise des charges. Bolloré Logistics a continué l'expansion de son réseau via l'ouverture de nouvelles agences, en particulier en Chine et au Moyen-Orient, et a racheté l'agent Europacifique, en Australie, ce qui lui offre désormais une grande ouverture sur tous les flux de la zone Pacifique.

Malgré les effets de la crise économique mondiale, Bolloré Africa Logistics, qui a bénéficié de son statut de leader et d'une meilleure résistance de la croissance de la zone Afrique, a pu dégager d'excellents résultats tout en renforçant ses parts de marché. Bolloré Africa Logistics a continué sa croissance et ses investissements sur l'ensemble du continent. L'année 2009 a été marquée par le développement des concessions portuaires, avec le démarrage de Congo Terminal (Pointe-Noire) et l'obtention de la concession du terminal à conteneurs de Cotonou, au Bénin, pour vingt-cinq ans.

DISTRIBUTION D'ÉNERGIE

En France, comme en Europe, l'activité a bénéficié d'un hiver particulièrement rigoureux. La hausse des prix, sans atteindre les niveaux records connus antérieurement, a par ailleurs engendré un effet stock positif alors que l'exercice 2008 avait subi un effet stock négatif important.

INDUSTRIE

En juillet 2009, l'activité Papiers a été cédée et a, par conséquent, été reclassée en poste « Résultat des activités destinées à la vente » (IFRS 5) qui intègre le résultat du semestre et l'impact de la cession.

Dans l'activité Films plastiques, la crise économique et financière mondiale débutée en 2008 a continué à contribuer à une forte diminution de la demande sur l'ensemble de l'exercice 2009, malgré une amélioration constatée au second semestre. La maîtrise des coûts et l'amélioration de la parité euro/dollars US ont permis de maintenir la rentabilité stable.

Au cours de l'automne 2009, le Groupe a démarré la production de batteries électriques dans deux usines, en Bretagne et au Canada, qui seront capables de fabriquer à terme des dizaines de milliers de batteries par an.

Enfin, dans une conjoncture très difficile, IER est affecté par la baisse des ventes des terminaux traditionnels, due principalement au ralentissement des investissements du secteur aérien.

AUTRES ACTIVITÉS

Concernant l'activité des plantations, après une forte chute des cours du caoutchouc et de l'huile de palme constatée à partir de fin 2008, le marché s'est repris au second semestre 2009. Cette reprise a lieu dans un contexte de stabilisation de l'économie mondiale. Le cours moyen du caoutchouc en 2009 (1 800 US dollars/tonne) reste inférieur de 30 % à celui de 2008 (3 300 dollar), année des records historiques. Sur l'année, le cours du caoutchouc est passé de 1 350 dollars US/tonne à 2 950 dollars US/tonne à fin décembre 2009.

Le cours moyen de l'huile de palme (CPO), à 680 dollars US/tonne, est également en retrait par rapport à celui de 2008. Cependant, le cours de l'huile clôt l'année 2009 à 805 dollars US/tonne, en hausse de 45 % par rapport à décembre 2008. Après une année 2008 exceptionnelle, la remontée des cours a permis à l'activité Plantations de retrouver le bon niveau de résultats de l'année 2007.

Dans les médias, les recettes publicitaires ont pratiquement doublé bénéficiant de la forte augmentation de l'audience Direct 8 et de la presse gratuite.

12.2. TENDANCES CONNUES SUR L'EXERCICE EN COURS

La diversité des métiers et des investissements du Groupe devrait lui permettre de ne pas anticiper de modifications significatives de sa situation globale au cours des prochains mois.

Au cours des trois premiers mois de 2010, l'environnement est marqué par une reprise des volumes et des taux de fret pour l'activité Transport et logistique, une hausse des prix des produits pétroliers et une reprise d'activité dans l'Industrie. Ces éléments devraient avoir un effet positif sur le chiffre d'affaires.

TRANSPORT ET LOGISTIQUE

En France, Bolloré Logistics a vu se concrétiser les principes de la réforme portuaire et vient d'obtenir les conventions d'exploitation des ports de Dunkerque, Rouen, Montoir et La Rochelle. Le Groupe devient ainsi un acteur incontournable de la manutention dans plusieurs ports français et les équipes de Bolloré Logistics aspirent maintenant à commercialiser auprès des grands armements un savoir-faire et une expérience reconnues.

En 2010, l'activité Transport et logistique (Bolloré Logistics et Bolloré Africa Logistics) devrait bénéficier de son positionnement, de l'amplitude de son réseau, de la diversité des marchés où le Groupe opère et de sa flexibilité rendue possible par son rôle d'intermédiaire et sa capacité d'adaptation aux conditions de marché. Doté de ressources significatives, le Groupe demeure susceptible de profiter d'opportunités de croissance.

DISTRIBUTION D'ÉNERGIE

Après une année 2009 exceptionnelle en raison d'un hiver très rigoureux, la division a pu constater une légère baisse de ses volumes en début d'année.

INDUSTRIE

Les films plastiques restent pénalisés en début d'année par la hausse des prix des résines.

Le Groupe poursuit en 2010 ses développements dans le secteur des batteries et supercapacités, véhicules électriques et s'investit dans de nouveaux projets comme Autolib ou encore l'approvisionnement en lithium.

IER devrait bénéficier de l'abaissement sensible du seuil de rentabilité de l'activité, grâce aux importantes réductions de coûts mises en place et à des succès commerciaux significatifs, au début de l'année 2010.

AUTRES ACTIVITÉS

Concernant les plantations, l'évolution positive des cours observée fin 2009 devrait se poursuivre au premier semestre 2010. Au second semestre, l'évolution des cours pour l'huile de palme dépendra des récoltes du soja (dont l'huile est la principale concurrente de l'huile de palme) et de l'amplitude de la reprise économique mondiale pour le caoutchouc.

La progression de l'audience de Direct 8 reste bien orientée et devrait profiter mécaniquement de l'arrêt progressif du signal hertzien analogique durant l'année 2010.

Dans les médias, le Groupe accélère son développement dans la Télévision Numérique Terrestre (TNT) avec, en 2010, un nouveau projet, Direct Azur, une chaîne locale dans la région de Nice, Menton, Saint-Raphaël, Cannes et Grasse. Par ailleurs, il finalise le rachat de la chaîne TNT Virgin 17 au groupe Lagardère, ce qui fera de Bolloré Média le quatrième groupe télévisuel français.

13. PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE

Le Groupe Bolloré ne présente pas de prévision ou d'estimation de bénéfice.

14. ORGANES D'ADMINISTRATION ET DIRECTION GÉNÉRALE

14.1. INFORMATION SUR LES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

14.1.1. INFORMATIONS STATUTAIRES ET MODE DE DIRECTION

Les statuts prévoient que la société est administrée par un Conseil d'administration de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion.

Les membres du Conseil sont nommés par l'Assemblée générale ordinaire. La durée de leurs mandats est de six années.

Chaque administrateur doit être propriétaire d'une action au moins pendant toute la durée de son mandat. Les administrateurs sont convoqués aux séances du Conseil d'administration par tous moyens, les convocations étant faites par le Président ou le Vice-Président-directeur général.

Le Conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente et les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

La voix du Président de séance est prépondérante en cas de partage.

L'Assemblée générale ordinaire a la faculté, sur proposition du Conseil d'administration, de désigner un collège de censeurs qui sont convoqués aux séances du Conseil et peuvent prendre part aux délibérations avec voix consultative seulement.

Les administrateurs, ainsi que plus généralement l'ensemble des collaborateurs du Groupe, en application des dispositions de la Charte d'Éthique du Groupe, doivent s'abstenir de procéder à des transactions sur les titres de la société (i) pendant une période de quinze jours précédant la date à laquelle les comptes consolidés ou les comptes semestriels sont soumis au Conseil, ainsi que pendant la journée qui suit la tenue du Conseil (ii) quelle que soit la période dès lors qu'ils ont connaissance d'une information qui, si elle était rendue publique, serait susceptible d'avoir une incidence sur le cours du titre, et ceci aussi longtemps que l'information n'aura pas été rendue publique.

Les dispositions de la Charte d'Éthique sont applicables à l'ensemble des administrateurs des sociétés du Groupe. Cette disposition s'applique à toutes les sociétés du Groupe et à toutes les transactions sur les titres cotés de l'ensemble des sociétés du Groupe.

L'Assemblée générale extraordinaire du 6 juin 2002 a procédé à une mise en conformité des statuts avec la loi n°2001-420 du 15 mai 2001, permettant notamment au Conseil d'administration de se prononcer sur l'un des deux modes de direction de la société anonyme, à savoir la dissociation ou le cumul des fonctions de Directeur général et de Président du Conseil d'administration, et ce, lors de toute nomination ou renouvellement du mandat de Président ou de Directeur général. Le mode de direction retenu reste valable jusqu'à l'expiration du mandat du premier de ceux-ci.

Le Conseil d'administration, en séance du 5 juin 2008 statuant conformément aux dispositions statutaires, a décidé de maintenir l'option consistant à cumuler les fonctions de Président et de Directeur général.

Le Conseil a renouvelé en conséquence, en qualité de Président-directeur général, Vincent Bolloré, Cédric de Bailliencourt poursuivant l'exercice de la fonction de Vice-Président-directeur général.

Sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration et dans la limite de l'objet social, le Président-directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société.

14.1.2. COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

À la date du présent document, le Conseil est composé des 16 membres suivants :

Vincent Bolloré, Président-directeur général

Date d'entrée en fonction : 21 décembre 2006

Date du dernier renouvellement : 5 juin 2008

Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2013

Adresse professionnelle

Tour Bolloré
31-32, quai de Dion-Bouton
92811 Puteaux Cedex

Expertise et expérience en matière de gestion

Industriel, Président du Groupe Bolloré depuis 1981.

Mandats exercés en 2009

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- *Fonctions et mandats exercés au sein du Groupe Bolloré*
- Président-directeur général de Bolloré et Bolloré Participations ;
- Président du Conseil d'administration (direction dissociée) de Financière de l'Odet ;
- Président de VEPB ;
- Directeur général d'Omnium Bolloré, Financière V et Sofibol ;
- Administrateur de Batscap, Bolloré, Direct 8, Matin Plus, Direct Soir, Financière Moncey, Financière de l'Odet, Financière V, Omnium Bolloré, Sofibol et VEPB ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'administration de la Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), de la Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, de la Société Industrielle et Financière de l'Artois, de la Société Bordelaise Africaine, de la Compagnie des Tramways de Rouen et d'IER ;
- Représentant permanent de Bolloré au Conseil d'administration de Bolloré Média ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations au Conseil de surveillance de la Compagnie du Cambodge.
- *Autres fonctions et mandats*
- Président du Conseil d'administration (direction dissociée) d'Havas ;
- Administrateur d'Havas, Havas Media France et Natixis ;
- Représentant permanent de Bolloré au Conseil de Fred & Farid.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- *Fonctions et mandats exercés au sein du Groupe Bolloré*
- Président de Champ de Mars Investissement, Financière Nord-Sumatra, Nord-Sumatra Investissements et Financière du Champ de Mars ;
- Administrateur de BB Group, Champ de Mars Investissement, Financière Nord-Sumatra, Plantations des Terres Rouges, SDV Gabon et SDV Sénégal ;
- Administrateur délégué de Nord-Sumatra Investissements et Financière du Champ de Mars ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'administration de SDV Cameroun, SAFA Cameroun et SDV Congo.
- *Autres fonctions et mandats*
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs de Grand Bereby (SOGB) et Bereby Finances ;
- Administrateur de Centrages, Intercultures, Liberian Agricultural Company (LAC), Mediobanca, Plantations Nord-Sumatra Ltd, Red Lands Roses, Socfinaf Company Ltd, Socfinal, Socfinasia, Socfinco, Socfindo, Société de Gestion pour le Caoutchouc et les Oléagineux (Sogescol) et Socfin KCD ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'administration de Bereby Finances, Palmeraies du Cameroun (Palmcam), Société Camerounaise de Palmeraies (Socapalm), Société des Palmeraies de la Ferme Suisse et Société des Caoutchoucs de Grand Bereby (SOGB) ;
- Cogérant de Brabanta.

Mandats exercés en 2008

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Président-directeur général de Bolloré et Bolloré Participations ;
- Président du Conseil d'administration (direction dissociée) de Financière de l'Odet, Havas Media France et Havas ;

- Président de Bolloré Production et VEPB ;
- Directeur général d'Omnium Bolloré, Financière V et Sofibol ;
- Administrateur de Batscap, Bolloré, Bolloré Participations, Direct 8 (précédemment dénommée Bolloré Média), Compagnie des Glénans, Matin Plus (précédemment dénommée Compagnie de Bangor), Direct Soir, Financière Moncey, Financière de l'Odet, Financière V, Omnium Bolloré, Sofibol, Havas Media France, Havas et VEPB ;
- Membre du Conseil de surveillance de Natixis ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'administration de la Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), de la Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, de la Société Industrielle et Financière de l'Artois, de la Société Bordelaise Africaine, de la Compagnie des Tramways de Rouen et d'IER ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations au Conseil de surveillance de la Compagnie du Cambodge ;
- Représentant permanent de Bolloré au Conseil de Fred & Farid ;
- Représentant permanent d'Havas au Conseil de Médiamétrie.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président de Champ de Mars Investissement, Financière Nord-Sumatra, Nord-Sumatra Investissements et Financière du Champ de Mars ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs de Grand Bereby (SOGB) et Bereby Finances ;
- Administrateur de BB Group, Centrages, Champ de Mars Investissement, Financière Nord-Sumatra, Intercultures, Liberian Agricultural Company (LAC), Mediobanca, Plantations Nord-Sumatra Ltd, Plantations des Terres Rouges, Red Land Roses, SDV Gabon, SDV Sénégal, Socfinaf Company Ltd, Socfinal, Socfinasia, Socfinco, Socfindo, Société de Gestion pour le Caoutchouc et les Oléagineux (Sogescol) et Socfin KCD ;
- Administrateur délégué de Nord-Sumatra Investissements et Financière du Champ de Mars ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'administration de Bereby Finances, SDV Cameroun, SDV Congo, SAFA Cameroun, Société Camerounaise de Palmeraies, Palmeraies du Cameroun, Société des Palmeraies de la Ferme Suisse et Société des Caoutchoucs de Grand Bereby (SOGB) ;
- Gérant de Huilerie de Mapangu Sprl.

Mandats exercés en 2007

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Président-directeur général de Bolloré et Bolloré Participations ;
- Président du Conseil d'administration (direction dissociée) de Financière de l'Odet, Direct 8 (précédemment dénommée Bolloré Média), Matin Plus (précédemment dénommée Compagnie de Bangor), Direct Soir, Havas Media France et Havas ;
- Président de Bolloré Production ;
- Directeur général d'Omnium Bolloré, Financière V et Sofibol ;
- Administrateur de Batscap, Bolloré, Bolloré Participations, Direct 8 (précédemment dénommée Bolloré Média), Compagnie des Glénans, Matin Plus (précédemment dénommée Compagnie de Bangor), Direct Soir, Financière Moncey, Financière de l'Odet, Financière V, Omnium Bolloré, Sofibol, Havas Media France et Havas ;
- Membre des Conseils de surveillance de Natixis et de Vallourec (jusqu'au 5 mars 2007) ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'administration de la Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), de la Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, de la Société Industrielle et Financière de l'Artois, de la Société Bordelaise Africaine, de la Compagnie des Tramways de Rouen et d'IER ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations au Conseil de surveillance de la Compagnie du Cambodge ;
- Représentant permanent de Bolloré au Conseil de FFL Paris ;
- Représentant permanent d'Havas au Conseil de Médiamétrie.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président de Plantations des Terres Rouges ;
- Président délégué de Nord-Sumatra Investissements ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs de Grand Bereby (SOGB) et Bereby Finances ;

- Administrateur de BB Group, Centrages, Compagnie Internationale de Cultures, Liberian Agricultural Company (LAC), Mediobanca, Plantations Nord-Sumatra Ltd, Plantations des Terres Rouges, Red Land Roses, SDV Gabon, SDV Sénégal, Financière du Champ de Mars (précédemment dénommée Socfin), Socfinaf, Socfinal, Socfinasia, Socfinco, Socfindo, Socfininter et Société de Gestion pour le Caoutchouc et les Oléagineux (Sogescol) ;
- Administrateur délégué de Nord-Sumatra Investissements ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'administration de SDV Cameroun et SDV Congo.

Mandats exercés en 2006

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Président-directeur général de Bolloré (précédemment dénommée Bolloré Investissement) et Bolloré Participations ;
- Président du Conseil d'administration (direction dissociée) de Financière de l'Odet, Bolloré Média, Compagnie de Bangor, Direct Soir et Havas ;
- Président de Bolloré Production ;
- Directeur général d'Omnium Bolloré, Financière V et Sofibol ;
- Administrateur de Batscap, Bolloré (précédemment dénommée Bolloré Investissement), Bolloré Participations, Bolloré Média, Compagnie des Glénans, Compagnie de Bangor, Direct Soir, Financière Moncey, Financière de l'Odet, Financière V, Omnium Bolloré, Sofibol et Havas ;
- Membre des Conseils de surveillance de Natixis et de Vallourec ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'administration de la Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), de la Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, de la Société Industrielle et Financière de l'Artois, de la Société Bordelaise Africaine, de la Compagnie des Tramways de Rouen et d'IER ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations au Conseil de surveillance de la Compagnie du Cambodge.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président de Plantations des Terres Rouges ;
- Président délégué de Nord-Sumatra Investissements ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs de Grand Bereby (SOGB) et Bereby Finances ;
- Administrateur de BB Group, Centrages, Compagnie Internationale de Cultures, Liberian Agricultural Company (LAC), Mediobanca, Plantations Nord-Sumatra Ltd, Plantations des Terres Rouges, Red Land Roses, SDV Gabon, SDV Sénégal, Socfin, Socfinaf, Socfinal, Socfinasia, Socfinco, Socfindo, Socfininter et Société de Gestion pour le Caoutchouc et les Oléagineux (Sogescol) ;
- Administrateur délégué de Nord-Sumatra Investissements ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'administration de SDV Cameroun et SDV Congo.

Mandats exercés en 2005

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Président-directeur général de Bolloré et Bolloré Participations ;
- Président du Conseil d'administration (direction dissociée) de Bolloré Investissement, Financière de l'Odet, Bolloré Média et Havas ;
- Président de Bolloré Production ;
- Directeur général d'Omnium Bolloré, Financière V et Sofibol ;
- Administrateur de Batscap, Bolloré Investissement, Bolloré, Bolloré Participations, Bolloré Média, Compagnie des Glénans, Financière Moncey, Financière de l'Odet, Havas et Natixis Banques Populaires ;
- Membre du Conseil de surveillance de Vallourec ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'administration de la Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), de la Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, de la Société Industrielle et Financière de l'Artois, de la Société Bordelaise Africaine, de la Compagnie des Tramways de Rouen et d'IER ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations au Conseil de surveillance de la Compagnie du Cambodge ;
- Représentant permanent de la Compagnie du Cambodge au Conseil de surveillance de la Société Financière HR.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président de Plantations des Terres Rouges ;
- Président délégué de Nord-Sumatra Investissements ;

- Vice-Président de Société des Caoutchoucs de Grand Bereby (SOGB) et Bereby Finances;
- Administrateur de BB Group, Centrages, Compagnie Internationale de Cultures, Liberian Agricultural Company (LAC), Mediobanca, Plantations Nord-Sumatra Ltd, Plantations des Terres Rouges, Red Land Roses, SDV Gabon, SDV Sénégal, Socfin, Socfinaf, Socfinal, Socfinasia, Socfinco, Socfindo, Socfininter, Socfin Plantations Sendirian Berhad et Société de Gestion pour le Caoutchouc et les Oléagineux (Sogescol);
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'administration de SDV Cameroun, SDV Congo, SDV Côte d'Ivoire et Immobilière de la Pépinière;
- Représentant permanent de Bolloré au Conseil d'Afrique Initiatives.

Antoine Bernheim, Vice-Président

Date d'entrée en fonction : 14 janvier 1994

Date du dernier renouvellement : 5 juin 2008

Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2013

Adresse professionnelle

Generali France
7, boulevard Haussmann
75009 Paris

Expertise et expérience en matière de gestion

Antoine Bernheim a été banquier de 1967 à 1999 en qualité de Senior Partner de Lazard Frères.

Président et administrateur de Assicurazioni Generali SpA.

Mandats exercés en 2009

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

— *Fonctions et mandats exercés au sein du Groupe Bolloré*

- Vice-Président et administrateur de Bolloré.

— *Autres fonctions et mandats*

- Vice-Président et administrateur de LVMH Moët Hennessy – Louis Vuitton, LVMH Fashion Group et LVMH Finance;
- Vice-Président et membre du Comité de surveillance de Financière Jean Goujon;
- Administrateur de Christian Dior, Ciments Français, Generali France, Christian Dior Couture et Havas;
- Membre du Conseil de surveillance de Eurazeo;
- Directeur général de SFGI.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

— *Fonctions et mandats exercés au sein du Groupe Bolloré*
Néant.

— *Autres fonctions et mandats*

- Président et administrateur de Assicurazioni Generali SpA;
- Vice-Président de Alleanza Assicurazioni SpA;
- Administrateur de Generali Deutschland Holding AG, Banca della Svizzera Italiana (BSI), Generali España Holding SA, Compagnie Monégasque de Banque, Generali Holding Vienna AG, Graafschap Holland, LVMH Inc. et Mediobanca;
- Vice-Président du Conseil de surveillance de Intesa Sanpaolo.

Mandats exercés en 2008

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Vice-Président et administrateur de Bolloré, LVMH Moët Hennessy – Louis Vuitton, LVMH Fashion Group et LVMH Finance;
- Vice-Président et membre du Comité de surveillance de Financière Jean Goujon;
- Administrateur de Christian Dior, Ciments Français, Generali France, Christian Dior Couture et Havas;
- Membre du Conseil de surveillance de Eurazeo;
- Directeur général de SFGI.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président et administrateur de Assicurazioni Generali SpA;
- Vice-Président de Alleanza Assicurazioni SpA;

- Administrateur de AMB Generali Holding AG, Banca della Svizzera Italiana (BSI), Generali España Holding SA, Compagnie Monégasque de Banque, Generali Holding Vienna AG, Graafschap Holland et LVMH Inc.;
- Membre du Conseil de surveillance puis administrateur de Mediobanca;
- Vice-Président du Conseil de surveillance de Intesa Sanpaolo.

Mandats exercés en 2007

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Vice-Président et administrateur de Bolloré, LVMH Moët Hennessy – Louis Vuitton, LVMH Fashion Group et LVMH Finance;
- Vice-Président et membre du Comité de surveillance de Financière Jean Goujon;
- Administrateur de Christian Dior, Ciments Français, Generali France et Christian Dior Couture;
- Membre du Conseil de surveillance de Eurazeo;
- Directeur général de SFGI.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président et administrateur de Assicurazioni Generali SpA;
- Vice-Président de Alleanza Assicurazioni SpA;
- Administrateur de AMB Generali Holding AG, Banca della Svizzera Italiana (BSI), Generali España Holding SA, Compagnie Monégasque de Banque, Generali Holding Vienna AG, Graafschap Holland et LVMH Inc.;
- Membre du Conseil de surveillance de Mediobanca;
- Vice-Président du Conseil de surveillance de Intesa Sanpaolo.

Mandats exercés en 2006

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Vice-Président et administrateur de Bolloré, LVMH Moët Hennessy – Louis Vuitton, LVMH Fashion Group et LVMH Finance;
- Vice-Président et membre du Comité de surveillance de Financière Jean Goujon;
- Associé commanditaire de Partena;
- Administrateur de Bolloré, Christian Dior, Ciments Français, Generali France et Christian Dior Couture;
- Membre du Conseil de surveillance de Eurazeo;
- Directeur général de SFGI.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président et administrateur de Assicurazioni Generali SpA;
- Vice-Président de Alleanza Assicurazioni SpA;
- Administrateur de AMB Generali Holding AG, Banca della Svizzera Italiana (BSI), Generali España Holding SA, Compagnie Monégasque de Banque, Generali Holding Vienna AG, Graafschap Holland, Intesa SpA et Mediobanca.

Mandats exercés en 2005

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Vice-Président et administrateur de Bolloré Investissement et de LVMH Moët Hennessy – Louis Vuitton;
- Associé commanditaire de Partena;
- Administrateur de Bolloré, Christian Dior, Ciments Français, Generali France et Christian Dior Couture;
- Membre du Conseil de surveillance de Eurazeo;
- Directeur général de SFGI.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président et administrateur de Assicurazioni Generali SpA;
- Vice-Président de Alleanza Assicurazioni SpA;
- Administrateur de AMB Generali Holding AG, Banca della Svizzera Italiana (BSI), Compagnie Monégasque de Banque, Generali España Holding SA, Generali Holding Vienna AG, Graafschap Holland, Intesa SpA et Mediobanca;
- Associé de Lazard LLC.

Comte de Ribes, Vice-Président

Date d'entrée en fonction : 29 juin 1994

Date du dernier renouvellement : 7 juin 2006

Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2011

Adresse professionnelle

Tour Bolloré

31-32, quai de Dion-Bouton

92811 Puteaux Cedex

Expertise et expérience en matière de gestion

Président du Groupe Rivaud jusqu'en 1998.

Vice-Président de Bolloré.

Mandats exercés en 2009

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

— *Fonctions et mandats exercés au sein du Groupe Bolloré*

- Président-directeur général de Société Bordelaise Africaine;
- Président du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge;
- Président d'honneur de Société Industrielle et Financière de l'Artois et IER;
- Vice-Président de Bolloré;
- Directeur général de la Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard;
- Administrateur de Bolloré, IER, Société Bordelaise Africaine et Société Industrielle et Financière de l'Artois;
- Membre du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge;
- Représentant permanent de Compagnie du Cambodge au Conseil d'administration de Financière Moncey.

— *Autres fonctions et mandats*

- Membre du Conseil de surveillance de la Banque Jean-Philippe Hottinguer & Cie;
- Administrateur de Ciments Français.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

— *Fonctions et mandats exercés au sein du Groupe Bolloré*

- Président de Redlands Farm Holding;
- Vice-Président de Financière du Champ de Mars;
- Administrateur de Plantations des Terres Rouges, Financière du Champ de Mars, Nord-Sumatra Investissements et SFA;
- Représentant permanent de la Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA) au Conseil de SAFA Cameroun.

— *Autres fonctions et mandats*

- Représentant permanent de PF Représentation aux Conseils de Socfinasia, Socfinal et Société des Caoutchoucs de Grand Bereby (SOGB).

Mandats exercés en 2008

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Président-directeur général de Société Bordelaise Africaine;
- Président du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge;
- Président d'honneur de Société Industrielle et Financière de l'Artois et IER;
- Vice-Président de Bolloré;
- Directeur général de la Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard;
- Administrateur de Bolloré, Ciments Français, IER, Société Bordelaise Africaine et Société Industrielle et Financière de l'Artois;
- Membre du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge et de la Banque Jean-Philippe Hottinguer & Cie (précédemment dénommée HR Banque);
- Représentant permanent de Compagnie du Cambodge au Conseil d'administration de Financière Moncey.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président de Redlands Farm Holding;
- Vice-Président de Financière du Champ de Mars (précédemment dénommée Socfin);
- Administrateur de Plantations des Terres Rouges, Financière du Champ de Mars (précédemment dénommée Socfin), Nord-Sumatra Investissements et SFA;

- Représentant permanent de la Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA) au Conseil de SAFA Cameroun;
- Représentant permanent de PF Représentation aux Conseils de Socfinasia, Socfinal et Société des Caoutchoucs de Grand Bereby (SOGB).

Mandats exercés en 2007

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Président-directeur général de Société Bordelaise Africaine;
- Président du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge;
- Président d'honneur de Société Industrielle et Financière de l'Artois et IER;
- Vice-Président de Bolloré;
- Directeur général de la Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard;
- Administrateur de Bolloré, Ciments Français, IER, Société Bordelaise Africaine et Société Industrielle et Financière de l'Artois;
- Membre du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge et de la Banque Jean-Philippe Hottinguer & Cie (précédemment dénommée HR Banque);
- Représentant permanent de Compagnie du Cambodge au Conseil d'administration de Financière Moncey.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président de Redlands Farm Holding;
- Vice-Président de Financière du Champ de Mars (précédemment dénommée Socfin);
- Administrateur de Plantations des Terres Rouges, Financière du Champ de Mars (précédemment dénommée Socfin), Nord-Sumatra Investissements et SFA;
- Représentant permanent de la Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA) au Conseil de SAFA Cameroun;
- Représentant permanent de PF Représentation aux Conseils de Socfinasia, Socfinal et Société des Caoutchoucs de Grand Bereby (SOGB).

Mandats exercés en 2006

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Président-directeur général de Société Bordelaise Africaine;
- Président du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge;
- Président d'honneur de Société Industrielle et Financière de l'Artois et IER;
- Vice-Président de Bolloré;
- Directeur général de la Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard;
- Administrateur de Bolloré, Ciments Français, IER, Société Bordelaise Africaine et Société Industrielle et Financière de l'Artois;
- Membre du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge et de HR Banque;
- Représentant permanent de Compagnie du Cambodge au Conseil d'administration de Financière Moncey.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président de Redlands Farm Holding;
- Vice-Président de Société Financière des Caoutchoucs (Socfin);
- Administrateur de Plantations des Terres Rouges, Société Financière des Caoutchoucs (Socfin), Nord-Sumatra Investissements et SFA;
- Représentant permanent de la Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA) au Conseil de SAFA Cameroun;
- Représentant permanent de PF Représentation aux Conseils de Socfinasia, Socfinal et Société des Caoutchoucs de Grand Bereby (SOGB).

Mandats exercés en 2005

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Président-directeur général de Société Bordelaise Africaine;
- Président du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge;
- Président d'honneur de Société Industrielle et Financière de l'Artois et IER;
- Vice-Président de Bolloré Investissement;
- Directeur général de la Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard;
- Administrateur de Bolloré, Bolloré Investissement, Ciments Français, IER, Société Bordelaise Africaine et Société Industrielle et Financière de l'Artois;

- Membre du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge et Société Financière HR;
- Représentant permanent de Compagnie du Cambodge au Conseil d'administration de Financière Moncey.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président de Redlands Farm Holding;
- Vice-Président de Société Financière des Caoutchoucs (Socfin) et Socfin Plantations Sendirian Berhad;
- Administrateur de Plantations des Terres Rouges, Société Financière des Caoutchoucs (Socfin), Nord-Sumatra Investissements et SFA;
- Représentant permanent de la Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA) au Conseil de SAFA Cameroun;
- Représentant permanent de PF Représentation aux Conseils de Socfinasia, Socfina et Société des Caoutchoucs de Grand Bereby (SOGB).

Cédric de Bailliencourt, Vice-Président-directeur général

Date d'entrée en fonction : 12 décembre 2002

Date du dernier renouvellement : 5 juin 2007

Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2012

Adresse professionnelle

Tour Bolloré
31-32, quai de Dion-Bouton
92811 Puteaux Cedex

Expertise et expérience en matière de gestion

Directeur financier du Groupe Bolloré, depuis 2008.

Vice-Président-directeur général de Bolloré et Directeur général de Financière de l'Odet depuis le 12 décembre 2002. Il est entré dans le Groupe Bolloré en 1996.

Mandats exercés en 2009

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

— *Fonctions et mandats exercés au sein du Groupe Bolloré*

- Vice-Président-directeur général de Financière de l'Odet;
- Vice-Président-directeur général de Bolloré;
- Président des Conseils d'administration de Compagnie des Tramways de Rouen, Financière Moncey et Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard;
- Président-directeur général de Société Industrielle et Financière de l'Artois;
- Président de Sofibol, Compagnie de Cornouaille, Compagnie de Guénolé, Compagnie de Guilvinec, Compagnie de Pleuven, Financière V, Financière de Beg Meil, Financière de Bréhat, Financière de Quiberon, Financière d'Ouessant, Financière de Loctudy, Financière du Perguet, Financière de Sainte-Marine, Financière de Pont-Aven, Imperial Mediterranean et Omnium Bolloré;
- Gérant de Socarfi, Financière du Loch et Compagnie de Malestroit;
- Administrateur de Bolloré, Bolloré Participations, Compagnie des Tramways de Rouen, Financière V, Financière Moncey, Omnium Bolloré, Saga, Sofibol, Société Industrielle et Financière de l'Artois, Financière de l'Odet et Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard;
- Représentant permanent de Bolloré aux Conseils de Batscap et Socotab; de Financière V au Conseil de Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA).

— *Autres fonctions et mandats*

- Représentant permanent de Bolloré au Conseil d'administration d'Havas;
- Représentant permanent de Compagnie du Cambodge au Conseil de surveillance de la Banque Jean-Philippe Hottinguer & Cie.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

— *Fonctions et mandats exercés au sein du Groupe Bolloré*

- Président du Conseil d'administration de Financière de Kéréon;
- Administrateur délégué de Financière de Kéréon;
- Administrateur de African Investment Company, Arlington Investissements, Elycar Investissements (précédemment dénommée Carlyle Investissements), Champ de Mars Investissement, Financière Nord-Sumatra, Cormoran Participations, Dumbarton Invest., Latham Invest., Financière du Champ de Mars, Forestière Équatoriale, BB Group, PTR Finances, Peachtree Invest., Renwick Invest., SFA, Sorebol, Swann Investissements et Technifin;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils de Plantations des Terres Rouges et Nord-Sumatra Investissements.

— *Autres fonctions et mandats*

- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils de Socfinasia, Intercultures, Socfinde, Terrasia, Socfinal, Induservices SA, Centrages, Immobilière de la Pépinière, Socfinco, Sogesco, Agro Products Investment Company et Red Land Roses;

Mandats exercés en 2008

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Vice-Président-directeur général de Financière de l'Odet;
- Vice-Président-directeur général de Bolloré;
- Président des Conseils d'administration de Compagnie des Tramways de Rouen, Financière Moncey et Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard;
- Président-directeur général de Société Industrielle et Financière de l'Artois;
- Président de Sofibol, Compagnie de Cornouaille, Compagnie de Guénolé, Compagnie de Guilvinec, Compagnie de Pleuven, Financière V, Financière de Beg Meil, Financière de Bréhat, Financière de Quiberon, Financière d'Ouessant, Financière de Loctudy, Financière du Perguet, Financière de Sainte-Marine (ex-Bolloré Médias Investissements), Financière de Pont-Aven, Imperial Mediterranean et Omnium Bolloré;
- Gérant de Socarfi, Financière du Loch et Compagnie de Malestroit;
- Administrateur de Bolloré, Bolloré Participations, Compagnie des Tramways de Rouen, Financière V, Financière Moncey, Omnium Bolloré, Sofibol, Société Industrielle et Financière de l'Artois, Financière de l'Odet et Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard;
- Représentant permanent de Bolloré Participations au Conseil de Compagnie des Glénans; de Bolloré aux Conseils de Batscap, Havas et Socotab; de Financière V au Conseil de Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA); de Compagnie du Cambodge au Conseil de surveillance de la Banque Jean-Philippe Hottinguer & Cie.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de African Investment Company, Arlington Investissements, Carlyle Investissements, Champ de Mars Investissement, Financière Nord-Sumatra, Cormoran Participations, Dumbarton Invest., Latham Invest., Financière du Champ de Mars, Forestière Équatoriale, BB Group, PTR Finances, Peachtree Invest., Renwick Invest., SFA, Sorebol, Swann Investissements et Technifin;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils de Socfinasia, Intercultures, Socfinde, Terrasia, Socfinal, Induservices SA, Plantations des Terres Rouges, Centrages, Immobilière de la Pépinière, Socfinco, Sogesco, Nord-Sumatra Investissements, Agro Products Investment Company et Red Land Roses.

Mandats exercés en 2007

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Vice-Président-directeur général de Financière de l'Odet;
- Vice-Président-directeur général de Bolloré;
- Président des Conseils d'administration de Compagnie des Tramways de Rouen, Financière Moncey et Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard (depuis le 6 décembre 2007);
- Président-directeur général de Société Industrielle et Financière de l'Artois (depuis le 6 décembre 2007);
- Président de Sofibol, Compagnie de Guilvinec, Compagnie de Guilvinec, Financière V, Financière de Beg Meil, Financière de Bréhat, Financière de Quiberon, Financière d'Ouessant, Financière de Loctudy, Financière du Perguet, Financière de Pont-Aven, Imperial Mediterranean et Omnium Bolloré;
- Gérant de Socarfi, Financière du Loch et Compagnie de Malestroit;
- Administrateur de Bolloré, Bolloré Participations, Compagnie des Tramways de Rouen, Financière V, Financière Moncey, Omnium Bolloré, Sofibol, Société Industrielle et Financière de l'Artois, Financière de l'Odet et Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard;
- Représentant permanent de Bolloré Participations au Conseil de Compagnie des Glénans; de Bolloré aux Conseils de Batscap, Havas et Socotab; de Financière V au Conseil de Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA); de Plantations des Terres Rouges au Conseil de Compagnie du Cambodge; de PTR Finances au Conseil de Castelway; de Compagnie du Cambodge au Conseil de surveillance de la Banque Jean-Philippe Hottinguer & Cie.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de African Investment Company, Arlington Investissements, Carlyle Investissements, Cormoran Participations, Dumbarton Invest., Latham Invest., Forestière Équatoriale, BB Group, PTR Finances, Peachtree Invest., Renwick Invest., Sorebol, Swann Investissements et Technifin;
- Représentant permanent de Sofimap au Conseil de la Société Havraise Africaine de Négoce (SHAN).

Mandats exercés en 2006

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Directeur général de Financière de l'Odet;
- Vice-Président-directeur général de Bolloré;
- Président de Sofibol, Compagnie de Guénolé, Compagnie de Guilvinec, Compagnie de Locmaria, Financière V, Financière de Beg Meil, Financière de Bréhat, Financière de Quiberon, Financière d'Ouessant, Financière de Loctudy, Financière du Perguet, Financière de Pont-Aven, Imperial Mediterranean et Omnium Bolloré;
- Gérant de Socarfi, Financière du Loch et Compagnie de Malestroit;
- Administrateur de Bolloré, Bolloré Participations, Financière V, Omnium Bolloré, Sofibol, Financière de l'Odet et Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard;
- Représentant permanent de Bolloré Participations au Conseil de Compagnie des Glénans; de Bolloré aux Conseils d'Havas, Socotab et Financière Moncey; de Financière V au Conseil de Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA); de Plantations des Terres Rouges au Conseil de Compagnie du Cambodge; de PTR Finances au Conseil de Castelway; de Compagnie du Cambodge au Conseil de HR Banque.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de African Investment Company, Arlington Investissements, Carlyle Investissements, Cormoran Participations, Dumbarton Invest., Latham Invest., Forestière Équatoriale, BB Group, PTR Finances, Peachtree Invest., Renwick Invest., Sorebol, Swann Investissements et Technifin;
- Représentant permanent de Sofimap au Conseil de la Société Havraise Africaine de Négoce (SHAN).

Mandats exercés en 2005

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Directeur général de Bolloré Investissement et de Financière de l'Odet;
- Président de Sofibol, Compagnie de Guénolé, Compagnie de Guilvinec, Compagnie de Locmaria, Financière de Beg Meil, Financière de Bréhat, Financière de Loctudy, Financière du Perguet, Financière de Pont-Aven et Imperial Mediterranean;
- Gérant de Socarfi et Financière du Loch;
- Administrateur de Bolloré Investissement, Bolloré Participations, Financière de l'Odet et Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard;
- Représentant permanent de Bolloré aux Conseils de Equity Finance, Batscap, Financière Moncey et Kerné Finance; de Bolloré Participations aux Conseils de Bolloré et Compagnie des Glénans; de Bolloré Investissement au Conseil d'Havas; de Financière V au Conseil de Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA); de Plantations des Terres Rouges au Conseil de Compagnie du Cambodge; de PTR Finances au Conseil de Castelway.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Arlington Investissements, Carlyle Investissements, Dumbarton Invest., Latham Invest., Forestière Équatoriale, Dafci Cameroun, BB Group, PTR Finances, Peachtree Invest., Renwick Invest., Sorebol, Swann Investissements et Technifin;
- Représentant permanent de Sofimap au Conseil de la Société Havraise Africaine de Négoce (SHAN).

Yannick Bolloré

Date d'entrée en fonction : 10 juin 2009

Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2014

Adresse professionnelle

Tour Bolloré
31-32, quai de Dion-Bouton
92811 Puteaux Cedex

Expertise et expérience en matière de gestion

Diplômé de l'université Paris-IX Dauphine.

Directeur des programmes de la chaîne TNT Direct 8 depuis juillet 2006.

Directeur général du pôle Télévision, Internet et Diversification de Bolloré Média depuis novembre 2008.

Depuis 2009, Directeur général de Bolloré Média.

Mandats exercés en 2009

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

— Fonctions et mandats exercés au sein du Groupe Bolloré

- Directeur général de Bolloré Média et de Direct 8;
- Président de Direct Productions;
- Administrateur de Bolloré, Bolloré Média, Bolloré Participations, Direct 8, Financière V, Omnium Bolloré et Sofibol;
- Représentant permanent de Socfrance au Conseil d'administration de Financière de l'Odet.

— Autres fonctions et mandats

- Représentant permanent d'Havas au Conseil de Médiamétrie.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

— Fonctions et mandats exercés au sein du Groupe Bolloré

Néant.

— Autres fonctions et mandats

- Administrateur de Sénégal Hôtels et Loisirs Hôtels Casamance.

Mandats exercés en 2008

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Directeur général de Direct 8;
- Administrateur de Bolloré Participations, Financière V, Omnium Bolloré et Sofibol;
- Représentant permanent de Socfrance au Conseil d'administration de Financière de l'Odet.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Sénégal Hôtels et Loisirs Hôtels Casamance.

Mandats exercés en 2007

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Directeur des programmes de Direct 8;
- Administrateur de Bolloré Participations, Financière V, Omnium Bolloré et Sofibol;
- Représentant permanent de Socfrance au Conseil d'administration de Financière de l'Odet.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Sénégal Hôtels et Loisirs Hôtels Casamance.

Mandats exercés en 2006

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Directeur des programmes de Direct 8;
- Gérant de WY Productions;
- Administrateur de Bolloré Participations, Financière V, Omnium Bolloré et Sofibol.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Sénégal Hôtels et Loisirs Hôtels Casamance.

Mandats exercés en 2005

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Gérant de WY Productions;
- Administrateur de Bolloré Participations.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Sénégal Hôtels et Loisirs Hôtels Casamance.

Cyrille Bolloré

Date d'entrée en fonction : 10 juin 2009

Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2014

Adresse professionnelle

Tour Bolloré
31-32, quai de Dion-Bouton
92811 Puteaux Cedex

Expertise et expérience en matière de gestion

Diplômé de l'université Paris-IX Dauphine (*Master [MSc] in Economics and Management – Major in Finance*).

Directeur adjoint des Approvisionnements et de la Logistique de Bolloré Énergie depuis novembre 2007.

Directeur des Approvisionnements et de la Logistique de Bolloré Énergie, depuis décembre 2008.

Mandats exercés en 2009

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

— *Fonctions et mandats exercés au sein du Groupe Bolloré*

- Administrateur de Bolloré, Bolloré Participations, Financière V, Omnium Bolloré et Sofibol;
- Directeur des Approvisionnements et de la Logistique de Bolloré Énergie.

— *Autres fonctions et mandats*

- Membre du Comité de direction de Dépôt Pétrolier de Lorient SAS;
- Membre du Comité de direction d'Entrepôt Pétrolier de Chambéry SAS;
- Membre du Comité de direction de Société du Dépôt de La Pallice SAS;
- Membre du Conseil de gérance de Société des Pipelines de Strasbourg SARL.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

— *Fonctions et mandats exercés au sein du Groupe Bolloré*

Néant.

— *Autres fonctions et mandats*

Néant.

Mandats exercés en 2008

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Administrateur de Bolloré Participations, Financière V, Omnium Bolloré et Sofibol;
- Directeur des Approvisionnements et de la Logistique de Bolloré Énergie.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

Néant.

Mandats exercés en 2007

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Administrateur de Bolloré Participations, Financière V, Omnium Bolloré et Sofibol.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

Néant.

Mandats exercés en 2006

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Administrateur de Bolloré Participations, Financière V, Omnium Bolloré et Sofibol.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

Néant.

Mandats exercés en 2005

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Administrateur de Bolloré Participations.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

Néant.

Hubert Fabri

Date d'entrée en fonction : 7 juin 2006

Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2011

Adresse professionnelle

Centrages
2, place du Champ-de-Mars
1050 Bruxelles – Belgique

Expertise et expérience en matière de gestion

Administrateur de sociétés.

Mandats exercés en 2009

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

— *Fonctions et mandats exercés au sein du Groupe Bolloré*

- Vice-Président du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge;
- Membre du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Financière de l'Odet, Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA) et Société Industrielle et Financière de l'Artois.

— *Autres fonctions et mandats*

Néant.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

— *Fonctions et mandats exercés au sein du Groupe Bolloré*

- Vice-Président de Plantations des Terres Rouges;
- Administrateur de Champ de Mars Investissements, Financière Nord-Sumatra, Financière du Champ de Mars, Forestière Équatoriale, SAFA Cameroun, Nord-Sumatra Investissements et Plantations des Terres Rouges.

— *Autres fonctions et mandats*

- Président-directeur général de Socfinasia;
- Président du Conseil d'administration de Be-fin, Intercultures, Induservices SA, Mopoli, Palmeraies du Cameroun, Socfinde, Socfinal, Société de Gestion pour le Caoutchouc et les Oléagineux (Sogescol), Immobilière de la Pépinière, Socfinco, Centrages, Plantations Nord-Sumatra Ltd, Socfinaf Company Ltd et Liberian Agricultural Company (LAC);
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs de Grand Bereby (SOGB);
- Administrateur de Mopoli Luxembourg, Okomu Oil Palm Company, Socfin KCD, Socfindo, Induservices SA, Socfinal et Terrasia;
- Cogérant de Brabanta;
- Représentant permanent de PF Représentation aux Conseils de Société des Palmeraies de la Ferme Suisse, Red Land Roses et Société Camerounaise de Palmeraies (Socapalm).

Mandats exercés en 2008

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Vice-Président du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Financière de l'Odet, Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), Société Industrielle et Financière de l'Artois et Terres Rouges Consultants;
- Membre du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge;
- Représentant permanent de Financière V au Conseil d'administration de Compagnie des Glénans.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président du Conseil d'administration de Be-fin, Centrages, Compagnie Internationale de Cultures, Immobilière de la Pépinière, Induservices, Liberian Agricultural Company (LAC), Mopoli, Palmeraies du Cameroun (Palmcam), Socfinal, Socfinaf Company Ltd, Socfinasia, Socfinco et Société de Gestion pour le Caoutchouc et les Oléagineux (Sogescol);
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs de Grand Bereby (SOGB);
- Administrateur de Champ de Mars Investissements, Financière Nord-Sumatra, Financière du Champ de Mars, Forestière Équatoriale, SAFA Cameroun, Nord-Sumatra Investissements, Plantations Nord-Sumatra Ltd, Plantations des Terres Rouges, Mopoli Luxembourg, Socfinde, Socfindo, Terrasia, Okomu Oil Palm Company et Socfin KCD;
- Représentant permanent de PF Représentation aux Conseils de Société des Palmeraies de la Ferme Suisse, Red Land Roses et Société Camerounaise de Palmeraies (Socapalm).

Mandats exercés en 2007

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Vice-Président du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Financière de l'Odé, Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), Société Industrielle et Financière de l'Artois et Terres Rouges Consultants;
- Membre du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge;
- Représentant permanent de Financière V au Conseil d'administration de Compagnie des Glénans.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président du Conseil d'administration de Be-fin, Centrages, Compagnie Internationale de Cultures, Immobilière de la Pépinière, Induservices, Liberian Agricultural Company (LAC), Mopoli, Palmeraies du Cameroun (Palmcam), Socfinal, Socfinaf Company Ltd, Socfinasia, Socfinco et Société de Gestion pour le Caoutchouc et les Oléagineux (Sogescol);
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs de Grand Bereby (SOGB);
- Administrateur de Financière du Champ de Mars, Forestière Équatoriale, SAFA Cameroun, Nord-Sumatra Investissements, Plantations Nord-Sumatra Ltd, Plantations des Terres Rouges, Mopoli Luxembourg, Socfinde, Socfindo, Terrasia, Okomu Oil Palm Company et Socfin KCD;
- Représentant permanent de PF Représentation aux Conseils de Société des Palmeraies de la Ferme Suisse, Red Land Roses et Société Camerounaise de Palmeraies (Socapalm).

Mandats exercés en 2006

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Vice-Président du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Financière de l'Odé, Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), Société Industrielle et Financière de l'Artois et Terres Rouges Consultants;
- Membre du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge;
- Représentant permanent de Financière V au Conseil d'administration de Compagnie des Glénans.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président du Conseil d'administration de Be-fin, Centrages, Compagnie Internationale de Cultures, Immobilière de la Pépinière, Induservices, Liberian Agricultural Company (LAC), Mopoli, Palmeraies du Cameroun (Palmcam), Socfin, Socfinal, Socfinaf Company Ltd, Socfinasia, Socfinco, Socfininter et Société de Gestion pour le Caoutchouc et les Oléagineux (Sogescol);
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs de Grand Bereby (SOGB);
- Administrateur de Forestière Équatoriale, SAFA Cameroun, Nord-Sumatra Investissements, Plantations Nord-Sumatra Ltd, Plantations des Terres Rouges, Mopoli Luxembourg, Socfinde, Socfindo, Terrasia et Okomu Oil Palm Company;
- Représentant permanent de PF Représentation aux Conseils de Société des Palmeraies de la Ferme Suisse, Red Land Roses et Société Camerounaise de Palmeraies (Socapalm).

Mandats exercés en 2005

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Vice-Président du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Financière de l'Odé, Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), Société Industrielle et Financière de l'Artois et Terres Rouges Consultants;
- Membre du Conseil de surveillance de Compagnie du Cambodge;
- Représentant permanent de Financière V au Conseil d'administration de Compagnie des Glénans.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président du Conseil d'administration de Be-fin, Centrages, Compagnie Internationale de Cultures, Immobilière de la Pépinière, Induservices, Liberian Agricultural Company (LAC), Mopoli, Palmeraies du Cameroun (Palmcam), Socfin, Socfinal, Socfinaf Company Ltd, Socfinasia, Socfinco, Socfininter et Société de Gestion pour le Caoutchouc et les Oléagineux (Sogescol);
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs de Grand Bereby (SOGB);
- Administrateur de Forestière Équatoriale, SAFA Cameroun, Nord-Sumatra Investissements, Plantations Nord-Sumatra Ltd, Plantations des Terres Rouges, Mopoli Luxembourg, Socfinde, Socfindo, Terrasia et Okomu Oil Palm Company;

- Représentant permanent de PF Représentation aux Conseils de Société des Palmeraies de la Ferme Suisse, Red Land Roses et Société Camerounaise de Palmeraies (Socapalm).

Denis Kessler

Date d'entrée en fonction : 14 octobre 1999

Date du dernier renouvellement : 5 juin 2007

Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2012

Adresse professionnelle

Scor

1, avenue du Général-de-Gaulle

92074 La Défense Cedex

Expertise et expérience en matière de gestion

Formation en gestion et management.

Président-directeur général de Scor et Directeur général d'AXA.

Mandats exercés en 2009

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

— Fonctions et mandats exercés au sein du Groupe Bolloré

- Administrateur de Bolloré.

— Autres fonctions et mandats

- Président-directeur général de Scor SE;
- Président de Scor Global P&C SE, Scor Global Life SE;
- Administrateur de BNP Paribas SA, Dassault Aviation, Fonds Stratégique d'Investissement;
- Censeur de Financière Acofi SA et Gimar & Cie SCA.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

— Fonctions et mandats exercés au sein du Groupe Bolloré

Néant.

— Autres fonctions et mandats

- Président de Scor Global Life US Reinsurance Company, Scor Global Life Reinsurance Company of Texas, Scor Reinsurance Company, Scor US Corporation et Scor Holding (Switzerland) AG;
- Administrateur de Dexia SA, Invesco Ltd et Scor Canada Reinsurance Company;
- Membre du Conseil de surveillance de Yam Invest NV.

Mandats exercés en 2008

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Président-directeur général de Scor SE;
- Président de Scor Global P&C SE;
- Administrateur de Bolloré, BNP Paribas, Dassault Aviation, Fonds Stratégique d'Investissement et Scor Global Life SE;
- Censeur de Financière Acofi SA et Gimar & Cie SCA.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président de Scor Global Life US Reinsurance Company, Scor Global Life Reinsurance Company of Texas, Scor Reinsurance Company, Scor US Corporation et Scor Holding (Switzerland) AG;
- Administrateur de Dexia SA, Invesco Ltd et Scor Canada Reinsurance Company;
- Membre du Conseil de surveillance de Yam Invest NV.

Mandats exercés en 2007

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Président-directeur général de Scor SE;
- Président de Scor Global Life SE (ex-Scor Vie) et de Scor Global P&C SE;
- Administrateur de Bolloré, BNP Paribas, Dassault Aviation;
- Membre du Conseil de surveillance de Cogedim SAS (jusqu'au 6 juillet 2007);
- Censeur de Financière Acofi (ex-FDC SA) et Gimar & Cie SCA;
- Représentant permanent de Fergascor au Conseil de SA Communication et Participation (jusqu'au 15 octobre 2007).

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président de Scor Holding (Switzerland) AG (depuis le 30 août 2007), Scor Global Life US Reinsurance Company, Scor Reinsurance Company, Scor US Corporation et Scor Italia Riassicurazioni SpA (jusqu'au 3 août 2007);
- Administrateur de Invesco Plc (ex-Amvescap Plc), Dexia SA et Scor Canada Reinsurance Company;
- Membre du Conseil de surveillance de Scor Deutschland (jusqu'au 16 août 2007) et Scor Global Life Rückversicherung AG (jusqu'au 28 août 2007).

Mandats exercés en 2006

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Président-directeur général de Scor;
- Président de Scor Global Life (ex-Scor Vie) et de Scor Global P&C;
- Administrateur de Bolloré, BNP Paribas et Dassault Aviation;
- Membre du Conseil de surveillance de Cogedim SAS;
- Censeur de Financière Acofi (ex-FDC SA) et Gimar & Cie SCA;
- Représentant permanent de Fergascor au Conseil de SA Communication et Participation.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président de Scor Life US Reinsurance Company, Scor Reinsurance Company, Scor US Corporation et Scor Italia Riassicurazioni SpA;
- Administrateur de Amvescap Plc, Dexia et Scor Canada Reinsurance Company;
- Membre du Conseil de surveillance de Scor Deutschland et Scor Global Life Rückversicherung AG.

Mandats exercés en 2005

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Président-directeur général de Scor;
- Président de Scor Vie;
- Administrateur de Bolloré Investissement, BNP Paribas et Dassault Aviation;
- Membre du Conseil de surveillance de Cogedim SAS;
- Censeur de Financière Acofi (ex-FDC SA) et Gimar & Cie SCA;
- Représentant permanent de Fergascor au Conseil de SA Communication et Participation.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président de Scor Life US Reinsurance Company, Scor Reinsurance Company, Scor US Corporation, Commercial Risk Reinsurance Company, Commercial Risk Partners Ltd, Commercial Risk Reinsurance Company Ltd, Investors Insurance Corporation, Investors Marketing Group Inc et Scor Italia Riassicurazioni SpA;
- Administrateur de Amvescap Plc, Dexia et Scor Canada Reinsurance Company;
- Membre du Conseil de surveillance de Scor Deutschland.

Jean-Paul Parayre

Date d'entrée en fonction : 19 octobre 1994

Date du dernier renouvellement : 5 juin 2008

Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2013

Adresse professionnelle

Vallourec
27 ter, avenue du Général-Leclerc
92100 Boulogne

Expertise et expérience en matière de gestion

Président du Directoire de PSA Peugeot Citroën de 1977 à 1984.
Directeur général, puis Président du Directoire de Dumez de 1984 à 1990.
Vice-Président-directeur général de Lyonnaise des Eaux Dumez de 1990 à 1992.
Vice-Président-directeur général de Bolloré de 1994 à 1999.
Président-directeur général de Saga de 1996 à 1999.

Mandats exercés en 2009

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- *Fonctions et mandats exercés au sein du Groupe Bolloré*
- Administrateur de Bolloré.
- *Autres fonctions et mandats*
- Président du Conseil de surveillance de Vallourec et Stena Maritime;

- Membre du Conseil de surveillance de Peugeot, Vallourec et Stena Maritime;
- Administrateur de SNEF.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

— *Fonctions et mandats exercés dans le Groupe Bolloré*
Néant.

— *Autres fonctions et mandats*

- Gérant B de Stena International Sarl.

Mandats exercés en 2008

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Président du Conseil de surveillance de Vallourec, Stena Maritime;
- Membre du Conseil de surveillance de Peugeot, Vallourec, Stena Maritime;
- Administrateur de Bolloré et SNEF.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Gérant B de Stena International Sarl.

Mandats exercés en 2007

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Président du Conseil de surveillance de Vallourec et Stena Maritime;
- Membre du Conseil de surveillance de Peugeot, Vallourec et Stena Maritime;
- Administrateur de Bolloré et SNEF.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Gérant B de Stena International Sarl.

Mandats exercés en 2006

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Président du Conseil de surveillance de Vallourec et Stena Maritime;
- Membre du Conseil de surveillance de Peugeot, Vallourec et Stena Maritime;
- Administrateur de Bolloré et SNEF.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Membre du Conselho Consultivo de V&M do Brasil;
- Administrateur de Stena International Sarl.

Mandats exercés en 2005

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Président du Conseil de surveillance de Vallourec et Stena Maritime;
- Membre du Conseil de surveillance de Peugeot, Vallourec et Stena Maritime;
- Administrateur de Bolloré Investissement et SNEF.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Membre du Conselho Consultivo de V&M do Brasil;
- Administrateur de SDV Cameroun (jusqu'en octobre 2005), Stena International BV et Stena Line (jusqu'en juin 2005).

Georges Pèbureau

Date d'entrée en fonction : 7 juin 2006

Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2011

Adresse professionnelle

Marceau Investissements
10-12, avenue de Messine
75008 Paris

Expertise et expérience en matière de gestion

Directeur général, puis Président de la Compagnie Générale d'Électricité et d'Alcatel pendant dix-huit ans (de 1968 à 1986).

Mandats exercés en 2009

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- *Fonctions et mandats exercés au sein du Groupe Bolloré*
- Administrateur de Bolloré.
- *Autres fonctions et mandats*
- Président d'honneur d'Alcatel;

- Président du Conseil de surveillance de Marceau Finance, Marceau Investissements, Messine Développement, Scorimar, Marceau Immo, 1ère Position et Ergelis;
- Administrateur de la Société des Amis du Louvre et de Monceau Fleurs.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

— *Fonctions et mandats exercés au sein du Groupe Bolloré*
Néant.

— *Autres fonctions et mandats*
Néant.

Mandats exercés en 2008

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Président d'honneur d'Alcatel;
- Président du Conseil de surveillance d'Exton Consulting;
- Président du Conseil de surveillance d'Atford Consulting;
- Président du Conseil de surveillance de Marceau Finance, Marceau Investissements, Messine Développement, Scorimar et Marceau Immo;
- Administrateur de Bolloré et de la Société des Amis du Louvre.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

Néant.

Mandats exercés en 2007

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Président d'honneur d'Alcatel;
- Président du Conseil de surveillance d'Atemi (jusqu'au 10 juillet 2007);
- Président du Conseil de surveillance de Marceau Finance, Marceau Investissements, Messine Développement, Scorimar et Palétuvier;
- Administrateur de Bolloré et de la Société des Amis du Louvre.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

Néant.

Mandats exercés en 2006

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Président d'honneur d'Alcatel;
- Président du Conseil de surveillance d'Atemi, Marceau Finance, Marceau Investissements, Messine Développement, Scorimar et Palétuvier;
- Administrateur de Bolloré et de la Société des Amis du Louvre;
- Membre du Conseil de surveillance de MIB Développement.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

Néant.

Mandats exercés en 2005

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Président du Conseil de surveillance d'Atemi, Marceau Finance, Marceau Investissements, Messine Développement et Scorimar;
- Président d'honneur d'Alcatel;
- Administrateur de Bolloré et de la Société des Amis du Louvre;
- Membre du Conseil de surveillance de MIB Développement.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

Néant.

Olivier Roussel

Date d'entrée en fonction : 17 juin 1998

Date du dernier renouvellement : 10 juin 2004

Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2009

Adresse professionnelle

9, avenue Marie-Jeanne
1640 Rhode-Saint-Genèse-Belgique

Expertise et expérience en matière de gestion

Dirigeant de plusieurs sociétés industrielles ou de services depuis 1974 : Nobel-Bozel, Héli-Union, Éminence et Istac.

Président d'Acor, société d'investissements (de 1975 à 2006).

Administrateur ou membre du Conseil de surveillance de plusieurs sociétés cotées en Bourse : Roussel-Uclaf (1975-1982), Nobel-Bozel (1974-1978), Carrere Group (depuis 2000).

Administrateur de Bolloré depuis 1982.

Mandats exercés en 2009

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

— *Fonctions et mandats exercés au sein du Groupe Bolloré*

- Administrateur de Bolloré, Saga, Financière Moncey et Société Industrielle et Financière de l'Artois.

— *Autres fonctions et mandats*

- Président de la société Istac SAS;
- Administrateur de Lozé et Associés.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

— *Fonctions et mandats exercés au sein du Groupe Bolloré*

Néant.

— *Autres fonctions et mandats*

- Administrateur de Bernard Global Investors Ltd.

Mandats exercés en 2008

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Président de la société Istac SAS;
- Administrateur de Bolloré, Saga, Financière Moncey, Société Industrielle et Financière de l'Artois et Lozé et Associés.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Bernard Global Investors Ltd.

Mandats exercés en 2007

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Président de la société Istac SAS;
- Administrateur de Bolloré, Saga, Financière Moncey, Société Industrielle et Financière de l'Artois et Lozé et Associés.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Bernard Global Investors Ltd.

Mandats exercés en 2006

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Président d'Acor et de la société Istac;
- Administrateur de Bolloré, Saga, Financière Moncey et Société Industrielle et Financière de l'Artois;
- Membre du Conseil de surveillance de Carrere Group et Alternative Leaders France.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Bernard Global Loan Investors Ltd.

Mandats exercés en 2005

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Président d'Acor;
- Administrateur et Directeur général d'Istac;
- Administrateur de Bolloré Investissement, Bolloré, Saga, Financière Moncey, Société Industrielle et Financière de l'Artois, Acacia Films et Lozé et Associés;
- Membre du Conseil de surveillance de Carrere Group, Alternative Leaders France et Atemi.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Bernard Global Loan Investors Ltd.

Michel Roussin

Date d'entrée en fonction : 7 juin 2006

Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2011

Adresse professionnelle

Veolia
38, avenue Kléber
75016 Paris

Expertise et expérience en matière de gestion

Vice-Président du Groupe Bolloré de 1999 à 2009. Auparavant, Président de SAE International (groupe Eiffage).

Mandats exercés en 2009

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

— *Fonctions et mandats exercés au sein du Groupe Bolloré*

- Administrateur de Bolloré.

— *Autres fonctions et mandats*

- Administrateur de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

— *Fonctions et mandats exercés au sein du Groupe Bolloré*

- Président du Conseil d'administration de Sofib;
- Administrateur de Bolloré Africa Logistics Côte d'Ivoire, SDV Cameroun et Sofib;
- Représentant permanent de SDV Mining Antrak Africa au Conseil de SDV Congo;
- Représentant permanent de Socopao au Conseil de Saga Cameroun.

— *Autres fonctions et mandats*

- Administrateur de Compagnie Minière de l'Ogosué (Comilog).

Mandats exercés en 2008

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Président-directeur général de la Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA);
- Administrateur de Bolloré, Saga, Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA) et Office national des anciens combattants et victimes de guerre.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président du Conseil d'administration de Camrail, Sitarail et Société Ferroviaire Ivoire-Burkinabé (Sofib);
- Administrateur de Camrail, Forestière Équatoriale, Saga Cameroun, SDV-Saga Côte d'Ivoire, SDV Cameroun, SDV Congo, SDV Sénégal, SDV Gabon, Sitarail, Sofib, Compagnie Minière de l'Ogosué (Comilog) et Sorebol.

Mandats exercés en 2007

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Président-directeur général de la Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA);
- Administrateur de Bolloré, Saga, Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), Sofema et Office national des anciens combattants et victimes de guerre;
- Membre du Conseil de surveillance des Assurances et Conseils Saint-Honoré (jusqu'au 29 mars 2007).

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président du Conseil d'administration de Camrail, Sitarail et Société Ferroviaire Ivoire-Burkinabé (Sofib);
- Administrateur de Camrail, Forestière Équatoriale, Saga Cameroun, SDV-Saga Côte d'Ivoire, SDV Cameroun, SDV Congo, SDV Sénégal, SDV Gabon, Sitarail, Sofib, Compagnie Minière de l'Ogosué (Comilog) et Sorebol.

Mandats exercés en 2006

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Président-directeur général de la Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA);
- Administrateur de Bolloré, Saga, Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), Sofema et Office national des anciens combattants et victimes de guerre;
- Membre du Conseil de surveillance des Assurances et Conseils Saint-Honoré.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président du Conseil d'administration de Camrail, Sitarail et Société Ferroviaire Ivoire-Burkinabé (Sofib);
- Administrateur de Camrail, Forestière Équatoriale, Saga Cameroun, SDV-Saga Côte d'Ivoire, SDV Cameroun, SDV Congo, SDV Sénégal, SDV Gabon, Sitarail, Sofib, Compagnie Minière de l'Ogosué (Comilog) et Sorebol.

Mandats exercés en 2005

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Président-directeur général de la Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA);
- Administrateur de Bolloré, Saga, Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), Sofema et Office national des anciens combattants et victimes de guerre;
- Membre du Conseil de surveillance des Assurances et Conseils Saint-Honoré.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président du Conseil d'administration de Sitarail et Société Ferroviaire Ivoire-Burkinabé (Sofib);
- Administrateur de Forestière Équatoriale, Saga Cameroun, Saga Côte d'Ivoire, SDV Cameroun, SDV Congo, SDV Sénégal, SDV Côte d'Ivoire, SDV Gabon, Sitarail, Sofib, Compagnie Minière de l'Ogosué (Comilog) et Sorebol.

François Thomazeau

Date d'entrée en fonction : 22 mars 2007

Date du dernier renouvellement : 5 juin 2008

Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2013

Adresse professionnelle

Allianz France
87, rue de Richelieu
75002 Paris

Expertise et expérience en matière de gestion

Directeur général délégué d'Allianz France (anciennement dénommée AGF SA) depuis le 1^{er} janvier 2006.

Mandats exercés en 2009

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

— *Fonctions et mandats exercés au sein du Groupe Bolloré*

- Administrateur de Bolloré.

— *Autres fonctions et mandats*

- Administrateur et Directeur général délégué d'Allianz France et d'AGF Holding (jusqu'au 17 juin 2009);
- Président-directeur général d'Allianz France International (anciennement AGF International);
- Directeur général d'Allianz Holding France SAS (jusqu'au 30 novembre 2009);
- Président du Conseil d'administration de Acar, Allianz Africa (anciennement AGF Afrique) et Château Larose Trintaudon;
- Vice-Président du Conseil d'administration de Locindus;
- Président du Conseil de surveillance de AGF Private Equity;
- Vice-Président du Conseil de surveillance de Euler Hermès;
- Administrateur de Allianz Vie (anciennement AGF Vie) (jusqu'au 31 décembre 2009), Allianz IARD (anciennement AGF IART) (jusqu'au 31 décembre 2009), Allianz Alternative Asset Management (AAAM), Allianz Global Investors France, GIE Allianz Investment Management Paris, Carene (jusqu'au 17 décembre 2009), Cofitem-Cofimur, MAG SAS (anciennement Mondial Assistance AG) (du 16 novembre au 31 décembre 2009), Paris Hôtel Roissy Vaugirard, Foncière des 6^e et 7^e Arrondissements de Paris et Protexia France;
- Membre du Conseil de surveillance du GIE Allianz Informatique (anciennement GIE AGF Informatique) et IDI SCA;
- Représentant permanent d'Allianz France au Conseil d'administration de Allianz Banque (anciennement dénommée Banque AGF);
- Censeur de Noam Europe Expansion (Sicav).

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

— *Fonctions et mandats exercés au sein du Groupe Bolloré*

Néant.

— *Autres fonctions et mandats*

- Président du Conseil d'administration de Allianz Brasil Seguros (jusqu'au 12 mars 2009), AGF Holdings UK, AGF Insurance, Allianz Belgium et Compania Colombiana de Inversion Colseguros;
- Vice-Président du Conseil d'administration de AGF RAS Holding;

- Vice-Président délégué de Mondial Assistance AG (jusqu'au 16 novembre 2009);
- Administrateur de Thompson Clive (Jersey n° 3) Ltd et Allianz Seguros y Reaseguros;
- Membre du Conseil de surveillance de Allianz Nederland Groep.

Mandats exercés en 2008

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Administrateur et Directeur général délégué de AGF et AGF Holding;
- Président-directeur général de AGF International;
- Directeur général d'Allianz Holding France SAS;
- Président du Conseil d'administration de Acar, AGF Afrique et Château Larose Trintaudon;
- Président du Conseil de surveillance de AGF Private Equity;
- Vice-Président du Conseil de surveillance de Euler Hermès;
- Administrateur de AGF Vie, AGF IART, Allianz Alternative Asset Management, Allianz Global Investors France, GIE Allianz Investment Management Paris, Bolloré, Carene, Cofitem-Cofimur, Paris Hôtel Roissy Vaugirard, Foncière des 6^e et 7^e Arrondissements de Paris et Protexia France;
- Membre du Conseil de surveillance de GIE AGF Informatique, IDI SCA et Locindus;
- Représentant permanent d'AGF au Conseil d'administration de Allianz Banque (anciennement dénommée Banque AGF);
- Censeur de Noam Europe Expansion (Sicav).

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président du Conseil d'administration de Allianz Brasil Seguros, AGF Holdings UK, AGF Insurance, Allianz Belgium et Compania Colombiana de Inversion Colseguros;
- Vice-Président du Conseil d'administration de AGF RAS Holding;
- Vice-Président délégué de Mondial Assistance AG;
- Administrateur de Thompson Clive (Jersey n° 3) Ltd et Allianz Seguros y Reaseguros;
- Membre du Conseil de surveillance de Allianz Nederland Groep.

Mandats exercés en 2007

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Administrateur et Directeur général délégué de AGF et AGF Holding;
- Président-directeur général de AGF International;
- Directeur général d'Allianz Holding France SAS;
- Président du Conseil d'administration de Acar, AGF Afrique et Château Larose Trintaudon;
- Président du Conseil de surveillance de AGF Private Equity;
- Vice-Président du Conseil de surveillance de Euler Hermès;
- Administrateur de AGF Vie, AGF IART, Allianz Alternative Asset Management, Allianz Global Investors France, GIE Allianz Investment Management Paris, Bolloré, Carene, Cofitem-Cofimur, Paris Hôtel Roissy Vaugirard, Foncière des 6^e et 7^e Arrondissements de Paris et Protexia France;
- Membre du Conseil de surveillance de GIE AGF Informatique et Locindus;
- Représentant permanent d'AGF au Conseil d'administration de Banque AGF;
- Censeur de Noam Europe Expansion (Sicav).

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président du Conseil d'administration de Allianz Brasil Seguros, AGF Holding UK, AGF Insurance, Allianz Belgium et Compania Colombiana de Inversion Colseguros;
- Vice-Président du Conseil d'administration de AGF RAS Holding;
- Vice-Président délégué de Mondial Assistance AG;
- Administrateur de Thompson Clive (Jersey n° 3) Ltd, Allianz Mena Holding (Bermuda) Ltd et Allianz Seguros y Reaseguros;
- Membre du Conseil de surveillance de Allianz Nederland Groep.

Mandats exercés en 2006

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Directeur général délégué d'AGF;
- Président-directeur général d'AGF International;
- Président du Conseil d'administration de Acar, AGF Afrique;
- Président du Conseil de surveillance de Private Equity;
- Vice-Président du Conseil d'administration de Château Larose Trintaudon;
- Vice-Président du Conseil de surveillance de Euler Hermès;

- Administrateur et Directeur général délégué de AGF Holding;
- Administrateur de AGF Asset Management, AGF Vie, AGF IART, AGF Alternative Asset Management, Carene, Cofitem-Cofimur, PHRV, Foncière des 6^e et 7^e Arrondissements de Paris et Protexia France;
- Membre du Conseil de surveillance du GIE AGF Informatique et Locindus;
- Représentant permanent d'AGF au Conseil de Banque AGF;
- Représentant permanent d'AGF Holding au Conseil de Bolloré;
- Censeur d'Europe Expansion.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président du Conseil d'administration de AGF Belgium Insurance, AGF Brasil Seguros, AGF Holdings UK, AGF Insurance, Compania Colombiana de Inversion Colseguros, Adriatica et Immobiliara Driavena;
- Vice-Président du Conseil d'administration de AGF RAS Holding;
- Vice-Président administrateur délégué de Mondial Assistance AG;
- Administrateur de Allianz Seguros y Reaseguros et Thompson Clive (Jersey n° 3) Ltd;
- Membre du Conseil de surveillance d'Allianz Nederland Groep.

Mandats exercés en 2005

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Directeur général délégué d'AGF;
- Président-directeur général d'AGF International;
- Président du Conseil d'administration de Acar, AGF Afrique et Caisse de Retraite AGF;
- Président du Conseil de surveillance de AGF Private Equity;
- Vice-Président du Conseil d'administration de Château Larose Trintaudon;
- Vice-Président du Conseil de surveillance d'Euler Hermès;
- Administrateur et Directeur général délégué de AGF Holding;
- Administrateur de AGF Asset Management, AGF Vie, AGF IART, AGF Alternative Asset Management, Carene, Cofitem-Cofimur, PHRV, Foncière des 6^e et 7^e Arrondissements de Paris, Protexia France et et SIIC de Paris;
- Membre du Conseil de surveillance du GIE AGF Informatique, Locindus et W Finance;
- Représentant permanent d'AGF au Conseil de Banque AGF;
- Censeur d'Europe Expansion.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président du Conseil d'administration de AGF Belgium Holding, AGF Brasil Seguros, AGF Holdings UK, AGF Insurance, AGF Benelux, Compania Colombiana de Inversion Colseguros, Adriatica et Immobiliara Driavena;
- Vice-Président du Conseil d'administration de AGF RAS Holding;
- Vice-Président administrateur délégué de Mondial Assistance AG;
- Administrateur de Allianz Seguros y Reaseguros et Thompson Clive (Jersey N° 3) Ltd;
- Membre du Conseil de surveillance d'Allianz Nederland Groep et Arsa BV.

Bolloré Participations

Date d'entrée en fonction : 29 juin 1992
 Date du dernier renouvellement : 10 juin 2004
 Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2009
 Représentant permanent : Gilles Alix

Adresse professionnelle (siège administratif)

Tour Bolloré
 31-32, quai de Dion-Bouton
 92811 Puteaux Cedex

Mandats exercés en 2009

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- *Fonctions et mandats exercés au sein du Groupe Bolloré*
- Membre du Conseil de surveillance de la Compagnie du Cambodge;
- Administrateur de Bolloré, Compagnie des Tramways de Rouen, Compagnie des Glénans, Financière de l'Odé, IER, Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), Société Bordelaise Africaine et Société Industrielle et Financière de l'Artois.
- *Autres fonctions et mandats*
- Néant.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- *Fonctions et mandats exercés au sein du Groupe Bolloré*
- Administrateur de Nord-Sumatra Investissements, SAFA Cameroun, SDV Cameroun, SDV Congo, Plantations des Terres Rouges et SFA.
- *Autres fonctions et mandats*
- Administrateur de Agro Products Investment Company Ltd, Bereby Finances, Centrages, Immobilière de la Pépinière, Socfinco, Société de Gestion pour le Caoutchouc et les Oléagineux (Sogescol), Palmeraies du Cameroun (Palmcam), Société Camerounaise de Palmeraies (Socapalm), Société des Palmeraies de la Ferme Suisse, Société des Caoutchoucs de Grand Bereby (SOGB), Red Land Roses, Compagnie Internationale de Cultures, Induservices, Socfinal, Socfinasia, Socfinde et Terrasia.

Mandats exercés en 2008

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Membre du Conseil de surveillance de la Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Compagnie des Tramways de Rouen, Compagnie des Glénans, Financière de l'Odet, IER, Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), Société Bordelaise Africaine et Société Industrielle et Financière de l'Artois.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Agro Products Investment Company Ltd, Bereby Finances, Centrages, Immobilière de la Pépinière, Nord-Sumatra Investissements, Socfinco, Société de Gestion pour le Caoutchouc et les Oléagineux (Sogescol), Palmeraies du Cameroun (Palmcam), SAFA Cameroun, Société Camerounaise de Palmeraies (Socapalm), Société des Palmeraies de la Ferme Suisse, SDV Cameroun, SDV Congo, Société des Caoutchoucs de Grand Bereby (SOGB), Red Land Roses, Compagnie Internationale de Cultures, Induservices, Plantations des Terres Rouges, SFA, Socfinal, Socfinasia, Socfinde et Terrasia.

Mandats exercés en 2007

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Membre du Conseil de surveillance de la Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Compagnie des Tramways de Rouen, Compagnie des Glénans, Financière de l'Odet, IER, Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), Société Bordelaise Africaine et Société Industrielle et Financière de l'Artois.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Agro Products Investment Company Ltd, Bereby Finances, Centrages, Immobilière de la Pépinière, Nord-Sumatra Investissements, Socfinco, Société de Gestion pour le Caoutchouc et les Oléagineux (Sogescol), Palmeraies du Cameroun (Palmcam), SAFA Cameroun, Société Camerounaise de Palmeraies (Socapalm), Société des Palmeraies de la Ferme Suisse, SDV Cameroun, SDV Congo, Société des Caoutchoucs de Grand Bereby (SOGB), SDV Côte d'Ivoire, Red Land Roses, Compagnie Internationale de Cultures, Induservices, Plantations des Terres Rouges, SFA, Socfinal, Socfinasia, Socfinde et Terrasia.

Mandats exercés en 2006

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Membre du Conseil de surveillance de la Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré (précédemment dénommée Bolloré Investissement), Compagnie des Tramways de Rouen, Compagnie des Glénans, Financière de l'Odet, IER, Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), Société Bordelaise Africaine et Société Industrielle et Financière de l'Artois.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Agro Products Investment Company Ltd, Bereby Finances, Centrages, Immobilière de la Pépinière, Nord-Sumatra Investissements, Socfinco, Société de Gestion pour le Caoutchouc et les Oléagineux (Sogescol), Palmeraies du Cameroun (Palmcam), SAFA Cameroun, Société Camerounaise de Palmeraies (Socapalm), Société des Palmeraies de la Ferme Suisse, SDV Cameroun, SDV Congo, Société des Caoutchoucs de Grand Bereby (SOGB), SDV Côte d'Ivoire, Red Land Roses, Compagnie Internationale de Cultures, Induservices, Plantations des Terres Rouges, SFA, Socfinal, Socfinasia, Socfinde et Terrasia.

Mandats exercés en 2005

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Membre du Conseil de surveillance de la Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Bolloré Investissement, Compagnie des Tramways de Rouen, Compagnie des Glénans, Financière de l'Odet, IER, Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA), Société Bordelaise Africaine et Société Industrielle et Financière de l'Artois.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Agro Products Investment Company Ltd, Bereby Finances, Centrages, Immobilière de la Pépinière, Nord-Sumatra Investissements, Socfinco, Société de Gestion pour le Caoutchouc et les Oléagineux (Sogescol), Palmeraies du Cameroun (Palmcam), SAFA Cameroun, Société Camerounaise de Palmeraies (Socapalm), Société des Palmeraies de la Ferme Suisse, SDV Cameroun, SDV Congo, Société des Caoutchoucs de Grand Bereby (SOGB), SDV Côte d'Ivoire, Red Land Roses, Compagnie Internationale de Cultures, Induservices, Plantations des Terres Rouges, SFA, Socfinal, Socfinasia, Socfinde et Terrasia.

Financière V

Date d'entrée en fonction : 27 juin 1995
Date du dernier renouvellement : 5 juin 2007
Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2012
Représentant permanent : Thierry Marraud

Adresse professionnelle (siège administratif)

Tour Bolloré
31-32, quai de Dion-Bouton
92811 Puteaux Cedex

Mandats exercés en 2009

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- *Fonctions et mandats exercés au sein du Groupe Bolloré*
- Administrateur de Bolloré et Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA).
- *Autres fonctions et mandats*
- Néant.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- *Fonctions et mandats exercés au sein du Groupe Bolloré*
- Néant.
- *Autres fonctions et mandats*
- Néant.

Mandats exercés en 2008

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Administrateur de Bolloré, Compagnie des Glénans et Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA).

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

Néant.

Mandats exercés en 2007

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Administrateur de Bolloré, Compagnie des Glénans et Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA).

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

Néant.

Mandats exercés en 2006

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Administrateur de Bolloré (ex-Bolloré Investissement), Compagnie des Glénans et Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA).

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

Néant.

Mandats exercés en 2005

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Administrateur de Bolloré Investissement, Bolloré, Compagnie des Glénans et Société Anonyme Forestière et Agricole (SAFA).

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

Néant.

Groupama SA

Date d'entrée en fonction : 31 mars 2004

Date du dernier renouvellement : 5 juin 2008

Fin d'exercice des fonctions : 31 décembre 2013

Représentant permanent : Jean Azéma

Adresse professionnelle (siège social)

8-10, rue d'Astorg
75008 Paris

Mandats exercés en 2009

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

— *Fonctions et mandats exercés au sein du Groupe Bolloré*

- Administrateur de Bolloré.

— *Autres fonctions et mandats*

- Président de Groupama Investissements ;
- Administrateur de Astorg Action Europe, Centaure Bretagne, Centaure Centre-Atlantique, Centaure Grand-Est, Centaure Île-de-France, Centaure Midi-Pyrénées, Centaure Nord-Pas-de-Calais, Centaure Paris-Normandie, Centaure Provence-Méditerranée, Centaure Rhône-Alpes, Cofintex 6 SA, Compagnie Foncière Parisienne, GIE Autama, GIE Groupama Logistique, GIE Groupama Systèmes d'Information, GIE G20, Groupama Banque, Groupama Chegaray Services, Groupama Asset Management, Groupama Assurance-Crédit, Groupama Épargne Salariale, Groupama Protection Juridique, Groupama Private Equity, Le Vœu Funéraire, Silic et Sidexa ;
- Gérant de SCI des Frères Lumière ;
- Cogérant de SCI du Château d'Agassac ;
- Membre fondateur de l'Association Nationale Centaure ;
- Membre du Conseil de surveillance de Rent A Car, Présence Verte ;
- Membre du GIE Immeubles & Services ;
- Membre du Conseil de gérance de SCA du Château d'Agassac.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

— *Fonctions et mandats exercés au sein du Groupe Bolloré*

Néant.

— *Autres fonctions et mandats*

Néant.

Mandats exercés en 2008

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Président de Groupama Investissements ;
- Administrateur de Astorg Action Europe, Centaure Bretagne, Centaure Centre-Atlantique, Centaure Grand-Est, Centaure Île-de-France, Centaure Midi-Pyrénées, Centaure Nord-Pas-de-Calais, Centaure Paris-Normandie, Centaure Provence-Méditerranée, Centaure Rhône-Alpes, Cofintex 6 SA, Compagnie Foncière Parisienne, Finama Private Equity, GIE Groupama Logistique, GIE Groupama Systèmes d'Information, GIE G20, Groupama Asset Management, Groupama Assurance-Crédit, Groupama Épargne Salariale, Groupama Protection Juridique, Le Vœu Funéraire, Silic, Bolloré et Sidexa ;
- Gérant de SCI des Frères Lumière, SCI Groupama les Massues ;
- Cogérant de SCI du Château d'Agassac ;
- Membre fondateur de l'association nationale Centaure ;
- Membre du Conseil de surveillance de Lagardère SCA, Rent A Car, Présence Verte et Banque Finama ;
- Membre du GIE Immeubles & Services ;
- Membre du Conseil de gérance de SCA du Château d'Agassac.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

Néant.

Mandats exercés en 2007

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Président de Groupama Investissements ;
- Administrateur de Actions Techno Monde (jusqu'au 20 novembre 2007), Ameri-Gan (jusqu'au 20 novembre 2007), Centaure Bretagne, Centaure Centre-Atlantique, Centaure Grand-Est, Centaure Île-de-France, Centaure Midi-Pyrénées, Centaure Nord-Pas-de-Calais, Centaure Paris-Normandie, Centaure Provence-Méditerranée, Centaure Rhône-Alpes, Cofintex 6 SA, Compagnie Foncière Parisienne, Euro-Gan (jusqu'au 20 novembre 2007), Finama Private Equity, France Maintenance Bâtiment, France Gan (jusqu'au 20 novembre 2007), Gan Court Terme (jusqu'au 20 novembre 2007), Gan Rendement (jusqu'au 20 novembre 2007), GIE Groupama Logistique, GIE Groupama Systèmes d'Information, GIE G20, Groupama Asset Management, Groupama Assurance-Crédit, Groupama Chegaray Services, Groupama Épargne Salariale, Groupama Europe Stock, Groupama Japon Stock (jusqu'au 20 novembre 2007), Groupama Protection Juridique, Le Vœu Funéraire, Monde Gan (jusqu'au 20 novembre 2007), Securi-Gan (jusqu'au 20 novembre 2007), Silic, Bolloré et Sidexa ;
- Gérant de SCI des Frères Lumière et SCI Groupama les Massues ;
- Cogérant de SCI du Château d'Agassac ;
- Membre fondateur de l'association nationale Centaure ;
- Membre du Conseil de surveillance de Lagardère SCA, Rent A Car, Présence Verte et Banque Finama ;
- Membre du GIE Immeubles & Services ;
- Membre du Comité directeur du GIE SG3 ;
- Membre du Conseil de gérance de SCA du Château d'Agassac.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de French Marine International Underwriters Ltd (jusqu'au 27 juillet 2007).

Mandats exercés en 2006

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Administrateur de Bolloré, Actions Techno Monde, Ameri-Gan, Centaure Aquitaine, Centaure Bourgogne, Centaure Bretagne, Centaure Île-de-France, Centaure Midi-Pyrénées, Centaure Nord-Pas-de-Calais, Centaure Paris-Normandie, Centaure Provence-Méditerranée, Centaure Rhône-Alpes, Cofintex 6 SA, Compagnie Foncière Parisienne, Euro-Gan, Finama Private Equity, France Maintenance Bâtiment, France Gan, Gan Court Terme, Gan Rendement, Groupama Asset Management, Groupama Assurance-Crédit, Groupama Chegaray Services, Groupama Épargne Salariale, Groupama Europe Stock, Groupama Japon Stock, Groupama Protection Juridique, Le Vœu Funéraire, Monde Gan, Finama Private Equity, Securi-Gan et Silic ;
- Membre fondateur de l'association nationale Centaure ;
- Membre du Conseil de surveillance de Lagardère SCA, Rent A Car, Banque Finama et Présence Verte ;
- Président de Groupama Investissements ;
- Membre du Conseil de gérance de SCA du Château d'Agassac ;
- Gérant de SCI des Frères Lumière et SCI Groupama les Massues ;
- Cogérant de Sidexa et SCI du Château d'Agassac.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de French Marine International Underwriters Ltd.

Mandats exercés en 2005

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés françaises

- Administrateur de Bolloré Investissement, Centaure Bourgogne, Centaure Bretagne, Centaure Midi-Pyrénées, Centaure Nord-Pas-de-Calais, Centaure Paris-Normandie, Centaure Provence-Méditerranée, Centaure Rhône-Alpes, Sidexa, Actions Techno Monde, Ameri-Gan, Euro-Gan, France Gan, Gan Court Terme, Gan Rendement, Groupama Japon Stock, Monde Gan, Securi-Gan, Centaure Aquitaine, Centaure Île-de-France, Cofintex 6 SA, France Maintenance Bâtiment, Groupama Assurance-Crédit, Groupama Chegaray Services, Groupama Protection Juridique, Le Vœu Funéraire, Compagnie Foncière Parisienne, Groupama Europe Stock, Silic, Finama Private Equity et Groupama Asset Management ;

- Membre du Conseil de surveillance de Lagardère SCA, Rent A Car, Banque Finama et Présence Verte;
- Président de Groupama Investissements;
- Membre du Conseil de gérance de SCA du Château d'Agassac;
- Gérant de SCI des Frères Lumière et SCI Groupama les Massues.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de French Marine International Underwriters Ltd.

Proposition de nomination d'administrateurs

Il est proposé à l'Assemblée générale ordinaire convoquée pour le 10 juin 2010 de se prononcer sur la nomination en qualité d'administrateur de Sébastien Bolloré et de Claude Juimo Siewe Monthé pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Proposition de renouvellement du mandat de deux administrateurs

Il est proposé à l'Assemblée générale ordinaire convoquée pour le 10 juin 2010 de se prononcer sur le renouvellement du mandat d'administrateur de la société Bolloré Participations et d'Olivier Roussel pour une durée de six ans, soit jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

14.1.3. LIENS FAMILIAUX ENTRE LES ADMINISTRATEURS

Cédric de Bailliencourt, Vice-Président-directeur général, est le neveu de Vincent Bolloré, Président-directeur général.

Yannick Bolloré et Cyrille Bolloré sont les fils de Vincent Bolloré.

14.1.4. CONDAMNATIONS POUR FRAUDE, FAILLITE, SANCTIONS PUBLIQUES PRONONCÉES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

À la connaissance de la société, au cours des cinq dernières années, aucun des membres du Conseil d'administration :

- n'a fait l'objet d'une condamnation pour fraude;
- n'a été associé à une faillite, à une mise sous séquestre ou à une liquidation;
- n'a fait l'objet d'une incrimination ou d'une sanction publique officielle prononcée par des autorités statutaires ou réglementaires;
- n'a été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur.

Michel Roussin a été condamné le 20 février 2008 dans l'affaire de financement des partis politiques dite « des marchés publics des lycées d'Île-de-France », pour complicité de corruption active et passive, à une peine de quatre ans de prison avec sursis, à 80 000 euros d'amende et à une interdiction des droits de vote et d'éligibilité de quatre ans. Michel Roussin a toujours contesté une quelconque responsabilité dans ces faits de financement qui remontent à la fin des années 1980. Cette condamnation n'affecte en rien sa capacité d'administration ou de gestion de sociétés.

14.2. CONFLITS D'INTÉRÊTS

À la connaissance de la société et à la date du présent document de référence, il n'existe aucun conflit d'intérêt potentiel entre les devoirs des administrateurs à l'égard de la société et leurs intérêts privés et/ou d'autres devoirs.

15. RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES DES MANDATAIRES SOCIAUX

Montant global des rémunérations brutes totales et avantages de toute nature versés, durant l'exercice, de manière directe ou indirecte, à chaque mandataire social en poste au 31 décembre 2009, par la société, par les sociétés contrôlées par la société, par les sociétés qui contrôlent la société dans laquelle le mandat est exercé et par les sociétés contrôlées par la ou les sociétés qui contrôle(nt) la société dans laquelle le mandat est exercé.

Les informations sont communiquées dans le cadre de la recommandation de l'Autorité des marchés financiers en date du 22 décembre 2008, relative à l'information à donner dans les documents de référence sur les rémunérations des mandataires sociaux.

15.1. RÉMUNÉRATION DU DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL

TABLEAU DE SYNTHÈSE DES RÉMUNÉRATIONS ET DES OPTIONS ET ACTIONS ATTRIBUÉES AU DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL

(en euros)	Exercice 2008	Exercice 2009
Rémunérations dues au titre de l'exercice	2 043 630	1 615 226
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	–	–
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	–	–
Total	2 043 630	1 615 226

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES RÉMUNÉRATIONS DU DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL

(en euros)	Exercice 2008		Exercice 2009	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Vincent Bolloré, Président-directeur général				
Rémunération fixe	1 992 125	1 992 125	1 562 500	1 562 500
Rémunération variable	–	–	–	–
Rémunération exceptionnelle	–	–	–	–
Jetons de présence	47 833	47 833	49 054	49 054
Avantages en nature	3 672	3 672	3 672	3 672
Total	2 043 630	2 043 630	1 615 226	1 615 226

15.2. RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

TABLEAU SUR LES JETONS DE PRÉSENCE ET LES AUTRES RÉMUNÉRATIONS PERÇUES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX NON DIRIGEANTS

(en euros)	Montants versés au cours de l'exercice 2008	Montants versés au cours de l'exercice 2009
Antoine Bernheim, Vice-Président		
Jetons de présence	23 500	23 500
Comte de Ribes, Vice-Président		
Jetons de présence	30 750	30 900
Autres rémunérations	191 120	197 720
Cédric de Bailliencourt, Vice-Président-directeur général		
Jetons de présence	52 679	53 488
Avantages en nature	2 906	2 917
Autres rémunérations ⁽¹ⁱ⁾	366 333 ⁽¹ⁱⁱ⁾	400 000 ⁽¹ⁱⁱⁱ⁾
Yannick Bolloré		
Jetons de présence	–	24 449
Avantages en nature	–	0
Autres rémunérations ⁽⁴⁾	–	199 999 ⁽⁴ⁱ⁾
Cyrille Bolloré		
Jetons de présence	–	24 449
Avantages en nature	–	0
Autres rémunérations ⁽⁵⁾	–	120 000
Bolloré Participations, représentée par Gilles Alix		
Jetons de présence	46 662	37 333
Tantièmes	8 500	0
Groupama SA, représentée par Jean Azéma		
Jetons de présence	23 500	23 500
Hubert Fabri		
Jetons de présence	32 548	32 156
Autres rémunérations ⁽²ⁱ⁾	595 125	162 500 ⁽²ⁱⁱ⁾
Denis Kessler		
Jetons de présence	23 500	23 500
Financière V, représentée par Thierry Marraud		
Jetons de présence	27 404	26 125
Jean-Paul Parayre		
Jetons de présence	17 625	17 625
Georges Pébereau		
Jetons de présence	23 500	23 500
Olivier Roussel		
Jetons de présence	22 201	22 201
Michel Roussin		
Jetons de présence	26 273	55 821
Avantages en nature	2 906	972
Autres rémunérations ⁽³⁾	326 100	204 888
François Thomazeau		
Jetons de présence	23 500	23 500
Total	1 866 632	1 731 043

(1i) Cédric de Bailliencourt perçoit notamment une rémunération en tant que salarié de Bolloré.

(1ii) Dont 306 333 euros en partie fixe et 60 000 euros en partie variable liée aux résultats du Groupe et à ses performances.

(1iii) Dont 340 000 euros en partie fixe et 60 000 euros en partie variable liée aux résultats du Groupe, à son activité sur la trésorerie du Groupe et à ses performances.

(2i) (2ii) La rémunération perçue par Hubert Fabri provient exclusivement de tantièmes versés par la société Financière du Champ de Mars et PTR, sociétés contrôlées par Bolloré.

(3) Michel Roussin percevait une rémunération en tant que salarié de Bolloré.

(4) Yannick Bolloré perçoit une rémunération en tant que salarié de Bolloré Média.

(4i) Dont 179 999 euros en partie fixe et 20 000 euros en partie variable liée à son activité sur le développement de la chaîne Direct 8 et des journaux gratuits *Direct Matin Plus* et *Direct Soir*.

(5) Cyrille Bolloré perçoit une rémunération en tant que salarié de Bolloré Énergie.

15.3. OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS ATTRIBUÉES OU LEVÉES PENDANT L'EXERCICE

Aucune option de souscription ou d'achat d'actions n'a été attribuée au dirigeant mandataire social, ni levée au cours de l'exercice.

15.4. ACTIONS DE PERFORMANCE

Aucune action de performance n'a été attribuée au dirigeant mandataire social par l'émetteur ou par toute société du Groupe.

15.5. HISTORIQUE DES ATTRIBUTIONS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION

	Plan 2007
Date d'assemblée	7 juin 2006
Date du Conseil d'administration	6 avril 2007
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	1 612 244
Nombre total d'actions pouvant être souscrites par les mandataires sociaux	172 500
– Vincent Bolloré	137 500
– Cédric de Bailliencourt	20 000
– Michel Roussin	5 000
– Comte de Ribes	5 000
– Yannick Bolloré	5 000
Point de départ d'exercice des options	6 avril 2007
Date d'expiration	6 avril 2012
Prix de souscription	148,24 euros
Modalités d'exercice	–
Nombre d'actions souscrites au 31 décembre 2009	0
Nombre cumulé d'options de souscription annulées ou caduques	466 244
Options de souscription restantes au 31 décembre 2009	1 146 000

15.6. CONTRAT DE TRAVAIL, RETRAITES SPÉCIFIQUES, INDEMNITÉS DE DÉPART ET CLAUSE DE NON-CONCURRENCE

Exercice 2009	Contrat de travail		Régime de retraite supplémentaire		Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions		Indemnités relatives à une clause de non-concurrence	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Vincent Bolloré								
Président du Conseil d'administration								
Date de début de mandat : 05 juin 2008								
Date de fin de mandat : 31 décembre 2013		●		●		●		●

16. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

16.1. MANDATS DES ADMINISTRATEURS

Les dates de nomination et d'expiration de mandat des administrateurs sont indiquées au point 14.1.2.

16.2. INFORMATIONS SUR LES CONTRATS DE SERVICE LIANT LES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION À L'ÉMETTEUR OU À L'UNE QUELCONQUE DE SES FILIALES ET PRÉVOYANT L'OCTROI D'AVANTAGES AU TERME D'UN TEL CONTRAT

Il n'existe aucun contrat de service entre les personnes susvisées.

16.3. INFORMATIONS SUR LE COMITÉ D'AUDIT ET LE COMITÉ DE RÉMUNÉRATION

Le Conseil n'a pas de comités spécialisés, les administrateurs exerçant collégalement leurs fonctions.

Dans le cadre des dispositions de l'ordonnance du 8 décembre 2008 (instituant l'obligation de mettre en place un Comité d'audit au sein des sociétés dont les titres sont admis à la négociation sur un marché réglementé), les administrateurs, en séance du 9 avril 2009, ont décidé, eu égard à la nature et à la structure du Groupe, de faire application des dispositions de l'article L. 823-20-1° du Code de commerce permettant aux entités contrôlées au sens de l'article L. 233-16 par une société elle-même soumise à l'obligation de mise en place d'un Comité d'audit d'être exemptées de la création de ce Comité.

Ainsi, un Comité d'audit a été constitué au sein de la société Financière de l'Odet, société contrôlante, elle-même soumise à l'obligation de disposer d'un comité spécialisé.

La composition et les attributions du Comité sont relatées dans le rapport du Président sur la composition, les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil et sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la société.

16.4. RÉGIME DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

La gouvernance d'entreprise ressort du Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées, texte consolidé du rapport Afep-Medef d'octobre 2003, des recommandations Afep-Medef sur la rémunération des dirigeants mandataires sociaux de sociétés cotées publiées en janvier 2007 et des recommandations Afep-Medef sur la rémunération des dirigeants mandataires sociaux de sociétés cotées dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé publiées en octobre 2008.

Le Conseil d'administration du 15 décembre 2008, appelé à se prononcer sur les recommandations émises par l'Afep et le Medef en octobre 2008, a décidé d'adhérer à ces recommandations, tout en précisant que la société n'avait pas procédé ni à la mise en place de parachutes dorés, ni à l'attribution de régimes de retraite supplémentaires au profit des mandataires.

Le Conseil du 9 avril 2009, appelé à statuer sur l'examen de la situation de la société au regard des principes du gouvernement d'entreprise issus du Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées de décembre 2008, a pris acte que les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise correspondent aux recommandations et assurent ainsi la transparence au sein de la société.

Toutefois, les administrateurs, considérant que l'organisation effective des travaux du Conseil permettait de disposer d'une information complète à l'examen de toute opération significative, ont opté pour l'adoption d'un règlement intérieur ayant pour seul objet de faciliter la participation matérielle aux séances du Conseil.

Par ailleurs, le Conseil, appelé à se prononcer sur la qualification d'administrateur indépendant, a décidé :

- d'écarter le critère d'ancienneté de douze ans, estimant que la durée des fonctions d'un administrateur témoigne de la reconnaissance de ses compétences et qu'elle ne pouvait, en tant que critère unique, remettre en cause son indépendance ;
- de considérer que l'exercice d'un mandat d'administrateur dans une autre société du Groupe n'est pas de nature à remettre en cause l'indépendance d'un administrateur.

Ainsi, le Conseil a considéré que, pour être qualifié d'indépendant, un administrateur ne doit pas :

- être salarié ou mandataire social dirigeant de la société, de la société mère ou d'une société qu'elle consolide par intégration globale ou l'avoir été dans les cinq dernières années ;
- être client, fournisseur, banquier d'affaire, banquier de financement :
 - significatif de la société ou de son Groupe,
 - ou pour lequel la société ou son Groupe représente une part significative de l'activité ;
- avoir de lien familial proche avec un mandataire social ;
- avoir été auditeur de la société au cours des cinq années précédentes.

Parmi les 16 membres du Conseil et conformément aux critères d'indépendance retenus par le Conseil en séance du 9 avril 2009, Antoine Bernheim, Hubert Fabri, Denis Kessler, Jean-Paul Parayre, Georges Pébereau, Olivier Roussel, François Thomazeau et la société Groupama sont qualifiés d'indépendants.

En outre, le Conseil, prenant acte que le rapport consolidé recommande que la durée du mandat des administrateurs ne dépasse pas quatre ans, a décidé, eu égard à la structure de l'actionnariat de la société, de ne pas proposer à l'Assemblée de modifier les dispositions statutaires prévoyant une durée du mandat de six ans. Par ailleurs, le Conseil a décidé de ne pas exiger des administrateurs qu'ils possèdent un nombre significatif d'actions, cette condition n'étant pas jugée pertinente compte tenu de la structure actuelle de la société.

Enfin, la position du Groupe eu égard aux comités spécialisés est indiquée au point 16.3.

16.5. ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL, ÉVALUATION DU FONCTIONNEMENT ET DES MÉTHODES DE TRAVAIL DU CONSEIL ET RÈGLES DE RÉPARTITION DES JETONS DE PRÉSENCE

L'organisation des travaux du Conseil, la démarche d'évaluation du Conseil et la répartition des jetons de présence sont décrites dans le rapport du Président sur le contrôle interne (en annexe du présent document de référence).

17. SALARIÉS

17.1. INFORMATIONS RELATIVES AUX SALARIÉS

DONNÉES SOCIALES

La Direction des systèmes d'informations ressources humaines du Groupe organise et supervise la remontée des informations et indicateurs sociaux annuels des divisions, en particulier le suivi des effectifs.

Ce processus est décentralisé au niveau même des sociétés, permettant ainsi de positionner la collecte au plus près des flux opérationnels.

Au sein de chaque division, ces données sont validées par la Direction des ressources humaines puis consolidées et communiquées sous la responsabilité de la Direction centrale des ressources humaines.

Pour disposer d'une information homogène et fiable, un outil de reporting spécifique a été développé en 2006, garantissant ainsi un processus sécurisé de remontée et de contrôle des effectifs d'une année à l'autre. Il est à noter que certaines dispositions de la loi NRE ne sont pas mesurables au vu des différentes législations locales.

Les indicateurs sociaux exposés ci-dessous ont été établis sur le périmètre des sociétés consolidées du Groupe Bolloré par intégration globale ou proportionnelle.

Au 31 décembre 2009, le Groupe Bolloré compte 33 010 collaborateurs employés par 217 entités juridiques.

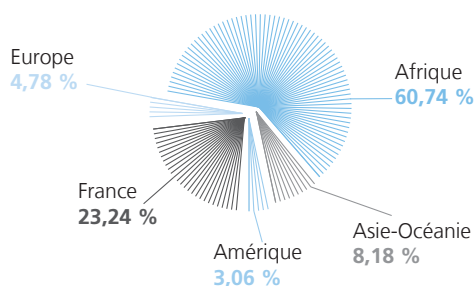
7 672 salariés (soit 23,2 % de l'effectif total) sont localisés en France, et 25 338 salariés (soit 76,8 % de l'effectif total) travaillent dans 62 autres pays du monde.

EFFECTIFS AU 31 DÉCEMBRE 2009

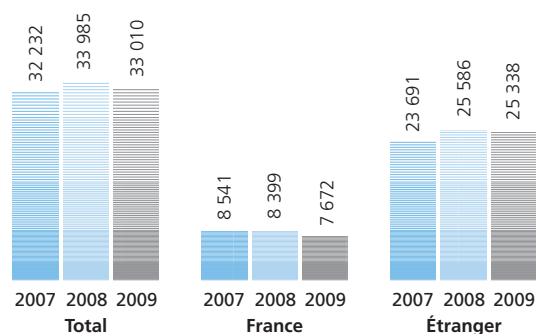
Effectifs par activité et par zone géographique

	France	Europe	Afrique	Asie - Océanie	Amériques	Total
Transport et logistique	4 997	1 244	18 474	2 677	789	28 181
Industrie	985	236	0	23	222	1 466
Distribution d'énergie	861	96	0	0	0	957
Autres	829	2	1 575	0	0	2 406
Total	7 672	1 578	20 049	2 700	1 011	33 010
En pourcentage	23,24	4,78	60,74	8,18	3,06	100,00

Répartition des effectifs par zone géographique



Évolution des effectifs

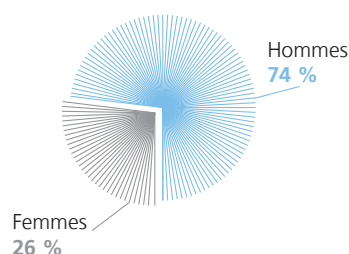


La baisse des effectifs du Groupe Bolloré de 3 % entre 2008 et 2009 s'explique en majeure partie par la cession de l'activité Papiers.

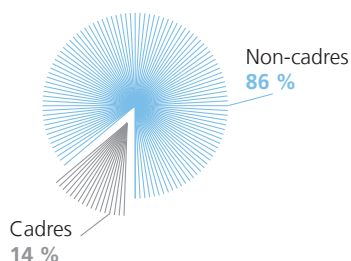
Effectifs par type de population

	Hommes	Femmes	Cadres	Non-cadres	CDI	CDD	Total
Transport et logistique	20 742	7 439	3 575	24 606	26 208	1 973	28 181
Industrie	1 190	276	380	1 086	1 441	25	1 466
Distribution d'énergie	682	275	128	829	904	53	957
Autres	1 661	745	577	1 829	1 760	646	2 406
Total	24 275	8 735	4 660	28 350	30 313	2 697	33 010
En pourcentage	73,54	26,46	14,12	85,88	91,83	8,17	100,00

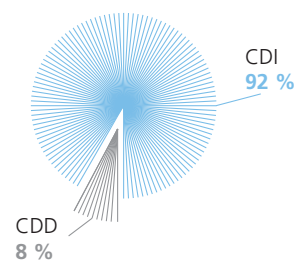
Répartition des effectifs par genre



Répartition des effectifs par catégorie



Répartition des effectifs par type de contrat



Effectifs par âge

	Moins de 30 ans	De 30 à 39 ans	De 40 à 49 ans	50 ans et plus	Total
Transport et logistique	4 748	9 101	7 669	6 663	28 181
Industrie	163	544	442	317	1 466
Distribution d'énergie	133	210	296	318	957
Autres	640	869	585	312	2 406
Total	5 684	10 724	8 992	7 610	33 010
En pourcentage	17,22	32,49	27,24	23,05	100,00

RECRUTEMENTS ET DÉPARTS

En 2009, le Groupe Bolloré a procédé à 3972 recrutements, dont près de 58 % correspondent à des embauches sous contrat à durée indéterminée.

Recrutements	Effectifs	%
Contrat à durée indéterminée (CDI)	2 291	58
Contrat à durée déterminée (CDD)	1 681	42
Total	3 972	100

Le nombre total des départs en 2009 est de 4841.

Motifs de départs	Effectifs	%
Démission	1 307	27,00
Fin de contrat à durée déterminée (CDD)	980	20,25
Licenciement non économique	357	7,37
Licenciement économique	491	10,14
Mutation	338	6,98
Retraite	671	13,86
Autres motifs	697	14,40
Total	4 841	100,00

FORMATIONS

En 2009, parmi les 33010 salariés du Groupe Bolloré présents au 31 décembre 2009, 6871 (soit 21 %) ont bénéficié d'une formation dans l'année.

Effectifs formés par type de population

	Hommes	Femmes	Cadres	Non-cadres	CDI	CDD	Total
Transport et logistique	3 784	2 166	1 101	4 849	5 625	325	5 950
Industrie	543	72	136	479	612	3	615
Distribution d'énergie	124	28	18	134	149	3	152
Autres	74	80	118	36	154	0	154
Total	4 525	2 346	1 373	5 498	6 540	331	6 871
En pourcentage	65,86	34,14	19,98	80,02	95,18	4,82	100,00

L'ENGAGEMENT SOCIAL DU GROUPE BOLLORÉ

Le Groupe Bolloré, avec quelques 33 010 collaborateurs dans 63 pays et sa présence commerciale dans 108 pays, est un acteur social majeur.

Conscient de sa responsabilité sociale dans les différents pays où il intervient, le Groupe Bolloré veille à combiner une approche à la fois mondiale et locale. Pour ce faire, il appuie sa gestion des ressources humaines autour de principes forts qui définissent les lignes directrices de l'ensemble du Groupe. Selon le principe même d'autonomie laissée aux divisions, celles-ci sont responsables de la mise en œuvre de ces orientations. Ainsi, en fonction des spécificités métier et géographiques, chacune d'elles décline et met en valeur la politique sociale du Groupe par de nombreuses actions aux quatre coins du monde.

COORDONNER LE DÉVELOPPEMENT CONJOINT DU GROUPE ET DES SALARIÉS

Le Groupe Bolloré a conscience que son développement est directement lié à celui de ses collaborateurs et que les compétences des salariés sont au cœur de la performance économique du Groupe. Pour ces deux raisons, le Groupe Bolloré place la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, la formation et la mobilité au centre de ses priorités et cherche à développer les talents partout dans le monde.

Une démarche prospective sur les compétences

Le vieillissement de la population active, qui provoquera au cours des prochaines années le départ de salariés d'expérience, ravive au sein des entreprises l'urgence d'identifier, de fidéliser et de développer les collaborateurs clés. Le management de ces hauts potentiels, qu'il s'agisse de jeunes diplômés prometteurs, de managers confirmés ou de cadres dirigeants, devient une condition essentielle à l'atteinte des objectifs stratégiques d'une entreprise performante.

Dans ce contexte, il est apparu important pour le Groupe Bolloré d'élaborer une stratégie de gestion et de développement des talents et des hauts potentiels. En 2009, la première étape a été de définir et mettre en place le processus par lequel les talents allaient être identifiés. Pour cela, la direction du Groupe a mené, conjointement avec chacune des divisions, une revue de gestion des hauts potentiels en se concentrant en priorité sur les futurs cadres dirigeants, mais en s'attachant également aux collaborateurs performants, dotés d'une expertise rare ou stratégique dans leurs domaines d'activité. La prochaine étape consistera à mettre en œuvre des dispositifs spécifiques de gestion et de développement des talents afin d'associer les profils pertinents à la nature des postes clés à pourvoir.

Connaître et développer les compétences

Le lien entre la gestion des carrières et le développement des compétences se concrétise dans les entretiens professionnels individuels. Ces entretiens effectués dans toutes les divisions du Groupe permettent de conjuguer l'intérêt de l'entreprise et l'intérêt des hommes qui y travaillent. Ils offrent la possibilité d'évoquer les changements d'affectation professionnelle ou géographique et les évolutions de carrière envisagées. Pour les salariés, cette démarche est déterminante. En effet, leur intégration dans le projet d'évolution de leur société les motive au quotidien et les fidélise sur le long terme.

Dans un souci d'amélioration de sa gestion des carrières, la division des Terminaux et Systèmes spécialisés a signé un accord de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences. Dans ce cadre, elle a procédé à la rédaction de fiches de poste pour l'ensemble des fonctions existantes dans l'entreprise, permettant de recenser les conditions d'accès au poste, les missions, les compétences requises mais aussi les possibilités d'évolution. La division, dans le prolongement de cette démarche, a créé un référentiel de compétences permettant ainsi de mieux mesurer les écarts entre les compétences déjà acquises par un collaborateur et les compétences requises pour exercer un poste donné.

La formation pour préparer les compétences de demain

La formation est un outil essentiel pour favoriser le développement des compétences et renforcer l'employabilité des collaborateurs. Chaque année, pour accompagner sa croissance, le Groupe Bolloré investit dans le capital humain en offrant tout au long du parcours professionnel de ses salariés des stages de formation.

En 2009, parmi les 33 010 salariés présents au 31 décembre 2009 dans le Groupe Bolloré, 6 871 ont suivi une formation dans l'année. 34 % de ces formations ont été dispensées auprès de femmes qui représentent 26 % des effectifs et 80 % auprès de salariés non-cadres.

En France, en 2009, un budget de 5 281 768 euros a été consacré à la formation, soit une baisse de 8 % par rapport à 2008, pour une durée totale de 85 798 heures. Ainsi, 4 030 salariés ont suivi au moins une formation dans l'année (45,90 % de l'effectif France présent en 2009), pour une durée moyenne de 21 heures par salarié. En France, en 2009, on dénombre 6 491 actions de formation dispensées, dont 68 % ont été consacrées à l'adaptation au poste, 19 % en vue de permettre le maintien dans l'emploi et 13 % destinées à développer les compétences des salariés.

Conformément à la gestion autonome des divisions, l'offre de formation est définie par chacune d'elles. Cette gestion décentralisée permet de dispenser des actions de formation cohérentes et adaptées aux métiers et à l'organisation de chaque structure.

En 2009, la division Films plastiques a poursuivi sa politique de formation destinée à répondre aux évolutions technologiques et réglementaires. Elle a mis en place un certain nombre d'actions, comme un programme d'intégration et de formation au poste de travail, une évaluation de la formation par les stagiaires et les responsables hiérarchiques. Le plan de formation, réalisé à 92 % à fin 2009 au regard des formations planifiées en début d'année, est supérieur à 100 % au regard de l'obligation légale.

Par ailleurs, la division Terminaux et Systèmes spécialisés a mis en place un dispositif d'évaluation permettant de mesurer l'efficacité d'une formation. Trois à quatre mois après cette dernière, le service Formation de la société IER recueille du collaborateur un retour à froid sur les éventuelles difficultés rencontrées et, parallèlement de son manager, un bilan de performance. La confrontation de ces deux retours permet ainsi de s'assurer que les objectifs de la formation ont été atteints et de proposer des mesures correctives si nécessaire. Un livret présentant les différents dispositifs de formation existants a également été distribué à l'ensemble des collaborateurs permettant aux salariés d'être proactifs en la matière.

La division Transport et logistique Afrique continue, quant à elle, de dispenser des formations d'immersion de trois à quatre semaines en langues, pour les salariés partant dans des pays anglophones ou lusophones et des formations sur site destinées aux nouveaux salariés pour les familiariser avec les métiers, procédures et outils.

Outre les plans de formation réalisés par les divisions, le Groupe propose, via la mise en place d'un département Compétences Transverses au sein du centre de formation interne IFL, des programmes de formation destinés à l'ensemble des salariés du Groupe. En 2009, 372 collaborateurs ont bénéficié de cette structure, soit environ 59 sessions dispensées sur des thèmes transversaux tels que le management, la finance, la communication ou la bureautique. Les trois sessions FormaGroup' proposées en 2009 ont accueilli 31 stagiaires provenant des cinq continents et rencontré un réel succès. En effet, à la qualité du contenu pédagogique se sont ajoutés brassage des cultures, partage des visions du Groupe et développement des réseaux professionnels. Le même esprit de partage se retrouve dans les sessions du séminaire Groupe. Pendant une semaine, une trentaine de cadres, d'horizons très variés, visitent sièges sociaux, sites industriels, quais de livraison et plates-formes logistiques pour comprendre et partager la richesse des métiers du Groupe. Cette année encore, les divisions du Groupe Bolloré se sont investies personnellement dans la réussite de ce séminaire en présentant avec passion leurs activités.

La mobilité et les perspectives d'évolution professionnelle

Souhaitant accompagner son développement et enrichir les parcours professionnels de ses salariés, le Groupe Bolloré favorise la mobilité interne sous toutes ses formes. Présent dans le monde entier et dans des activités très diverses, le Groupe veut offrir à ses salariés, outre la promotion hiérarchique, des parcours professionnels à l'international ou transversaux.

Afin de privilégier les candidatures internes, le Groupe publie depuis plusieurs années les offres d'emploi via le site Jobboard, destiné à l'ensemble des salariés du Groupe.

La division Films plastiques a décidé de jouer la solidarité interactivités et intermétiers afin d'assurer le maintien en activité des salariés. Cette mobilité professionnelle a été favorisée par la mise en place de formations internes et des mises en situations, permettant sur des sites de proximité, des détachements de personnel de la division Films plastiques vers d'autres activités en développement.

De même, la division Terminaux et Systèmes spécialisés, ayant connu de fortes restructurations internes dues aux nouvelles orientations stratégiques, a joué la carte de la mobilité interne. Afin d'optimiser les ressources humaines, certains salariés se sont vu proposer d'autres fonctions dans l'entreprise, qu'ils ont occupées après avoir reçu des compléments de formation interne et/ou externe.

La division Logistique internationale a mis au point un dispositif de comités de carrières, en aval des entretiens de progrès, destinés aux cadres. Les comités de carrières ont pour objectifs de déceler et suivre les potentiels, d'analyser les besoins actuels et à venir et d'envisager des parcours d'évolution professionnelle et de mobilité.

Consciente que le développement d'une culture internationale opérationnelle est un fabuleux relais pour ses valeurs, la division Transport et logistique Afrique continue de développer la mobilité des cadres africains à travers le continent. Cette politique de mobilité et de promotion est réalisée chaque année à travers des entretiens annuels de progrès centrés sur le seul critère des compétences métiers et managériales.

Des recrutements à la mesure du développement du groupe

Si le Groupe favorise avant tout la mobilité et la promotion interne, il recrute chaque année quelques milliers de collaborateurs pour accompagner son développement. En 2009, 3 972 salariés, dont 58 % en contrat à durée indéterminée, ont intégré les différentes sociétés du Groupe, et, depuis 2007, le Groupe compte 16 860 recrutements.

Les activités Communication et Médias, dont l'activité ne cessent de croître depuis leur création, ont procédé en 2009 au recrutement de 211 collaborateurs afin de compléter et d'enrichir ses compétences.

La division Transport et logistique Afrique a participé en 2009 à deux salons internationaux de recrutement pour l'Afrique. Ces forums sont l'occasion pour la division Bolloré Africa Logistics de rencontrer à la fois des jeunes diplômés et des cadres basés en France ou en Europe rompus aux outils de management et désireux de poursuivre leur carrière en Afrique, mais également des jeunes diplômés et des cadres basés en Afrique et disposant de bonnes connaissances du terrain et des réalités économiques des entreprises internationales.

Conscientes que les premiers mois d'activité d'un nouveau collaborateur sont fondamentaux pour sa prise de fonction et sa compréhension du Groupe, les sociétés privilégient le système du parrainage. Ainsi, la culture du Groupe et les savoirs sont transmis par la constitution d'un binôme.

Une gestion responsable de l'emploi à durée limitée

Pour faire face à des accroissements temporaires d'activité, le Groupe Bolloré est contraint d'avoir recours à l'emploi à durée limitée. En 2009, ce recours correspond en France à 346 intérimaires (en équivalent temps plein), en baisse de 35 % par rapport à 2008. Ces besoins sont liés aux variations et aux à-coups de la demande, aux lancements des nouveaux produits et à la nécessité de faire face à des événements saisonniers et au remplacement des absences non prévues. En 2009, les sociétés françaises du Groupe comptabilisent 87 663 jours d'absence, dont les principaux motifs sont la maladie pour 64 % et les congés maternité et paternité pour 16 %.

Les activités Communication et Médias emploient du personnel intermittent pour certains métiers techniques et font appel au travail de pigistes. La distribution quotidienne des journaux gratuits *Direct Matin Plus* et *Direct Soir* nécessite également l'emploi de vacataires répartis sur plus de 300 sites en France.

PROMOUVOIR LA DIVERSITÉ ET L'ÉGALITÉ DES CHANCES

En raison de la diversité des métiers exercés et de sa présence internationale, le Groupe dispose d'une palette de systèmes de valeurs, de cultures, de religions mais aussi d'expériences et de savoir-faire qu'il souhaite valoriser.

Le Groupe reconnaît la diversité comme une source de complémentarité, d'équilibre social et de richesse dans son développement économique. La politique du Groupe est claire : lutter au quotidien et sans relâche contre toute forme de discrimination ou d'intolérance quelle qu'elle soit.

Le recrutement, reflet de la diversité

La politique de recrutement du Groupe garantit l'égalité des chances et reflète la diversité de l'environnement social. Cette volonté est marquée par des modes de sélection évaluant objectivement les capacités des candidats à tenir les postes à pourvoir.

Dans sa politique de développement international, le Groupe donne la priorité aux ressources humaines locales dans une perspective de développement durable des activités du Groupe dans le monde.

En adéquation, la division Transport et logistique Afrique favorise l'accès aux plus hautes responsabilités pour ses collaborateurs africains. Le Groupe fait appel à des compétences extranationales lorsque les ressources locales ne permettent pas de pourvoir la fonction. Ainsi, en 2009, on compte seulement 1,59 % d'experts ou de cadres supérieurs expatriés.

Par ailleurs, le Groupe s'engage à ne pas retenir le critère d'âge pour ses recrutements.

Le recrutement, l'intégration et l'évolution professionnelle des salariés, sans distinction de culture, de nationalité, de sexe, d'expérience et de parcours professionnel, constituent un axe fort de la politique du Groupe.

Développer la mixité

Les métiers exercés au sein du Groupe sont traditionnellement masculins du fait de la spécificité de certaines activités telles que la manutention portuaire, le transport et la production de films plastiques.

Le Groupe veille cependant à respecter la diversité dans l'entreprise et à lutter efficacement contre toute forme de discrimination et d'inégalité en offrant à ses salariés, à capacités égales, les mêmes opportunités, quels que soient notamment leurs origines, leurs croyances, leurs opinions, leurs mœurs, leur sexe, leur âge, leur appartenance à une ethnie ou à une nation, leur état de santé ou de handicap, leur appartenance ou non à un syndicat.

Dans cette même lignée, le Groupe a décidé en 2009 de poursuivre la construction de sa politique globale de lutte contre les inégalités en négociant avec ses partenaires sociaux un accord Groupe traitant de la gestion des âges. L'objectif est d'améliorer le taux d'emploi des seniors, en prenant en compte les conditions de maintien et d'évolution dans l'emploi des salariés de 50 ans et plus tout en maintenant la motivation des personnes concernées.

Des groupes de travail inter-divisions se sont constitués autour des seniors afin de réfléchir aux actions à mettre en œuvre en 2010 autour des six thématiques abordées par la loi : le recrutement des salariés âgés dans l'entreprise, l'anticipation de l'évolution des carrières professionnelles, l'amélioration des conditions de travail et la prévention des situations de pénibilité, le développement des compétences et des qualifications et de l'accès à la formation, l'aménagement des fins de carrière et de la transition entre activité et retraite, la transmission des savoirs et des compétences et le développement du tutorat.

Donner aux personnes handicapées toute leur place dans le monde du travail

En parfaite cohérence avec sa politique de promotion de la diversité et de l'égalité des chances, le Groupe Bolloré considère l'intégration et le maintien dans l'emploi des personnes handicapées comme un objectif social majeur. En 2009, 117 salariés handicapés travaillent pour le Groupe Bolloré en France. Ce nombre est encore faible, mais le Groupe souhaite renforcer le développement des actions entreprises dans ce domaine : recrutement, formation, maintien dans l'emploi avec reclassement, sous-traitance avec le secteur protégé et adapté.

À travers cet engagement, le Groupe Bolloré affirme la démarche emploi-handicap comme un acte de management : accueillir et intégrer la différence, améliorer sa réponse aux obligations légales et s'associer aux engagements sociétaux de ses clients.

Ainsi, la société SDV Logistique Internationale, pionnière dans ce domaine, a fait le choix d'aller plus loin : signature en mars 2009 d'une convention d'actions avec l'Agefiph (Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées) et mise en place d'une équipe interne dédiée au déploiement de plans d'actions concrets à développer d'ici à 2011 en faveur de l'insertion professionnelle des personnes handicapées. Pour 2009, cette politique s'est traduite par la mise en œuvre d'une campagne de communication interne sur ce sujet. Afin de sensibiliser managers et collaborateurs au handicap en entreprise et dans leur propre entreprise, deux ouvrages, « Handicap, tous en action » et « Réussir ensemble », ont été diffusés à toutes les équipes de SDV Logistique Internationale. Préparés avec le concours de plusieurs collabo-

rateurs de SDV Logistique Internationale en situation d'handicap, l'objet de ces recueils était à la fois de partager avec eux leur expérience de travail et leur vécu quotidien mais également de donner la parole à leurs managers, à leurs collègues ou à leurs responsables des ressources humaines. Tous témoignent des défis qu'ils ont relevés ensemble pour faire de cette intégration un succès à forte dimension humaine, démontrant ainsi que le handicap ne constitue pas un obstacle aux compétences. En 2006, 30 personnes ont déclaré leur handicap chez SDV Logistique Internationale. Aujourd'hui, 56 collaborateurs porteurs de handicap se sont manifestés, confortant que, grâce à ces actions, le regard sur le handicap a changé.

De nombreux partenariats ont été engagés par l'ensemble des divisions avec des établissements de service et d'aide par le travail (ESAT) afin d'associer les handicapés au monde du travail. À la Direction des ressources humaines du siège social de Bolloré, ce sont les réponses négatives aux candidatures spontanées, la mise sous plis de documents ou la confection de plaquettes de communication RH qui sont confiées à ces ateliers.

SDV logistique internationale à Marignane a confié à l'Association des paralysés de France de Montpellier le démantèlement et le recyclage de l'ensemble de son matériel informatique périmé.

RENFORCER L'ÉQUITÉ

Dans le souci d'être compétitive, équitable et motivante, la politique de rémunération du Groupe s'appuie sur deux leviers. La rémunération doit à la fois être cohérente au regard des résultats de chaque division et des pratiques du marché local, et également faire converger les efforts individuels vers la performance globale du Groupe.

Une politique salariale cohérente et équitable

Pour offrir à chaque collaborateur une rémunération digne et motivante, le Groupe favorise la négociation avec les partenaires sociaux donnant lieu à la signature de nombreux accords dans la plupart des pays.

La compétitivité et la performance de l'entreprise reposent en grande partie sur la motivation des salariés. Conscient que la composante salariale y contribue fortement, le Groupe développe de plus en plus l'individualisation des salaires par une part variable plus importante afin de lier leurs évolutions à la performance mais aussi de permettre l'équité au sein des équipes.

La gestion décentralisée des politiques de rémunération permet d'être au plus près à la fois des réalités économiques des différents pays et des attentes des salariés. En Afrique, la politique de rémunération s'appuie sur une large prise en compte des questions de santé pour les collaborateurs ainsi que pour leurs familles.

En France, la politique salariale du Groupe vise à maintenir le pouvoir d'achat pour toutes les catégories et met souvent en œuvre des mesures supplémentaires pour les salaires les plus bas. De plus, les Directions des ressources humaines réalisent des études comparatives de niveaux de rémunération au regard des postes de travail en s'appuyant sur des enquêtes de positionnements salariaux telles que celles d'Hewitt ou d'Usine nouvelle.

Dans ce cadre, de nombreux accords de participations et d'intéressements permettant d'intégrer les salariés aux résultats de l'entreprise se développent au sein de toutes les divisions.

Limiter l'impact des baisses ou des changements d'activité sur les rémunérations

En 2009, aucune société française du Groupe Bolloré n'a eu à mettre en œuvre de plan de sauvegarde de l'emploi. Toutefois, il y a eu de nombreux licenciements économiques causés par la crise économique dans de nombreux pays. Des systèmes d'annualisation mis en place dans certaines entités du Groupe ont permis de lisser sur l'année les niveaux de rémunération malgré les variations d'activité.

Rémunérer la performance individuelle

La gestion des performances individuelles est de plus en plus considérée comme la source d'un avantage concurrentiel compte tenu de ses incidences sur le succès du Groupe, ainsi que sur l'attraction et la mobilisation du personnel.

Le Groupe favorise le développement d'une politique de rémunération variable basée sur la performance individuelle des salariés. Elle se mesure en fonction des réalisations et des résultats obtenus, de la maîtrise de la fonction, et sur l'évaluation des compétences.

D'ailleurs, de nombreuses sociétés du Groupe ont instauré des primes destinées aux cadres qui occupent des postes à forte responsabilité. Cette part variable est déterminée en début d'année par la combinaison d'objectifs individuels et d'objectifs communs pour le Groupe. Elle prend en compte également la marge opérationnelle. Pour les non-cadres, il existe également des systèmes d'augmentations liés aux performances individuelles à l'appréciation du responsable hiérarchique.

Associer les salariés aux résultats

Le Groupe souhaite également redistribuer aux salariés le fruit de la croissance et de la création de valeur. Afin d'associer chaque salarié aux résultats opérationnels de son entité, un intéressement a été versé en 2009 à 6 536 salariés du Groupe (85 % de l'effectif France).

Ainsi, 14 295 741 euros ont été distribués au titre des dispositifs d'intéressement et du système français légal de la participation aux résultats 2008. Ces versements représentent 4,90 % de la masse salariale française, qui s'élève à 293 178 626 euros en 2009. La masse salariale est en baisse de 5 % par rapport à 2008.

Développer l'épargne salariale

En vue de soutenir plus efficacement les salariés dans leurs projets personnels, le Groupe développe depuis quelques années un système d'épargne salariale. La diversification des formes de placements proposés constitue un des atouts de la politique salariale du Groupe. En France, les salariés peuvent ainsi bénéficier d'une rémunération optimisée socialement et fiscalement en alimentant le plan d'épargne d'entreprise (PEE) par le versement de l'intéressement ou de la participation.

En 2009, 4 968 065 euros ont été versés par les salariés dans le plan d'épargne d'entreprise, qui compte à ce jour 5 485 souscripteurs. Ce dispositif mis en place en 1986 permet aux salariés de devenir, avec l'aide du Groupe, détenteurs d'actions Bolloré.

Une majorité des sociétés françaises du Groupe encourage cette épargne en proposant un abondement attractif. Ainsi, en 2009, ce sont 2 355 602 euros qui ont été versés pour abonder les versements des salariés au plan d'épargne d'entreprise.

Cette année, 14 accords PERCO et 18 accords PEE ont été signés.

Encourager les salariés à préparer leur retraite

Face aux interrogations des salariés sur leur niveau de retraite, le Groupe a développé depuis 2006 un dispositif de plan d'épargne retraite collective (PERCO) visant à offrir aux salariés l'opportunité de s'assurer un supplément de retraite pour compenser la baisse prévisible de leur revenu. Ce dispositif, basé sur une démarche purement volontaire, permet au salarié de se constituer un complément de retraite à son rythme et selon ses besoins, que ce soit en termes d'horizon, de temps ou de risque. En France, les sociétés du Groupe poursuivent la mise en place de ce type de plan d'épargne, renforçant parallèlement, grâce à la négociation liée, la cohésion et le dialogue social. Soucieuses de sensibiliser leurs collaborateurs aux enjeux de leur retraite, les sociétés ont décidé uniformément d'abonder les versements de leurs salariés et de faire la promotion de ce dispositif.

La somme des versements de 2009 dans ce dispositif représente 956 686 euros repartis comme suit : 583 323 euros proviennent des versements des salariés et 373 363 euros de l'abondement du Groupe.

Assurer un bon niveau de protection sociale

En France, dans le souci d'améliorer la qualité des prestations servies aux salariés, de nombreuses sociétés ont contracté des régimes de couverture santé et contribuent de manière significative à la prise en charge du coût.

De même, des contrats de prévoyance pour les risques décès, invalidité et incapacité avec participation ont été mis en place, assurant ainsi aux salariés le versement de capitaux ou de rentes en cas de réalisation du risque. Dans les filiales étrangères, des garanties complémentaires sont également mises en œuvre en tenant compte des régimes de protection sociale en vigueur dans les différents pays.

Au titre de 2009, le Groupe Bolloré a harmonisé ses garanties de prévoyance et de ses frais de santé pour l'ensemble de ses sociétés françaises tout en améliorant les garanties optiques et dentaires.

ÊTRE OUVERT SUR LE MONDE

Outre sa responsabilité sociale envers ses collaborateurs, le Groupe Bolloré encourage ses différentes sociétés à participer à des opérations d'insertion et de solidarité destinées à des personnes en difficulté. Porté par ses nouvelles activités de communication, le Groupe a choisi d'élargir son ouverture sur le monde et de contribuer localement aux systèmes culturels, éducatifs et sociaux des pays dans lesquels il exerce ses activités.

La division Plantations s'est ainsi engagée dans des programmes de rénovation et de construction de logements sociaux afin de venir en aide à la population locale.

Entraide et solidarité

En France, le Groupe déploie des actions solidaires grâce à la Fondation de la 2^e chance. Cette fondation œuvre depuis 1998 pour accompagner des personnes ayant traversé de lourdes épreuves de vie et aujourd'hui en situation de grande précarité, mais manifestant une réelle volonté de rebondir.

La Fondation de la 2^e chance leur offre un soutien humain et financier allant jusqu'à 8 000 euros pour les projets de création/reprise et 5 000 euros pour les projets de formation afin de mener à bien un projet professionnel réaliste et durable : formation qualifiante, création ou reprise d'entreprise.

Lancé en novembre 2008, le réseau social international « Earthtalent », dont la mission est de valoriser les initiatives personnelles et l'envie d'entreprendre, poursuit son déploiement en Asie et en Amérique. Une nouvelle version du site a été inaugurée et des concours ont récompensé les meilleurs projets par le biais de dotations financières, couverture presse, formation...

Lorsque le handicap survient sur le lieu de travail, celui-ci peut être l'occasion d'un bel élan de solidarité. Ainsi, un collaborateur de la plate-forme aérienne de SDV à Roissy victime d'un accident de la vie a bénéficié à son retour sur son poste de travail du soutien et de l'entraide de ses collègues. Cet engagement à ses côtés a permis à ce dernier de retrouver un équilibre et d'accepter son handicap.

Participation à la vie culturelle locale

En s'inscrivant dans la politique du Groupe, les sociétés entreprennent des actions locales de sponsoring et participent à la vie associative.

Le Groupe Bolloré a participé au « Train de la planète », dont il a été l'un des partenaires, une exposition itinérante gratuite dédiée à l'environnement et imaginée par la société des Trains Exposition (filiale de la SNCF) où chacun peut trouver matière à comprendre, apprendre et réfléchir autour de quatre grands thèmes : le climat, l'eau, les énergies et la gestion des ressources par l'homme. Le Groupe Bolloré a présenté ses engagements en faveur de la planète au travers de conférences et de vidéos.

De nombreuses actions en faveur de la population locale sont menées par le Groupe à travers le financement de projets. Ainsi, la division Plantations a participé dans plusieurs villages à l'aménagement de structures d'accueil (salles de télévision, écoles, terrains de sport, infirmeries) et à la mise à disposition de la population de points d'eau potable.

En 2009, la division Films plastiques a participé à la réalisation du livre *Entreprendre en Cornouaille* avec la Chambre du commerce et de l'industrie (CCI) de Quimper. Cet ouvrage, préfacé par Vincent Bolloré dresse le portrait de 18 figures de proue du territoire.

Intégration des jeunes dans le monde du travail

Le Groupe Bolloré, en vue de favoriser l'insertion des jeunes dans le monde du travail et d'assurer l'avenir de ses métiers par la transmission des savoir-faire, entretient des relations étroites avec les systèmes scolaires.

Conscient que son avenir sera porté, dans un futur proche, par des collaborateurs qui sont actuellement sur les bancs de l'école, les divisions établissent des relations et partenariats privilégiés avec le milieu scolaire.

À l'international, la division Transport et logistique Afrique a développé un partenariat avec un organisme de formation africain basé au Burkina Faso.

Quant à la division Logistique internationale, elle a initié un partenariat entre l'Institut international du multimédia du pôle Léonard de Vinci et l'IFL, institut de formation interne à la division, en confiant à des étudiants la conception d'un CD-Rom destiné à promouvoir le centre IFL.

Tourné vers l'international, le Groupe accueille également de nombreux jeunes dans le cadre de volontariats internationaux à l'étranger (VIE). Ainsi, la division Logistique internationale forme régulièrement une dizaine de jeunes sur les zones Asie-Pacifique et Amériques.

Informier sur les métiers du groupe

Pour faire connaître son activité et dynamiser la vie de sa région, la division Films plastiques organise des visites de ses sites industriels. Celles-ci s'adressent aux professeurs de collèges et aux écoles de la région dans le cadre de son partenariat avec l'Association Jeunesse et Entreprises. La division est également à l'origine de cette action.

Les sociétés du Groupe accueillent régulièrement des stagiaires des écoles et des apprentis auxquels elles dispensent une formation concrète et complémentaire à leur cursus scolaire.

La société SFDM a, quant à elle, parrainé une mini-entreprise créée par une classe de 3^e d'un collège dans le cadre du parcours « Découverte professionnelle ».

ADAPTER ET AMÉLIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Aménager le temps de travail

Le Groupe a appliqué, en France, les dispositions réglementaires relatives à la réduction du temps de travail dès 1999. Des régimes de travail adaptés ont été mis en place selon la nature de l'activité et la localisation des sociétés.

Au 31 décembre 2009, sur un effectif France de 7 672 salariés, le Groupe compte 1 125 cadres autonomes (soit 14,7 % de l'effectif France), avec un forfait moyen de 214 jours travaillés par an, et 357 salariés à temps partiel (soit 4,65 % de l'effectif France). Par ailleurs, 2 051 salariés ont effectué des heures supplémentaires en 2009 pour un volume total de 134 078 heures.

Prévenir les risques professionnels et les accidents

La première des responsabilités d'une entreprise est sans doute l'assurance de l'intégrité physique des salariés. Le Groupe a comme priorité absolue d'assurer la sécurité au travail de l'ensemble de ses salariés, sous-traitants ou partenaires. Les actions spécifiques mises en œuvre par chaque division ont permis de réduire en France le nombre d'accidents du travail en 2009 (201, contre 232 en 2008). Cette amélioration s'explique notamment grâce à une augmentation des dépenses relatives à l'hygiène et à la sécurité (soit 6 948 379 euros en 2009). L'effectif formé à la prévention des risques est, en 2009, de 2 539 personnes, soit une augmentation de 55 % par rapport à 2008. Le Groupe a ainsi dispensé 29 856 heures de formation sur ces thèmes, soit plus du double par rapport à l'année précédente.

En parallèle, le nombre de journées d'absence suite à un accident du travail a diminué en France, de plus de 24 % par rapport à 2008.

Exerçant une activité industrielle, la division Films plastiques déploie une politique de sécurité et de prévention des accidents intensive en analysant annuellement les risques des postes de travail et en formant des correspondants sécurité par entité.

La division Logistique internationale poursuit depuis plusieurs années une politique active de prévention des risques et de sécurité. Une direction dédiée composée de cinq professionnels de la sécurité opérationnelle pilote de nombreux audits et plans d'actions.

La division Énergie a investi considérablement en actions de formation afin de prévenir les risques et accidents professionnels. Ainsi, elle a formé en 2009 un grand nombre de chauffeurs-livreurs à la prévention des risques de la circulation routière et à l'écoconduite.

DÉVELOPPER LE DIALOGUE SOCIAL ET LA COMMUNICATION INTERNE

Le Groupe Bolloré développe ses activités autour d'une croissance à la fois interne et externe qui nécessite une approche adaptée à la gestion des ressources humaines. Chaque division veille à favoriser le dialogue social avec les instances représentatives du personnel et à informer ses collaborateurs de l'actualité de l'entreprise.

Maintenir et développer le dialogue social

Persuadé que celui-ci est porteur d'innovations et de progrès, le Groupe Bolloré encourage un dialogue social permanent et de qualité. En France, comme dans de nombreux autres pays, les salariés travaillant dans des structures industrielles ou commerciales de taille significative sont représentés par des organisations syndicales indépendantes ou par des représentants élus par le personnel. Chaque année, de nombreux sujets font l'objet de négociations et de contractualisations avec les partenaires sociaux. L'année 2009 a été marquée par la signature de 115 accords d'entreprise, notamment sur l'emploi des seniors et sur l'épargne salariale.

La division Logistique internationale a signé un accord sur l'aménagement du temps de travail, permettant ainsi au personnel un juste équilibre entre vie professionnelle et personnelle.

En 2009, les sociétés françaises du Groupe ont distribué 4 292 879 euros pour les œuvres sociales et le fonctionnement des Comités d'entreprise soit, environ 1,46 % de la rémunération annuelle brute de l'ensemble des salariés des sociétés françaises du Groupe.

Informer les salariés

Le Groupe veille à informer les salariés de l'actualité de leur entreprise. Au-delà des affichages et des informations hiérarchiques, un large éventail d'informations destinées aux salariés est proposé par les journaux et les sites intranet du Groupe. Ainsi, chaque division veille à assurer une communication au plus près des préoccupations et des réalités de ses collaborateurs via un journal interne. Des communiqués de presse et des formations internes sont également diffusés via l'outil bureautique.

En 2009, la division Terminaux et Systèmes spécialisés a effectué une refonte de son support de communication interne. Envoyé sous format électronique, ce flash d'actualité informe l'ensemble des collaborateurs sur ses résultats (chiffre d'affaires, prises de commandes, succès commerciaux du mois) ainsi que sur les salons professionnels auxquels elle participe.

17.2. OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACHAT D'ACTIONS

17.2.1. AU COURS DES EXERCICES 2008 ET 2009

L'Assemblée générale du 5 juin 2008 a autorisé le Conseil d'administration à consentir des options de souscriptions d'actions au bénéfice des salariés et mandataires sociaux de la société et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions visées aux articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce.

La durée de l'autorisation est de trente-huit mois et ne pourra donner droit à souscrire un nombre d'actions excédant 5 % du capital social.

Il n'a pas été fait usage de cette autorisation au cours des exercices 2008 et 2009.

17.2.2. AU COURS DES EXERCICES ANTÉRIEURS

17.2.2.1. Options de souscription d'actions consenties par la société Bolloré

L'Assemblée générale extraordinaire du 7 juin 2006 a autorisé le Conseil d'administration à consentir des options de souscription d'actions au bénéfice des salariés et mandataires sociaux de la société et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions visées aux articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce. La durée de l'autorisation est de trente-huit mois et le nombre total des options consenties ne pourra donner droit à souscrire un nombre d'actions excédant 7 % du capital social.

Cette autorisation a été utilisée par le Conseil d'administration du 6 avril 2007.

Le nombre, les caractéristiques des options et le prix de souscription des actions en vigueur au 31 décembre 2009 sont les suivants :

Bolloré	Plan du 6 avril 2007
Date du Conseil d'administration	6 avril 2007
Nombre d'options pouvant être attribuées	1 612 244
Nombre d'options attribuées	1 205 000
Nombre de bénéficiaires	196
Prix d'exercice (en euros)	148,24
Nombre d'actions souscrites au 31 décembre 2009	0
Solde au 31 décembre 2009	1 146 000
Durée du plan	5 ans
Délai total d'indisponibilité	4 ans

17.2.2.2. Options de souscription d'actions consenties par des sociétés liées

Conformément aux dispositions prévues par l'article L. 225-180-II du Code de commerce, nous portons à votre connaissance les plans d'options de souscription d'actions consenties par les sociétés contrôlées majoritairement, directement ou indirectement par Bolloré.

Bolloré Telecom

(Assemblée générale extraordinaire du 19 juillet 2007)

Nombre total d'options pouvant être attribuées	659 975
Nombre d'options attribuées	593 977
Nombre de bénéficiaires	6
Solde au 31 décembre 2009	593 977

CSTO

(Assemblée générale extraordinaire du 21 décembre 2004)

Nombre total d'options pouvant être attribuées	33 976
Nombre d'options attribuées	33 976
Nombre de bénéficiaires	2
Solde au 31 décembre 2009	16 988

Polyconseil

(Assemblée générale extraordinaire du 28 juillet 2006)

Nombre d'options attribuées	1 512 000
Nombre de bénéficiaires	3
Solde au 31 décembre 2009	1 512 000

17.3. PARTICIPATION ET STOCK-OPTIONS DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DES DIRIGEANTS

D'après les renseignements recueillis par la société au 31 décembre 2009, l'ensemble des administrateurs possède environ 0,04 % du capital de la société et détient environ 0,03 % des droits de vote (source : liste des actionnaires nominatifs au 31 décembre 2009, éditée par Caceis Corporate Trust).

HISTORIQUE DES ATTRIBUTIONS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION AUX MANDATAIRES SOCIAUX

Conseil d'administration du 6 avril 2007

Prix d'exercice : 148,24 euros

Durée du plan : 5 ans

Délai d'indisponibilité : 4 ans

	Options
Vincent Bolloré ⁽¹⁾	137 500
Cédric de Bailliencourt	20 000
Comte de Ribes	5 000
Michel Roussin	5 000
Yannick Bolloré	5 000

(1) Conformément aux dispositions de l'article L. 225-185 du Code de commerce, le Conseil d'administration du 6 avril 2007 a décidé que Vincent Bolloré sera tenu de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de ses fonctions un nombre de titres égal à 5 % de la quantité des actions issues de la levée des options.

17.4. ÉTAT RÉCAPITULATIF DES OPÉRATIONS MENTIONNÉES À L'ARTICLE L. 621-18-2 DU CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER (OPÉRATIONS SUR TITRES DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2009)

Conformément à l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier et à l'article 223-22 du règlement général de l'AMF, les membres du Conseil d'administration et le Directeur général doivent communiquer les opérations effectuées sur leurs instruments financiers dans la mesure où le montant des opérations effectuées par chacune des personnes précitées excède 5 000 euros par an.

En 2009, les opérations déclarées sont les suivantes :

Identité du déclarant	Date de l'opération	Nature de l'opération	Nombre d'actions	Prix unitaire (en euros)	Montant de l'opération (en euros)	Réf. AMF
Financière de l'Odet ⁽¹⁾	20/01/2009	Acquisition	376	81,0000	30 456,00	209D0467
Financière de l'Odet ⁽¹⁾	21/01/2009	Acquisition	352	81,0000	28 512,00	209D0468
Financière de l'Odet ⁽¹⁾	22/01/2009	Acquisition	7 255	80,9711	587 445,33	209D0469
Financière de l'Odet ⁽¹⁾	23/01/2009	Acquisition	2 966	79,7721	236 604,05	209D0470
Financière de l'Odet ⁽¹⁾	29/01/2009	Acquisition	207	79,0000	16 353,00	209D0647
Financière de l'Odet ⁽¹⁾	30/01/2009	Acquisition	35 808	77,8339	2 787 076,29	209D0721
Financière de l'Odet ⁽¹⁾	02/02/2009	Acquisition	1 255	77,0000	96 635,00	209D0722
Financière de l'Odet ⁽¹⁾	19/02/2009	Acquisition	4 546	78,8934	358 649,40	209D1183
Financière de l'Odet ⁽¹⁾	20/02/2009	Acquisition	2 006	79,0000	158 474,00	209D1220
Financière de l'Odet ⁽¹⁾	23/02/2009	Acquisition	1 123	79,0000	88 717,00	209D1221
Financière de l'Odet ⁽¹⁾	24/02/2009	Acquisition	2 264	78,5035	177 731,92	209D1393
Financière de l'Odet ⁽¹⁾	25/02/2009	Acquisition	3 806	77,0000	293 062,00	209D1394
Financière de l'Odet ⁽¹⁾	26/02/2009	Acquisition	745	76,8483	57 251,98	209D1395
Financière de l'Odet ⁽¹⁾	27/02/2009	Acquisition	2 898	76,0000	220 248,00	209D1396
Financière de l'Odet ⁽¹⁾	02/03/2009	Acquisition	2 970	76,0000	225 720,00	209D1480
Financière de l'Odet ⁽¹⁾	03/03/2009	Acquisition	1 796	76,0000	136 496,00	209D1481
Financière de l'Odet ⁽¹⁾	11/03/2009	Acquisition	24	76,0000	1 824,00	209D1640
Financière de l'Odet ⁽¹⁾	24/03/2009	Acquisition	195	76,0000	14 820,00	209D1832
Nord-Sumatra Investissements ⁽¹⁾	01/09/2009	Acquisition	3 326	117,5539	390 984,27	209D4969
Cédric de Bailliencourt	08/09/2009	Cession	55	119,4950	6 572,23	209D5008

(1) Société contrôlée par Vincent Bolloré.

17.5. PARTICIPATIONS DES SALARIÉS AU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ

Le pourcentage du capital détenu par les salariés du Groupe au sens de l'article L. 225-102 du Code de commerce s'élève à 0,56 %.

18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

18.1. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIONNARIAT AU 1^{ER} MARS 2010

Bolloré	Nombre d'actions		Nombre de voix (règlement général % AMF art. 222-12 al. 2)	%	Nombre de voix exerçables en Assemblées	%
Financière de l'Odet ⁽¹⁾	16 569 932	67,08	29 280 441	76,78	29 280 441	84,08
Société Industrielle et Financière de l'Artois ⁽²⁾	996 401	4,03	–	–	–	–
Nord-Sumatra Investissements ⁽²⁾	943 326	3,82	–	–	–	–
Imperial Mediterranean ⁽²⁾	730 000	2,95	–	–	–	–
Compagnie du Cambodge ⁽²⁾	640 348	2,59	–	–	–	–
Autres sociétés du Groupe Bolloré	644	NS	684	NS	684	NS
Sous-total Groupe Bolloré	19 880 651	80,48	29 281 125	76,78	29 281 125	84,08
Public	4 820 500	19,52	5 544 422	14,54	5 544 422	15,92
Écart ⁽³⁾	–	–	3 310 075	8,68	–	–
Total	24 701 151	100,00	38 135 622	100,00	34 825 547	100,00

(1) Contrôlée directement par Sofibol, elle-même contrôlée indirectement par Vincent Bolloré et sa famille.

(2) Sociétés détenant des actions d'autocontrôle.

(3) Correspondant aux actions détenues par les sociétés visées au (2) privées de droits de vote.

À la connaissance de la société, il n'existe aucun autre actionnaire que ceux mentionnés dans le tableau ci-dessus détenant plus de 5 % du capital ou des droits de vote de la société.

Au 31 décembre 2009, le nombre d'actionnaires inscrits au nominatif pur est de 153, celui inscrit au nominatif administré s'élevant à 109 (source : *liste des actionnaires éditée par Caceis Corporate Trust*).

Il n'existe pas de pacte entre les actionnaires de la société et la société ne détient aucune action propre.

Au 31 décembre 2009, aucune action inscrite au nominatif pur n'était nantie.

18.2. DROITS DE VOTE

L'Assemblée générale extraordinaire du 15 juin 1987 a conféré un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis quatre ans au moins, au nom du même actionnaire.

Le droit de vote double est conféré, dès leur émission en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire en raison des actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Le droit de vote double cesse de plein droit pour toute action convertie au porteur ou transférée en propriété, hormis tout transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible.

Le droit de vote double peut être supprimé par décision de l'Assemblée générale extraordinaire et après ratification de l'Assemblée spéciale des actionnaires bénéficiaires.

La suppression du droit de vote double sera inscrite à l'ordre du jour d'une Assemblée générale extraordinaire devant se tenir le 10 juin 2010, suivie d'une Assemblée spéciale des actionnaires bénéficiaires appelée à approuver ladite décision.

18.3. CONTRÔLE DE L'ÉMETTEUR

Le Groupe Bolloré est contrôlé directement et indirectement par Vincent Bolloré et sa famille. Des mesures de gouvernance ont été mises en place et sont décrites dans le rapport du Président sur le contrôle interne en page 182, au point 16.3 « Comité d'audit » et 16.4 « Régimes de gouvernance d'entreprise ». De plus le conseil d'administration comporte parmi ses membres huit administrateurs indépendants.

MODIFICATIONS INTERVENUES DANS LA RÉPARTITION DU CAPITAL AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

D'après les informations dont disposait la société, la situation de l'actionariat se présentait de la façon suivante, aucun autre actionnaire que ceux mentionnés ci-après ne détenant, à la connaissance de la société, plus de 5 % du capital :

	Au 1 ^{er} mars 2007			Au 6 mars 2008			Au 27 février 2009		
	Participation	Droits de vote (règlement général AMF art. 223-14)	Droits de vote (exercés en Assemblée)	Participation	Droits de vote (règlement général AMF art. 223-14)	Droits de vote (exercés en Assemblée)	Participation	Droits de vote (règlement général AMF art. 223-14)	Droits de vote (exercés en Assemblée)
<i>(en pourcentage)</i>									
Financière de l'Odet ⁽¹⁾	52,60	61,03	64,80	65,29	75,01	81,75	67,03	76,74	84,03
Compagnie de Locmaria ⁽²⁾	6,34	7,74	8,22	–	–	–	–	–	–
Compagnie de Kerdévo ⁽²⁾	5,00	5,36	5,69	–	–	–	–	–	–
Société Industrielle et Financière de l'Artois ⁽³⁾	4,03	0	–	4,03	–	–	4,03	–	–
Nord-Sumatra Investissements ⁽³⁾	0,81	–	–	3,81	–	–	3,81	–	–
Imperial Mediterranean ⁽³⁾	2,96	–	–	2,96	–	–	2,96	–	–
Compagnie du Cambodge ⁽³⁾	1,65	–	–	1,65	–	–	2,59	–	–
Sous-total Groupe Bolloré	73,39	74,14	78,71	77,73	75,01	81,75	80,42	76,74	84,03
AGF Vie	6	7,25	7,70	3,01	3,84	4,19	3,01	3,70	4,06
Public	20,61	12,80	13,59	19,26	12,90	14,06	16,57	10,88	11,91
Écart ⁽⁴⁾	–	5,81	–	–	8,25	–	–	8,68	–
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

(1) Contrôlée directement par Sofibol, elle-même contrôlée indirectement à 100% par Vincent Bolloré et sa famille.

(2) Étaient contrôlées directement par la Financière de l'Odet et ont fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine en 2007.

(3) Sociétés détenant des actions d'autocontrôle.

(4) Correspondant aux actions détenues par les sociétés visées au (3) privées de droits de vote.

18.4. ACCORD POUVANT ENTRAÎNER UN CHANGEMENT DE CONTRÔLE

Néant.

19. OPÉRATIONS AVEC LES APPARENTÉS

Voir la note 33 du 20.3 aux comptes consolidés sur les transactions avec les apparentés.

Voir également le rapport spécial des Commissaires aux comptes, objet de l'annexe page 188 du présent document de référence.

20. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR

20.1. INFORMATIONS INCLUSES PAR RÉFÉRENCE

En application de l'article 28 du règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission européenne, les informations suivantes sont incluses par référence dans le présent document de référence :

- les comptes consolidés et le rapport des Commissaires aux comptes correspondant figurant aux pages 81 à 136 du document de référence de l'exercice clos le 31 décembre 2008, déposé auprès de l'AMF le 30 avril 2009 sous le numéro D.09-0369;
- les comptes consolidés et le rapport des Commissaires aux comptes correspondant figurant aux pages 65 à 126 du document de référence de l'exercice clos le 31 décembre 2007, déposé auprès de l'AMF le 30 avril 2008 sous le numéro D.08-0355.

Les deux documents de référence cités ci-dessus sont disponibles sur les sites Internet de la société (www.bollore.com) et de l'Autorité des marchés financiers (www.amf-france.org).

Les parties non incluses de ces documents sont soit sans objet pour l'investissement soit couvertes à un autre endroit du présent document de référence.

20.2. INFORMATIONS FINANCIÈRES PRO FORMA

Néant.

20.3. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

AU 31 DÉCEMBRE 2009

86	Bilan consolidé
88	Compte de résultat consolidé
89	État du résultat global consolidé
90	Variation de la trésorerie consolidée
92	Variation des capitaux propres consolidés
93	Annexe aux comptes consolidés
93	Principes comptables – note 1
100	Principales variations de périmètre – note 2
101	Comparabilité des comptes – note 3
102	Notes sur le bilan – notes 4 à 26
126	Notes sur le compte de résultat – notes 27 à 31
131	Autres informations – notes 32 à 38
136	Comptes consolidés IFRS du Groupe Omnium Bolloré – note 39
141	Honoraires des contrôleurs légaux des comptes et des membres de leurs réseaux – note 40
142	Liste des sociétés consolidées – note 41
150	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

BILAN CONSOLIDÉ

ACTIF

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2009	31/12/2008
<i>Goodwill</i>	4	1 008 742	990 104
Immobilisations incorporelles	5-27	223 136	165 161
Immobilisations corporelles	6-27	986 096	991 382
Titres mis en équivalence	8	970 818	916 786
Autres actifs financiers	9	1 542 092	1 052 685
Impôts différés	31	33 972	29 286
Autres actifs	10	297	444
Actifs non courants		4 765 153	4 145 848
Stocks et en-cours	11	144 890	143 019
Clients et autres débiteurs	12	1 499 816	1 566 739
Impôts courants	13	87 694	128 344
Autres actifs financiers	9	535	11 597
Autres actifs	14	19 387	20 695
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	489 675	407 884
Actifs courants		2 241 997	2 278 277
Total actif		7 007 150	6 424 125

PASSIF

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2009	31/12/2008
Capital		395 218	395 218
Primes liées au capital		235 614	235 614
Réserves consolidées		2 213 203	1 664 626
Capitaux propres, part du Groupe		2 844 035	2 295 458
Intérêts minoritaires		231 867	174 601
Capitaux propres	16	3 075 902	2 470 059
Dettes financières à long terme	21	1 127 579	1 087 928
Provisions pour avantages au personnel	18	98 386	106 418
Autres provisions	17	128 712	105 077
Impôts différés	31	64 958	58 244
Autres passifs	22	23 935	25 102
Passifs non courants		1 443 570	1 382 769
Dettes financières à court terme	21	679 128	752 260
Provisions (part à moins d'un an)	17	24 246	22 887
Fournisseurs et autres créditeurs	23	1 576 430	1 586 711
Impôts courants	24	176 039	188 870
Autres passifs	25	31 835	20 569
Passifs courants		2 487 678	2 571 297
Total passif		7 007 150	6 424 125

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	2009	2008
Chiffre d'affaires	27-28-29	6 011 063	7 215 716
Achats et charges externes	29	(4 756 195)	(6 037 169)
Frais de personnel	29	(909 540)	(895 351)
Amortissements et provisions	29	(180 018)	(132 577)
Autres produits opérationnels	29	127 252	129 331
Autres charges opérationnelles	29	(118 874)	(136 840)
Résultat opérationnel	27-28-29	173 688	143 110
Coût net du financement	30	(46 786)	(69 863)
Plus-values (moins-values) de cessions des titres	30	(4 854)	363 950
Autres produits financiers	30	91 345	92 296
Autres charges financières	30	(76 000)	(262 493)
Résultat financier	28-30	(36 295)	123 890
Part dans le résultat net des entreprises associées	8	72 427	(124 824)
Impôts sur les résultats	31	(78 753)	(57 254)
Résultat net des activités poursuivies		131 067	84 922
Résultat net des activités abandonnées	26	(10 567)	(19 382)
Résultat net consolidé		120 500	65 540
Résultat net consolidé, part du Groupe		94 465	50 344
Intérêts minoritaires		26 035	15 196

RÉSULTAT PAR ACTION ⁽¹⁾

16

<i>(en euros)</i>	2009	2008
Résultat net, part du Groupe		
– de base	4,4	2,3
– dilué	4,4	2,3
Résultat net, part du Groupe des activités poursuivies		
– de base	4,9	3,2
– dilué	4,9	3,2

(1) Hors titres d'autocontrôle.

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009	2008
Résultat net consolidé de l'exercice	120 500	65 540
Autres éléments du résultat global (nets d'impôt)		
Variation des réserves de conversion des entités contrôlées	(6 806)	(5 046)
Variation de juste valeur des instruments financiers des entités contrôlées	479 922	(863 825)
Autres variations du résultat global ⁽¹⁾	15 314	(15 565)
Résultat global	608 930	(818 896)
Dont		
– part du Groupe	567 053	(788 594)
– part des minoritaires	41 877	(30 302)
<i>Dont impôt sur juste valeur des instruments financiers</i>	<i>(4 433)</i>	<i>6 577</i>

(1) Principalement variation du résultat global des titres mis en équivalence (dont conversion : respectivement 17,8 millions d'euros au 31 décembre 2009 et –11 millions d'euros au 31 décembre 2008).

Il n'y a pas eu de transfert du résultat global vers le résultat au cours de l'exercice.

En 2008, les cessions de titres de participation réalisées ont entraîné la reprise en compte de résultat d'une partie des réserves de réévaluation des instruments financiers (IAS 32-39), à concurrence de 325,2 millions d'euros.

Cet état a été ajouté conformément aux dispositions de la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » révisée.

VARIATION DE LA TRÉSORERIE CONSOLIDÉE

<i>(en milliers d'euros)</i>	2009	2008
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat net, part du Groupe des activités poursuivies	104 958	69 578
Part des intérêts minoritaires des activités poursuivies	26 109	15 344
Résultat net consolidé des activités poursuivies	131 067	84 922
Charges et produits sans effet sur la trésorerie :		
– élimination des amortissements et provisions	212 394	239 973
– élimination de la variation des impôts différés	257	(2 922)
– autres produits et charges sans incidence de trésorerie ou non liés à l'activité	(54 808)	217 147
– élimination des plus ou moins-values de cession	5 796	(355 925)
Autres retraitements :		
– coût net du financement	46 786	69 830
– produits des dividendes reçus	(27 641)	(24 993)
– charges d'impôts sur les sociétés	76 886	69 784
Dividendes reçus :		
– dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	27 785	13 733
– dividendes reçus des sociétés non consolidées	28 206	25 026
Impôts sur les sociétés décaissés	(61 589)	(71 991)
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement :	67 756	(35 784)
– dont stocks et en-cours	(16 349)	5 854
– dont dettes	4 699	(74 158)
– dont créances	79 406	32 520
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles poursuivies	452 895	228 800
Flux d'investissement		
Décaissements liés à des acquisitions :		
– immobilisations corporelles	(181 046)	(194 391)
– immobilisations incorporelles	(86 298)	(31 528)
– titres et autres immobilisations financières	(152 920)	(282 303)
Encaissements liés à des cessions :		
– immobilisations corporelles	31 863	22 579
– immobilisations incorporelles	100	291
– titres	18 095	436 626
– autres immobilisations financières	85 001	10 083
Incidence des variations de périmètre sur la trésorerie	(19 915)	(157 247)
Flux nets de trésorerie sur investissements des activités poursuivies	(305 120)	(195 890)

(en milliers d'euros)	2009	2008
Flux de financement		
Décaissements :		
– dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(23 534)	(23 859)
– dividendes versés aux minoritaires nets des impôts de distribution	(19 318)	(23 191)
– remboursements des dettes financières	(589 069)	(776 288)
Encaissements :		
– augmentation des capitaux propres	40 513	944
– subventions d'investissements	1 192	634
– augmentation des dettes financières	594 282	845 437
Intérêts nets décaissés	(51 522)	(67 804)
Flux nets de trésorerie sur opérations de financement des activités poursuivies	(47 456)	(44 127)
Incidence des variations de cours des devises	(3 506)	218
Variation de la trésorerie des activités poursuivies	96 813	(10 999)
Incidence des reclassements en activités abandonnées ⁽¹⁾	23 490	732
Trésorerie à l'ouverture ⁽²⁾	251 832	262 099
Trésorerie à la clôture ⁽²⁾	372 135	251 832

(1) Voir note 26 – Activités abandonnées.

(2) Voir note 15 – Trésorerie et équivalents de trésorerie.

Flux de l'activité

Le besoin en fonds de roulement (BFR) se réduit de 68 millions d'euros par rapport à décembre 2008 :

- le BFR de l'activité Transport et logistique hors Afrique diminue très sensiblement, de 46 millions d'euros, en raison notamment d'un repli de l'activité de près de 19 %. Il s'améliore en moyenne de 4,9 jours grâce au maintien du délai clients et à une bonne maîtrise des décaissements fournisseurs ;
- le BFR des activités en Afrique diminue de 20 millions d'euros, principalement du fait d'une campagne cacao plus marquée en décembre 2009.
- le BFR de l'activité Distribution d'énergie augmente de 10 millions d'euros, avec un chiffre d'affaires en baisse d'environ 30 % (fort recul des prix des produits pétroliers). Principales évolutions : la reconstitution des stocks par rapport au niveau très bas de décembre 2008 et l'amélioration des délais clients.

Flux d'investissements

Les décaissements liés à des acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles concernent principalement l'activité Transport Afrique pour 215,3 millions d'euros. Ces investissements sont réalisés dans le cadre du développement des implantations du Groupe sur ce continent.

Les investissements en titres concernent principalement l'acquisition de titres Vallourec, pour 83 millions d'euros, et la souscription à des augmentations de capital, pour 30 millions d'euros.

Flux de financements

Les flux d'émissions et de remboursements d'emprunts comprennent essentiellement les mouvements liés à la gestion courante du financement du Groupe au niveau de Bolloré (émissions : 467 millions d'euros/remboursements : 383 millions d'euros), ainsi qu'aux remboursements d'un emprunt en livres sterling pour 42 millions d'euros dans l'activité Logistique internationale, et d'un emprunt de 12 millions d'euros à échéance chez Financière de Sainte-Marine, non renouvelé.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Nombre d'actions ⁽¹⁾	Capital	Primes	Titres d'auto-contrôle	Juste valeur IAS 39	Réserves de conversion	Réserves	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres au 31 décembre 2007	22 368 279	395 218	235 614	(233 254)	1 211 276	(76 085)	1 736 328	3 269 097	246 316	3 515 413
Transactions avec les actionnaires	(973 877)		(118 564)			(31 713)	(34 768)	(185 045)	(41 413)	(226 458)
Dividendes distribués							(23 859)	(23 859)	(16 642)	(40 501)
Titres de l'entreprise consolidante (variation)	(973 877)		(118 564)				(85)	(118 649)	321	(118 328)
Stock-options ⁽³⁾							14 059	14 059	149	14 208
Variations de périmètre ⁽²⁾							0	0	(15 377)	(15 377)
Impact de la mise en équivalence d'Aegis						(31 713)	(21 615)	(53 328)	(1 282)	(54 610)
Autres variations							(3 268)	(3 268)	(8 582)	(11 850)
Éléments du résultat global					(815 942)	(15 736)	43 084	(788 594)	(30 302)	(818 896)
Résultat de l'exercice							50 344	50 344	15 196	65 540
Autres éléments du résultat global										
– variation des réserves de conversion des entités contrôlées						(5 062)	0	(5 062)	16	(5 046)
– variation de juste valeur des instruments financiers des entités contrôlées					(815 942)		(2 845)	(818 787)	(45 038)	(863 825)
– autres variations du résultat global						(10 674)	(4 415)	(15 089)	(476)	(15 565)
Capitaux propres au 31 décembre 2008	21 394 402	395 218	235 614	(351 818)	395 334	(123 534)	1 744 644	2 295 458	174 601	2 470 059
Transactions avec les actionnaires	(3 326)		(2 237)			895	(17 134)	(18 476)	15 389	(3 087)
Dividendes distribués							(23 534)	(23 534)	(13 554)	(37 088)
Titres de l'entreprise consolidante (variation)	(3 326)		(2 237)				3 460	1 223	(1 614)	(391)
Stock-options ⁽³⁾							14 076	14 076	132	14 208
Variations de périmètre ⁽²⁾						895	(894)	1	31 430	31 431
Autres variations ⁽⁴⁾							(10 242)	(10 242)	(1 005)	(11 247)
Éléments du résultat global					466 356	10 285	90 412	567 053	41 877	608 930
Résultat de l'exercice							94 465	94 465	26 035	120 500
Autres éléments du résultat global										
– variation des réserves de conversion des entités contrôlées						(6 901)	0	(6 901)	95	(6 806)
– variation de juste valeur des instruments financiers des entités contrôlées					466 356		(1 708)	464 648	15 274	479 922
– autres variations du résultat global ⁽⁵⁾						17 186	(2 345)	14 841	473	15 314
Capitaux propres au 31 décembre 2009	21 391 076	395 218	235 614	(354 055)	861 690	(112 354)	1 817 922	2 844 035	231 867	3 075 902

(1) Voir note 16 – Capitaux propres.

(2) Contribution des minoritaires aux augmentations de capital des sociétés intégrées et effet des entrées de périmètre.

(3) Plan d'options de souscription d'actions Bolloré. L'incidence du plan de souscription et d'achat d'actions de filiales et participations figure dans la ligne « Autres variations ».

(4) Comprend principalement l'effet des modifications des capitaux propres d'ouverture d'Aegis pour – 14,1 millions d'euros et l'effet des plans de souscription d'actions de filiales et participations (dont Havas pour 2,3 millions d'euros et Aegis pour 2,2 millions d'euros).

(5) Principalement variation du résultat global des titres mis en équivalence (dont conversion : 17,8 millions d'euros).

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 1 – PRINCIPES COMPTABLES

A – FAITS MARQUANTS

Désengagement de l'activité Papiers

Le Groupe Bolloré a cédé en juillet 2009 son activité Papiers à cigarettes et impressions minces. Le Groupe a appliqué les dispositions d'IFRS 5 dans ses comptes semestriels au 30 juin 2009. Conformément aux dispositions d'IFRS 5 relatives à la présentation des activités abandonnées, le résultat de cette activité est présenté en « Résultat net des activités abandonnées » au 31 décembre 2009. Les périodes comparatives ont fait l'objet d'un retraitement. Voir note 26 – Activités abandonnées.

Terminal de Pointe-Noire

Poursuivant ses développements en Afrique, le Groupe Bolloré a obtenu pour vingt-sept ans la concession du terminal conteneurs de Pointe-Noire au Congo, dont l'exploitation a démarré en juillet 2009.

Lancement de deux nouveaux journaux

Fort du succès croissant du quotidien gratuit *Direct Matin Plus*, le Groupe a lancé, début 2009, deux nouveaux quotidiens gratuits *Direct Nice* et *Direct Toulouse*. Ces sociétés sont consolidées par intégration globale.

Batteries électriques

Les deux usines situées en Bretagne et au Canada ont démarré la production de batteries fin septembre 2009.

Vallourec

Au cours du premier trimestre 2009, le Groupe a accru sa participation dans Vallourec qui atteint 5,22 % du capital, contre 2,9 % au 31 décembre 2008. L'ensemble des titres détenus par le Groupe a été regroupé dans la Compagnie de Cornouaille, filiale à 100 % de Bolloré.

Terminal de Cotonou

Le Groupe Bolloré a obtenu en août 2009, pour une durée de vingt-cinq ans, la concession du terminal portuaire de Cotonou au Bénin. Le démarrage opérationnel devrait avoir lieu en 2012. La société opérationnelle entrera dans le périmètre de consolidation en 2010, une fois sa constitution juridique finalisée.

Togo

Suite au règlement du litige « Progosa », le Groupe a retrouvé la propriété des titres des entités togolaises SE2M et SE3M au cours de l'exercice 2009. Les impacts financiers attendus de leur reconsolidation ont été anticipés dans les comptes au 31 décembre 2009. Les travaux de reprise des processus financiers étant toujours en cours à la date de l'arrêt des comptes, les entités seront intégrées au périmètre en 2010.

B – PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

B.1 – Informations relatives à l'entreprise

Bolloré est une société anonyme de droit français soumise à l'ensemble des textes applicables aux sociétés commerciales en France, et, en particulier, aux dispositions du Code de commerce. Son siège social est à Odet, 29500 Ergué-Gabéric. Le siège administratif se situe 31-32, quai de Dion-Bouton, 92811 Puteaux. La société est cotée à Paris.

En date du 25 mars 2010, le Conseil d'administration a arrêté les états financiers consolidés du Groupe Bolloré au 31 décembre 2009. Ceux-ci ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée générale des actionnaires qui se tiendra le 10 juin 2010.

B.2 – Principes généraux

Les comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice 2009 sont établis conformément au référentiel comptable IFRS (International Financial Reporting

Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne au 31 décembre 2009 (consultable à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_en.htm#adopted-commission). Ce référentiel comprend les normes comptables internationales et les interprétations émises par l'International Financial Reporting Interpretation Committee (IFRIC) et par son prédécesseur, le Standard Interpretation Committee (SIC).

Les premiers comptes publiés selon le référentiel IFRS sont ceux de l'exercice 2005.

B.3 – Évolutions normatives

1. Nouvelles normes applicables à compter de 2009

Les nouveaux textes appliqués en 2009 et impactant les états financiers du Groupe sont décrits ci-dessous.

L'application de ces normes affecte uniquement le format et l'étendue des informations présentées dans les comptes.

• IFRS 8 « Secteurs opérationnels » et IAS 36 « Dépréciation d'actifs » amendée par IFRS 8

Cette norme annule et remplace la norme IAS 14 « Information sectorielle ». IFRS 8 traite de la présentation de données relatives aux secteurs opérationnels du Groupe, extraites du reporting interne, et utilisées par le principal décideur opérationnel, afin d'évaluer la performance de chaque secteur opérationnel et de leur allouer les ressources. IAS 14 imposait la présentation d'une information selon deux niveaux, par secteur d'activité et par secteur géographique.

L'application de cette norme, qui constitue un changement de méthode, ne révèle pas d'effet majeur sur la présentation sectorielle du Groupe, qui reste basée sur une approche par métier. Les principales modifications portent sur des regroupements de secteurs.

Les informations à fournir en application de la norme IFRS 8, y compris les informations comparatives révisées, sont communiquées en note 27.

D'autre part, l'amendement d'IAS 36, à caractère rétrospectif, prévoit que les écarts d'acquisition ne pourront être affectés qu'à des unités génératrices de trésorerie (UGT) ne dépassant pas un secteur opérationnel. À ce titre, le Groupe n'a constaté aucune dépréciation complémentaire d'écart d'acquisition liée à l'application rétrospective d'IFRS 8.

• Révision de la norme IAS 1 « Présentation des états financiers »

Cette révision vise à uniformiser les informations fournies dans les états financiers des entités et introduit la notion de « résultat global ».

Elle est sans incidence sur la situation financière du Groupe.

Les modifications apportées à la présentation des états financiers du Groupe concernent essentiellement :

- le tableau de variation des capitaux propres : celui-ci présente désormais séparément les transactions avec les actionnaires, les autres composantes étant incluses dans l'état de « résultat global » ;
- un nouvel état faisant suite au compte de résultat présente les variations du résultat global de l'exercice.

D'autre part, les nouveaux textes suivants, applicables dès 2009, sont sans impact sur les états financiers du Groupe :

• Amendements d'IAS 32 et IAS 1 « Instruments financiers remboursables par anticipation à la juste valeur et obligations liées à la liquidation »

Cet amendement précise que les instruments financiers remboursables à la juste valeur au gré du porteur et les obligations générées par une liquidation doivent être classés en capitaux propres et non plus en passif.

Le Groupe ne détient pas à ce jour ce type d'instruments financiers et n'est donc pas concerné par ce texte.

• Amendements d'IAS 27 et IFRS 1 « Coût d'une participation dans une filiale, une entité contrôlée conjointement ou une entité associée »

Ce texte ne concerne que les états financiers individuels. Il est donc sans effet sur les comptes consolidés du Groupe.

• Amendement d'IFRS 2 « Conditions d'acquisition des droits et annulation »

Cet amendement précise que les conditions d'acquisition de droits sont soit des conditions de service, soit des conditions de performances, les autres critères d'un paiement fondé sur des actions ne constituant pas des conditions d'acquisition des droits.

D'autre part, cet amendement indique que toutes les annulations, quelle qu'en soit l'origine, doivent faire l'objet du même traitement. L'application de ce texte est sans effet sur les comptes consolidés du Groupe.

• **Amendement d'IFRIC 9 et IAS 39 « Dérivés incorporés »**

Ces amendements ont pour objet de clarifier le traitement comptable des dérivés incorporés pour les entités qui mettent en œuvre les amendements « reclassements d'actifs financiers » publiés par l'IASB en octobre 2008.

• **Amendement d'IFRS 7 « Amélioration à fournir sur les instruments financiers »**

Cet amendement requiert une information complémentaire sur la juste valeur et le risque de liquidité. Ce texte introduit également une hiérarchie de la juste valeur.

• **IFRIC 13 « Programmes de fidélisation clients »**

Cette interprétation traite de la comptabilisation des programmes de fidélisation correspondant à l'octroi aux clients de droits à avantages utilisables dans le futur.

Le Groupe n'a pas identifié de programme de fidélisation à ce jour relevant de cette interprétation.

• **IFRIC 15 « Contrats de construction immobilière »**

Cette interprétation s'applique aux accords portant sur la construction d'un bien immobilier. Il précise, pour ce type d'accord, le champ d'application et le mode de comptabilisation du chiffre d'affaires.

• **IFRIC 16 « Couverture d'un investissement net en devises »**

Cette interprétation s'applique à une entité qui couvre un risque de change lié à ses participations nettes dans des activités à l'étranger ; il clarifie certains principes de la couverture d'investissement net.

Le Groupe ne détient pas ce type d'instrument financier.

• **Amélioration annuelle des normes IFRS (applicable au 1^{er} janvier 2009)**

Ce texte précise et clarifie les conditions d'application de certaines normes. L'application de ce texte est sans effet sur les comptes consolidés du Groupe.

• **Amendement de la norme IAS 23 « Coûts d'emprunts »**

Cet amendement supprime l'option de comptabilisation en charges des coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition ou à la construction d'un actif qualifié, c'est-à-dire nécessitant une longue période de préparation avant d'être utilisé ou vendu. Ces coûts doivent être comptabilisés comme une composante du coût de l'actif.

Dans le cadre de la première application de cette norme, le Groupe a retenu la date d'entrée en vigueur de la norme comme date de début d'incorporation des coûts d'emprunts portant sur des actifs éligibles.

Le nombre d'actifs éligibles étant très limité, l'application de ce texte n'a pas d'effet significatif sur les états financiers de la période considérée.

2. **Normes d'application obligatoire à compter de 2009 mais non encore adoptées par l'Union européenne**

Le Groupe estime, à la date des présents états financiers, ne pas être concerné par l'application des textes suivants :

Révision d'IFRS 1 « Première adoption des IFRS »

Le Groupe, appliquant déjà les IFRS, n'est pas concerné par ce texte.

3. **Normes et interprétations non anticipées**

Les états financiers du Groupe n'intègrent pas les éventuels impacts des normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2009 mais dont l'application n'est obligatoire qu'à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} juillet 2009 et postérieurement, qu'elles soient ou non adoptées par l'Union européenne à la date de publication des comptes.

• **Révision d'IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » et amendement d'IAS 27 « États financiers consolidés et individuels »**

Cette norme révisée entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2009. Elle revoit les modalités de comptabilisation des regroupements d'entreprises et des variations d'intérêt dans les filiales après obtention du contrôle. Cette révision est d'application prospective.

• **Amendement d'IFRIC 14 « Paiements anticipés des exigences de financement minimal »**

Ce texte constitue un Amendement d'IFRIC 14 « IAS 19 – Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction », interprétation relative à la norme IAS 19

« Avantages au personnel ». Cet amendement s'applique aux entités soumises aux exigences de financement minimal et qui effectuent un paiement anticipé au titre des contributions destinées à satisfaire certaines exigences. Ce texte permet aux entités concernées de comptabiliser ce versement anticipé comme un actif.

Le Groupe estime, à la date des présents états financiers, ne pas être concerné par l'application des nouveaux textes suivants :

• **IFRIC 12 « Accords de concession de services »**

L'interprétation IFRIC 12 est appliquée aux contrats de concession ayant simultanément les caractéristiques suivantes :

- la prestation liée au contrat revêt la nature de service public ;
- le concédant contrôle ou régle les services fournis, et fixe notamment le tarif de la prestation ;
- les infrastructures reviennent au concédant à l'issue du contrat.

IFRIC 12 énonce les principes généraux de comptabilisation et d'évaluation des obligations et des droits correspondants relatifs aux accords de concession de services.

Le Groupe considère que les concessions qu'il opère ne relèvent pas de l'interprétation IFRIC 12, car, pour toutes ces concessions, les tarifs sont fixés par le concessionnaire, et non par le concédant. Son application n'aurait donc aucun impact sur les états financiers du Groupe.

• **IFRIC 17 « Distribution d'actifs non monétaires aux actionnaires »**

Ce texte précise le traitement comptable de la distribution de dividende en nature, et plus précisément la date de comptabilisation, le mode d'évaluation et la classification comptable de l'opération.

• **IFRIC 18 « Transferts d'actifs des clients »**

Ce texte s'applique à la comptabilisation de transferts de certains actifs reçus des clients dans le but de connecter les clients à un réseau, ou bien de permettre aux clients d'accéder à la fourniture de biens ou de services.

• **IFRIC 19 « Extinction des passifs financiers avec des instruments de capitaux propres »**

Cette interprétation précise le traitement comptable à appliquer lors d'un remboursement de passifs financiers par émission d'actions.

Ce texte indique que l'écart entre la valeur nette comptable du passif financier et le montant de la contrepartie payée pour son extinction doit être comptabilisé en résultat.

• **Amendement d'IAS 39 « Éléments couverts éligibles »**

Cet amendement fournit des précisions sur les éléments pouvant être désignés comme éléments couverts. Ce texte précise notamment que la valeur temps ne doit pas être prise en compte dans une relation de couverture et spécifie que l'inflation ne peut être désignée comme élément couvert que dans certaines conditions.

• **Amendement d'IFRS 2 « Transactions intragroupe dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie »**

Cet amendement a pour objet de clarifier le traitement comptable du paiement fondé sur des actions, réglé en trésorerie, dans le cadre de certains accords. Selon ces accords, la filiale reçoit des biens ou des services de la part d'employés ou de fournisseurs, la société mère ou une autre entité du Groupe effectuant le paiement.

• **Amendement d'IAS 32 « Classement des droits de souscriptions émis »**

Cet amendement porte sur les droits de souscription émis et libellés dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de l'émetteur. Ce texte requiert que, lorsque certaines conditions sont remplies, ces droits de souscription soient classés en capitaux propres, quelle que soit la devise dans laquelle le prix d'exercice est libellé. Jusqu'à présent, ces droits de souscription étaient comptabilisés en instruments dérivés, au passif.

Le Groupe a commencé l'examen des nouveaux textes suivants :

• **Amélioration annuelle des normes IFRS (applicable pour les exercices ouverts à partir du 1^{er} juillet 2009)**

Ce texte précise et clarifie les conditions d'application de certaines normes.

• **Version révisée d'IAS 24 « Informations relatives aux parties liées »**

La révision d'IAS 24 simplifie les dispositions relatives à l'information à fournir concernant les entités liées à une administration publique. Elle clarifie également la définition d'une partie liée.

• IFRS 9 « Instruments financiers » (phase 1 : classification et évaluation des actifs financiers)

Cette norme a pour objectif d'améliorer la comparabilité et de faciliter la compréhension des états financiers. Elle constitue le premier volet de la réforme de la norme IAS 39 sur les instruments financiers et elle porte sur la classification et l'évaluation des actifs financiers.

Le nombre de catégories d'actifs financiers a été réduit à deux (contre quatre précédemment) et l'évaluation se fait désormais soit à la juste valeur par résultat (avec l'option de juste valeur par capitaux propres uniquement pour les actifs stratégiques), catégorie par défaut, soit au coût amorti sous conditions d'accès. Ainsi, pour déterminer si un actif doit être évalué au coût amorti, il convient de se référer au modèle de management de l'entité ainsi qu'aux caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie attachés à l'actif financier. Si l'objectif est de recevoir des flux constituant uniquement le remboursement de capital et le paiement d'intérêts, l'actif doit être évalué au coût amorti.

B.4 – Nouvelle réglementation fiscale en France, applicable au 1^{er} janvier 2010

La loi de finance pour 2010, votée en décembre 2009, a supprimé la taxe professionnelle (TP) pour la remplacer par la contribution économique territoriale (CET).

La CET se compose de deux éléments :

- la cotisation foncière des entreprises (CFE), assise sur les valeurs locatives foncières de l'actuelle taxe professionnelle;
- la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), assise sur la valeur ajoutée résultant des comptes sociaux.

En outre, le Conseil national de la comptabilité (CNC) a publié, le 14 janvier 2010, un communiqué relatif au traitement comptable de la CET dans les états financiers consolidés en normes IFRS. Selon le CNC, il convient de distinguer les deux composantes de la CET :

- la CFE, présentant des caractéristiques similaires à celles de la TP, tant en matière de base que de plafonnement, doit être comptabilisée, tout comme la TP, en charge opérationnelle;
- en ce qui concerne la CVAE, le CNC précise qu'il appartient à chaque entreprise d'exercer son jugement pour déterminer la qualification de la CVAE.

Le Groupe estime que la CVAE répond à la définition d'un impôt sur le résultat, telle qu'énoncée par IAS 12.2 « Impôts dus sur la base des bénéfices imposables ». D'autre part, le Groupe a également pris en considération les précisions fournies par l'IFRIC en mars 2006 et mai 2009, relatives au champ d'application de la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat ». L'IFRIC indique notamment que, pour entrer dans le champ d'IAS 12, un impôt doit être calculé sur la base d'un montant net de produits et de charges et que ce montant net peut être différent du résultat net comptable.

Conformément aux dispositions d'IAS 12, la qualification de la CVAE en tant qu'impôt sur le résultat a conduit le Groupe à comptabiliser un impôt différé passif au 31 décembre 2009, en contrepartie d'une charge d'impôt différé pour un montant de -2,4 millions d'euros. En outre, à compter de l'exercice 2010, le montant total de la charge relative à la CVAE sera présenté sur la ligne « Impôt sur le résultat ».

B.5 – Modalités de première application des IFRS

En tant que premier adoptant des IFRS, le Groupe a retenu les options de première application suivantes, prévues par IFRS 1 :

- les regroupements d'entreprises antérieurs à la date de transition aux IFRS n'ont pas été retraités;
- le montant cumulé des différences de conversion à la date de transition aux IFRS a été considéré comme nul;
- le montant cumulé des écarts actuariels sur les avantages au personnel à la date de transition aux IFRS, a été imputé sur les capitaux propres;
- les immobilisations corporelles ont fait l'objet de réévaluations;
- seuls les plans de stock-options émis après le 7 novembre 2002 et dont les droits permettant l'exercice des options restaient à acquérir au 1^{er} janvier 2005 sont comptabilisés selon la norme IFRS 2.

B.6 – Méthodes de consolidation

1. Périmètre de consolidation

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec d'autres actionnaires, quel que soit le pourcentage de détention, sont consolidées suivant la méthode de l'intégration proportionnelle.

Le Groupe apprécie au cas par cas pour chaque participation l'ensemble des éléments permettant de caractériser le type de contrôle qu'il exerce.

Les sociétés qui sont non significatives par rapport aux états financiers consolidés sont exclues du périmètre de consolidation. Leur matérialité est appréciée avant chaque clôture annuelle.

2. Opérations intragroupe

Opérations n'affectant pas le résultat consolidé

Les créances et les dettes réciproques ainsi que les produits et les charges réciproques sont éliminés :

- dans leur totalité entre les sociétés consolidées par intégration globale;
- dans la limite du pourcentage d'intégration le plus faible de l'entreprise contrôlée conjointement en cas de transactions effectuées :
 - entre une société intégrée globalement et une société intégrée proportionnellement,
 - entre deux entreprises intégrées proportionnellement.

Opérations affectant le résultat consolidé

L'élimination des profits et des pertes ainsi que des plus-values et moins-values est pratiquée :

- à 100 % pour les sociétés consolidées par intégration globale;
- dans la limite du pourcentage d'intégration le plus faible dans les cas suivants en cas de transactions effectuées :
 - entre une société intégrée globalement et une société intégrée proportionnellement,
 - entre deux entreprises intégrées proportionnellement,
 - entre une société mise en équivalence et une société intégrée globalement.

3. Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les états financiers des sociétés étrangères dont la monnaie de fonctionnement est différente de la monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe, et qui ne sont pas en situation d'hyperinflation, sont convertis selon la méthode dite « du cours de clôture ». Leurs éléments de bilan sont convertis au cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice et les éléments du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de conversion en résultant sont enregistrés en écart de conversion dans les réserves consolidées.

Les *goodwill* relatifs aux sociétés étrangères sont considérés comme faisant partie des actifs et passifs acquis et, à ce titre, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture.

4. Opérations en monnaie étrangère

Les opérations en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle de l'entité, au cours de change en vigueur à la date d'opération. À la clôture de l'exercice, les éléments monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture de l'exercice. Les pertes et gains de change en découlant sont reconnus dans la rubrique « Résultat de change » et présentés en « Résultat opérationnel » pour les transactions commerciales et en « Autres produits et charges financiers » pour les transactions financières. Les pertes et gains de change sur les produits dérivés de change, utilisés à des fins de couverture, sont enregistrés en « Résultat opérationnel » pour les transactions commerciales et en « Résultat financier » pour les transactions financières.

5. Regroupements d'entreprises

Pour les regroupements d'entreprises intervenus à compter du 1^{er} janvier 2004, le Groupe utilise la méthode de l'acquisition pour la comptabilisation des regroupements d'entreprises, conformément à la norme IFRS 3 « Regroupement d'entreprises ».

À la date d'acquisition, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise sont évalués individuellement à leur juste valeur quelle que soit

leur destination. Les analyses et expertises nécessaires à l'évaluation initiale de ces éléments doivent être finalisées dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition. Une évaluation provisoire est fournie lors des clôtures de comptes intervenant dans ce délai.

La différence constatée entre le coût d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la quote-part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur des actifs et des passifs et passifs éventuels identifiables à la date d'acquisition constitue le *goodwill*.

Les actifs incorporels sont comptabilisés séparément de l'écart d'acquisition s'ils sont identifiables, c'est-à-dire s'ils résultent d'un droit légal ou contractuel, ou s'ils sont séparables des activités de l'entité acquise et qu'ils sont porteurs d'avantages économiques futurs.

Le coût d'acquisition correspond à la juste valeur, à la date de l'échange des actifs remis, des passifs encourus et/ou des instruments de capitaux propres émis en échange du contrôle de l'entité acquise et de tout autre coût directement attribuable à l'acquisition. Lorsque l'accord de regroupement d'entreprises prévoit un ajustement du prix d'achat dépendant d'événements futurs, le Groupe inclut le montant de cet ajustement dans l'évaluation du regroupement d'entreprises à la date d'acquisition si cet ajustement est probable et peut être mesuré de manière fiable.

6. Comptabilisation des variations de pourcentage d'intérêt de participations consolidées sans changement de méthode de consolidation

Acquisition d'intérêts complémentaires dans une entité consolidée

En l'absence de dispositions spécifiques dans le référentiel IFRS, le Groupe continue d'appliquer la méthode retenue selon le référentiel français et constate en *goodwill* la différence entre le prix d'acquisition des intérêts minoritaires et la quote-part de situation nette acquise.

Diminution du pourcentage d'intérêt dans une filiale consolidée sans modification de la méthode de consolidation

En l'absence de dispositions spécifiques dans le référentiel IFRS, le Groupe continue d'appliquer la méthode retenue selon le référentiel français et comptabilise en résultat l'écart entre le prix de cession des titres et la quote-part de situation nette cédée.

7. Transfert interne de titres consolidés avec variation du pourcentage d'intérêt

En l'absence de dispositions spécifiques, le Groupe a appliqué le traitement comptable suivant : les titres des entités intégrées sont remis en valeur historique et les résultats internes sont éliminés. L'effet de la variation des intérêts détenus est reflété directement dans les capitaux propres, part du Groupe en contrepartie des intérêts minoritaires, sans impact sur le total des capitaux propres.

B.7 – Règles et méthodes d'évaluation

1. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite de procéder à des estimations et de formuler des hypothèses qui concernent l'évaluation de certains montants qui figurent dans les comptes, notamment pour :

- les durées d'amortissement des immobilisations ;
- l'évaluation des provisions et des engagements de retraite ;
- les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur ;
- l'estimation des justes valeurs ;
- la valorisation des paiements en actions (IFRS 2) ;
- l'évaluation des actifs biologiques (IAS 41) ;
- l'activation des déficits reportables.

Le Groupe revoit régulièrement ses appréciations en fonction, notamment, de données historiques ou du contexte économique dans lequel il évolue. Par voie de conséquence, les montants qui figureront dans les futurs états financiers du Groupe pourraient en être affectés.

2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe est constitué principalement par les prestations de services du secteur du transport et de la logistique, et par la vente de biens et de services des secteurs industriels (films plastiques, terminaux et systèmes spécialisés) et de distribution d'énergie.

Les produits sont constatés en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acquéreur les risques et avantages inhérents à la propriété des biens ou à la prestation de services.

Le tableau ci-dessous détaille les spécificités sectorielles liées à la comptabilisation des produits des activités ordinaires :

Transport et logistique	Activité de mandataire (transport maritime)	L'entité agissant en tant qu'agent, le chiffre d'affaires correspond uniquement à la commission perçue, sous déduction des produits/frais répercutés aux armateurs
	Activité de commissionnaire	L'entité agissant en tant que principal, le chiffre d'affaires correspond au total des facturations hors droits de douane
Distribution d'énergie	Distribution de produits pétroliers	Le chiffre d'affaires inclut les taxes spécifiques sur les produits pétroliers comprises dans les prix de vente. Les facturations réciproques entre confrères sont exclues du chiffre d'affaires
Industrie	Contrats pluriannuels des Terminaux spécialisés	Chiffre d'affaires à l'avancement en fonction de jalons d'avancement fixés contractuellement.
Autres activités	Publicité pour les activités Médias	Chiffre d'affaires reconnu à diffusion
	Études	Chiffre d'affaires reconnu à l'avancement de la prestation de service (validation du questionnaire, fin de terrain, remise rapport, présentation des résultats...)

3. Contrats de location

Les contrats de location pour lesquels le Groupe intervient en tant que preneur sont classés en contrats de location-financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au preneur. Tous les autres contrats sont classés en location simple.

En application de l'interprétation IFRIC 4 « Conditions permettant de déterminer si un contrat comporte une location », le Groupe revoit les contrats de fournitures de prestations de biens et de services afin de déterminer si ces contrats octroient également à l'acheteur un droit d'usage de certains actifs. Les équipements ainsi identifiés sont comptabilisés comme décrits dans ce paragraphe

en application de la norme IAS 17 « Contrats de location ». Les paiements relatifs à ces actifs sont isolés du total des paiements relatifs au contrat.

Les actifs détenus en vertu d'un contrat de location-financement sont comptabilisés en tant qu'actifs au plus faible de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location et de leur juste valeur à la date d'acquisition. Le passif correspondant dû au bailleur est enregistré au bilan en tant qu'obligation issue des contrats de location-financement. Les frais financiers, qui représentent la différence entre les engagements totaux du contrat et la juste valeur du bien acquis, sont répartis sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location, de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque exercice.

Les revenus locatifs provenant des contrats de location simple sont comptabilisés en produits de façon linéaire sur toute la durée du contrat de location. Les charges de loyer, en vertu d'un contrat de location simple, sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat de façon linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

4. Contrats de concession

Le Groupe a analysé les caractéristiques de tous les contrats de concession qui lui sont octroyés afin de déterminer de quelle norme relève le traitement comptable à appliquer. Ces analyses ne révèlent aucune concession relevant de l'interprétation IFRIC 12 « Contrats de concession ».

Les contrats de concession en cours dans les exercices présentés ne comprennent pas de contrats de construction préalables à l'exploitation. Il s'agit principalement de contrats d'exploitation établissant que le Groupe assume le rôle d'exploitant et fixe librement les tarifs de ses prestations.

Dans le cas où un droit d'usage est exigé à l'initiation du contrat, une immobilisation incorporelle est comptabilisée et amortie linéairement sur la durée du contrat.

Le Groupe applique IFRIC 4 « Déterminer si un contrat comporte une location » (voir plus haut) afin d'identifier les actifs qui répondraient aux critères de comptabilisation de la norme IAS 17 « Contrats de location ».

Si cette règle ne s'applique pas, le Groupe comptabilise les actifs concernés selon la norme IAS 16 « Actifs corporels » et applique l'approche par composants. Les biens renouvelables sont amortis sur leur durée d'utilisation.

Dans le cas où le Groupe est contractuellement tenu de réaliser des travaux de remise en état des infrastructures qui ne sont pas comptabilisées à l'actif, le Groupe comptabilise des provisions, conformément à la norme IAS 37 « Provisions, actifs et passifs éventuels ».

En l'absence de location-financement identifiée, les revenus de l'exploitation sont comptabilisés en chiffre d'affaires et les redevances versées au concédant, en charge d'exploitation sur l'exercice au cours duquel elles sont assumées.

5. Coût net du financement

Ce coût comprend les charges d'intérêt sur la dette, les intérêts perçus sur placements de trésorerie et, le cas échéant, les variations de valeur des dérivés qualifiés de couverture et ayant pour sous-jacents des éléments de l'endettement net du Groupe.

6. Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges financiers comprennent principalement les dépréciations d'actifs financiers, le résultat de change concernant les transactions financières, les effets d'actualisation, les dividendes reçus des sociétés non consolidées, les variations des provisions financières et, le cas échéant, les variations de valeur des produits dérivés non qualifiés de couverture et portant sur les éléments composant l'endettement net.

7. Impôts sur les résultats

Le Groupe calcule les impôts sur les résultats conformément aux législations fiscales en vigueur.

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales donnent lieu à la constatation d'un impôt différé selon la méthode du report variable, en utilisant les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Des impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles, sauf si l'impôt différé est généré par un *goodwill* ou par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable à la date de transaction.

Un impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales, entreprises associées, coentreprises et investissements dans les succursales, sauf si la date à laquelle s'inversera la différence temporelle peut être contrôlée et s'il est probable qu'elle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Le Groupe reconnaît de manière systématique un impôt différé sur le retraitement des actifs et passifs liés aux contrats de location-financement et la comptabilisation des engagements de retraite.

8. Goodwill

Le *goodwill* correspond à l'écart constaté entre, d'une part, le coût d'acquisition des titres de l'entité acquise et, d'autre part, la part du Groupe dans la juste valeur, aux dates d'acquisition, des actifs et passifs identifiables de la société.

Les écarts d'acquisition négatifs (*badwill*) sont inclus dans la rubrique « Titres mis en équivalence ».

Les *goodwill* relatifs aux sociétés contrôlées sont enregistrés à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « *Goodwill* ». Les *goodwill* ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de valeur, au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur. Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable de l'actif et sa valeur recouvrable est comptabilisé dans l'exercice en charge opérationnelle. Il est non réversible. Les écarts d'acquisition négatifs (*badwill*) sont comptabilisés directement en résultat l'année de l'acquisition.

Un *goodwill* est également constaté lorsque le montant d'un engagement d'achat d'intérêts minoritaires excède la part des réserves des minoritaires représentative de ces intérêts.

9. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement des droits d'exploitation, des logiciels informatiques et des licences WiMax. Les immobilisations incorporelles acquises figurent au bilan pour leur coût d'acquisition. Elles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité.

Conformément à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les dépenses de recherche et développement sont enregistrées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues, à l'exception des frais de développement, inscrits en immobilisations incorporelles lorsque les conditions d'activation répondant strictement aux critères suivants sont réunies :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable ;
 - la faisabilité technique du projet est démontrée ;
 - l'existence d'une intention de terminer le projet et d'utiliser ou de vendre les produits issus de ce projet ;
 - l'existence d'un marché potentiel pour la production issue de ce projet ou son utilisation en interne est démontrée ;
 - les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles.
- Les frais de développement sont amortis sur la durée de vie estimée des projets concernés. Dans le cas spécifique des logiciels, la durée de vie est déterminée comme suit :
- si le logiciel est utilisé en interne, sur la durée probable d'utilisation ;
 - si le logiciel est à usage externe, selon les perspectives de vente, de location ou de toute autre forme de commercialisation.

Aucun projet de développement significatif ne satisfait l'intégralité de ces conditions au 31 décembre 2009.

L'amortissement des frais de développement capitalisés commence lors de la mise à disposition du produit concerné.

Les frais de développement de logiciels capitalisés sont ceux qui sont encourus pendant les phases de programmation, de codification et de tests. Les dépenses encourues préalablement (phases de planification de la conception, de définition du produit et de définition de l'architecture du produit) sont comptabilisées en charges.

10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition ou de production, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles comptabilisations de perte de valeur.

Les amortissements pratiqués sont déterminés généralement selon le mode linéaire sur la durée d'utilisation du bien ; le mode d'amortissement accéléré peut néanmoins être utilisé lorsqu'il apparaît plus pertinent au regard des conditions d'utilisation des matériels concernés. Pour certaines immobilisations complexes constituées de différents composants, notamment les constructions, chaque composante de l'immobilisation est amortie sur sa durée d'utilisation propre.

Les principales durées d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

Constructions, installations spécifiques	8 à 25 ans
Autres immobilisations corporelles	3 à 15 ans

Les durées d'amortissement sont revues périodiquement pour vérifier leur pertinence.

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

11. Dépréciations d'actifs non financiers

Les actifs immobilisés incorporels et corporels font l'objet de tests de perte de valeur dans certaines circonstances. Pour les immobilisations dont la durée de vie est indéfinie (cas des *goodwill*), un test est réalisé au minimum une fois par an, et à chaque fois qu'un indice de perte de valeur apparaît. Pour les autres immobilisations, un test est réalisé seulement lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les actifs soumis aux tests de perte de valeur sont regroupés au sein d'unités génératrices de trésorerie (UGT) correspondant à des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation génère des flux de trésorerie identifiables. Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée en résultat opérationnel. La valeur recouvrable de l'UGT est la valeur la plus élevée entre la valeur de marché diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie susceptibles de découler de l'utilisation d'un actif ou d'une UGT. Le taux d'actualisation est déterminé pour chaque UGT, en fonction de sa zone géographique et du profil de risque de son activité.

La note 4 résume les hypothèses retenues pour les principaux secteurs du Groupe.

12. Titres des sociétés mises en équivalence

Les prises de participation dans les sociétés associées sont comptabilisées selon IAS 28 à compter de l'acquisition de l'influence notable. Toute différence entre le coût de la participation et la quote-part acquise dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels de la société associée est comptabilisée selon IFRS 3. Le *goodwill* ainsi déterminé est inclus dans la valeur comptable de la participation.

L'application de la norme IAS 28 nécessite le suivi, à chaque clôture, des actifs, passifs et passifs éventuels identifiés. Il se traduit par la prise en compte, dans la quote-part de résultat revenant au Groupe Bolloré, d'un amortissement des actifs amortissables identifiés sur la base de leur juste valeur à la date d'acquisition et d'un ajustement au titre des éventuelles pertes de valeur comptabilisées par l'entreprise associée.

Un test de dépréciation est effectué dès qu'un indice objectif de perte de valeur est identifié, comme une baisse importante du cours de la participation, l'anticipation d'une baisse notable des flux de trésorerie futurs, ou toute information indiquant de probables effets négatifs significatifs sur les résultats de l'entité. La valeur recouvrable des participations consolidées par mise en équivalence est alors testée selon les modalités décrites dans la note relative aux pertes de valeur d'actifs immobilisés non financiers (voir supra).

13. Actifs financiers

Les actifs financiers non courants comprennent la part à plus d'un an des actifs disponibles à la vente, des instruments financiers comptabilisés en juste valeur par le résultat et des prêts, dépôts et obligations.

Les actifs financiers courants comprennent les clients et autres débiteurs, la trésorerie et équivalents de trésorerie et la part à moins d'un an des instruments financiers comptabilisés en juste valeur par le résultat et des prêts, dépôts et obligations.

Lors de leur comptabilisation initiale, ces actifs sont comptabilisés à leur juste valeur, c'est-à-dire généralement à leur coût d'acquisition majoré des coûts de transaction.

13.1. Actifs disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente comprennent essentiellement des titres de participation de sociétés non consolidées.

Aux dates de clôture, les actifs disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur. Pour les actions de sociétés cotées, cette juste valeur est la valeur boursière à la clôture.

La juste valeur des titres non cotés est déterminée sur la base de l'actif net réévalué et, le cas échéant, par transparence de la valeur d'actifs sous-jacents.

Les variations de juste valeur temporaires sont comptabilisées directement en capitaux propres. Elles sont transférées en résultat au moment de la cession des titres de participation considérés.

Lorsqu'un test de perte de valeur conduit à reconnaître une moins-value latente significative ou durable par rapport au coût d'acquisition, cette perte de valeur est comptabilisée en résultat de manière irréversible.

Pour les titres en moins-value à la clôture, le Groupe reconnaît de manière systématique une perte de valeur définitive en résultat lorsque le cours de bourse d'un titre coté est inférieur de plus de 30 % à son coût d'acquisition, ou qu'il est inférieur au coût d'acquisition depuis 2 ans. Concernant les participations dans les holding cotées du Groupe, s'agissant d'investissements de structure à long terme, les critères de dépréciation systématique retenus sont une moins-value de 40 % par rapport au coût d'acquisition, ou une moins-value constatée sur une période de 4 ans.

Si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, les titres sont comptabilisés à leur coût d'achat. En cas d'indication objective de dépréciation significative ou durable, une dépréciation irréversible est constatée en résultat.

Les cessions partielles de titres sont effectuées en utilisant la méthode FIFO.

13.2. Actifs à la juste valeur par le compte de résultat

Les actifs à la juste valeur par le compte de résultat comprennent les actifs de transaction à long terme, principalement des instruments financiers dérivés. Les variations de juste valeur de ces actifs sont comptabilisées en résultat financier à chaque clôture.

13.3. Prêts, créances, dépôts et obligations

La catégorie « Prêts, créances, dépôts et obligations » comprend principalement des créances rattachées à des participations, des avances en compte courant consenties à des entités associées ou non consolidées, des dépôts de garantie, les autres prêts et créances et les obligations.

Lors de leur comptabilisation initiale, ces actifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur majorée des coûts de transaction directement attribuables. À chaque date de clôture, ces actifs sont évalués au coût amorti en appliquant la méthode dite « du taux d'intérêt effectif ».

Ils font l'objet d'une comptabilisation de perte de valeur s'il existe une indication objective de perte de valeur. La perte de valeur correspondant à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable (actualisation des flux de trésorerie attendus au taux d'intérêt effectif d'origine) est comptabilisée en résultat. Elle est réversible si la valeur recouvrable est amenée à évoluer favorablement dans le futur.

13.4. Clients et autres débiteurs

Les créances clients et autres débiteurs sont des actifs financiers courants évalués initialement à la juste valeur, qui correspond en général à leur valeur nominale, sauf si l'effet d'actualisation est significatif.

À chaque arrêté, les créances sont évaluées au coût amorti, déduction faite des pertes de valeur tenant compte des risques éventuels de non-recouvrement.

Les créances clients du Groupe sont provisionnées sur une base individuelle, en tenant compte de l'âge de la créance et des informations externes permettant d'évaluer la santé financière du créancier.

Les créances cédées à des tiers par le biais de contrats de mobilisations de créances commerciales sont maintenues dans le poste clients lorsque l'essentiel des risques et avantages qui leur sont associés est conservé par le Groupe, les emprunts et dettes financières étant majorés à due concurrence.

13.5. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La rubrique « Trésorerie et équivalents de trésorerie » se compose des fonds de caisse, des soldes bancaires ainsi que des placements à court terme dans des instruments du marché monétaire. Ces placements, d'échéance inférieure à trois mois, sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les conventions de trésorerie figurant au bilan consolidé sont établies entre sociétés ayant des liens de filiation, dont l'une des contreparties n'est pas consolidée au sein du périmètre de consolidation du Groupe mais dans un ensemble plus grand. Les intérêts financiers communs de ces sociétés les ont conduites à étudier des modalités leur permettant d'améliorer les conditions dans lesquelles elles doivent assurer leurs besoins de trésorerie ou utiliser leurs excédents de manière à optimiser leur trésorerie. Ces opérations courantes de trésorerie, réalisées à des conditions de marché, sont par nature des crédits de substitution.

14. Stocks et en-cours

Les stocks sont inscrits au plus bas de leur coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût comprend les coûts directs de matières et, le cas échéant, les coûts directs de main-d'œuvre ainsi que les frais directement attribuables. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal des activités diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente (frais commerciaux essentiellement).

15. Titres d'autocontrôle

Les titres de la société consolidante détenus par le Groupe sont comptabilisés en déduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les éventuels profits ou pertes liés à l'achat, la vente, l'émission ou l'annulation de ces titres sont comptabilisés directement en capitaux propres sans affecter le résultat.

16. Provisions

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant ne peut être fixé de manière précise.

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation présente, résultant d'un fait générateur passé, qui entraînera probablement une sortie de ressources pouvant être raisonnablement estimée. Le montant comptabilisé doit être la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation présente à la date de clôture. Elle est actualisée lorsque l'effet est significatif et que l'échéance est supérieure à un an.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées lorsque le Groupe dispose d'un plan formalisé et détaillé et que celui-ci a été notifié aux parties intéressées.

Les provisions pour obligations contractuelles correspondent principalement à la remise en état des ouvrages exploités dans le cadre des contrats de concessions. Elles sont calculées à la fin de chaque exercice en fonction d'un plan pluriannuel de travaux révisé annuellement pour tenir compte des programmes de dépenses.

17. Paiements en actions

Les modalités d'évaluation et de comptabilisation des plans de souscription ou d'achat d'actions portant sur les actions de la société mère ainsi que de ses filiales sont définies par la norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions ». L'attribution de stock-options et les offres de souscription au plan d'épargne Groupe représentent un avantage consenti à leurs bénéficiaires et constituent à ce titre un complément de rémunération. Les avantages ainsi accordés sont comptabilisés en charges linéairement sur la période d'acquisition des droits, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres pour les plans remboursables en actions, et en dette vis-à-vis du personnel pour les plans remboursables en numéraire.

Ils sont évalués lors de leur attribution sur la base de la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués.

Seuls les plans émis après le 7 novembre 2002 sont comptabilisés selon la norme IFRS 2.

Les principales modalités des plans en vigueur sont décrites dans la note 19.

18. Engagements envers le personnel

Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages postérieurs à l'emploi incluent les indemnités de fin de carrières les régimes de retraite ainsi que la couverture des frais médicaux accordée aux retraités de certaines filiales.

Les engagements relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi concernent majoritairement les filiales de la zone euro et de la zone Afrique (zone CFA), ainsi que celles implantées au Royaume-Uni.

— Régimes à prestations définies

Conformément à la norme IAS 19 « Avantages au personnel », les engagements résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, font l'objet d'une évaluation actuarielle suivant la méthode des unités de crédit projetées. Les évaluations ont lieu chaque année pour les différents régimes.

Ces régimes sont soit financés, leurs actifs étant alors gérés séparément et indépendamment de ceux du Groupe, soit non financés, leur engagement faisant l'objet d'un passif au bilan.

Pour les régimes à prestations définies financés, l'insuffisance ou l'excédent de la juste valeur des actifs par rapport à la valeur actualisée des obligations est comptabilisé comme passif ou actif au bilan, après déduction des écarts actuariels cumulés ainsi que du coût des services passés non encore comptabilisés. Cependant, un excédent d'actifs n'est comptabilisé au bilan que dans la

mesure où il représente des avantages économiques futurs qui sont effectivement disponibles pour le Groupe, par exemple sous la forme de remboursements du régime ou de diminutions des cotisations futures au régime. Si un tel excédent d'actifs n'est pas disponible ou ne représente pas d'avantages économiques futurs, il n'est pas comptabilisé.

La valorisation des engagements liés aux avantages du personnel fait intervenir des hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de liquidation de droits de taux de mortalité, de taux d'inflation, puis actualisés en utilisant les taux d'intérêt des obligations privées à long terme de première catégorie (taux de référence utilisé : IBoxx) à la date d'évaluation.

Un coût des services passés est constaté lorsque l'entreprise adopte un régime à prestations définies ou change le niveau des prestations d'un régime existant :

- lorsque les nouveaux droits à prestation sont acquis aux ayants droit dès l'adoption du régime à prestations définies ou dès sa modification, le coût des services passés est immédiatement comptabilisé en charge ;
- pour les droits non encore acquis aux ayants droit au moment de l'adoption du régime à prestations définies ou de sa modification, les coûts des services passés sont comptabilisés en charge, selon un mode linéaire, sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis aux ayants droit.

Les écarts actuariels résultent principalement des modifications d'hypothèses et de la différence entre les résultats selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs des régimes à prestations définies. Seule la part de gains et pertes actuariels excédant 10 % du plus élevé de la valeur actualisée de l'obligation ou de la juste valeur des actifs du régime à l'ouverture de l'exercice est comptabilisée en résultat sur la durée de vie active moyenne résiduelle attendue des membres du personnel du régime concerné, soit 9,8 ans en moyenne au niveau du Groupe (méthode « du corridor »).

La charge actuarielle comptabilisée en résultat opérationnel pour les régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût financier, le rendement attendu des actifs, le coût des services passés, l'amortissement des écarts actuariels ainsi que les effets de toute réduction ou liquidation de régime.

— Régimes à cotisations définies

Certains avantages sont également fournis dans le cadre de régimes à cotisations définies. Les cotisations relatives à ces régimes sont inscrites en frais de personnel lorsqu'elles sont encourues.

Autres avantages à long terme

Les autres avantages à long terme sont provisionnés au bilan. Il s'agit des engagements relatifs aux gratifications liées à l'ancienneté.

Cette provision est évaluée selon la méthode des unités de crédits projetées. Les charges relatives à ces engagements sont comptabilisées en résultat opérationnel.

19. Passifs financiers et endettement financier net

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les dettes financières, les concours bancaires courants, les fournisseurs et comptes rattachés ainsi que les instruments financiers à la juste valeur par le résultat.

Les passifs financiers non courants comprennent la part à plus d'un an des emprunts et instruments financiers à la juste valeur par le compte de résultat. Les passifs financiers courants comprennent la part à moins d'un an des emprunts et instruments financiers à la juste valeur par le compte de résultat et les fournisseurs et comptes rattachés.

Les emprunts et autres dettes financières similaires sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les passifs financiers de transaction sont maintenus en juste valeur avec une contrepartie au compte de résultat.

La définition de l'endettement financier net du Groupe respecte la recommandation n° 2009-R-03 du 2 juillet 2009, du Conseil national de la comptabilité relative aux entreprises sous référentiel comptable international, étant précisé que tous les instruments financiers dérivés ayant pour sous-jacent un élément de l'endettement net sont inclus dans l'endettement net.

20. Engagements d'achat d'intérêts minoritaires

Le Groupe comptabilise les engagements d'achat d'intérêts minoritaires en dettes d'acquisition d'immobilisations financières dans le poste « Autres passifs courants/non courants » avec pour contrepartie un *goodwill* si le montant de l'engagement excède la valeur des intérêts minoritaires à acquérir.

La juste valeur des engagements est revue à chaque clôture et le montant de la dette est ajusté en conséquence.

La dette est actualisée pour tenir compte des effets du temps jusqu'à la date prévue de réalisation de l'engagement.

21. Information sectorielle

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », les secteurs opérationnels retenus pour présenter l'information sectorielle sont ceux utilisés dans le reporting interne du Groupe, revu par la Direction générale (le principal décideur opérationnel pour le Groupe). Ils reflètent l'organisation du Groupe qui est basée sur l'axe métier.

Les secteurs opérationnels retenus sont les suivants :

- Transport et logistique : comprend les activités de services portant sur l'organisation en réseau du transport maritime et aérien et de la logistique ;
- Industrie : comprend les activités de production et de vente de films plastiques, batteries et supercapacités, terminaux et systèmes spécialisés et développements automobiles ;
- Distribution d'énergie : correspond à la distribution et au stockage de produits pétroliers en Europe.

Les autres activités regroupent les activités Télévision, Presse et autres, Télécoms (technologies de l'information et de la communication), les plantations et les holdings.

L'information sectorielle par zone géographique suit le découpage suivant :

- France, y compris Dom-Tom ;
- Europe, hors France ;
- Afrique ;
- Asie-Pacifique ;
- Amériques.

Les opérations entre les différents secteurs sont réalisées à des conditions de marché.

Les indicateurs sectoriels prévus par la norme sont présentés en note 27. Ils ont été établis en utilisant les règles appliquées aux états financiers.

NOTE 2 – PRINCIPALES VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE

EXERCICE 2009

Entrées de périmètre – Entités intégrées globalement

Transport et logistique

Au cours de l'exercice 2009, le Groupe a pris le contrôle des entités suivantes, et ce, sans effet significatif sur les comptes consolidés :

- GTD (Guadeloupe) ;
- Europacific (Australie) ;
- SNAT (Gabon).

Terminal de Pointe-Noire – Congo

Poursuivant ses développements en Afrique, le Groupe Bolloré a obtenu pour vingt-sept ans la concession du terminal conteneurs de Pointe-Noire au Congo, dont l'exploitation a démarré au second semestre 2009.

Les sociétés Congo Terminal, Congo Terminal Holding, Société de Participations Portuaires et Société Financière d'Afrique Centrale, entités opérationnelles et holdings portant cette activité, ont été intégrées au périmètre de consolidation à compter du 30 juin 2009.

Autres activités

Création de Direct Nice, Direct Toulouse et Direct Strasbourg

La société Direct Strasbourg a été constituée au dernier trimestre 2009.

Le Groupe a lancé, début 2009, deux nouveaux quotidiens gratuits, *Direct Nice* et *Direct Toulouse*. Les sociétés correspondantes sont consolidées par intégration globale en 2009.

Consolidation de Wifirst

Le Groupe détient 50,16 % de la société Wifirst, qui propose des accès Wi-Fi à des structures pour étudiants. Cette société a été consolidée par intégration globale à compter du 1^{er} janvier 2009. L'écart d'acquisition relatif à cette société s'élève à 3 millions d'euros.

Consolidation de Financière de Kéréon

Le Groupe a fait l'acquisition de la société Financière de Kéréon (ex-Finalem), holding financière, au cours du second trimestre 2009. Cette société a été consolidée par intégration globale à compter de cette date, sans effet significatif sur les comptes consolidés.

Sorties de périmètre – Entités intégrées globalement

En raison de la cession de la branche d'activité Papiers, les entités Papeteries du Léman et Papeteries des Vosges sont sorties du périmètre de consolidation.

Acquisition complémentaire de titres

Terminal portuaire de Tin Can – Nigeria

Le Groupe a fait l'acquisition en décembre 2009 de 3,1 % complémentaires de la société Tin Can, dégageant un écart d'acquisition de 8,7 millions d'euros.

Le montant constaté en écart d'acquisition au titre des opérations de l'exercice 2009 s'élève à 15,4 millions d'euros, dont 8,7 millions d'euros au titre de l'acquisition des titres Tin Can.

Le coût d'acquisition global de ces participations s'élève à 22,6 millions d'euros.

La juste valeur des actifs et passifs identifiables s'élève à 7,2 millions d'euros.

L'écart d'acquisition tient compte notamment de la reconnaissance :

- d'impôts différés, pour 0,7 million d'euros ;
- de la mise à la juste valeur d'immobilisations corporelles, pour 0,5 million d'euros.

EXERCICE 2008

Entités intégrées globalement et par intégration proportionnelle

Acquisition du groupe White Horse

Le Groupe Bolloré a finalisé au premier trimestre 2008 l'acquisition de 51 % du groupe sud-africain White Horse, opérateur de transport routier de référence sur le secteur du Copper Belt. Ce groupe est consolidé par intégration globale à compter de mars 2008.

Consolidation de la joint-venture Véhicules Électriques Pininfarina-Bolloré

Le Groupe Bolloré a conclu en mai 2008 un protocole d'accord en vue du développement d'un véhicule électrique avec le groupe italien Pininfarina. La société Véhicules Électriques Pininfarina-Bolloré, créée à cet effet et détenue à 50 % par le Groupe Bolloré, a été consolidée par intégration proportionnelle au cours du premier semestre en raison du démarrage de son activité.

Consolidation de la joint-venture Gruau Microbus

Les Groupes Bolloré et Gruau ont conclu le 22 février 2008 un accord visant à développer un véhicule de transport collectif propre. Cet accord s'est traduit par la création de la joint-venture Gruau Microbus détenue à 50 % par le Groupe Bolloré, consolidée par intégration proportionnelle au cours du premier semestre.

Rachat des minoritaires de la société Nord-Sumatra Investissements (NSI)

Dans le cadre de l'offre publique de retrait obligatoire faisant suite au rachat d'actions effectué en 2007, Bolloré a fait l'acquisition début janvier 2008 des actions Nord-Sumatra Investissements non encore détenues représentant 3,6 % du capital, pour 6,9 millions d'euros.

Bolloré a également fait l'acquisition dans les mêmes conditions de 5 % supplémentaires du capital de la société Nord-Sumatra Investissements détenus auparavant par la société Bolloré Participations.

Acquisition des minoritaires de CSA

Le Groupe Bolloré a exercé début juillet ses options d'achat portant sur 60 % du groupe CSA, portant sa participation à 100 %.

Acquisition de SAEL

Le Groupe Bolloré a finalisé au cours du second semestre l'acquisition de SAEL, cinquième société de transport d'Afrique du Sud.

Le montant constaté en écart d'acquisition au titre des opérations de la période s'élève à 41 millions d'euros, dont 19,4 millions au titre de l'acquisition du groupe White Horse, incluant la part relative à l'acquisition des minoritaires résiduels qui disposent d'une option de vente de leur participation.

Le coût d'acquisition global de ces participations s'élève à 68,3 millions d'euros.

La juste valeur des actifs et passifs identifiables s'élève à 27,3 millions d'euros.

L'écart d'acquisition tient compte principalement de la reconnaissance des engagements envers le personnel des entités acquises, à hauteur de 1 million d'euros.

Entités mises en équivalence

Mise en équivalence d'Aegis au 30 septembre 2008

Au 31 décembre 2008, le Groupe Bolloré détient une participation de 29,10 % dans le Groupe de communication et d'achat d'espace britannique Aegis. Depuis le 30 septembre 2008, le Groupe Bolloré considère que les obstacles le privant d'une influence notable ont été levés. En conséquence, cette participation a été mise en équivalence dans les comptes consolidés à compter de cette date.

NOTE 3 – COMPARABILITÉ DES COMPTES

Aux variations de périmètre de consolidation et aux modifications de présentation détaillées ci-dessous, les comptes de l'exercice 2009 sont comparables à ceux de l'exercice 2008.

APPLICATION D'IAS 1 RÉVISÉE ET D'IFRS 8

Les normes IAS 1 « Présentation des états financiers » révisée et IFRS 8 « Secteurs opérationnels » ont été appliquées pour la première fois en 2009. L'application de ces normes n'a pas d'effet sur les comptes du Groupe et modifie seulement la présentation de l'information financière sectorielle.

Conformément aux dispositions d'application de ces normes, l'information financière sectorielle comparative a été adaptée à la nouvelle présentation pour toutes les périodes présentées.

APPLICATION D'IFRS 5 « ACTIFS NON COURANTS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES »

Le Groupe Bolloré a cédé en juillet 2009 son activité Papiers à cigarettes et impressions minces. Cette activité constituant une branche d'activité à part entière, conformément à la norme IFRS 5, le résultat de cette activité est présenté en « Résultat net des activités abandonnées » au 31 décembre 2009 ainsi que pour toutes les périodes présentées.

Conformément à la norme, le bilan comparatif 2008 n'a pas été retraité.

La note 28 décrit l'incidence des variations de périmètre et de change sur les chiffres clés, les données 2009 étant ramenées au périmètre et au taux de change 2008.

NOTES SUR LE BILAN

NOTE 4 – GOODWILL

ÉVOLUTION DES GOODWILL

(en milliers d'euros)

Au 31 décembre 2008	990 104
Acquisition	15 390 ⁽¹⁾
Cession	(192)
Variation de change	3 611
Autres	(171)
Au 31 décembre 2009	1 008 742

(1) Correspond principalement à l'acquisition complémentaire de titres Tin Can pour 8,7 millions d'euros et à l'écart d'acquisition de 3 millions d'euros lié à la consolidation de Wifirst.

VENTILATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

(en milliers d'euros)

	31/12/2009	31/12/2008
Transport et logistique	908 854	893 487
Distribution d'énergie	55 941	55 838
Industrie	10 451	10 451
Autres activités	33 496	30 328
Total	1 008 742	990 104

DÉFINITION ET GROUPEMENT DES UGT

Le Groupe Bolloré comprend, au 31 décembre 2009, une trentaine d'Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) avant regroupements d'UGT. Le découpage de l'activité par UGT s'appuie sur les spécificités des différents métiers du Groupe.

Les principales UGT sont les suivantes : Transport et logistique Afrique, Logistique internationale, Distribution d'énergie (hors concession).

Ces activités sont décrites dans la note B.7 – Règles et méthodes d'évaluation, paragraphe 21 : Information sectorielle.

En raison des synergies existantes entre les UGT listées ci-dessous, le Groupe a identifié les trois regroupements d'UGT suivants :

- regroupement Logistique Afrique : comprenant les UGT Transport et logistique Afrique et Concessions ferroviaires et portuaires d'Afrique ;
- regroupement Presse gratuite ;
- regroupement Télécoms.

Les dépréciations sont effectuées sur les UGT après regroupements.

DÉTERMINATION DE LA VALEUR RECOUVRABLE

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », les *goodwill* font l'objet chaque année de tests de valeur. Les tests sont réalisés au moins une fois par an à la date de clôture.

Lorsque la valeur recouvrable (valeur la plus élevée entre la juste valeur et la valeur d'utilité) est inférieure à la valeur comptable d'une UGT, une perte de valeur est comptabilisée en résultat opérationnel, dans le poste « Amortissements et provisions ».

La valeur d'utilité est calculée par la méthode d'actualisation des flux de trésorerie opérationnels prévisionnels après impôts.

La juste valeur est calculée à partir des informations de marché.

Principales hypothèses de détermination de la valeur recouvrable

Les principales hypothèses retenues pour la détermination de la valeur recouvrable sont les suivantes :

- le taux d'actualisation est déterminé en prenant pour base le coût moyen pondéré du capital (WACC) de chaque UGT ; il intègre les éventuels risques spécifiques à chaque activité (métiers, marchés et géographiques) ; le taux retenu a été déterminé sur la base d'informations communiquées par un cabinet d'expertise ;
- les flux de trésorerie sont calculés à partir des budgets opérationnels puis sont extrapolés en appliquant, jusqu'à la cinquième année, un taux de croissance en adéquation avec le potentiel de développement des marchés concernés, et avec les perspectives définies par le management, sur la base de l'expérience passée. Au-delà de la cinquième année, la valeur terminale est évaluée sur la base d'une capitalisation à l'infini des flux de trésorerie.

Les projections de flux de trésorerie sur les concessions sont basées sur la durée des contrats.

Ces tests sont effectués sur la base d'un taux d'actualisation après impôts. La méthode retenue n'entraîne pas d'écarts significatifs avec un calcul effectué sur la base d'un taux d'actualisation avant impôts (vérification effectuée conformément à la norme IAS 36 BCZ 85).

Le tableau ci-dessous reprend les hypothèses retenues pour les principales UGT :

2009 (en milliers d'euros)	Transport et logistique Afrique (UGT)	Logistique internationale (UGT)	Distribution d'énergie (UGT)
Valeur nette comptable du goodwill	435 132	459 686	31 826
Pertes de valeur comptabilisées sur l'exercice	0	0	0
Base retenue pour la valeur recouvrable	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité
Paramètres du modèle applicable aux flux de trésorerie			
– taux de croissance sur prévisions de N+2 à N+5	2 % à 4 %	2 % à 12 %	2 %
– taux de croissance sur valeur terminale	2 %	2 %	1 %
– coût moyen pondéré du capital (WACC)	11,6 %	8,7 %	8,7 %
Sensibilité des tests à la modification des critères énoncés ci-dessous			
– taux d'actualisation pour lequel valeur recouvrable = valeur comptable	15,1 %	12,7 %	9,6 %
– taux de croissance à l'infini pour lequel valeur recouvrable = valeur comptable	– 4,1 %	– 2,3 %	– 0,3 %

2008 (en milliers d'euros)	Transport et logistique Afrique (UGT)	Logistique internationale (UGT)	Distribution d'énergie (UGT)
Valeur nette comptable du goodwill	433 017	455 154	31 723
Pertes de valeur comptabilisées sur l'exercice	0	0	0
Base retenue pour la valeur recouvrable	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité	Valeur d'utilité
Paramètres du modèle applicable aux flux de trésorerie			
– taux de croissance sur prévisions de N+2 à N+5	2 % à 4 %	2 % à 4 %	2 %
– taux de croissance sur valeur terminale	2 %	2 %	1 %
– coût moyen pondéré du capital (WACC)	11,2 %	8,5 %	7,9 %
Sensibilité des tests à la modification des critères énoncés ci-dessous			
– taux d'actualisation pour lequel valeur recouvrable = valeur comptable	16,8 %	13,2 %	8,2 %
– taux de croissance à l'infini pour lequel valeur recouvrable = valeur comptable	– 3,7 %	– 2,1 %	0,7 %

NOTE 5 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

ÉVOLUTION EN 2009

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	Au 31/12/2008	Acquisitions	Cessions	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2009
Concessions, brevets, frais de recherche	165 581	52 778	(312)	153	(45)	3 659	221 814
Fonds commerciaux	70 171	732	(322)	(360)	(11)	0	70 210
Autres	49 501	31 756	(2 199)	(2 479)	(13)	(1 460)	75 106
Valeurs brutes	285 253	85 266	(2 833)	(2 686)	(69)	2 199	367 130

Amortissements et provisions (en milliers d'euros)	Au 31/12/2008	Dotations	Reprises	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2009
Concessions, brevets, frais de recherche	(46 465)	(21 623)	718	(85)	5	105	(67 345)
Fonds commerciaux	(38 932)	(642)	341	441	37	(1)	(38 756)
Autres	(34 695)	(4 761)	361	1 660	(15)	(443)	(37 893)
Amortissements et provisions	(120 092)	(27 026)	1 420	2 016	27	(339)	(143 994)
Valeurs nettes	165 161	58 240	(1 413)	(670)	(42)	1 860	223 136

NOTE 6 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

ÉVOLUTION EN 2009

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	Au 31/12/2008	Acquisitions	Cessions	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2009
Terrains	49 280	8 292	(326)	(2 525)	(329)	512	54 904
Constructions	647 054	24 298	(3 381)	(13 238)	(5 094)	34 374	684 013
Installations techniques, matériels	661 228	48 790	(18 821)	(102 026)	(2 311)	24 586	611 446
Autres	497 314	35 613	(22 696)	3 613	(4 020)	11 492	521 316
Immobilisations en-cours	54 752	51 984	(286)	(583)	(295)	(53 973)	51 599
Avances, acomptes	27 614	16 107	(18 023)	(441)	(7)	(10 083)	15 167
Valeurs brutes	1 937 242	185 084	(63 533)	(115 200)	(12 056)	6 908	1 938 445

Amortissements et provisions (en milliers d'euros)	Au 31/12/2008	Dotations	Reprises	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2009
Terrains	(7 293)	(571)	8	604	39	63	(7 150)
Constructions	(240 443)	(26 170)	2 672	8 186	1 841	(320)	(254 234)
Installations techniques, matériels ⁽¹⁾	(410 607)	(59 706)	16 072	72 563	1 384	1 796	(378 498)
Autres	(286 237)	(42 431)	20 624	(2 074)	2 683	(3 645)	(311 080)
Immobilisations en-cours	(1 280)	(191)	184	0	0	1	(1 286)
Avances, acomptes	0	0	0	(101)	0	0	(101)
Amortissements et provisions	(945 860)	(129 069)	39 560	79 178	5 947	(2 105)	(952 349)
Valeurs nettes	991 382	56 015	(23 973)	(36 022)	(6 109)	4 803	986 096

(1) La valeur d'utilité au 31 décembre 2009 de l'UGT Films plastiques a conduit à constater une dépréciation de -8 millions d'euros des actifs corporels de cette UGT en l'absence de tout goodwill (contre -5,9 millions d'euros au 31 décembre 2008).
Le taux d'actualisation utilisé est de 6,1 %, contre 6,3 % au 31 décembre 2008.

Les investissements sont détaillés par secteur opérationnel dans la note 27.

BIENS PRIS EN CRÉDIT-BAIL ET RETRAITÉS EN CONSOLIDATION

Au 31 décembre 2009 (en milliers d'euros)	Montant brut	Amortissements		Montant net
		Exercice	Cumulés	
Terrains	1 570	0	0	1 570
Constructions	13 694	(740)	(6 951)	6 743
Autres immobilisations	27 024	(3 743)	(12 725)	14 299
Total	42 288	(4 483)	(19 676)	22 612

Au 31 décembre 2008 (en milliers d'euros)	Montant brut	Amortissements		Montant net
		Exercice	Cumulés	
Terrains	1 570	0	0	1 570
Constructions	15 532	(538)	(6 603)	8 929
Autres immobilisations	29 723	(2 595)	(14 229)	15 494
Total	46 825	(3 133)	(20 832)	25 993

NOTE 7 – CONTRATS DE LOCATION

CONTRATS DE LOCATION EN TANT QUE PRENEUR

Échéancier des paiements minimaux

Au 31 décembre 2009 <i>(en milliers d'euros)</i>	Total	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Concessions ⁽¹⁾	(411 511) ⁽²⁾	(22 386)	(88 074)	(301 051)
Paiements minimaux	(330 164)	(121 388)	(161 324)	(47 452)
Revenus des sous-locations	22 972	14 541	8 283	148
Total	(718 703)	(129 233)	(241 115)	(348 355)

Au 31 décembre 2008 <i>(en milliers d'euros)</i>	Total	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Concessions ⁽¹⁾	(314 868) ⁽²⁾	(18 104)	(71 924)	(224 840)
Paiements minimaux	(291 663)	(121 212)	(129 427)	(41 024)
Revenus des sous-locations	8 410	3 025	5 120	265
Total	(598 121)	(136 291)	(196 231)	(265 599)

(1) Voir ci-après les informations relatives aux contrats de concession.

(2) Inclut uniquement la part fixe des redevances.

CONTRATS DE LOCATION EN TANT QUE BAILLEUR

Échéancier de l'investissement brut total dans le contrat de location et de la valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir au titre de la location

Au 31 décembre 2009 <i>(en milliers d'euros)</i>	Total	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Paiements minimaux	3 892	2 377	1 515	0
Loyers conditionnels de l'exercice	88	32	56	0
Total	3 980	2 409	1 571	0

Au 31 décembre 2008 <i>(en milliers d'euros)</i>	Total	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Paiements minimaux	9 823	3 597	6 226	0
Loyers conditionnels de l'exercice	184	118	66	0
Total	10 007	3 715	6 292	0

INFORMATIONS RELATIVES AUX CONTRATS DE CONCESSION

Concessionnaire	Infrastructures	Concédant	Durée du contrat	Contrepartie du droit d'usage accordé par le concédant ^{(1) (2)}	Contrôle des infrastructures utilisées et des développements ultérieurs ⁽³⁾
Bénin Terminal ⁽⁴⁾	Terminal portuaire de Cotonou (Bénin)	État béninois et port autonome de Cotonou	25 ans à compter de 2009	Droit d'entrée initial + redevance annuelle fixe + redevance sur volume	Infrastructures existantes mises à disposition par le concédant, qui en garde la propriété. Obligation contractuelle d'entretien. Travaux de développement et d'amélioration à la charge du concessionnaire.
Congo Terminal	Terminal portuaire de Pointe-Noire (Congo)	Port autonome de Pointe-Noire	27 ans à compter de 2009 jusqu'en 2035	Droit d'entrée initial + redevance annuelle fixe + redevance sur volume	Infrastructures existantes mises à disposition par le concédant, qui en garde la propriété. Obligation contractuelle d'entretien. Travaux de développement et d'amélioration à la charge du concessionnaire.
SFDM	Oléoduc reliant le port de Donges à Metz et dépôts (France)	État français	25 ans à compter de mars 1995	Droit d'entrée initial + redevance annuelle fixe + redevance sur le résultat net de l'année précédente	Infrastructures existantes mises à disposition par le concédant, qui en garde la propriété. Obligation contractuelle d'entretien. Travaux de développement et d'amélioration à la charge du concessionnaire.
Sitarail	Réseau ferré reliant Abidjan à Ouagadougou (Côte d'Ivoire/Burkina Faso)	États du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire	15 ans à compter de 1995, renouvelée jusqu'en 2030	Redevance sur chiffre d'affaires + règlement du service de la dette	Infrastructures existantes mises à disposition par le concédant, qui en garde la propriété et assure les travaux de développement. Obligation contractuelle d'entretien à la charge du concessionnaire.
Camrail	Réseau ferré camerounais	État camerounais	30 ans à compter de 1999, renouvelée jusqu'en 2034	Redevance annuelle fixe + redevance sur le résultat avant impôt de l'année précédente	Infrastructures existantes mises à disposition par le concédant, qui en garde la propriété. Obligation contractuelle d'entretien à la charge du concessionnaire. Travaux de développement et de renouvellement à la charge de l'État camerounais.
SETV	Terminal portuaire de Vridi (Côte d'Ivoire)	Port autonome d'Abidjan	15 ans à compter de 2004, renouvelée jusqu'en 2029	Redevance annuelle fixe révisable chaque année	Infrastructures existantes mises à disposition par le concédant, qui en garde la propriété. Obligation contractuelle d'entretien. Travaux de développement et d'amélioration à la charge du concessionnaire.
DIT	Terminal portuaire de Douala (Cameroun)	Port autonome de Douala	15 ans à compter de 2005	Droit d'entrée initial + redevance annuelle fixe	Infrastructures existantes mises à disposition par le concédant, qui en garde la propriété. Obligation contractuelle d'entretien. Travaux de développement et d'amélioration à la charge du concessionnaire.
Meridian Port Service	Terminal portuaire de Tema (Ghana)	Autorités portuaires du Ghana	20 ans à compter de 2004	Droit d'entrée + redevance annuelle fixe révisable chaque année + redevance sur le chiffre d'affaires	Infrastructures existantes mises à disposition par le concédant, qui en garde la propriété. Obligation contractuelle d'entretien. Travaux de développement et d'amélioration à la charge du concessionnaire.
TICT	Terminal portuaire de Tin Can (Nigeria)	Autorités portuaires du Nigeria	15 ans à compter de 2006	Droit d'entrée + redevance annuelle fixe révisable chaque année	Infrastructures existantes mises à disposition par le concédant, qui en garde la propriété. Obligation contractuelle d'entretien. Travaux de développement et d'amélioration à la charge du concessionnaire.
Bolloré Telecom	Licences WiMax régionales (France)	État français	20 ans à compter de 2006	Droit d'entrée initial + redevance annuelle fixe	Mise à disposition des fréquences radio uniquement.
STCG	Terminal portuaire d'Owendo	Office des Ports du Gabon (OPRAG)	20 ans avec possibilité de renouveler au maximum de 10 ans	Droit d'entrée initial + redevance annuelle fixe	Infrastructures existantes mises à disposition par le concédant, qui en garde la propriété. Obligation contractuelle d'aménagement, d'entretien et de développement des infrastructures à la charge du concessionnaire.

(1) Les redevances sont comptabilisées en charges dans le résultat opérationnel, au cours de l'exercice où elles sont exigibles.

(2) Le droit d'entrée initial est comptabilisé en immobilisation incorporelle et amorti linéairement sur la durée de la concession.

(3) Les obligations contractuelles d'entretien et de remise en état font l'objet de provisions comptabilisées selon la norme IAS 37 et présentées en note 17 – Provisions pour risques et charges.

(4) Le démarrage opérationnel de la concession est prévu en 2012.

Caractéristiques communes à l'ensemble des contrats

Contrôle et régulation du tarif des prestations	Fixation libre des prix des prestations par le concessionnaire, sous réserve de l'avis conforme des autorités concédantes pour certaines concessions
Origine des revenus du concessionnaire	Usagers
Transfert des infrastructures à l'issue du contrat au concessionnaire	Non

NOTE 8 – TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE

(en millions d'euros)

Au 31 décembre 2008	916 786
Variation du périmètre de consolidation ⁽¹⁾	3 786
Quote-part de résultat	72 427
Autres mouvements ⁽²⁾	(22 181)
Au 31 décembre 2009	970 818

(1) Dont 4 millions d'euros liés aux entrées de périmètre des entités Tiba International et SDV Horoz.

(2) Dont -27,8 millions d'euros au titre des dividendes, -14,1 millions d'euros provenant des modifications des capitaux propres d'ouverture d'Aegis et 17,8 millions d'euros au titre de la conversion (dont Aegis, pour 10,4 millions d'euros, et Socfindo, pour 9,3 millions d'euros).

VALEUR CONSOLIDÉE DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

	Au 31/12/2009		Au 31/12/2008	
	Quote-part de résultat	Valeur de mise en équivalence	Quote-part de résultat	Valeur de mise en équivalence
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Aegis ⁽¹⁾	30 014	358 861	923	341 801
Havas ⁽²⁾	33 389	396 865	(175 323)	369 472
Groupe Socfinal	7 321	173 635	47 295	168 861
Euro Media Group	1 494	34 687	1 105	33 203
Someport Walon	61	3 109	1 176	3 449
Tiba International	(104)	2 962	–	–
SDV Horoz	252	699	–	–
Total	72 427	970 818	(124 824)	916 786

Évaluation des titres mis en équivalence

Conformément à la norme IAS 28, la valeur des participations mises en équivalence est testée à la date de clôture dès lors qu'il existe une indication objective de dépréciation.

La valeur d'utilité des participations est calculée à partir d'une analyse multicritère intégrant la valeur boursière, des flux de trésorerie futurs actualisés et des comparables boursiers.

Ces méthodes sont confrontées aux objectifs de cours déterminés par les analystes financiers pour les titres cotés.

Les valeurs d'utilité des participations dans Havas et Aegis ont été recalculées au 31 décembre 2009.

Concernant Havas, la revue de la valeur d'utilité a conduit à reconnaître une reprise de dépréciation à hauteur de 5,5 millions d'euros.

Concernant Aegis, la revue de la valeur d'utilité a conduit à reconnaître une reprise de dépréciation à hauteur de 9,6 millions d'euros.

(1) Aegis

Aegis est une société cotée à la Bourse de Londres qui établit des comptes consolidés conformes au référentiel IFRS.

Le Groupe Bolloré détient, au 31 décembre 2009, 29,04 % du Groupe Aegis (29,10 % au 31 décembre 2008). Cette participation a été mise en équivalence dans les comptes du Groupe à compter du 30 septembre 2008, comme précisé dans le rapport annuel 2008.

L'évaluation de la juste valeur des actifs et passifs identifiables a été confiée à un cabinet extérieur.

L'écart d'acquisition a été calculé conformément au référentiel IFRS et a été constaté dans la devise de l'entité acquise et converti au cours de change en vigueur à la date de clôture.

Les actifs incorporels identifiables conformément à IAS 38 et selon la pratique généralement observée dans ce secteur correspondent à des réseaux composés d'un ensemble d'actifs incorporels (relations clients, outils, marques) formant un tout indissociable, de durée de vie indéfinie. Ces actifs ont été valorisés par actualisation des flux de trésorerie futurs.

Au 31 décembre 2009, la valeur consolidée de la participation s'élève à 358,9 millions d'euros et la quote-part de résultat revenant au Groupe s'élève à 30 millions d'euros, après reprise de dépréciation de 9,6 millions d'euros.

La valeur de marché de la participation s'élève à 453,4 millions d'euros au cours spot au 31 décembre 2009.

Principales informations financières résumées d'Aegis

<i>(en millions de livres sterling)</i>	Au 31/12/2009	Au 31/12/2008
Chiffre d'affaires	1 346	1 342
Résultat net	64	89
Total actif	3 613	4 114
Capitaux propres	444	460

(2) Havas

Havas est une société cotée qui établit des comptes consolidés conformes au référentiel IFRS.

Le Groupe Bolloré détient, au 31 décembre 2009, 32,93 % du capital du Groupe Havas (32,93 % au 31 décembre 2008).

Le Groupe, au regard des normes IFRS, ne détenant pas le contrôle d'Havas, cette participation est consolidée par mise en équivalence dans les comptes consolidés. Au cours de l'exercice, aucun événement n'est venu modifier l'appréciation de l'influence notable concernant la participation dans le Groupe Havas.

Au 31 décembre 2009, la valeur consolidée de la participation s'élève à 396,9 millions d'euros et la quote-part de résultat revenant au Groupe est de 33,4 millions d'euros (après reprise de dépréciation de 5,5 millions d'euros).

La valeur de marché de la participation s'établit à 395,1 millions d'euros au cours spot au 31 décembre 2009.

Principales informations financières résumées d'Havas

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31/12/2009	Au 31/12/2008
Chiffre d'affaires	1 441	1 568
Résultat net	98	112
Total actif	4 307	4 509
Capitaux propres	1 087	1 015

NOTE 9 – AUTRES ACTIFS FINANCIERS

Au 31 décembre 2009 (en milliers d'euros)	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Dont non courant	Dont courant
Actifs disponibles à la vente	1 701 549	(191 862)	1 509 687	1 509 687	0
Actifs à la juste valeur par résultat	0	0	0	0	0
Prêts, créances, dépôts et obligations	70 017	(37 077)	32 940	32 405	535
Total	1 771 566	(228 939)	1 542 627	1 542 092	535

Au 31 décembre 2008 (en milliers d'euros)	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Dont non courant	Dont courant
Actifs disponibles à la vente	1 079 035	(125 866)	953 169	953 169	0
Actifs à la juste valeur par résultat	1 490	0	1 490	1 490	0
Prêts, créances, dépôts et obligations	159 196	(49 573)	109 623	98 026	11 597
Total	1 239 721	(175 439)	1 064 282	1 052 685	11 597

DÉTAIL DES VARIATIONS DE LA PÉRIODE

(en milliers d'euros)	Valeur nette au 31/12/2008	Acquisitions ⁽¹⁾	Cessions ⁽²⁾	Variation juste valeur ⁽³⁾	Dépréciation constatée en résultat ⁽⁴⁾	Autres mouvements ⁽⁵⁾	Valeur nette au 31/12/2009
Actifs disponibles à la vente	953 169	147 689	(24 168)	486 327	(44 191)	(9 139)	1 509 687
Actifs à la juste valeur par résultat	1 490	0	0	(1 490)	0	0	0
Prêts, créances, dépôts et obligations	109 623	5 079	(79 198)	0	(1 445)	(1 119)	32 940
Total	1 064 282	152 768	(103 366)	484 837	(45 636)	(10 258)	1 542 627

(1) Principalement effet des acquisitions de titres Vallourec pour 104,7 millions d'euros, dont 21,4 millions d'euros au titre du dividende en actions.

(2) Actifs disponibles à la vente : cession des titres Vallourec obtenus en dividendes pour – 22,4 millions d'euros;

Prêts, créances dépôts et obligations : remboursement des dépôts de trésorerie pour 54,5 millions d'euros.

(3) Les cessions de titres de participation réalisées n'ont entraîné aucune reprise en compte de résultat de réserves de réévaluation d'instruments financiers (IAS 32-39) au titre de l'exercice.

(4) Actifs disponibles à la vente : essentiellement dépréciation des titres SNO pour – 28,9 millions d'euros.

(5) Essentiellement effet des variations de périmètre.

ACTIFS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

Les actifs à la juste valeur par résultat comprennent essentiellement des instruments financiers dérivés (voir note 21 – Endettement financier).

ACTIFS DISPONIBLES À LA VENTE

Détail des principaux titres

Sociétés (en milliers d'euros)	Au 31/12/2009		Au 31/12/2008	
	Pourcentage de détention	Valeur nette comptable	Pourcentage de détention	Valeur nette comptable
Vallourec	5,22	379 951	2,90	126 275
Financière de l'Odette ⁽²⁾	26,82	380 471	26,82	255 936
Gaumont	9,57	15 945	9,57	18 603
BigBen Interactive	10,98	10 321	–	–
Harris Interactive	14,90	6 639	14,97	3 754
Autres titres cotés	–	3 019	–	2 320
Sous-total titres cotés		796 346		406 888
Sofibol ⁽¹⁾⁽²⁾	48,95	369 658	48,95	264 654
Financière V ⁽¹⁾⁽²⁾	49,69	192 334	49,69	137 792
Omnium Bolloré ⁽¹⁾⁽²⁾	48,84	97 143	49,84	69 595
Autres titres non cotés	–	54 206	–	74 240
Sous-total titres non cotés		713 341		546 281
Total		1 509 687		953 169

Les titres de participations cotés sont évalués au cours de Bourse (voir note 36). Les titres de participations non cotés concernent principalement les participations du Groupe dans Omnium Bolloré, Sofibol et Financière V, holdings intermédiaires de contrôle du Groupe.

Au 31 décembre 2009, une moins-value temporaire a été reconnue directement en capitaux propres au titre des réévaluations des actifs financiers disponibles à la vente sur les titres Gaumont pour un montant de – 0,8 million d'euros; cette moins-value est considérée comme ni significative et ni durable.

(1) Sofibol, Financière V, Omnium Bolloré :

Le Groupe Bolloré détient directement et indirectement des participations dans Omnium Bolloré, Financière V et Sofibol, holdings intermédiaires de contrôle du Groupe.

– Sofibol, contrôlée par Vincent Bolloré, est détenue à 51,06 % par Financière V, à 35,93 % par Bolloré et à hauteur de 13,01 % par la Compagnie Saint-Gabriel, elle-même filiale à 100 % de Bolloré.

– Financière V, contrôlée par Vincent Bolloré, est détenue à 50,31 % par Omnium Bolloré, à 22,81 % par la Compagnie du Cambodge, à 10,50 % par la Financière Moncey, à 10,25 % par Bolloré, à 4 % par la Société Industrielle et Financière de l'Artois, à 1,68 % par la Compagnie des Tramways de Rouen et à hauteur de 0,45 % par la Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard.

– Omnium Bolloré, contrôlée par Vincent Bolloré, est détenue à 50,05 % par Bolloré Participations, à 27,92 % par African Investment Company (contrôlée par Bolloré), à 17,10 % par Financière Moncey, à 4,82 % par Bolloré et à hauteur de 0,11 % par Vincent Bolloré.

Ces titres font l'objet d'une valorisation basée sur la valeur par transparence correspondant à la moyenne des trois méthodes décrites ci-dessous :

– des cours de Bourse de Bolloré et de Financière de l'Odette;

– des capitaux propres consolidés de Financière de l'Odette.

La valeur globale de ces participations estimée à partir du seul cours de Bourse de Financière de l'Odette serait supérieure de 28,3 millions d'euros à la valeur ainsi calculée, cette valeur globale restant supérieure à leur coût d'acquisition.

(2) Malgré sa participation dans les sociétés Financière de l'Odette (26,82 %), Sofibol (48,95 %), Omnium (49,84 %) et Financière V (49,69 %), le Groupe Bolloré ne détient pas d'influence notable sur ces participations, car les actions détenues sont privées de droit de vote en raison du contrôle exercé directement et indirectement par ces sociétés sur le Groupe Bolloré.

NOTE 10 – AUTRES ACTIFS NON COURANTS

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2009			Au 31/12/2008		
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Autres actifs non courants	4 669	(4 372)	297	4 878	(4 434)	444
Total	4 669	(4 372)	297	4 878	(4 434)	444

NOTE 11 – STOCKS ET EN-COURS

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2009			Au 31/12/2008		
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Matières premières, fournitures et autres	82 022	(13 311)	68 711	89 914	(12 776)	77 138
Produits en cours, intermédiaires et finis	11 732	(706)	11 026	21 644	(1 864)	19 780
Voyages en cours	234	0	234	383	0	383
Autres prestations en cours	881	0	881	1 625	0	1 625
Marchandises	64 567	(529)	64 038	44 758	(665)	44 093
Total	159 436	(14 546)	144 890	158 324	(15 305)	143 019

NOTE 12 – CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2009			Au 31/12/2008		
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Clients et comptes rattachés	1 288 138	(66 339)	1 221 799	1 372 387	(68 833)	1 303 554
Créances sociales et fiscales d'exploitation	12 751	(472)	12 279	11 739	(296)	11 443
Fournisseurs débiteurs	102 532	(448)	102 084	100 205	(429)	99 776
Comptes courants actifs	68 154	(20 293)	47 861	77 825	(45 891)	31 934
Autres créances d'exploitation	111 142	(5 568)	105 574	118 786	(5 507)	113 279
Autres créances	12 097	(1 878)	10 219	8 738	(1 985)	6 753
Total	1 594 814	(94 998)	1 499 816	1 689 680	(122 941)	1 566 739

BALANCE ÂGÉE DES CRÉANCES ÉCHUES NON PROVISIONNÉES À LA CLÔTURE

Au 31 décembre 2009 (en milliers d'euros)	Total	Non échues	Échues	Plus de 12 mois		
				0 à 6 mois	6 à 12 mois	Plus de 12 mois
Créances clients nettes	1 221 799	798 100	423 699	330 339	61 447	31 913

Au 31 décembre 2008 (en milliers d'euros)	Total	Non échues	Échues	Plus de 12 mois		
				0 à 6 mois	6 à 12 mois	Plus de 12 mois
Créances clients nettes	1 303 554	868 404	435 150	366 442	40 894	27 814

Le Groupe analyse ses créances clients au cas par cas, et constate les dépréciations sur une base individuelle en tenant compte de la situation du client et des retards de paiement.

Les créances échues non provisionnées font pour partie l'objet de couvertures d'assurance-crédit à hauteur de 129,2 millions d'euros au 31 décembre 2009 et de 161,1 millions d'euros au 31 décembre 2008.

ANALYSE DE LA VARIATION DE LA PROVISION SUR CRÉANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2008	Dotations	Reprises	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2009
Provisions clients et comptes rattachés	(68 833)	(14 884)	15 351	1 369	102	556	(66 339)

ANALYSE EN COMPTE DE RÉSULTAT DES PROVISIONS ET DES CHARGES SUR CRÉANCES CLIENTS

(en milliers d'euros)	2009 ⁽¹⁾	2008 ⁽¹⁾
Dotations aux provisions	(14 884)	(18 398)
Reprises de provisions	15 351	19 712
Pertes sur créances irrécouvrables	(8 064)	(12 038)

(1) Y compris activité Papiers reclassée selon IFRS 5 en activités abandonnées.

NOTE 13 – IMPÔTS COURANTS ACTIF

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2009			Au 31/12/2008		
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Impôts courants – actif	87 694	0	87 694	128 344	0	128 344
Total	87 694	0	87 694	128 344	0	128 344

NOTE 14 – AUTRES ACTIFS COURANTS

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2009			Au 31/12/2008		
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Comptes de régularisation	19 387	0	19 387	20 695	0	20 695
Total	19 387	0	19 387	20 695	0	20 695

NOTE 15 – TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2009			Au 31/12/2008		
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Disponibilités	336 887	(177)	336 710	327 733	(19)	327 714
Équivalents de trésorerie	80 764	(382)	80 382	67 519	(382)	67 137
Conventions de trésorerie – actif	72 583	0	72 583	13 033	0	13 033
Trésorerie et équivalents de trésorerie	490 234	(559)	489 675	408 285	(401)	407 884
Conventions de trésorerie – passif	0	0	0	0	0	0
Concours bancaires courants	(117 540)	0	(117 540)	(156 052)	0	(156 052)
Trésorerie nette	372 694	(559)	372 135	252 233	(401)	251 832

NOTE 16 – CAPITAUX PROPRES

Au 31 décembre 2009, le capital social de Bolloré SA s'élève à 395 218 416 euros, divisé en 24 701 151 actions ordinaires d'un nominal de 16 euros chacune et entièrement libérées. Au cours de la période close le 31 décembre 2009, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation s'est élevé à 21 393 296 actions et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et dilutives s'est élevé à 21 393 296 actions.

ÉVOLUTION DU CAPITAL

Aucune évolution du capital de la société mère n'a été constatée durant l'exercice 2009.

Les événements affectant ou pouvant affecter le capital social de Bolloré SA sont soumis à l'accord de l'Assemblée générale des actionnaires.

RÉSULTAT PAR ACTION

Le tableau ci-dessous fournit le détail des éléments utilisés pour calculer les résultats par action de base et dilué présentés au pied du compte de résultat.

(en milliers d'euros)	2009	2008
Résultat net part du Groupe, utilisé pour le calcul du résultat par action – de base	94 465	50 344
Résultat net part du Groupe, utilisé pour le calcul du résultat par action – dilué	94 465	50 344
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies, utilisé pour le calcul du résultat par action – de base	104 958	69 578
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies, utilisé pour le calcul du résultat par action – dilué	104 958	69 578

Nombre de titres émis au 31 décembre

	2009	2008
Nombre de titres émis	24 701 151	24 701 151
Nombre de titres d'autocontrôle	(3 310 075)	(3 306 749)
Nombre de titres en circulation	21 391 076	21 394 402
Plan d'options de souscription d'actions	1 146 000	1 184 000
Nombre de titres émis et potentiels	22 537 076	22 578 402
Nombre moyen pondéré de titres en circulation – de base	21 393 296	21 543 392
Nombre moyen pondéré de titres dilutifs résultant de l'exercice d'options de souscription	0 ⁽¹⁾	0 ⁽¹⁾
Nombre moyen pondéré de titres en circulation et potentiels – après dilution	21 393 296	21 543 392

(1) Les options de souscription, dont le prix d'exercice majoré de la juste valeur des services à rendre par les bénéficiaires jusqu'à obtention des droits est supérieur à la moyenne annuelle du cours de Bourse, ne sont pas retenues dans le calcul du résultat dilué par action du fait de leur effet non dilutif.

Le Groupe suit en particulier l'évolution du ratio endettement net/capitaux propres totaux.

L'endettement net utilisé est présenté en note 21 – Endettement financier.

Les capitaux propres utilisés sont ceux présentés dans le tableau de variation des capitaux propres des états financiers.

DIVIDENDES DISTRIBUÉS PAR LA SOCIÉTÉ MÈRE

Le montant total des dividendes payés par la société mère est de 27 171 milliers d'euros, soit 1,10 euro par action au titre de l'exercice 2009.

TITRES D'AUTOCONTRÔLE

Au 31 décembre 2009, le nombre d'actions d'autocontrôle détenues par la société Bolloré et ses filiales s'élève à 3 310 075 actions.

NOTE 17 – PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Exercice 2009 (en milliers d'euros)	Au 31/12/2008	Augmentations	Diminutions		Variations de périmètre	Autres	Variations de change	Au 31/12/2009
			avec utilisation	sans utilisation				
Provisions pour litiges ⁽¹⁾	7 226	3 523	(1 703)	(2 232)	(489)	(676)	(14)	5 635
Autres provisions pour risques	5 188	5 257	(390)	(2 089)	(487)	(299)	(4)	7 176
Restructurations	1 841	2 040	(727)	(279)	0	(246)	(68)	2 561
Autres provisions pour charges	8 632	4 813	(1 643)	(3 180)	0	363	(111)	8 874
Total provisions à moins d'un an	22 887	15 633	(4 463)	(7 780)	(976)	(858)	(197)	24 246
Provisions pour litiges ⁽¹⁾	22 224	8 236	(2 642)	(4 812)	583	668	(175)	24 082
Provisions pour risques filiales	10 442	1 273	(437)	(3 581)	514	(701)	6	7 516
Autres provisions pour risques ⁽²⁾	46 242	37 476	(902)	(22 135)	(64)	(1 617)	(40)	58 960
Provisions pour impôts	12 478	14 842	(5 275)	(412)	(226)	21	11	21 439
Obligations contractuelles	3 439	1 031	(801)	(13)	0	1 677	6	5 339
Restructurations	1 563	1 628	(595)	(202)	(200)	218	0	2 412
Autres provisions pour charges	8 689	535	(290)	(98)	0	194	(66)	8 964
Total autres provisions	105 077	65 021	(10 942)	(31 253)	607	460	(258)	128 712
Total	127 964	80 654	(15 405)	(39 033)	(369)	(398)	(455)	152 958

(1) Correspond à des litiges d'exploitation individuellement non significatifs.

(2) Dont litige Copigraph pour -22,7 millions d'euros.

Les provisions pour dépollution et risques environnementaux s'élèvent à -4 millions d'euros au 31 décembre 2009 et à -3,7 millions d'euros au 31 décembre 2008.

Impact (net des charges encourues) au compte de résultat en 2009

(en milliers d'euros)	Dotations	Reprises sans utilisation	Impact net
Résultat opérationnel	(64 499)	28 805	(35 694)
Résultat financier	(1 313)	9 816	8 503
Charge d'impôt	(14 842)	412	(14 430)
Total	(80 654)	39 033	(41 621)

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées lorsque le Groupe dispose d'un plan formalisé et détaillé, et que celui-ci a été notifié aux parties intéressées. Les provisions pour obligations contractuelles correspondent principalement à la remise en état des ouvrages exploités dans le cadre des contrats de concessions. Elles sont calculées à la fin de chaque exercice en fonction d'un plan pluriannuel de travaux révisé annuellement pour tenir compte des programmes de dépenses.

NOTE 18 – ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL

ACTIFS ET PASSIFS COMPTABILISÉS AU BILAN

	Au 31/12/2009			Au 31/12/2008		
	Avantages postérieurs à l'emploi	Autres avantages à long terme	Total	Avantages postérieurs à l'emploi	Autres avantages à long terme	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Valeur actualisée des obligations (régimes non financés)	69 313	19 468	88 781	75 672	20 212	95 884
Valeur actualisée des obligations (régimes financés)	42 733	0	42 733	44 388	0	44 388
Écarts actuariels non comptabilisés	(4 579)	0	(4 579)	(6 343)	0	(6 343)
Juste valeur des actifs du régime	(25 915)	0	(25 915)	(24 757)	0	(24 757)
Coût des services passés non comptabilisés	(2 634)	0	(2 634)	(2 754)	0	(2 754)
Montant net au bilan des engagements envers le personnel	78 918	19 468	98 386	86 206	20 212	106 418

Les pertes et gains actuariels d'expérience générés courant 2009 pour le Groupe s'élèvent à -2 millions d'euros (soit -1,49% par rapport à l'engagement).

COMPOSANTES DE LA CHARGE

	Exercice 2009			Exercice 2008		
	Avantages postérieurs à l'emploi	Autres avantages à long terme	Total	Avantages postérieurs à l'emploi	Autres avantages à long terme	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Coût des services rendus	(5 219)	(2 176)	(7 395)	(5 308)	(1 583)	(6 891)
Charges d'intérêt	(5 165)	(893)	(6 058)	(4 832)	(879)	(5 711)
Rendement attendu des actifs du régime	1 316	0	1 316	1 076	0	1 076
Coût des services passés	(571)	0	(571)	(5 794)	(101)	(5 895)
Montant des gains et pertes actuariels reconnus dans l'année	(1 088)	777	(311)	(319)	(270)	(589)
Coûts des engagements envers le personnel des activités poursuivies	(10 727)	(2 292)	(13 019)	(15 177)	(2 833)	(18 010)
Coûts des engagements envers le personnel des activités abandonnées	(385)	(62)	(447)	(814)	(84)	(898)
Coûts des engagements envers le personnel des activités totales	(11 112)	(2 354)	(13 466)	(15 991)	(2 917)	(18 908)

MOUVEMENTS SUR LE PASSIF/ACTIF NET COMPTABILISÉ AU BILAN

Évolution de la provision

	Exercice 2009			Exercice 2008		
	Avantages postérieurs à l'emploi	Autres avantages à long terme	Total	Avantages postérieurs à l'emploi	Autres avantages à long terme	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Au 1^{er} janvier	86 206	20 212	106 418	79 445	19 146	98 591
Augmentation	11 112	2 354	13 466	15 991	2 917	18 908
Diminution	(9 636)	(1 832)	(11 468)	(7 810)	(1 663)	(9 473)
Écart de conversion	(397)	(368)	(765)	(1 883)	(188)	(2 071)
Autres mouvements ⁽¹⁾	(8 367)	(898)	(9 265)	463	0	463
Au 31 décembre	78 918	19 468	98 386	86 206	20 212	106 418

(1) Comprend principalement l'incidence de la cession des Papiers, pour -9,3 millions d'euros.

Informations concernant les actifs de couverture

Réconciliation entre la juste valeur des actifs en couverture à l'ouverture et à la clôture

<i>(en milliers d'euros)</i>	Régime en rente	Régime en capital	Total
Juste valeur des actifs au 1^{er} janvier 2009	22 316	2 441	24 757
Rendement attendu des actifs	1 258	63	1 321
(Pertes) et gains actuariels générés	1 033	(45)	988
Cotisations versées par l'employeur	1 155	23	1 178
Cotisations versées par les employés	110	0	110
Réductions/liquidations	0	(1 705)	(1 705)
Prestations payées par le fonds	(1 375)	(349)	(1 724)
Variation de périmètre	0	0	0
Autres	(610)	1 600	990
Juste valeur des actifs au 31 décembre 2009	23 887	2 028	25 915

Composition du portefeuille des placements

Les actifs des plans de retraite sont principalement localisés en France et au Royaume-Uni.

Les actifs de couverture sont investis à la clôture de la façon suivante :

France	31/12/2009		31/12/2008	
	Part	Taux de rendement	Part	Taux de rendement
<i>(en pourcentage)</i>				
Actions	0	0	0	0
Obligations	0	0	0	0
Immobilier	0	0	0	0
Trésorerie	0	0	0	0
Autres	100	4	100	4
Total	100	4	100	4

Le taux de rendement attendu a été établi sur la base des caractéristiques des contrats d'assurance.
 Pour la France, il s'agit exclusivement de contrats d'assurance « en euros » qui sont gérés sur l'actif général des assureurs.
 Aucun placement n'est effectué dans les propres actifs du Groupe.

Royaume-Uni	31/12/2009		31/12/2008	
	Part	Taux de rendement	Part	Taux de rendement
<i>(en pourcentage)</i>				
Actions	39	6,80	36	7,70
Obligations	48	6,00	62	6,00
Immobilier	0	5,80	0	7,20
Trésorerie	13	3,80	2	4,30
Autres	0	-	0	-
Total	100	6,25	100	6,81

HYPOTHÈSES D'ÉVALUATION

Les engagements sont évalués par des actuaires indépendants du Groupe. Les hypothèses retenues tiennent compte des spécificités des régimes et des sociétés concernées.

Les évaluations actuarielles complètes sont réalisées chaque année au cours du dernier trimestre.

Répartition géographique des engagements en date de clôture :

Au 31 décembre 2009 <i>(en milliers d'euros)</i>	France	Royaume-Uni	Autres	Total
Valeur actualisée des obligations (régimes non financés)	27 235	0	42 078	69 313
Valeur actualisée des obligations (régime s financés)	20 719	21 227	787	42 733
Avantages postérieurs à l'emploi	47 954	21 227	42 865	112 046
Autres avantages à long terme	13 578	355	5 535	19 468
Écarts actuariels non comptabilisés	1 719	1 456	(7 754)	(4 579)
Juste valeur des actifs du régime	(8 159)	(17 358)	(398)	(25 915)
Coût des services passés non comptabilisés	(2 634)	0	0	(2 634)
Montant net au bilan des engagements envers le personnel	52 458	5 680	40 248	98 386

Les taux d'actualisation déterminés par pays ou zone géographique sont obtenus pour les engagements significatifs par référence au taux de rendement des obligations privées de première catégorie (de maturité équivalente à la durée des régimes évalués).

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements, sont les suivantes :

<i>(en pourcentage)</i>	France	Royaume-Uni	Autres
Au 31 décembre 2009			
Taux d'actualisation	5,00	5,60	5,00
Rendement attendu des actifs	4,00	6,25	4,00
Augmentation des salaires ⁽¹⁾	2,50	3,90	2,50
Augmentation du coût des dépenses de santé	3,51	-	3,51
Au 31 décembre 2008			
Taux d'actualisation	4,30	6,50	4,30
Rendement attendu des actifs	4,00	6,81	4,00
Augmentation des salaires ⁽¹⁾	2,10	4,00	2,10
Augmentation du coût des dépenses de santé	3,70	-	3,70

(1) Inflation comprise.

Pour les régimes de retraite, les pertes et gains actuariels sont amortis en charges en respectant la règle dite « du corridor » : les pertes et gains excédant 10 % du maximum entre la dette actuarielle et la valeur de marché des actifs financiers sont amortis sur l'espérance de durée résiduelle moyenne d'activité. (voir « Principes et méthodes comptables »).

SENSIBILITÉS

Sensibilité de l'évaluation à une variation de valeur de taux d'actualisation :

Évolution du taux d'actualisation	En %		En milliers d'euros	
	De - 0,5 %	De + 0,5 %	De - 0,5 %	De + 0,5 %
Effet sur l'engagement 2009	5,46	-4,58	7 211	(6 048)
Effet sur la charge 2010	3,39	-3,59	413	(437)

Sensibilité de l'évaluation à une variation de valeur de taux de rendement attendu des actifs :

Évolution du taux de rendement attendu	En %		En milliers d'euros	
	De - 10 %	De + 10 %	De - 10 %	De + 10 %
Effet sur la charge 2010	-10,00	10,00	(135)	135

Sensibilité des engagements de couverture maladie à un point d'évolution des coûts médicaux :

Évolution des coûts médicaux	En %		En milliers d'euros	
	De - 1 %	De + 1 %	De - 1 %	De + 1 %
Effet sur l'engagement 2009	-7,42	8,48	(99)	114
Effet sur le coût normal et les intérêts 2010	-8,29	9,70	(6)	7

NOTE 19 – TRANSACTIONS DONT LE PAIEMENT EST FONDÉ SUR DES ACTIONS

Pour les sociétés intégrées, aucun nouveau plan n'a été accordé au cours de l'exercice 2009. Les modalités de plans existants à la clôture sont décrites ci-dessous.

PLAN DE STOCK-OPTIONS DE JUIN 2007 DE BOLLORÉ SA

Le Groupe a accordé des options de souscription d'actions Bolloré SA à des salariés ou mandataires sociaux du Groupe (plans réglés en actions). La réalisation de cette opération s'est effectuée dans les conditions prévues par l'Assemblée générale extraordinaire du 7 juin 2006. Les modalités de ce plan et les périodes d'exercice des options ont été définitivement arrêtées lors du Conseil d'administration du 6 avril 2007.

Le Groupe a appliqué la norme IFRS 2 « Share-based payment » à ce plan de souscription d'actions. À la date d'octroi, le 8 juin 2007, la juste valeur des options accordées a été calculée par un expert indépendant selon le modèle *Black and Scholes*, cette valeur représentant la charge à comptabiliser sur la période correspondant à la durée d'acquisition des options.

La juste valeur des options est étalée linéairement sur la période d'acquisition des droits. Ce montant est constaté en résultat sur la ligne « Frais de personnel » avec contrepartie en capitaux propres. Lors de l'exercice des options, le prix payé par les bénéficiaires est comptabilisé en trésorerie en contrepartie des capitaux propres.

Conditions d'attribution

Date d'octroi : 8 juin 2007

Nombre d'options octroyées : 1 205 000

Prix d'exercice : 148,24 euros

(correspond à 95 % de la moyenne des cours cotés des 20 séances de Bourse précédant la date d'attribution par le Conseil d'administration Bolloré du 6 avril 2007)

Cours de l'action à la date d'octroi : 168,19 euros

Durée de vie légale des options : 5 ans

Durée d'acquisition des droits : 46 mois

Principales hypothèses

Taux de dividende : 0,50 %

Volatilité attendue : 20,00 %

Taux sans risque : 4,15 %

Juste valeur de l'option : 50,20 euros

Au 31 décembre 2009, le nombre d'options restant à exercer s'élève à 1 146 000 compte tenu des annulations de l'exercice. La charge comptabilisée en résultat s'élève à cette date à -14,2 millions d'euros.

La charge de personnel comptabilisée en résultat tient compte du turnover prévisionnel déterminé par la Direction des ressources humaines du Groupe Bolloré.

PLAN D'OPTION DE SEPTEMBRE 2007 DE BOLLORÉ TELECOM

Le Groupe a également décidé d'attribuer des options de souscription d'actions Bolloré Telecom (société non cotée) à des salariés et des mandataires sociaux de cette société. Les modalités de ce plan ont été déterminées lors de l'Assemblée générale extraordinaire en date du 19 juillet 2007.

Ce plan est assorti d'une garantie de liquidité assurée par l'actionnaire principal (Bolloré SA), et en application de la norme IFRS 2 le Groupe a considéré que ce plan consistait en une transaction dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en trésorerie par Bolloré SA (*cash-settlement*).

Cette définition amène à estimer un passif dans les comptes consolidés au titre de l'engagement de liquidité, passif dont la juste valeur est réévaluée à chaque clôture, toute variation étant comptabilisée en résultat en frais de personnel.

L'application des modalités du mécanisme de liquidité amène à estimer la juste valeur de l'engagement sur la base de deux scénarios en fonction du niveau de résultat net sur la période. La juste valeur est de ce fait calculée en conjuguant ces deux scénarios à partir des méthodes *Black and Scholes et Monte-Carlo*.

Au 31 décembre 2009, le nombre d'options restant à exercer s'élève à 593 977 options. La charge enregistrée dans les comptes de l'exercice 2009 au titre de la juste valeur de l'engagement à la date de clôture s'élève à -0,6 million d'euros.

Conditions d'attribution

Date d'octroi : 11 septembre 2007
Nombre d'options attribuées : 593 977
Prix d'exercice : 16,00 euros
Durée de vie légale des options : 10 ans à compter de la date d'attribution
Durée d'acquisition des droits : échelonnée par tranche de 25 % par année de présence à compter de la date d'attribution
Mécanisme de liquidité assuré par Bolloré SA de la cinquième à la dixième année à partir de la date d'octroi.

Principales hypothèses

Taux de dividendes : 0 %
Volatilité annuelle attendue : 50,00 %
Taux sans risque : 4,50 %
Juste valeur moyenne de l'option
(sur la base des hypothèses à fin 2009) : 6,37 euros

NOTE 20 – ÉCHÉANCIER DES DETTES

Au 31 décembre 2009 (en milliers d'euros)	Total	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	0	0	0	0
Autres emprunts obligataires	84 950	3 859	54 832	26 259
Total emprunts obligataires (a)	84 950	3 859	54 832	26 259
Emprunts auprès des établissements de crédit (b)	1 542 497	549 911	989 178	3 408
Autres emprunts et dettes assimilées (c)	165 280	125 358	32 860	7 062
Sous-total : Passifs au coût amorti (a + b + c)	1 792 727	679 128	1 076 870	36 729
Passifs à la juste valeur en résultat (d)	13 980	0	13 980	0
Total : dettes financières (a + b + c + d)	1 806 707	679 128	1 090 850	36 729
Passifs non courants				
Autres passifs non courants	23 935	0	23 935	0
Dettes des passifs courants				
Fournisseurs et autres créditeurs	1 576 430	1 576 430	0	0
Impôts courants	176 039	176 039	0	0
Autres passifs courants	31 835	31 835	0	0

Au 31 décembre 2008 (en milliers d'euros)	Total	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	0	0	0	0
Autres emprunts obligataires	188 604	99 892	52 857	35 855
Total emprunts obligataires (a)	188 604	99 892	52 857	35 855
Emprunts auprès des établissements de crédit (b)	1 429 858	475 163	525 341	429 354
Autres emprunts et dettes assimilées (c)	217 889	177 205	32 951	7 733
Sous-total : Passifs au coût amorti (a + b + c)	1 836 351	752 260	611 149	472 942
Passifs à la juste valeur en résultat (d)	3 837	0	3 837	0
Total : dettes financières (a + b + c + d)	1 840 188	752 260	614 986	472 942
Passifs non courants				
Autres passifs non courants	25 102	0	25 038	64
Dettes des passifs courants				
Fournisseurs et autres créditeurs	1 586 711	1 586 711	0	0
Impôts courants	188 870	188 870	0	0
Autres passifs courants	20 569	20 569	0	0

NOTE 21 – ENDETTEMENT FINANCIER

ENDETTEMENT FINANCIER NET

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2009	Dont courant	Dont non courant	Au 31/12/2008	Dont courant	Dont non courant
Emprunts obligataires convertibles	0	0	0	0	0	0
Autres emprunts obligataires	84 950	3 859	81 091	188 604	99 892	88 712
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 542 497	549 911	992 586	1 429 858	475 163	954 695
Autres emprunts et dettes assimilées	165 280	125 358	39 922	217 889	177 205	40 684
Passifs à la juste valeur en résultat	13 980	0	13 980	3 837	0	3 837
Endettement financier brut	1 806 707	679 128	1 127 579	1 840 188	752 260	1 087 928
Trésorerie et équivalents de trésorerie ⁽¹⁾	(489 675)	(489 675)	0	(407 884)	(407 884)	0
Dépôt de garantie en trésorerie ⁽²⁾	0	0	0	(32 321)	0	(32 321)
Actifs en juste valeur en résultat ⁽³⁾	0	0	0	(1 490)	0	(1 490)
Endettement financier net	1 317 032	189 453	1 127 579	1 398 493	344 376	1 054 117

(1) Trésorerie et équivalents de trésorerie (voir note 15).

(2) Inclus dans le poste « Autres actifs financiers non courants ».

(3) Voir paragraphe « Actifs et passifs à la juste valeur en compte de résultat » ci-dessous.

PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DES ÉLÉMENTS DE L'ENDETTEMENT FINANCIER

Analyse des passifs financiers par catégorie

Passifs au coût amorti

Emprunt obligataire convertible (en milliers d'euros)	Au 31/12/2009	Au 31/12/2008
Valeur	0	0

Autres emprunts obligataires (en milliers d'euros)	Au 31/12/2009	Au 31/12/2008
Valeur ⁽¹⁾	84 950	188 604

(1) Émis par Bolloré. Solde au 31 décembre 2009 : 84,9 millions d'euros ; solde au 31 décembre 2008 : 187,8 millions d'euros.

Bolloré a remboursé en mars 2009 un emprunt obligataire d'un montant total de 100 millions d'euros, émis au cours du mois de mars 2004, et rémunéré à Euribor 6 mois + 0,50 %. Les obligations, d'une valeur nominale de 1 000 euros, étaient cotées à la Bourse de Luxembourg.

Le 22 décembre 2006, Bolloré a emprunté sous forme de placement privé 123 millions de dollars américains, répartis en trois tranches :

- la première tranche est à taux variable (Libor + 1 %), pour un montant de 50 millions de dollars américains, remboursable en 2013 et émise à 98 % de la valeur nominale avec une prime de remboursement de 1 million de dollars ;
- la deuxième tranche est à taux fixe (6,32 %), pour un montant de 40 millions de dollars sur une durée de dix ans ;
- la troisième tranche est à taux fixe (6,42 %), pour un montant de 33 millions de dollars sur une durée de douze ans.

Cet emprunt fait l'objet d'une couverture mixte de taux et de change (*currency and interest rate swap*) échangeant les intérêts initiaux contre du taux fixe en euros, soit 2,925 % pour la première tranche, 3,26 % pour la deuxième tranche et 4,19 % pour la dernière tranche. Le principal est remboursé en dollars américains sur la base d'un cours de 1 euro = 1,3192 dollar américain.

Emprunts auprès des établissements de crédit (en milliers d'euros)	Au 31/12/2009	Au 31/12/2008
Valeur ⁽¹⁾	1 542 497	1 429 858

(1) Dont :

- lignes de crédit syndiqué tirées de 300 millions d'euros au 31 décembre 2009 et 400 millions d'euros au 31 décembre 2008 dans le cadre d'un programme de ligne de financement dont l'échéance est 2014 ;
- 164 millions d'euros au 31 décembre 2009 et 193 millions d'euros au 31 décembre 2008 au titre d'un programme de mobilisation de créances ;
- 341,5 millions d'euros de tirage de billets de trésorerie dans le cadre d'un programme de 500 millions d'euros maximum (77 millions d'euros au 31 décembre 2008) ;
- 200 millions d'euros de financement garantis par des nantissements de titres au 31 décembre 2009 (voir note 34 – Engagements donnés).

Autres emprunts et dettes assimilées (en milliers d'euros)	Au 31/12/2009	Au 31/12/2008
Valeur ⁽¹⁾	165 280	217 889

(1) Comprend principalement des concours bancaires courants, pour un montant de 118 millions d'euros au 31 décembre 2009 et 156 millions d'euros au 31 décembre 2008.

Actifs et passifs à la juste valeur en compte de résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2009	31/12/2008
Valeur		
Dérivés actifs non courants ⁽¹⁾	0	(1 490)
Dérivés actifs courants	0	0
Total	0	(1 490)
Dérivés passifs non courants	13 980	3 837
Dérivés passifs courants	0	0
Total	13 980	3 837

(1) Inclus dans le poste « Autres actifs financiers non courants » (voir note 9).

NATURE ET JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Nature de l'instrument	Risque couvert	Société	Échéance	Montant nominal total (en milliers de devises)	Juste valeur des instruments au 31/12/2009 (en milliers d'euros)	Juste valeur des instruments au 31/12/2008 (en milliers d'euros)
Contrat d'échange de taux d'intérêts	De taux	Bolloré	2009 à 2012	125 000 (€)	(7 234)	(5 162)
Contrat d'échange de taux d'intérêts ⁽¹⁾	De taux	Bolloré	2 014	145 000 (€)	(386)	N/A
Currency interest rate swap	De change et de taux	Bolloré	2013/2016/2018	123 000 (\$)	(2 979)	6 652
Contrat d'échange de taux d'intérêts payeur taux fixe/capé	De taux	SDV UK	2013	25 500 (£)	Remboursé	(2 535)
Ventes d'options	De taux	Financière du Loch	2012	20 000 (€)	(3 381)	(1 302)

Les dérivés présentés dans le tableau ci-dessus ne sont pas qualifiés comptablement de couverture à l'exception d'un swap de taux⁽¹⁾ (Var/int structurés) d'une juste valeur de 386 milliers d'euros au 31 décembre 2009.

Les produits et les charges comptabilisés en résultat de la période au titre de ces passifs financiers sont présentés en note 30 – Résultat financier.

Selon la devise

Au 31/12/2009 (en milliers d'euros)	Total	Euros	Dollars américains	Livres sterling	Autres devises
Emprunts obligataires convertibles	0	0	0	0	0
Autres emprunts obligataires	84 950	0	84 950	0	0
Total emprunts obligataires (a)	84 950	0	84 950	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédit (b)	1 542 497	1 442 286	27 721	0	72 490
Autres emprunts et dettes assimilées (c)	165 280	66 998	20 353	880	77 049
Sous-total passifs au coût amorti (a+b+c)	1 792 727	1 509 284	133 024	880	149 539

Au 31/12/2008 (en milliers d'euros)	Total	Euros	Dollars américains	Livres sterling	Autres devises
Emprunts obligataires convertibles	0	0	0	0	0
Autres emprunts obligataires	188 604	100 654	87 950	0	0
Total emprunts obligataires (a)	188 604	100 654	87 950	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédit (b)	1 429 858	1 319 855	17 268	33 323	59 412
Autres emprunts et dettes assimilées (c)	217 889	93 051	38 974	42	85 822
Sous-total passifs au coût amorti (a+b+c)	1 836 351	1 513 560	144 192	33 365	145 234

L'endettement du Groupe est très majoritairement en euros.

Emprunts en dollars : voir paragraphe « Autres emprunts obligataires ».

Dans le cadre de l'acquisition du groupe JE-Bernard, la société SDV UK a emprunté le 23 février 2007, pour une durée de sept ans, un montant total de 28 millions de livres sterling. Cet emprunt a été remboursé fin 2009.

Selon le taux (montants avant couverture)

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2009			Au 31/12/2008		
	Total	Taux fixe	Taux variable	Total	Taux fixe	Taux variable
Emprunts obligataires convertibles	0	0	0	0	0	0
Autres emprunts obligataires	84 950	50 242	34 708	188 604	52 960	135 644
Total emprunts obligataires (a)	84 950	50 242	34 708	188 604	52 960	135 644
Emprunts auprès des établissements de crédit (b)	1 542 497	90 006	1 452 491	1 429 858	76 213	1 353 645
Autres emprunts et dettes assimilées (c)	165 280	61 341	103 939	217 889	117 403	100 486
Sous-total passifs au coût amorti (a+b+c)	1 792 727	201 589	1 591 138	1 836 351	246 576	1 589 775

Par ailleurs, après couverture :

- au 31 décembre 2009, la part de l'endettement à taux fixe du Groupe s'élève à 23 %, contre 11,2 % avant couverture ;
- au 31 décembre 2008, la part de l'endettement à taux fixe du Groupe s'élève à 26 %, contre 13,4 % avant couverture.

Échéancier des décaissements non actualisés relatifs à l'endettement brut de clôture

Les principales hypothèses retenues pour la construction de cet échéancier sont les suivantes :

- lignes de crédit confirmées : la position échéancée est la position de clôture 2009, le montant utilisé à une date ultérieure pourrait être sensiblement différent ;
- l'échéance retenue pour les lignes de crédit bilatérales est la durée contractuelle et non pas celle du tirage ; ces tirages sont renouvelés par décision du Groupe en fonction des arbitrages de trésorerie ;
- les montants en devises sont convertis au cours de clôture ;
- les intérêts futurs à taux variable sont figés sur la base du taux de clôture, sauf dans le cas d'une meilleure estimation.

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2009	De 0 à 3 mois		De 3 à 6 mois		De 6 à 12 mois	
		Nominaux	Intérêts	Nominaux	Intérêts	Nominaux	Intérêts
Emprunts obligataires convertibles	0	0	0	0	0	0	0
Autres emprunts obligataires	84 950	0	1 037	0	1 037	3 859	2 067
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 542 497	6 292	6 315	18 698	6 213	524 921	12 168
Autres emprunts et dettes assimilées	165 280	497	1 555	497	1 530	124 363	3 025
Passifs à la juste valeur en résultat	13 980	0	0	0	0	0	0
Endettement financier brut	1 806 707						

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2009	De 1 à 5 ans		À plus de 5 ans	
		Nominaux	Intérêts	Nominaux	Intérêts
Emprunts obligataires convertibles	0	0	0	0	0
Autres emprunts obligataires	84 950	54 832	13 168	26 259	1 502
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 542 497	989 178	49 976	3 408	492
Autres emprunts et dettes assimilées	165 280	32 860	2 800	7 063	193
Passifs à la juste valeur en résultat	13 980	13 980	0	0	0
Endettement financier brut	1 806 707				

NOTE 22 – AUTRES PASSIFS NON COURANTS

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2008	Variations de périmètre		Variations nettes	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2009
		Entrées	Sorties				
Autres passifs non courants	25 102	288	75	910	587	(3 027)	23 935
Total	25 102	288	75	910	587	(3 027)	23 935

NOTE 23 – FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2008	Variations de périmètre		Variations nettes	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2009
		Entrées	Sorties				
Dettes fournisseurs	761 990	7 435	(16 489)	(65 459)	(3 206)	(1 267)	683 004
Dettes sociales et fiscales d'exploitation	173 012	859	(8 814)	(174)	295	(110)	165 068
Clients créditeurs	105 124	5	(912)	38 068	(3 266)	761	139 780
Comptes courants – passif à moins d'un an	31 526	(410)	1 198	5 162	(3 367)	(1 645)	32 464
Autres dettes d'exploitation	469 458	14 442	(185)	34 564	(16 024)	(712)	501 543
Autres dettes	45 601	(559)	(936)	2 191	(42)	8 316	54 571
Total	1 586 711	21 772	(26 138)	14 352	(25 610)	5 343	1 576 430

NOTE 24 – IMPÔTS COURANTS-PASSIF

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2008	Variations de périmètre		Variations nettes	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2009
		Entrées	Sorties				
Impôts courants – passif	188 870	1 568	(1 274)	(13 351)	(2 471)	2 697	176 039
Total	188 870	1 568	(1 274)	(13 351)	(2 471)	2 697	176 039

NOTE 25 – AUTRES PASSIFS COURANTS

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2008	Variations de périmètre		Variations nettes	Variations de change	Autres mouvements	Au 31/12/2009
		Entrées	Sorties				
Produits constatés d'avance	20 569	208	(1 962)	2 779	(89)	10 330	31 835
Autres dettes courantes	0	0	0	0	0	0	0
Total	20 569	208	(1 962)	2 779	(89)	10 330	31 835

NOTE 26 – ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le Groupe a cédé son activité Papiers à cigarettes et impressions minces en juillet 2009.

Cette activité constituant une branche d'activité à part entière, conformément à la norme IFRS 5, le résultat est regroupé sur une ligne spécifique au compte de résultat consolidé au 31 décembre 2009; les périodes comparatives ont fait l'objet d'un retraitement.

COMPTE DE RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES

(en milliers d'euros)	2009 ⁽²⁾	2008
Chiffre d'affaires	60 420	117 023
Achats et charges externes	(41 873)	(94 797)
Frais de personnel	(14 036)	(27 225)
Amortissements et provisions	(2 304)	(14 076)
Autres produits opérationnels	1 317	1 237
Autres charges opérationnelles	(1 542)	(1 483)
Résultat opérationnel	1 982	(19 321)
Résultat financier	(793)	(2 693)
Impôt sur les résultats	270	2 632
Résultat après impôts des activités abandonnées	1 459	(19 382)
Perte après impôts résultant de l'évaluation à la juste valeur des activités abandonnées ⁽¹⁾	(12 026)	0
Résultat net des activités abandonnées	(10 567)	(19 382)

(1) La juste valeur des actifs abandonnés a été estimée sur la base de leur prix net de cession, et la moins value correspondante a été reconnue en résultat des activités abandonnées.

(2) Ne concerne qu'un semestre d'activité.

VARIATION DES FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES

(en milliers d'euros)	2009 ⁽²⁾	2008
Résultat net	(10 567)	(19 382)
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles (a)	1 278	6 275
Flux nets de trésorerie sur investissements (b)	22 946	(4 153)
Flux nets de trésorerie sur opérations de financement (c)	(734)	(1 390)
Variation de la trésorerie (a+ b+c)	23 490	732
Trésorerie à l'ouverture	2 449	1 717
Trésorerie à la clôture ⁽¹⁾	25 939	2 449

(1) Effet net de la cession au 31 décembre 2009.

(2) Ne concerne qu'un semestre d'activité.

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

NOTE 27 – INFORMATIONS SUR LES SECTEURS OPÉRATIONNELS

Le Groupe applique pour la première fois la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels » dans ses comptes 2009.

Conformément aux dispositions de la norme, les informations sectorielles comparatives au titre des périodes antérieures ont été retraitées afin d'être conformes à la présentation adoptée en 2009.

Conformément aux dispositions de cette norme, les secteurs opérationnels retenus pour présenter l'information sectorielle sont ceux utilisés dans le reporting interne du Groupe, revu par la Direction générale (le principal décideur opérationnel pour le Groupe) ils reflètent l'organisation du Groupe, qui est basée sur l'axe métier.

Les secteurs présentés par le Groupe sont au nombre de trois :

- Transport et logistique : comprend les activités de services portant sur l'organisation en réseau du transport maritime et aérien et de la logistique ;
- Industrie : comprend les activités de production et de vente de films plastiques, batteries et supercapacités, terminaux et systèmes spécialisés, développements automobiles ;
- Distribution d'énergie : correspond à la distribution et au stockage de produits pétroliers en Europe

Les autres activités regroupent les activités Télévision, Presse et autres, Télécoms (technologies de l'information et de la communication), les plantations et les holdings.

L'application de cette norme ne révèle pas d'effet majeur sur la présentation sectorielle du Groupe, qui reste basée sur une approche par métier, comme précédemment.

Les modifications portent sur les regroupements de secteurs suivants, de caractéristiques communes ou de faible matérialité :

- les anciens secteurs Films plastiques et Batteries, Terminaux et systèmes spécialisés ont fait l'objet d'un regroupement dans le secteur Industrie ;
- les secteurs Distribution d'énergie et Transport et logistique restent inchangés ;
- l'ancien secteur Médias et Télécoms est désormais présenté en « Autres activités ».

Les transactions entre les différents secteurs sont réalisées aux conditions de marché.

Les résultats opérationnels sectoriels sont les principales données utilisées par la Direction générale afin d'évaluer la performance des différents secteurs et de leur allouer les ressources.

Les méthodes comptables et d'évaluation retenues pour l'élaboration du reporting interne sont identiques à celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés. Il n'y a donc pas de réconciliation entre la présentation du reporting interne et celle des comptes consolidés.

Le chiffre d'affaires et les investissements sont également suivis par la Direction générale sur une base régulière.

En revanche, l'indicateur concernant les actifs sectoriels est présenté conformément à la norme IFRS 8, mais n'est pas présenté de manière régulière à la Direction générale. Il fait l'objet d'une réconciliation avec les comptes consolidés.

L'information concernant les dotations aux amortissements et provisions est fournie pour permettre au lecteur d'apprécier les principaux éléments sans effets monétaires du résultat opérationnel sectoriel, mais n'est pas transmise dans le reporting interne.

INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

En 2009 (en milliers d'euros)	Transport et logistique	Industrie	Distribution d'énergie	Autres activités	Élimination intersecteurs	Total consolidé
Chiffre d'affaires externe	4 032 206	178 448	1 685 569	114 840	0	6 011 063
Chiffre d'affaires inter-secteurs	3 581	202	1 207	32 945	(37 935)	0
Chiffre d'affaires	4 035 787	178 650	1 686 776	147 785	(37 935)	6 011 063
Dotations nettes aux amortissements et provisions	(99 922)	(23 849)	(12 387)	(43 860)	0	(180 018)
Résultat opérationnel	317 334	(103 734)	48 722	(88 634)	0	173 688
Investissements corporels et incorporels⁽¹⁾	234 010	10 731	9 878	13 895	0	268 514
Actifs sectoriels	2 887 756	206 376	381 111	364 121	(5 158)	3 834 206

(1) Hors investissements de l'activité Papiers.

En 2008 (en milliers d'euros)	Transport et logistique	Industrie	Distribution d'énergie	Autres activités	Élimination intersecteurs	Total consolidé
Chiffre d'affaires externe	4 528 058	217 947	2 372 842	96 869	0	7 215 716
Chiffre d'affaires inter-secteurs	3 734	445	1 580	29 400	(35 159)	0
Chiffre d'affaires	4 531 792	218 392	2 374 422	126 269	(35 159)	7 215 716
Dotations nettes aux amortissements et provisions	(83 904)	(21 989)	(13 157)	(13 527)	0	(132 577)
Résultat opérationnel	297 701	(80 164)	17 886	(92 313)	0	143 110
Investissements corporels et incorporels⁽¹⁾	152 437	37 141	8 440	46 114	0	244 132
Actifs sectoriels⁽¹⁾	2 754 014	313 316	395 099	308 574	74 161	3 845 164

(1) Pour l'Industrie, en 2008, comprend les éléments bilantiels de l'activité Papiers cédée en 2009.

RÉCONCILIATION DES ACTIFS SECTORIELS AVEC LES COMPTES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2009	Au 31/12/2008
Goodwill	1 008 742	990 104
Immobilisations incorporelles	223 136	165 161
Immobilisations corporelles	986 096	991 382
Stocks et en-cours	144 890	143 019
Clients et autres débiteurs	1 499 816	1 566 739
Autres actifs courants	19 387	20 695
Total actifs sectoriels, y compris comptes courants	3 882 067	3 877 100
Comptes courants	(47 861)	(31 936)
Total actifs sectoriels, hors comptes courants	3 834 206	3 845 164

INFORMATIONS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

(en milliers d'euros)	France et Dom-Tom	Europe hors France	Afrique	Amériques	Asie-Pacifique	Total
En 2009						
Chiffre d'affaires	2 841 753	975 244	1 606 549	229 827	357 690	6 011 063
Immobilisations incorporelles	170 588	357	49 502	1 044	1 645	223 136
Immobilisations corporelles	380 403	40 767	539 190	20 297	5 439	986 096
Investissements corporels et incorporels ⁽¹⁾	75 042	2 924	181 541	6 043	2 964	268 514
En 2008						
Chiffre d'affaires	3 639 710	1 346 861	1 477 941	283 686	467 518	7 215 716
Immobilisations incorporelles	158 909	447	3 873	913	1 019	165 161
Immobilisations corporelles	446 768	39 399	481 132	16 418	7 665	991 382
Investissements corporels et incorporels ⁽²⁾	105 854	2 948	126 522	4 664	4 144	244 132

(1) Hors investissements de l'activité Papiers.

(2) Pour la zone France et Dom-Tom, en 2008, comprend les investissements de l'activité Papiers cédée en 2009.

NOTE 28 – PRINCIPALES ÉVOLUTIONS À PÉRIMÈTRE ET TAUX DE CHANGE CONSTANTS

Le tableau ci-dessous décrit l'incidence des variations de périmètre et de change sur les chiffres clés, les données 2009 étant ramenées au périmètre et au taux de change 2008.

(en milliers d'euros)	2009	Variations de périmètre	Variations de change	2009 périmètre et change constants	2008
Chiffre d'affaires	6 011 063	(61 525) ⁽¹⁾	58 484	6 008 022	7 215 716
Résultat opérationnel	173 688	(5 646) ⁽²⁾	8 249	176 291	143 110
Résultat financier	(36 295)	9 740 ⁽³⁾	5	(26 550)	123 890

(1) La variation de périmètre concernant le chiffre d'affaires est principalement liée aux entrées de périmètre en 2008 de Seaways Pty Ltd (contribuant pour –33,5 millions d'euros) ainsi que du sous-groupe Whitehorse (contribuant pour –12,5 millions d'euros).

(2) Au niveau du résultat opérationnel, la variation de périmètre correspond principalement aux entrées de périmètre en 2008 du sous-groupe Whitehorse (contribuant pour –2,9 millions d'euros), et de Charbons Maulois (contribuant pour –1,3 million d'euros).

(3) Au niveau du résultat financier, la variation de périmètre correspond principalement à l'intégration dans le périmètre de consolidation du groupe Aegis au 30 septembre 2008.

NOTE 29 – RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

L'analyse du résultat opérationnel par nature de produits et charges est la suivante :

(en milliers d'euros)	2009	2008
Chiffre d'affaires	6 011 063	7 215 716
Achats et charges externes	(4 756 195)	(6 037 169)
– achats et charges externes	(4 602 258)	(5 894 161)
– locations et charges locatives	(153 937)	(143 008)
Frais de personnel	(909 540)	(895 351)
Dotations aux amortissements et aux provisions	(180 018)	(132 577)
Autres produits opérationnels(*)	127 252	129 331
Autres charges opérationnelles(*)	(118 874)	(136 840)
Résultat opérationnel	173 688	143 110

(*) DÉTAILS DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

(en milliers d'euros)	2009			2008		
	Total	Produits opérationnels	Charges opérationnelles	Total	Produits opérationnels	Charges opérationnelles
Plus-values (moins-values) sur cessions d'immobilisations	6 464	31 254	(24 790)	3 015	22 637	(19 622)
Pertes et gains de change	1 576	18 472	(16 896)	7 289	35 900	(28 611)
Bénéfices et pertes attribués	415	25 610	(25 195)	2 331	27 593	(25 262)
Autres ⁽¹⁾	(77)	51 916	(51 993)	(20 144)	43 201	(63 345)
Autres produits et charges opérationnels	8 378	127 252	(118 874)	(7 509)	129 331	(136 840)

(1) Dont, en 2009, remboursement reçu au titre du litige Copigraph s'élevant à –22,7 millions d'euros et diverses charges de gestion courante individuellement non significatives.

NOTE 30 – RÉSULTAT FINANCIER

(en milliers d'euros)	2009	2008
Coût net du financement	(46 786)	(69 863)
– charges d'intérêts	(58 097)	(88 870)
– revenus des créances financières	8 836	16 628
– autres produits	2 475	2 379
Plus-values (moins-values) de cessions des titres⁽¹⁾	(4 854)	363 950
Autres produits financiers ^(*)	91 345	92 296
Autres charges financières ^(*)	(76 000)	(262 493)
Résultat financier	(36 295)	123 890

(1) Au cours de l'année 2008, le Groupe a cédé 3,60 % de Vallourec pour 400 millions d'euros, générant une plus-value de 358,1 millions d'euros.

(*) DÉTAILS DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

(en milliers d'euros)	2009			2008		
	Total	Produits financiers	Charges financières	Total	Produits financiers	Charges financières
Revenus des titres et des valeurs mobilières de placement ⁽¹⁾	27 770	27 770	0	24 746	24 746	0
Variations des provisions financières ⁽²⁾	(10 941)	31 891	(42 832)	(133 620)	11 840	(145 460)
Mise à la juste valeur des dérivés ⁽³⁾	(13 897)	0	(13 897)	(44 240)	0	(44 240)
Autres ⁽⁴⁾	12 413	31 684	(19 271)	(17 083)	55 710	(72 793)
Autres produits et charges financiers	15 345	91 345	(76 000)	(170 197)	92 296	(262 493)

(1) Principalement dividendes Vallourec reçus au cours de l'année 2009.

(2) Au cours de l'exercice 2008, les titres Aegis ont fait l'objet d'une dépréciation de – 114 millions d'euros.

(3) En 2008, une partie des titres Vallourec détenue par le Groupe faisait l'objet de ventes à terme. La variation de juste valeur de ces dérivés a été constatée dans le résultat financier pour un montant de – 45,6 millions d'euros en 2008.

(4) Essentiellement pertes et gains de change sur éléments financiers.

NOTE 31 – IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

ANALYSE DE LA CHARGE D'IMPÔT

(en milliers d'euros)	2009	2008
Impôts exigibles	(128 193)	(115 149)
Crédit d'impôt	7 645	4 979
Économie d'impôt due aux intégrations fiscales	42 052	49 971
Sous-total impôts sur les bénéfices	(78 496)	(60 199)
Impôts différés nets	(257)	2 945
Sous-total impôts différés	(257)	2 945
Total	(78 753)	(57 254)

RATIONALISATION DE LA CHARGE D'IMPÔT

L'écart entre la charge d'impôt théorique et la charge nette d'impôt réelle s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	2009	2008
Résultat net consolidé	120 500	65 540
Résultat net des activités abandonnées	10 567	19 382
Résultat net des sociétés mises en équivalence	(72 427)	124 824
Charge (produit) d'impôt	78 753	57 254
Résultat avant impôts des activités poursuivies	137 393	267 000
Taux d'impôt théorique	34,43 %	34,43 %
Profit (charge) théorique d'impôt	(47 304)	(91 928)
Rapprochement		
Différences permanentes	(18 603)	(13 282)
Effet des cessions de titres non imposées au taux courant	0	65 335
Activation (dépréciation) de reports déficitaires	(37 720)	(38 664)
Crédit d'impôts	7 645	5 184
Différences dues aux taux d'impôts des sociétés étrangères et contributions additionnelles	16 096	17 808
Autres	1 133	(1 707)
Produit (charge) réel d'impôt	(78 753)	(57 254)

Le taux d'impôt utilisé pour la rationalisation de la charge d'impôt correspond au taux d'impôt global auquel est taxée la société mère.

ORIGINE DES IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS ET PASSIFS

(en milliers d'euros)	2009	2008
Reports fiscaux déficitaires activés	4 179	11 571
Provisions retraites et autres avantages au personnel	25 524	28 898
Réévaluation des immobilisations en IFRS	(55 047)	(60 356)
Provisions réglementées à caractère fiscal	(25 266)	(25 224)
Crédit-bail	(3 569)	(5 717)
Différences temporaires sociales	23 747	19 851
Autres	(554)	2 019
Actifs et passifs d'impôts différés nets	(30 986)	(28 958)

REPORTS DÉFICITAIRES NON ACTIVÉS – EN IMPÔT

(en milliers d'euros)	2009	2008
Déficits reportables	227 651	172 796
Amortissements réputés différés	1 451	1 135
Total	229 102	173 931

ÉVOLUTION EN 2009

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2008	Variations de périmètre		Variations nettes	Variations de change	Autres mouvements ⁽¹⁾	Au 31/12/2009
		Entrées	Sorties				
Impôts différés – actif	29 286	1 027	(4 749)	8 273	(284)	419	33 972
Impôts différés – passif	58 244	252	(8 021)	8 438	(268)	6 313	64 958

(1) Impôts différés – passif : dont 4,4 millions d'euros liés aux variations de juste valeur (IAS 32-39) sur titres.

AUTRES INFORMATIONS

NOTE 32 – EFFECTIFS MOYENS

	2009	2008
Cadres	4 449	4 398
Agents de maîtrise/employés et ouvriers	28 615	29 645
Total	33 064	34 043

VENTILATION DES EFFECTIFS PAR SECTEUR

	2009	2008
Transport et logistique	28 235	28 638
Industrie	1 126	2 096
Distribution d'énergie	911	911
Autres activités	2 792	2 398
Total	33 064	34 043

NOTE 33 – PARTIES LIÉES

RÉMUNÉRATION DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

(en milliers d'euros)	2009	2008
Avantages à court terme	1 808	2 325
Avantages postérieurs à l'emploi	0	0
Avantages à long terme	0	0
Indemnités de fin de contrat de travail	0	0
Paiement en actions	2 193	2 193
Nombre de stock-options détenues par les dirigeants sur les titres Bolloré	167 500	167 500

Le Groupe a accordé des options de souscription d'actions Bolloré SA à des salariés ou mandataires sociaux du Groupe. La réalisation de cette opération s'est effectuée dans les conditions prévues par l'Assemblée générale extraordinaire du 7 juin 2006. Les modalités de ce plan et les périodes d'exercice des options ont été définitivement arrêtées lors du Conseil d'administration du 6 avril 2007.

Le Groupe a appliqué la norme IFRS 2 « Share-based payment » à ce plan de souscription d'actions. À la date d'octroi, le 8 juin 2007, la juste valeur des options accordées a été calculée par un expert indépendant selon le modèle *Black and Scholes*, cette valeur représentant la charge à comptabiliser sur la période (2 193 milliers d'euros concernant les dirigeants sur l'exercice 2009) correspondant à la durée d'acquisition des options.

En 2009, Vincent Bolloré, Président du Conseil d'administration, a perçu 163 milliers d'euros de rémunération des sociétés du Groupe Bolloré, contre 592 milliers en 2008. Par ailleurs, Vincent Bolloré a perçu, en 2009, 33 milliers d'euros de jetons de présence à raison des mandats sociaux qu'il exerce dans les sociétés du Groupe (32 milliers d'euros en 2008).

Il n'existe pas d'engagement du Groupe envers ses dirigeants ou anciens dirigeants au titre des pensions et indemnités assimilées (postérieures à l'emploi). Il n'y a aucune avance ou crédit accordé aux membres du Conseil d'administration par le Groupe.

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les comptes consolidés incluent des opérations effectuées par le Groupe dans le cadre normal de ses activités avec des sociétés non consolidées qui ont un lien capitalistique direct ou indirect avec le Groupe.

(en milliers d'euros)	2009	2008
Chiffre d'affaires		
Entités non consolidées du Groupe Bolloré	18 789	25 842
Entités consolidées par intégration globale ⁽¹⁾	943 680	1 043 600
Entités sous contrôle conjoint ⁽²⁾	25 155	19 756
Entités mises en équivalence ⁽²⁾	8 517	10 619
Membres du Conseil d'administration	0	0
Achats et charges externes		
Entités non consolidées du Groupe Bolloré	(12 023)	(13 533)
Entités consolidées par intégration globale ⁽¹⁾	(992 918)	(1 087 127)
Entités sous contrôle conjoint ⁽²⁾	(5 755)	(8 103)
Entités mises en équivalence ⁽²⁾	(2 413)	(2 215)
Membres du Conseil d'administration	0	0
Autres produits et charges financiers		
Entités non consolidées du Groupe Bolloré	(3 609)	6 961
Entités consolidées par intégration globale ⁽¹⁾	392 024	323 573
Entités sous contrôle conjoint ⁽²⁾	8 456	7 741
Entités mises en équivalence ⁽²⁾	34 256	(196 258)
Membres du Conseil d'administration	0	0
Créances liées à l'activité (hors intégration fiscale)		
Entités non consolidées du Groupe Bolloré	14 924	20 782
Entités consolidées par intégration globale ⁽¹⁾	279 019	295 992
Entités sous contrôle conjoint ⁽²⁾	3 292	5 223
Entités mises en équivalence ⁽²⁾	9 422	496
Membres du Conseil d'administration		
Provisions pour créances douteuses	(6 003)	(5 155)
Dettes liées à l'activité (hors intégration fiscale)		
Entités non consolidées du Groupe Bolloré	6 086	6 105
Entités consolidées par intégration globale ⁽¹⁾	246 647	278 055
Entités sous contrôle conjoint ⁽²⁾	6 732	3 516
Entités mises en équivalence ⁽²⁾	4 733	691
Membres du Conseil d'administration	0	0
Comptes courants et conventions de trésorerie - actif		
Entités non consolidées du Groupe Bolloré	98 460	34 766
Entités consolidées par intégration globale ⁽¹⁾	889 549	924 832
Entités sous contrôle conjoint ⁽²⁾	28 444	14 158
Entités mises en équivalence ⁽²⁾	4 733	104
Membres du Conseil d'administration	0	0
Comptes courants et conventions de trésorerie - passif		
Entités non consolidées du Groupe Bolloré	29 937	27 419
Entités consolidées par intégration globale ⁽¹⁾	879 621	994 531
Entités sous contrôle conjoint ⁽²⁾	407	3 670
Entités mises en équivalence ⁽²⁾	0	0
Membres du Conseil d'administration	0	0

(1) Montants sociaux.

(2) Montant à 100 % avant application des taux d'intégration.

NOTE 34 – ENGAGEMENTS DONNÉS

Au 31 décembre 2009 (en milliers d'euros)	Total	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Cautions sur douanes	350 710	168 389	91 406	90 915
Autres cautions accordées par les banques (contentieux fiscaux, cautions/marchés...)	116 863	99 391	11 934	5 538
Avals, cautions et garanties	38 025	13 381	21 419	3 225
Sûretés réelles accordées en garantie des emprunts(*)	0	0	0	0
Nantissements et hypothèques(*)	273 426	0	213 530	59 896
Obligations contractuelles d'investissements ou de renouvellement au titre des concessions	661 551	90 921	278 780	291 850

(*) DÉTAIL DES NANTISSEMENTS, SÛRETÉS RÉELLES ET HYPOTHÈQUES

(en milliers d'euros)	Date de départ du nantissement	Date d'échéance du nantissement	Montant d'actif nanti	Total du poste de bilan	% correspondant
Sur immobilisations incorporelles					
Nantissement sur fonds de commerce					
– Automatic System Belgium	01/07/2002	Illimité	5 501	223 136	(1)
Sur immobilisations corporelles					
Hypothèque Propriétés Zambie	04/09/2003	Illimité	3 344	986 096	0,3
Nantissement de matériel roulant au Cameroun	01/01/2002	01/07/2015	37 491	986 096	3,8
Nantissement de locomotives au Cameroun	04/10/2002	05/09/2014	6 498	986 096	0,7
Nantissement d'un magasin au Mozambique	04/10/1997	31/01/2014	651	986 096	0,1
Nantissement de matériel de manutention/levage en Guinée	01/04/2006	–	–	986 096	–

(1) S'agissant d'une création, ce fonds de commerce n'est pas valorisé dans les comptes.

(en milliers d'euros)	Date de départ du nantissement	Date d'échéance du nantissement	Valeur garantie à l'origine	Total du poste de bilan	% correspondant
Sur immobilisations financières					
– titres SCCF	17/10/2002	17/10/2017	13 560	1 542 627	(2)
– titres Secaf	01/04/1999	05/09/2014	6 381	1 542 627	(2)
– titres Aegis et Havas ⁽³⁾	04/07/2008	04/01/2012	200 000	970 818	20,6
– titres Havas ⁽⁴⁾	23/12/2004	23/12/2009	–	–	–

(2) Les titres SCCF et Secaf ainsi que les créances Bolloré sont éliminés du bilan consolidé il est donc impossible de calculer valablement une proportion.

(3) **Nantissement des titres Havas et Aegis ;**

En 2008, le Groupe a mis en place, auprès d'un établissement financier français de premier plan, une opération structurée qui lui a permis de recevoir 200 millions d'euros en nantissant 57,9 millions d'actions Havas et 94,7 millions d'actions Aegis.

L'opération a été mise en place pour une durée de 3,5 ans (échéance janvier 2012) mais peut être dénouée à tout moment à la seule initiative du Groupe, qui conserve durant toute l'opération la propriété des actions et droits de vote associés ainsi que l'exposition économique sur l'évolution des cours.

(4) **Nantissement des titres Havas ;**

En décembre 2004, le Groupe a mis en place, auprès d'un établissement financier français de premier plan, une opération structurée qui lui a permis de recevoir 200 millions d'euros en nantissant 55,1 millions d'actions Havas.

Cette opération a été dénouée à l'échéance, au dernier trimestre 2009. Le nantissement des titres a été abandonné.

Au 31 décembre 2008

(en milliers d'euros)

	Total	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Cautions sur douanes	337 081	213 523	16 710	106 848
Autres cautions accordées par les banques (contentieux fiscaux, cautions/marchés...)	124 625	106 356	6 300	11 969
Avals, cautions et garanties	63 561	19 469	42 007	2 085
Sûretés réelles accordées en garantie des emprunts(*)	0	0	0	0
Nantissements et hypothèques(*)	494 351	228 603	200 273	65 475

(*) DÉTAIL DES NANTISSEMENTS, SÛRETÉS RÉELLES ET HYPOTHÈQUES

(en milliers d'euros)	Date de départ du nantissement	Date d'échéance du nantissement	Montant d'actif nanti	Total du poste de bilan	% correspondant
Sur immobilisations incorporelles					
Nantissement sur fonds de commerce					
– Automatic System Belgium	01/07/2002	Illimité	5 501	165 161	(1)
Sur immobilisations corporelles					
Sûretés réelles en garantie d'emprunt – Avion ⁽²⁾	16/01/2003	01/07/2015			
Hypothèque Propriétés Zambie	04/09/2003	Illimité	1 672	991 382	0,2
Nantissement de matériel roulant au Cameroun	01/01/2002	01/07/2015	37 491	991 382	3,8
Nantissement de locomotives au Cameroun	04/10/2002	05/09/2014	6 498	991 382	0,7
Nantissement d'un magasin au Mozambique	04/10/1997	Illimité	753	991 382	0,1
Nantissement de matériel de manutention/levage en Guinée	01/04/2006	31/03/2011	273	991 382	0,0

(1) S'agissant d'une création, ce fonds de commerce n'est pas valorisé dans les comptes.

(2) Emprunt remboursé courant 2008.

(en milliers d'euros)	Date de départ du nantissement	Date d'échéance du nantissement	Valeur garantie à l'origine	Total du poste de bilan	% correspondant
Sur immobilisations financières					
– titres SCCF	17/10/2002	17/10/2017	13 560	1 064 282	(3)
– titres Secaf	01/04/1999	01/04/2009	6 381	1 064 282	(3)
– titres Havas ⁽⁵⁾	23/12/2004	23/12/2009	222 222	916 786	24,2
– titres Aegis et Havas ⁽⁴⁾	04/07/2008	04/01/2012	200 000	916 786	21,8

(3) Les titres SCCF et Secaf ainsi que les créances Bolloré sont éliminés du bilan consolidé, il est donc impossible de calculer valablement une proportion.

(4) **Nantissement des titres Havas et Aegis ;**

En 2008, le Groupe a mis en place, auprès d'un établissement financier français de premier plan, une opération structurée qui lui a permis de recevoir 200 millions d'euros en nantissant 57,9 millions d'actions Havas et 94,7 millions d'actions Aegis.

L'opération a été mise en place pour une durée de 3,5 ans (échéance janvier 2012) mais peut être dénouée à tout moment à la seule initiative du Groupe, qui conserve durant toute l'opération la propriété des actions et droits de vote associés ainsi que l'exposition économique sur l'évolution des cours.

(5) **Nantissement des titres Havas ;**

En décembre 2004, le Groupe a mis en place, auprès d'un établissement financier français de premier plan, une opération structurée qui lui a permis de recevoir 200 millions d'euros en nantissant 55,1 millions d'actions Havas.

L'opération a été mise en place pour une durée de 5 ans (échéance 2009) mais peut être dénouée à tout moment à la seule initiative de Financière de Sainte Marine (ex Bolloré Médias Investissements), qui conserve durant toute l'opération la propriété des actions et droits de vote associés ainsi que l'exposition économique sur l'évolution du cours d'Havas.

NOTE 35 – ENGAGEMENTS REÇUS

Au 31 décembre 2009
(en milliers d'euros)

	Total	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Avals, cautions et garanties reçues	12 790	5 038	4 366	3 386
Autres engagements reçus	18 186	1 232	11 000	5 954

Au 31 décembre 2008
(en milliers d'euros)

	Total	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Avals, cautions et garanties reçues	23 386	8 820	754	13 812
Autres engagements reçus	1 203	0	0	1 203

NOTE 36 – INFORMATIONS SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS ET LA GESTION DES RISQUES

Cette présente note est à lire en complément des informations qui sont fournies dans le rapport du Président sur le contrôle Interne inclus dans le présent document.

L'approche du Groupe ainsi que les procédures mises en place sont également détaillées dans la partie : 4.1. Analyse des risques.

SUIVI ET GESTION DE LA DETTE ET DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les Directions de la Trésorerie et du Contrôle de gestion du Groupe organisent et supervisent la remontée des informations et des indicateurs financiers mensuels des divisions, en particulier le compte de résultat et le suivi de l'endettement net.

Toute contrepartie bancaire intervenant dans le cadre d'opérations de couverture de change, de gestion de taux d'intérêt ou de placement de trésorerie doit avoir obtenu l'aval de la Direction financière. Le Groupe travaille uniquement avec des établissements bancaires de premier ordre.

Risque de marché concernant les actions cotées

Compte tenu de ses activités financières, le Groupe Bolloré est exposé à la variation du cours des titres cotés.

Les titres de participation détenus par le Groupe dans des sociétés non consolidées sont évalués en juste valeur à la clôture, conformément à la norme IAS 39 « Instruments financiers » et sont classés en actifs financiers disponibles à la vente (voir note 1.B – Principes comptables).

Pour les titres cotés, cette juste valeur est la valeur boursière à la clôture.

Au 31 décembre 2009, les réévaluations temporaires des titres disponibles à la vente du bilan consolidé déterminées sur la base des cours de Bourse s'élèvent à 903,4 millions d'euros avant impôts, avec pour contrepartie les capitaux propres consolidés.

Au 31 décembre 2009, une variation de 1 % des cours de Bourse entraînerait un impact de + 11,7 millions d'euros sur les actifs disponibles à la vente et de + 11,6 millions d'euros sur les capitaux propres consolidés dont 3,7 millions d'euros au titre des réévaluations par transparence des holdings intermédiaires de contrôle⁽¹⁾. Les titres de ces sociétés revêtent un caractère peu liquide.

Risque de liquidité

La part à moins d'un an des crédits utilisés au 31 décembre 2009 inclut 342 millions d'euros de tirage de billets de trésorerie dans le cadre d'un programme de 500 millions d'euros maximum et 164 millions d'euros de mobilisations de créances.

Par ailleurs, le montant des lignes de crédit confirmées et non utilisées s'élève à 1 114 millions d'euros au 31 décembre 2009.

(1) Réévaluations par transparence basées notamment sur des valeurs boursières de Bolloré et Financière de l'Odet (voir note 9 – Autres actifs financiers).

L'ensemble des lignes bancaires tirées et non tirées s'amortit comme suit :

Année 2010	7,7 %
Année 2011	6,1 %
Année 2012	18,2 %
Année 2013	7,7 %
Année 2014	57,7 %
Année 2015	0,6 %
Au-delà de 2015	2,0 %
Total	100,0 %

La durée moyenne des sources de financement du Groupe est de près de quatre années.

La majorité des tombées intervient en 2014 et au-delà.

Le Groupe ne fait pas appel à des financements bancaires conditionnés à une notation externe. L'essentiel des lignes de crédit utilisées, comme confirmées non utilisées (dont le crédit syndiqué de 1,1 milliard d'euros à échéance 2014), ne prévoit pas de clause de remboursement anticipé dépendant du respect de ratios financiers. Quelques crédits utilisés, comme confirmés non utilisés, en prévoient parfois. Il s'agit alors deux ratios : un ratio d'endettement et un ratio relatif à la capacité du Groupe à faire face au service de la dette.

Le Groupe respecte l'ensemble de ces critères au 31 décembre 2009.

Risque de taux

La Direction générale décide de la mise en place de couvertures de taux. Des couvertures de type ferme (*swap* de taux, FRA) sont éventuellement utilisées pour gérer le risque de taux de la dette du Groupe.

La note 21 décrit les différents instruments dérivés de couverture de risque de taux du Groupe.

Au 31 décembre 2009, après couverture, la part de l'endettement financier net à taux fixe s'élevait à 24 % de l'endettement total.

Sensibilité : si les taux variaient uniformément de + 1 %, l'impact annuel sur les frais financiers serait de + 9,9 millions d'euros après couverture sur la dette portant intérêt.

Les excédents de trésorerie sont placés dans des produits monétaires sans risque.

Risque crédit client

La Direction de la trésorerie du Groupe centralise mensuellement l'évolution du besoin en fonds de roulement. La plupart des divisions ont recours à l'assurance-crédit, et les plus grandes ont un *crédit manager*.

De par la diversité de ses activités, le Groupe a une base de clients très diversifiée, tant en termes de secteur d'activité que de taille et de localisation. Les analyses des créances clients sont réalisées au cas par cas, et les dépréciations sont constatées sur une base individuelle en tenant compte de la situation du client, de l'existence ou non d'une assurance-crédit et des retards de paiement. Aucune dépréciation n'est constatée sur une base globale. La balance âgée des créances échues non provisionnées à la clôture, l'analyse de la variation des provisions sur créances clients ainsi que les charges et produits sur ces créances sont présentés dans la note 12 – Clients et autres débiteurs.

Risque de devise

La répartition du chiffre d'affaires (58 % en zone euro, 16 % en zone CFA, 3,6 % en francs suisses, 2,7 % en dollars américains, 1,9 % en livres sterling, 17,8 % en autres devises) et le fait que beaucoup de dépenses d'exploitation soient en devises locales limitent de fait l'exposition du Groupe au risque de change opérationnel.

Le Groupe réduit encore son exposition au risque de change en couvrant ses principales opérations en devises, autres que l'euro et le CFA.

La gestion du risque de change est centralisée au niveau du Groupe en France et en Europe : chaque filiale ayant des flux annuels en devises vis-à-vis de tiers externes, tant en export/vente qu'en import/achat, supérieurs à 150 milliers d'euros ouvre un compte par devise. Afin de supprimer le risque de variation du cours de change, chaque fin de mois, elle demande une couverture auprès de la cellule de gestion, sur le solde prévisionnel de ses ventes/achats du mois suivant, payable selon le cas à trente ou soixante jours fin de mois.

La trésorerie devises calcule le net des positions commerciales et se couvre auprès des banques par une opération de type ferme (achat ou vente à terme). En plus de ces opérations glissantes à trois mois (procédure fin de mois), d'autres couvertures peuvent être prises ponctuellement pour un marché.

Les flux intragroupe font l'objet d'un *netting* mensuel qui permet de limiter les flux échangés et de couvrir les risques de change résiduels.

Bolloré Énergie, pour sa part, couvre quotidiennement ses positions directement sur le marché. Au 31 décembre 2009, son portefeuille de couverture en dollar américain en contre-valeur euro comprenait des ventes à terme pour 4,8 millions d'euros et des achats à terme pour 2,7 millions d'euros, soit une position nette vendeur de 2,1 millions d'euros.

Les pertes et gains de change nets annuels totaux liés aux flux opérationnels en devises se sont élevés en 2009 pour le Groupe à + 1,6 million d'euros soit 0,9 % du résultat opérationnel de l'année (+ 7,3 millions d'euros en 2008, soit 5,1 % du résultat opérationnel de l'année); le résultat opérationnel du Groupe n'est pas exposé de façon significative au risque de change.

Risque matières premières

Les métiers du Groupe ci-dessous sont sensibles aux évolutions des cours des matières premières suivantes :

- Énergie : pétrole;
- Plantations : huile de palme et caoutchouc.

Compte tenu de la dispersion de ses activités, les effets de l'évolution du cours de ces matières premières sur les résultats du Groupe dans son ensemble restent toutefois limités.

Le secteur opérationnel Distribution d'énergie est le seul secteur du Groupe qui soit directement et notablement impacté par la variation du prix du baril de pétrole; le chiffre d'affaires est fortement corrélé au prix du pétrole brut et totalement corrélé au prix des produits raffinés.

Afin de minimiser les effets du risque pétrole sur les résultats, la division Distribution d'énergie répercute les variations du cours du produit sur les clients et met en place des achats et ventes à terme de produit adossées à des opérations physiques.

Au 31 décembre 2009, les ventes à terme de produits s'élèvent à 74,4 millions d'euros et les achats à terme, à 63,9 millions d'euros. Les positions ouvertes vendeur sur marchés IPE (International Petroleum Exchange) s'élèvent à 23 800 tonnes, pour 10,5 millions d'euros.

Les stocks de fioul domestique sont intégralement couverts à l'exception d'un stock d'environ 50 000 m³ au 31 décembre 2009.

NOTE 37 – LISTE DES SOCIÉTÉS DONT LA DATE DE CLÔTURE EST DIFFÉRENTE DU 31 DÉCEMBRE

	Date de clôture
Europacific	30 juin
Socfinaf Company Ltd	30 septembre

NOTE 38 – ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Bolloré Média, qui poursuit ses développements dans la Télévision Numérique Terrestre en 2010, finalise l'acquisition de Virgin 17, chaîne musicale de la Télévision Numérique Terrestre détenue par le Groupe Lagardère, lui permettant ainsi de devenir le quatrième groupe télévisuel français. Parallèlement, le CSA a attribué au Groupe Bolloré la licence d'une chaîne locale dans la région de Nice, Menton, Saint-Raphaël, Cannes et Grasse. Baptisée « Direct Azur », elle sera lancée en fin d'année 2010.

Le Groupe, qui détient au 12 avril 2010 5,2 % de Vallourec, a couvert en 2010 environ 60 % de cette participation au cours de 136 euros par des ventes à terme livrables en titres ou en espèces et venant à échéance en mai 2011.

Bolloré Telecom a acquis début 2010, sous conditions suspensives de l'autorisation de l'Arcep, deux licences régionales WiMax complémentaires lui offrant ainsi une couverture nationale.

Concernant les Plantations, le groupe Socfinaf, poursuivant le recentrage de son activité sur la production de caoutchouc et d'huile de palme, a cédé en mars 2010 la plantation de café qu'il détenait au Kenya pour 67 millions de dollars, soit 49 millions d'euros.

NOTE 39 – COMPTES CONSOLIDÉS IFRS DU GROUPE OMNIUM BOLLORÉ

Un certain nombre de sociétés situées dans le périmètre de consolidation de la Financière de l'Odet et de Bolloré, détiennent des titres de la société Omnium Bolloré ou de sociétés situées sous celle-ci (voir organigramme détaillé du Groupe).

À la demande de l'Autorité des marchés financiers, les comptes consolidés d'Omnium Bolloré, société holding non cotée tête de Groupe, établis en éliminant les participations entre sociétés du périmètre de consolidation, figurent ci-dessous.

La société Omnium Bolloré n'établit pas de comptes consolidés, et seuls un bilan, un compte de résultat, un tableau des flux de trésorerie ainsi qu'un tableau de variation des capitaux propres et un état du résultat global ont été établis. Ces tableaux financiers ont été revus par les Commissaires aux comptes.

BILAN CONSOLIDÉ DU GROUPE OMNIUM BOLLORÉ

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2009	Au 31/12/2008
Actif		
Goodwill	951 259	933 105
Immobilisations incorporelles	223 136	165 160
Immobilisations corporelles	986 096	991 382
Titres mis en équivalence	971 096	916 795
Autres actifs financiers	872 176	631 918
Impôts différés	34 009	30 350
Autres actifs	296	444
Actifs non courants	4 038 068	3 669 154
Stocks et en-cours	144 889	143 019
Clients et autres débiteurs	1 500 009	1 566 946
Impôts courants	87 987	128 589
Autres actifs financiers	19 387	11 597
Autres actifs	2 315	20 695
Trésorerie et équivalents de trésorerie	417 094	394 853
Actifs courants	2 171 681	2 265 699
Total actif	6 209 749	5 934 853
Passif		
Capital	34 853	34 853
Primes liées au capital	6 790	6 790
Réserves consolidées	129 206	89 003
Capitaux propres, part du Groupe	170 849	130 646
Intérêts minoritaires	1 494 690	1 202 200
Capitaux propres	1 665 539	1 332 846
Dettes financières à long terme	1 202 579	1 653 946
Provisions pour avantages au personnel	98 387	106 418
Autres provisions	128 871	105 237
Impôts différés	64 989	58 262
Autres passifs	23 934	25 102
Passifs non courants	1 518 760	1 948 965
Dettes financières à court terme	1 173 337	792 406
Provisions (part à moins d'un an)	24 245	22 887
Fournisseurs et autres créditeurs	1 619 993	1 628 308
Impôts courants	176 039	188 872
Autres passifs	31 836	20 569
Passifs courants	3 025 450	2 653 042
Total passif	6 209 749	5 934 853

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ DU GROUPE OMNIUM BOLLORÉ

(en milliers d'euros)	2009	2008
Chiffre d'affaires	6 011 018	7 215 662
Achats et charges externes	(4 756 986)	(6 038 059)
Frais de personnel	(909 540)	(895 351)
Amortissements et provisions	(180 093)	36 357
Autres produits opérationnels	(118 874)	(136 837)
Autres charges opérationnelles	127 253	(39 605)
Résultat opérationnel	172 778	142 167
Coût net du financement	(74 667)	(104 646)
Plus-values (moins-values) de cessions des titres	(4 854)	346 116
Autres produits financiers	(76 248)	(295 459)
Autres charges financières	90 002	337 188
Résultat financier	(65 767)	283 199
Part dans le résultat net des entreprises associées	72 497	(124 824)
Impôts sur les résultats	(78 851)	(61 626)
Résultat net des activités poursuivies	100 657	238 916
Résultat net des activités abandonnées	(10 567)	(19 382)
Résultat net consolidé	90 090	219 534
Résultat net consolidé, part du Groupe	6 652	26 287
Intérêts minoritaires	83 438	193 247

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ DU GROUPE OMNIUM BOLLORÉ

(en milliers d'euros)	2009	2008
Résultat net consolidé de l'exercice	90 090	219 534
Autres éléments du résultat global (nets d'impôt)		
Variation des réserves de conversion des entités contrôlées	(6 806)	(5 037)
Variation de juste valeur des instruments financiers des entités contrôlées	229 867	(644 185)
Autres variations du résultat global	15 312	(16 224)
Résultat global	328 463	(445 912)
Dont		
– part du Groupe	37 172	(59 002)
– part des minoritaires	291 291	(386 910)
<i>Dont impôt sur juste valeur des instruments financiers</i>	<i>(5 472)</i>	<i>11 451</i>

VARIATION DE LA TRÉSORERIE CONSOLIDÉE DU GROUPE OMNIUM BOLLORÉ

(en milliers d'euros)	2009	2008
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies	7 913	28 525
Part des intérêts minoritaires des activités poursuivies	92 743	210 391
Résultat net consolidé des activités poursuivies	100 656	238 916
Charges et produits sans effet sur la trésorerie		
– élimination des amortissements et provisions	212 553	71 041
– élimination de la variation des impôts différés	257	(2 923)
– autres produits et charges sans incidence de trésorerie ou non liés à l'activité	(54 878)	217 147
– élimination des plus ou moins values de cession	5 797	(355 909)
Autres ajustements		
– coût net du financement	74 667	104 613
– produits des dividendes reçus	(26 298)	(50 291)
– charges d'impôts sur les sociétés	76 984	74 156
Dividendes reçus		
– dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	27 785	13 733
– dividendes reçus des sociétés non consolidées	26 863	50 324
Impôts sur les sociétés décaissés	(61 725)	(77 594)
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement	(69 735)	(20 441)
– dont stocks et en-cours	(16 350)	5 853
– dont dettes	6 665	(55 449)
– dont créances	79 420	29 155
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles poursuivies	452 396	262 772
Flux d'investissement		
Décaissements liés à des acquisitions		
– immobilisations corporelles	(181 046)	(194 391)
– immobilisations incorporelles	(86 298)	(31 529)
– titres et autres immobilisations financières	(155 669)	(223 123)
Encaissements liés à des cessions	31 863	22 580
– immobilisations corporelles	100	291
– immobilisations incorporelles	18 095	436 687
– titres	85 001	10 083
– autres immobilisations financières		
Incidence des variations de périmètre sur la trésorerie	(30 104)	(301 822)
Flux nets de trésorerie sur investissements des activités poursuivies	(318 058)	(281 224)
Flux de financement		
Décaissements		
– dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(47)	(90)
– dividendes versés aux minoritaires net des impôts de distribution	(25 091)	(29 529)
– remboursements des dettes financières	(589 069)	(776 288)
Encaissements		
– augmentation des capitaux propres	40 505	945
– subventions d'investissements	1 192	634
– augmentation des dettes financières	594 282	925 437
Intérêts nets décaissés	(113 874)	(73 684)
Flux nets de trésorerie sur opérations de financement des activités poursuivies	(92 102)	47 425
Incidence des variations de cours des devises	(3 506)	217
Variation de la trésorerie des activités poursuivies	38 730	29 190
Incidence des reclassements en activités abandonnées	23 490	732
Trésorerie à l'ouverture	237 295	207 373
Trésorerie à la clôture	299 515	237 295

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS DU GROUPE OMNIUM BOLLORÉ

(en milliers d'euros)	Nombre d'actions	Capital	Primes	Titres d'auto- contrôle	Juste valeur IAS 39	Réserves de conversion	Réserves	Capitaux propres, part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres au 31 décembre 2007	1 165 450	34 853	6 790	(1 660)	59 401	(6 924)	104 013	196 473	2 107 240	2 303 713
Transactions avec les actionnaires				(490)		1 533	(7 868)	(6 825)	(518 130)	(524 955)
Dividendes distribués							(45)	(45)	(22 570)	(22 615)
Titres de l'entreprise consolidante (variation)										0
Variations de périmètre							0	0	(448 560)	(448 560)
Impact de la mise en équivalence d'Aegis						2 174	(8 255)	(6 081)	(48 529)	(54 610)
Autres variations				(490)		(641)	432	(699)	1 529	830
Éléments du résultat global					(68 188)	(1 726)	10 912	(59 002)	(386 910)	(445 912)
Résultat de l'exercice							26 287	26 287	193 247	219 534
Autres éléments du résultat global										
– variation des réserves de conversion des entités contrôlées							(483)	(483)	(4 554)	(5 037)
– variation de juste valeur des instruments financiers des entités contrôlées					(68 188)		(14 788)	(82 976)	(561 209)	(644 185)
– autres variations du résultat global						(1 243)	(587)	(1 830)	(14 394)	(16 224)
Capitaux propres au 31 décembre 2008	1 165 450	34 853	6 790	(2 150)	(8 787)	(7 117)	107 057	130 646	1 202 200	1 332 846
Transactions avec les actionnaires				(70)			3 101	3 031	1 199	4 230
Dividendes distribués							(46)	(46)	(19 316)	(19 362)
Titres de l'entreprise consolidante (variation)				(70)			452	382	(382)	0
Variations de périmètre							0	0	16 995	16 995
Autres variations							2 695	2 695	3 902	6 597
Éléments du résultat global					29 566	1 232	6 374	37 172	291 291	328 463
Résultat de l'exercice							6 652	6 652	83 438	90 090
Autres éléments du résultat global										
– variation des réserves de conversion des entités contrôlées							(826)	(826)	(5 980)	(6 806)
– variation de juste valeur des instruments financiers des entités contrôlées					29 566			29 566	200 301	229 867
– autres variations du résultat global						2 058	(278)	1 780	13 532	15 312
Capitaux propres au 31 décembre 2009	1 165 450	34 853	6 790	(2 220)	20 779	(5 885)	116 532	170 849	1 494 690	1 665 539

NOTE 40 – HONORAIRES DES CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES ET DES MEMBRES DE LEURS RÉSEAUX

Article 221-1-2 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers

MONTANT DES HONORAIRES PAR RÉSEAU

Au 31 décembre 2009 <i>(en milliers d'euros)</i>	Total 2009	Constantin					AEG – Harmand			
		Montant (HT)		%		Montant (HT)		%		
		Total 2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Audit										
– Commissariat aux comptes										
Bolloré SA	514	422	267	211	10	8	247	211	50	48
Filiales	2 719	2 804	2 476	2 577	90	92	243	227	50	52
– Autres missions légales et accessoires										
Bolloré SA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Filiales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total	3 233	3 226	2 743	2 788	100	100	490	438	100	100
Autres prestations										
Juridique, fiscal, social	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total honoraires	3 233	3 226	2 743	2 788	100	100	490	438	100	100

Au 31 décembre 2008 <i>(en milliers d'euros)</i>	Total 2008	Constantin					AEG – Harmand			
		Montant (HT)		%		Montant (HT)		%		
		Total 2007	2008	2007	2008	2008	2007	2008	2007	2008
Audit										
– Commissariat aux comptes										
Bolloré SA	422	403	211	202	8	8	211	201	48	46
Filiales	2 804	2 634	2 577	2 402	92	92	227	232	52	54
– Autres missions légales et accessoires										
Bolloré SA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Filiales	0	3	0	3	0	0	0	0	0	0
Sous-total	3 226	3 040	2 788	2 607	100	100	438	433	100	100
Autres prestations										
Juridique, fiscal, social	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total honoraires	3 226	3 040	2 788	2 607	100	100	438	433	100	100

NOTE 41 – LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Libellé	Siège	% d'intérêt 2009	% d'intérêt 2008 publié	SIREN/Pays/Territoire
I. Par intégration globale				
3H Taron	Marseille	NC	99,20	344 920 913
African Investment Company	Luxembourg	93,50	93,43	Luxembourg
Agence Maritime Rochelaise Alliance	Rochefort	65,45	65,40	541 780 193
Aget	Lille	NC	47,72	542 052 709
Agetraf RDC	Kinshasa	99,30	99,23	Rép. démocr. du Congo
Alcafi	Rotterdam	99,31	99,23	Pays-Bas
Alraïne Shipping	Lagos	99,31	99,23	Nigeria
Amartrans ⁽¹⁾	Marseille	NC	99,20	421 088 857
Amatransit NC (ex-Amatrans Nouméa)	Nouméa	84,14	84,08	Nouvelle-Calédonie
Ami Port Opérations Ltd	Dar es-Salaam	NC	99,23	Tanzanie
Ami Tanzanie	Dar es-Salaam	99,31	99,23	Tanzanie
Amifin Holding	Genève	99,31	99,23	Suisse
Antrak Ghana Ltd (ex-Ro Ro Services Ghana Ltd)	Accra	99,31	99,23	Ghana
Antrak Group (Ghana) Ltd	Accra	99,31	99,23	Ghana
Antrak Group (Nigeria) Ltd	Lagos	99,31	99,23	Nigeria
Antrak International Ltd	Île de Man	99,12	99,04	Royaume-Uni
Antrak Logistics Pty Australia (ex-Antrak Paccon Logistics Pty Aus)	Perth	69,52	69,46	Australie
Arlington Invest. SA	Luxembourg	93,53	92,85	Luxembourg
Ateliers et Chantiers de Côte d'Ivoire	Abidjan	99,31	99,23	Côte d'Ivoire
Atlantique Containers Réparations – Acor	Saint-Nazaire	52,11	52,06	420 488 355
Automatic Control Systems Inc.	New York	92,40	91,02	États-Unis
Automatic Systems America Inc.	Montréal	92,40	91,02	Canada
Automatic Systems Belgium SA	Wavre	92,40	91,02	Belgique
Automatic Systems Equipment Ltd	Birmingham	92,40	91,02	Royaume-Uni
Automatic Systems Española SA	Barcelone	92,40	91,02	Espagne
Automatic Systems France SA ⁽⁴⁾	Rungis	92,40	91,02	304 395 973
Barrière Contrôle d'Accès Sarl ⁽⁴⁾	Paris	92,40	91,02	420 248 031
Bathium Canada Inc.	Boucherville-Québec	79,45	79,20	Canada
Batscap	Odet	79,45	79,20	421 090 051
Bernard Group	Hainault-Ilford	99,28	99,21	Royaume-Uni
Bolloré (ex-Bolloré Investissement) ⁽¹⁾	Odet	99,31	99,23	055 804 124
Bolloré Africa Logistics Côte d'Ivoire (ex-SDV Saga Côte d'Ivoire)	Abidjan	84,05	83,99	Côte d'Ivoire
Bolloré Énergie (ex-SCE) ⁽¹⁾	Odet	99,30	99,22	601 251 614
Bolloré Inc. (ex-Bolmet Inc.)	Dayville	99,31	99,23	États-Unis
Bolloré Intermédia (ex-Régie 8) ⁽¹⁾	Odet	99,31	99,23	479 918 096
Bolloré Logistics (ex-SDV DAT GIE)	Puteaux	99,28	99,21	389 877 523
Bolloré Média (ex-Financière Hoëdic) ⁽¹⁾	Puteaux	99,31	NC	501 384 234
Bolloré Shanghai	Shanghai	99,31	99,23	Rép. populaire de Chine
Bolloré Telecom	Puteaux	88,86	88,79	487 529 232
Burkina Logistics and Mining Services	Ouagadougou	94,88	NC	Burkina Faso
Calpam Mineralöl GmbH Aschaffenburg	Aschaffenburg	99,31	99,23	Allemagne
Camrail	Douala	76,03	75,97	Cameroun
Carena	Abidjan	49,65	49,62	Côte d'Ivoire

Libellé	Siège	% d'intérêt 2009	% d'intérêt 2008 publié	SIREN/Pays/Territoire
Chamar ⁽¹⁾	Grand-Couronne	NC	99,21	357 502 517
Cherbourg Maritime Voyages ⁽¹⁾	Tourlaville	99,28	99,21	408 306 975
CICA	Neuchâtel	99,31	97,62	Suisse
CIPCH BV	Rotterdam	99,31	99,23	Pays-Bas
Cogema Dunkerque ⁽¹⁾	Dunkerque	99,30	99,22	076 650 019
Compagnie de Cornouaille ⁽¹⁾	Odet	99,31	99,23	443 827 134
Compagnie de Pleuven	Puteaux	95,63	95,18	487 529 828
Compagnie des Glénans ⁽¹⁾	Odet	99,31	99,23	352 778 187
Compagnie des Tramways de Rouen	Puteaux	86,14	84,37	570 504 472
Compagnie du Cambodge	Puteaux	94,62	94,08	552 073 785
Compagnie Saint-Corentin ⁽¹⁾	Puteaux ⁽¹⁾	99,31	99,23	443 827 316
Compagnie Saint-Gabriel ⁽¹⁾	Odet	99,30	99,23	398 954 503
Comptoir Général Maritime Sétois ⁽¹⁾	Sète	99,28	99,21	642 680 060
Congo Containers Sprl	Kinshasa	98,51	98,44	Rép. démocr. du Congo
Congo Terminal Holding	Puteaux	44,69	NC	512 285 404
Congo Terminal	Pointe-Noire	54,94	NC	Rép. démocr. du Congo
Cormoran Participations SA	Luxembourg	93,53	92,85	Luxembourg
Cross Marine Services Ltd	Lagos	99,31	99,23	Nigeria
CSA	Paris	93,98	89,08	308 293 430
CSA-TMO Holdings ⁽¹⁾	Paris	99,31	99,23	410 163 554
CSI	Nice	93,97	89,08	410 769 996
CSTO	Paris	93,98	89,09	320 495 732
Deko Ltd	Hong Kong	93,53	92,85	Hong Kong
Delmas Kenya Ltd (ex-Notco Kenya)	Nairobi	99,24	99,16	Kenya
Delmas Petroleum Services	Port-Gentil	76,77	76,71	Gabon
Deutsche Calpam GmbH Hamburg (ex-Calpam Min. Handel Ver.)	Hambourg	99,31	99,23	Allemagne
Dewulf Cailleret ⁽¹⁾	Dunkerque	99,31	99,23	380 355 875
Direct 8 (ex-Bolloré Média) ⁽¹⁾	Puteaux	99,31	99,23	444 564 793
Direct Bretagne (ex-Bretagne Plus) ⁽¹⁾	Odet	99,31	99,23	487 626 764
Direct Nice (ex-Compagnie de Hoëdic) ⁽¹⁾	Puteaux	98,31	NC	492 950 431
Direct Production (ex-Bolloré Production) ⁽¹⁾	Puteaux	99,31	99,23	438 114 746
Direct Soir ⁽¹⁾	Puteaux	99,31	99,23	485 374 128
Direct Strasbourg ⁽¹⁾	Puteaux	98,31	NC	501 384 242
Direct Toulouse (ex-Compagnie de Moustierlin) ⁽¹⁾	Puteaux	98,31	NC	492 950 860
Docks Industriels Affrètement – DIAF	Rouen	74,34	74,28	338 250 350
Dumbarton Invest. SA	Luxembourg	93,53	92,85	Luxembourg
EACS Mombasa	Nairobi	99,31	99,23	Kenya
Elycar Invest. SA (ex-Carlyle Invest. SA)	Luxembourg	93,53	92,85	Luxembourg
Esprit Info (ex-Autraco) ⁽¹⁾	Colombes	99,12	99,04	333 134 799
Euro Pacific Forwarding Pty Ltd	Brisbane	99,28	NC	Australie
EXAF ⁽¹⁾	Puteaux	99,31	99,23	602 031 379
Filminger ⁽¹⁾	Tremblay-en-France	99,12	99,04	403 851 033
Financière 84 (ex-Lurit) ⁽¹⁾	Monteux	99,02	98,95	315 029 884
Financière de Concarneau ⁽¹⁾	Odet	99,31	99,23	447 535 204
Financière du Champ de Mars (ex-Socfin)	Bruxelles	99,31	99,23	Belgique
Financière de Kéréon	Bruxelles	99,31	NC	Belgique

Libellé	Siège	% d'intérêt 2009	% d'intérêt 2008 publié	SIREN/Pays/Territoire
Financière du Loch	Puteaux	95,64	95,18	417 537 628
Financière Moncey	Puteaux	90,07	89,40	562 050 724
Financière Penfret ⁽¹⁾	Odet	99,31	99,23	418 212 197
Financière de Sainte Marine (ex-Bolloré Médias Investissements)	Puteaux	95,63	95,18	442 134 177
Forestière Équatoriale	Abidjan	93,53	89,81	Côte d'Ivoire
Fos Conteneurs Logistique ⁽¹⁾	Port-Saint-Louis-du-Rhône	99,28	99,21	342 134 566
Gabon Mining Logistics	Libreville	67,17	NC	Gabon
Gamship	Banjul	99,31	99,23	Gambie
GEIS – SDV GmbH (ex-SDV Deutschland)	Francfort	49,74	49,70	Allemagne
Goldway (FE) Ltd	Hong Kong	93,53	92,85	Hong Kong
Groupement de Main d'œuvre Docker	La Rochelle	NC	61,03	N/A
Guadeloupe Transit Déménagement – GTD	Baie-Mahault/Guadeloupe	99,15	NC	327 869 061
Holding Intermodal Services – HIS ⁽¹⁾	Puteaux	99,16	99,09	382 397 404
Hombard Publishing Bv	Amsterdam	99,31	99,23	Pays-Bas
IER GmbH	Uetze	92,40	91,02	Allemagne
IER Graphic (ex-Tupos Graphic) ⁽³⁾	Avelin	92,40	91,02	330 345 158
IER Impresoras Especializadas	Madrid	92,40	91,02	Espagne
IER Inc.	Carrollton	92,40	91,02	États-Unis
IER Ltd	Southall	92,40	91,02	Royaume-Uni
IER Pte Ltd	Singapour	92,40	91,02	Singapour
IER SA ⁽³⁾	Suresnes	92,40	91,02	622 050 318
Immobilière du Mount Vernon ⁽¹⁾	Vaucresson	99,31	99,23	302 048 608
Imperial Mediterranean	Puteaux	95,64	95,18	414 818 906
Intervalles ⁽¹⁾	Paris	99,31	99,23	440 240 885
Iris Immobilier ⁽¹⁾	Puteaux	99,31	99,23	414 704 163
Isamar ⁽¹⁾	Valence	99,31	99,23	Espagne
ITD	Puteaux	99,21	99,14	440 310 381
Joint Service Africa	Amsterdam	99,31	99,23	Pays-Bas
Kanway (FE) Ltd	Hong Kong	93,53	92,85	Hong Kong
Kerné Finance ⁽¹⁾	Odet	99,23	99,15	414 753 723
Koway (FE) Ltd	Hong Kong	93,53	92,85	Hong Kong
La Charbonnière	Maisons-Alfort	52,32	52,28	572 199 636
Latham Invest. SA	Luxembourg	93,53	92,85	Luxembourg
Les Charbons Maulois ⁽¹⁾	Maule	99,18	99,11	619 803 083
Locamat ⁽¹⁾	Tremblay-en-France	99,31	99,23	339 390 197
Madisson Invest. SA	Luxembourg	93,53	92,85	Luxembourg
Matin Plus	Puteaux	69,52	69,46	492 714 779
Mombasa Container Terminal Ltd	Nairobi	99,31	99,23	Kenya
Montrose Invest. SA	Luxembourg	93,53	92,85	Luxembourg
Morisson Invest. SA	Luxembourg	93,53	92,85	Luxembourg
Nord Sud CTI (ex-Transit Gauthier) ⁽¹⁾	Rouen	99,26	99,18	590 501 698
Nord-Sumatra Investissements (ex-Plantation Nord-Sumatra)	Bruxelles	99,07	98,98	Belgique
Normande de Manutention ⁽¹⁾	Grand-Couronne	99,28	99,21	382 467 645
Papeteries des Vosges	Laval-sur-Vologne	NC	99,23	440 271 039
Papeteries du Léman	Publier	NC	99,23	400 333 225

Libellé	Siège	% d'intérêt 2009	% d'intérêt 2008 publié	SIREN/Pays/Territoire
Pargefi	Valence	93,53	92,85	Espagne
Pargefi Helios Iberica Luxembourg	Luxembourg	93,53	92,85	Luxembourg
Participaciones Internacionales Portuarias – PIP	Valence	93,52	92,84	Espagne
Peachtree Invest. SA	Luxembourg	93,53	92,85	Luxembourg
Plantations des Terres Rouges	Luxembourg	93,53	92,85	Luxembourg
Polyconseil	Paris	69,52	69,46	352 855 993
Progosa Investment	Séville	93,52	92,84	Espagne
Pro-Service Forwarding Company Inc.	Inglewood	99,27	99,20	États-Unis
Pt Sarana Citra Adicarya	Jakarta	99,28	99,21	Indonésie
Pt SDV Logistics Indonesia	Jakarta	99,28	99,21	Indonésie
PTR Finances	Luxembourg	93,53	92,85	Luxembourg
Rainbow Investments Ltd	Lusaka	50,63	50,59	Zambie
Renwick Invest. SA	Luxembourg	93,53	92,85	Luxembourg
Réunitrans ⁽¹⁾	La Possession/La Réunion	94,12	94,05	345 261 580
Rivaud Innovation	Puteaux	92,28	91,54	390 054 815
Rivaud Loisirs Communication	Puteaux	93,87	93,23	428 773 980
SFA SA	Luxembourg	93,55	92,87	Luxembourg
SAFA Cameroun	Dizangué	59,77	58,06	Cameroun
SAFA France	Puteaux	83,57	80,26	409 140 530
Saga ⁽¹⁾	Puteaux	99,12	99,04	542 027 529
Saga Air Belgium	Brucargo	99,11	99,04	Belgique
Saga Air Transport	Tremblay-en-France	NC	99,04	344 378 906
Saga Bénin (ex-SBEM)	Cotonou	70,35	70,30	Bénin
Saga Cameroun	Douala	88,75	88,64	Cameroun
Saga Congo	Pointe-Noire	99,12	99,04	Congo
Saga Gabon	Port-Gentil	98,52	98,45	Gabon
Saga Guadeloupe	Baie-Mahault/Guadeloupe	99,07	NC	Guadeloupe
Saga Guinée	Conakry	99,12	99,04	Guinée
Saga Investissement ⁽¹⁾	Puteaux	99,12	99,04	381 960 475
Saga Japan KK	Tokyo	99,12	99,04	Japon
Saga Maritime de Transit Littee – SMTL ⁽¹⁾	Fort-de-France/Martinique	99,12	99,04	303 159 370
Saga Réunion ⁽¹⁾	La Possession/La Réunion	99,11	99,04	310 850 755
Saga Sénégal	Dakar	98,64	98,57	Sénégal
Saga Togo	Lomé	80,26	80,19	Togo
Saga France (ex-Sagatrans) ⁽¹⁾	Puteaux	99,12	99,04	712 025 691
Sagatrans Est (ex-Jacky Maeder)	Puteaux	NC	99,04	945 750 990
Saka Delmas	Jakarta	99,28	99,21	Indonésie
SAMA ⁽¹⁾	Colombes	99,31	NC	487 495 012
SAMC Combustibles	Bâle	99,31	99,11	Suisse
SATRAM Huiles	Bâle	99,31	99,11	Suisse
Scanship Ghana	Tema	99,31	99,23	Ghana
SCCF	Douala	98,22	98,14	Cameroun
SCTT ⁽¹⁾	Colombes	99,07	98,99	775 668 825
SDV Afrique	Puteaux	99,31	99,23	328 046 032
SDV Ami Angola Lda (ex-Ami Angola)	Luanda	99,31	99,23	Angola
SDV Ami Mozambique (ex-Ami Mozambique)	Beira	98,81	98,74	Mozambique

Libellé	Siège	% d'intérêt 2009	% d'intérêt 2008 publié	SIREN/Pays/Territoire
SDV Argentine	Buenos Aires	94,32	94,25	Argentine
SDV Asia Pacific Corporate Pte Ltd	Singapour	99,31	99,23	Singapour
SDV Australia	Botany	99,28	99,21	Australie
SDV Belgium	Anvers	99,28	99,20	Belgique
SDV Bénin	Cotonou	92,45	92,38	Bénin
SDV Ltd (ex-SDV Bernard Ltd)	Hainault-Ilford	99,28	99,21	Royaume-Uni
SDV Brasil Ltda (ex-Scacbras)	São Paulo	99,28	99,21	Brésil
SDV Burkina Faso	Ouagadougou	88,01	87,94	Burkina Faso
SDV Cambodge	Phnom Penh	99,28	99,21	Cambodge
SDV Cameroun	Douala	97,55	97,47	Cameroun
SDV Caraïbes ⁽¹⁾	Baie-Mahault/Guadeloupe	94,37	94,30	348 092 297
SDV Centrafrique	Bangui	99,30	99,23	Rép. centrafricaine
SDV Chili	Santiago	99,28	99,20	Chili
SDV China Ltd (ex-GEIS Cargo JM China Ltd)	Hong Kong	99,28	99,21	Chine
SDV Congo	Pointe-Noire	99,30	99,22	Congo
SDV Gabon	Libreville	95,96	95,89	Gabon
SDV Ghana Ltd (ex-Delmas Ghana)	Tema	99,31	99,23	Ghana
SDV Guinée	Conakry	95,85	95,78	Guinée
SDV Guyane	Remiré Montjoly/Guyane	84,39	84,33	403 318 249
SDV Industrial Project SDN BHD	Kuala Lumpur	59,57	NC	Malaisie
SDV International Logistics Ltd (ex-SDV Air Link India Ltd)	Calcutta	99,26	99,18	Inde
SDV Italia	Milan	99,28	99,21	Italie
SDV Japon KK	Tokyo	99,31	99,23	Japon
SDV Korea	Séoul	99,31	99,23	Corée du Sud
SDV La Réunion ⁽¹⁾	Le Possession/La Réunion	99,28	99,20	310 879 937
SDV Laos	Vientiane	99,28	99,21	Laos
SDV Logistics Shanghai Ltd	Shanghai	99,28	99,21	Rép. populaire de Chine
SDV Logistics Singapore (ex-SDV South East Asia Pte Ltd)	Singapour	99,28	99,21	Singapour
SDV Logistics Sudan Ltd	Juba	89,38	89,31	Soudan
SDV Logistique Internationale (ex-Scac) ⁽¹⁾	Puteaux	99,28	99,21	552 088 536
SDV Logistiques Canada (ex-Scac Canada)	Saint Laurent-Québec	98,05	97,98	Canada
SDV Luxembourg	Luxembourg	99,28	98,55	Luxembourg
SDV Madagascar (ex-Scac Madagascar)	Toamasina	99,31	99,23	Madagascar
SDV Malawi (ex-SDV Ami Malawi)	Blantyre	99,31	99,23	Malawi
SDV Mali	Bamako	98,71	98,62	Mali
SDV Maroc (ex-Scac Maroc)	Casablanca	99,28	99,20	Maroc
SDV Martinique ⁽¹⁾	Fort-de-France/Martinique	99,28	99,20	421 360 785
SDV Méditerranée ⁽¹⁾	Marseille	99,28	99,20	722 058 856
SDV Mexique	Mexico	99,28	99,21	Mexique
SDV Mining Antrak Africa (ex-SDV Mining Energy) ⁽¹⁾	Puteaux	99,27	99,19	414 703 892
SDV Nederland Bv (ex-Scac Nederland Bv)	Hoogvliet	99,28	99,21	Pays-Bas
SDV Niger	Niamey	99,31	99,23	Niger
SDV Nigeria (ex-Alraïne Nigeria)	Lagos	99,31	99,23	Nigeria
SDV Nouvelle-Zélande	Makati City	99,28	99,21	Nouvelle-Zélande
SDV Philippines	Parañaque	69,50	69,44	Philippines
SDV Polynésie (ex-Amatrans Papeete)	Papeete	86,98	86,91	Polynésie française

Libellé	Siège	% d'intérêt 2009	% d'intérêt 2008 publié	SIREN/Pays/Territoire
SDV Portugal	Lisbonne	99,18	99,11	Portugal
SDV PRC Int. Freight Forwarding Ltd	Shanghai	99,28	99,21	Rép. populaire de Chine
SDV Project GmbH (ex-SDV Project Deutschland)	Hambourg	49,74	49,70	Allemagne
SDV Sénégal	Dakar	82,63	82,57	Sénégal
SDV South Africa (ex-SDV Transami Pty Ltd RSA)	Johannesburg	99,29	99,22	Afrique du Sud
SDV Taïwan	Taipei	99,28	99,21	Taïwan
SDV Tchad	N'Djamena	84,54	84,48	Tchad
SDV Thaïlande	Bangkok	59,57	59,52	Thaïlande
SDV Togo	Lomé	99,29	99,21	Togo
SDV Transami Burundi (ex-SDV Burundi)	Bujumbura	98,11	98,03	Burundi
SDV Transami Djibouti Ltd	Djibouti	69,52	NC	Djibouti
SDV Transami Kenya Ltd (ex-Transami Kenya)	Nairobi	99,31	99,23	Kenya
SDV Transami Nv (ex-Transintra Nv)	Anvers	99,31	99,23	Belgique
SDV Transami Ouganda Ltd (ex-Transami Ouganda)	Kampala	99,31	99,23	Ouganda
SDV Transami Rwanda (ex-SDV Rwanda)	Kigali	99,27	99,20	Rwanda
SDV Transami Tanzanie Ltd (ex-SDV Notco Tanzanie)	Dar es-Salaam	99,31	99,23	Tanzanie
SDV Transintra Soudan	Khartoum	49,65	49,62	Soudan
SDV Transport Hong Kong	Hong Kong	99,28	99,21	Hong Kong
SDV Transport Malaysia	Kuala Lumpur	59,57	59,52	Malaisie
SDV Tunisie	Radès	49,64	NC	Tunisie
SDV UK	Liverpool	99,28	99,21	Royaume-Uni
SDV USA Inc.	New York	99,27	99,20	États-Unis
SDV Vietnam Ltd	Hô Chi Minh Ville	99,28	99,21	Vietnam
SDV Zambie (ex-Ami Zambie)	Lusaka	99,31	99,23	Zambie
Seaways Pty Ltd (ex-SAEL)	Randburg	99,29	99,22	Afrique du Sud
Secaf	Puteaux	98,53	98,45	75 650 820
Sénégal Tours	Dakar	65,57	65,52	Sénégal
SES	Paris	93,98	89,09	315 013 557
SETO	Ouagadougou	47,36	NC	Burkina Faso
Sitarail	Abidjan	50,60	48,95	Côte d'Ivoire
SMN	Douala	49,52	49,47	Cameroun
SNAT	Libreville	79,29	NC	Gabon
SNCDV Nigeria	Lagos	99,30	99,23	Nigeria
Socarfi	Puteaux	90,53	89,45	612 039 099
Socatraf	Bangui	67,95	67,90	Rép. centrafricaine
Socfrance	Puteaux	95,19	94,55	562 111 773
Société Anonyme de Manutention et de Participations – SAMP ⁽²⁾	Le Port/La Réunion	92,62	92,54	310 863 329
Société Bordelaise Africaine	Puteaux	98,75	98,35	552 119 604
Société Centrale de Représentation	Puteaux	93,02	92,08	582 142 857
Société d'Acconage et de Manutention de La Réunion – SAMR ⁽²⁾	Le Port/La Réunion	92,62	92,54	350 869 004
Société de Manutention du Terminal à Conteneurs de Cotonou – SMTC	Cotonou	64,49	64,44	Bénin
Société de Participations Portuaires	Puteaux	59,58	NC	421 380 460
Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard	Puteaux	90,59	89,96	612 039 045
Société d'Exploitation des Parcs à Bois du Cameroun – SEPBC	Douala	72,11	72,05	Cameroun
Société d'Exploitation du Parc à Bois d'Abidjan – SEPBA	Abidjan	70,03	69,98	Côte d'Ivoire
Société d'Exploitation du Terminal de Vridi	Abidjan	54,99	54,95	Côte d'Ivoire

Libellé	Siège	% d'intérêt 2009	% d'intérêt 2008 publié	SIREN/Pays/Territoire
Société Dunkerquoise de Magasinage et de Transbordement – SDMT ⁽¹⁾	Loon Plage	94,42	94,36	075 750 034
Société Financière d'Afrique Australe – SF2A	Puteaux	50,63	50,59	500 760 178
Société Financière d'Afrique Centrale ⁽¹⁾	Puteaux	99,31	NC	421 387 739
Société Française Donges Metz – SFDM ⁽¹⁾	Avon	94,36	94,28	390 640 100
Société Générale de Manutention et de Transit – SGMT ⁽¹⁾	La Rochelle	99,24	99,11	551 780 331
Société Industrielle et Financière de l'Artois	Puteaux	90,38	89,28	562 078 261
Société Nationale de Transit du Burkina	Ouagadougou	84,23	84,16	Burkina Faso
Société Nouvelle Cherbourg Maritime ⁽¹⁾	Tourlaville	99,28	99,21	552 650 228
Société Réunionnaise de Service Maritime – SRSM ⁽¹⁾	Le Port/La Réunion	NC	99,23	379 108 152
Société Terminaux Conteneurs Gabon (ex-Sageps)	Libreville	52,04	40,84	Gabon
Société Togolaise de Consignation Maritime	Lomé	84,06	84,00	Togo
Socopao ⁽¹⁾	Puteaux	99,31	99,23	343 390 431
Socopao Bénin (ex-Société Béninoise de Consignation)	Cotonou	84,10	84,03	Bénin
Socopao Cameroun	Douala	92,28	92,21	Cameroun
Socopao Côte d'Ivoire	Abidjan	84,06	84,00	Côte d'Ivoire
Socopao Guinée	Conakry	97,62	97,55	Guinée
Socopao Sénégal (ex-Socofroid)	Dakar	82,78	82,71	Sénégal
Socshipard (ex-Société du 30)	Puteaux	94,21	93,65	552 111 270
Sofib	Abidjan	75,53	73,06	Côte d'Ivoire
Sofimap ⁽¹⁾	Puteaux	98,99	98,89	424 097 939
Sofiprom ⁽¹⁾	Puteaux	99,31	99,23	328 516 844
Sogam	Les Sables-d'Olonne	68,50	68,45	332 185 859
Sogera ⁽¹⁾	Baie-Mahault/Guadeloupe	94,33	94,26	309 023 422
Sogetra	Dunkerque	49,65	49,61	075 450 569
Somac	Douala	47,55	47,50	Cameroun
Sorebol	Luxembourg	99,31	99,23	Luxembourg
Sorétrans ⁽¹⁾	La Possession/La Réunion	94,11	94,05	345 261 655
Starlogic Ltd	Hong Kong	99,28	99,21	Hong Kong
Swann Invest. SA	Luxembourg	93,53	92,85	Luxembourg
Tai Pan Ltd	Hong Kong	93,53	92,85	Hong Kong
Tamaris Finance ⁽¹⁾	Puteaux	99,26	99,19	417 978 632
Technifin	Fribourg	99,31	99,23	Suisse
Tema Conteneur Terminal Ghana	Tema	99,31	99,23	Ghana
Terminal Conteneurs Madagascar	Toamasina	99,31	99,23	Madagascar
Terminaux du Gabon Holding	Puteaux	47,69	47,35	492 950 845
TICH ⁽¹⁾	Puteaux	95,34	99,23	498 916 089
Trailer Corp. Ltd	Lusaka	50,63	50,59	Zambie
Trans Meridian Maritime Services	Tema	99,31	99,23	Ghana
Transcap Nigeria	Lagos	99,30	99,23	Nigeria
Transisud	Marseille	64,47	64,42	327 411 583
TSL South East Asia Hub Pte Ltd (ex-GEIS Cargo JM Singapour Ltd)	Singapour	99,28	99,21	Singapour
Unicaf ⁽¹⁾	Puteaux	99,12	99,05	403 227 820
UX France ⁽¹⁾	Tremblay-en-France	99,06	98,95	325 124 428
Wasa Delmas (ex-Delmas Nigeria)	Lagos	99,31	99,23	Nigeria
Whitehorse Carriers Ltd	Melrose Arch	50,63	50,59	Afrique du Sud

Libellé	Siège	% d'intérêt 2009	% d'intérêt 2008 publié	SIREN/Pays/Territoire
Wifirst	Paris	49,81	NC	441 757 614
Zalawi Haulage Ltd	Lusaka	50,62	50,59	Zambie
II. Par intégration proportionnelle				
Canarship	Valence	49,65	NC	Espagne
Douala International Terminal	Douala	39,72	39,69	Cameroun
Gruau Microbus	Saint-Berthevin	49,65	49,62	501 161 798
Hanjin Spain Sa	Valence	48,66	NC	Espagne
Intermodal Shipping Agency Ghana Ltd	Tema	49,65	NC	Ghana
Manumat	Le Port/La Réunion	30,88	30,85	348 649 864
Meridian Port Holding Ltd	Londres	49,65	46,39	Royaume-Uni
Meridian Port Services	Tema	34,75	32,47	Ghana
Pacoci	Abidjan	42,04	41,99	Côte d'Ivoire
Société d'Exploitation des Parcs à Bois du Gabon – SEPBG	Libreville	43,62	43,59	Gabon
Tin Can Island Container Ltd	Lagos	50,25	47,14	Nigeria
Véhicules Électriques Pininfarina-Bolloré	Puteaux	49,65	49,62	502 466 931
III. Par mise en équivalence				
Aegis Group	Londres	27,83	27,76	Royaume-Uni
Bereby Finances	Abidjan	18,87	18,82	Côte d'Ivoire
Compagnie Internationale de Cultures	Luxembourg	21,67	21,62	Luxembourg
Euro Média Group (ex-Euro Media Télévision)	Bry-sur-Marne	18,01	17,87	326 752 797
Havas	Suresnes	31,66	31,54	335 480 265
Liberian Agriculture Company	Monrovia	21,67	21,62	Liberia
Okomu Oil Palm Company Plc	Lagos	12,08	12,06	Nigeria
Palm Cam	Douala	13,81	13,78	Cameroun
Plantations Nord-Sumatra Ltd	Guernesey	41,77	41,68	Royaume-Uni
SDV Horoz	Istanbul	49,54	NC	Turquie
Socapalm	Tillo	8,66	9,64	Cameroun
Socfinaf Company Ltd	Nairobi	25,11	25,05	Kenya
Socfinal	Luxembourg	37,82	37,73	Luxembourg
Socfinasia	Luxembourg	41,77	41,68	Luxembourg
Socfinco	Bruxelles	31,72	31,65	Belgique
Socfindo	Medan	37,59	37,51	Indonésie
Société des Caoutchoucs de Grand Bereby – SOGB	San Pedro	13,80	13,77	Côte d'Ivoire
Sogescol	Bruxelles	31,72	31,65	Belgique
Someport Walon	Levallois-Perret	37,23	37,21	054 805 494
SP Ferme Suisse	Edéa	8,67	9,64	Cameroun
Terres Rouges Consultant	Puteaux	31,71	31,65	317 194 181
Tiba Internacional	Valence	39,71	NC	Espagne

(1) société intégrée fiscalement dans Bolloré.

(2) société intégrée fiscalement dans SAMP.

(3) société intégrée fiscalement dans IER.

(4) Société intégrée fiscalement dans AS.

(NC) Non consolidée.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Bolloré, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I – OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les évolutions des règles et méthodes comptables exprimées dans le paragraphe 1 « Nouvelles normes applicables à compter de 2009 » de la note 1 – B.3 « Évolutions normatives » de l'annexe aux états financiers.

II – JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Comme il est indiqué dans le paragraphe 1 « Recours à des estimations » de la note 1 – B.7 « Règles et méthodes d'évaluation » de l'annexe, la Direction de votre société est conduite à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans les comptes consolidés. Ce paragraphe précise en outre que les montants qui figureront dans les futurs comptes consolidés de votre société pourraient être différents en cas de révision de ces estimations et hypothèses. Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés au 31 décembre 2009, nous avons considéré que les *goodwill*, les titres mis en équivalence ainsi que les titres disponibles à la vente sont sujets à des estimations comptables significatives.

- Votre société présente à l'actif de son bilan des *goodwill* nets de 1 009 millions d'euros, tels que décrits dans la note 4 « *Goodwill* » de l'annexe. Votre société procède à la comparaison de la valeur nette comptable des *goodwill* avec leur valeur recouvrable, déterminée conformément à la méthodologie décrite aux paragraphes 8 « *Goodwill* » et 11 « Dépréciations d'actifs non financiers » de la note 1 – B.7 « Règles et méthodes d'évaluation » de l'annexe.
- Votre société présente à l'actif de son bilan des titres mis en équivalence nets de 971 millions d'euros, tels que décrits dans la note 8 « Titres mis en équivalence » de l'annexe. Votre société procède à la comparaison de la valeur nette comptable des titres mis en équivalence avec leur valeur recouvrable, déterminée selon la méthodologie décrite aux paragraphes 12 « Titres des sociétés mises en équivalence » et 11 « Dépréciations d'actifs non financiers » de la note 1 – B.7 « Règles et méthodes d'évaluation » de l'annexe.
- Votre société présente dans la rubrique « Autres actifs financiers » des actifs disponibles à la vente pour un montant net de 1 510 millions d'euros, tels que décrits dans la note 9 « Autres actifs financiers » de l'annexe. Votre société valorise ces actifs à leur juste valeur, conformément à la méthodologie décrite au paragraphe 13-1 « Actifs disponibles à la vente » de la note 1 – B.7 « Règles et méthodes d'évaluation » de l'annexe.

Conformément à la norme d'exercice professionnel relative à l'appréciation des estimations comptables et sur la base des éléments disponibles à ce jour, nous nous sommes assurés du caractère approprié des procédures et des méthodes utilisées pour les estimations et avons procédé à l'appréciation des données prévisionnelles et des hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III – VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Levallois-Perret, le 26 avril 2010

Les Commissaires aux comptes

AEG Finances
Philippe Bailly

Constantin Associés
Thierry Quéron

20.4. COMPTES ANNUELS

AU 31 DÉCEMBRE 2009

- 152** Bilan
- 154** Compte de résultat
- 155** Variation de la trésorerie
- 156** Filiales et participations au 31 décembre 2009
- 160** Annexe aux comptes annuels
- 160** Faits marquants de l'exercice
- 160** Méthodes et principes comptables
- 162** Notes sur le bilan – [note 1 à 9](#)
- 167** Notes sur le compte de résultat – [note 10 à 18](#)
- 170** Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices
- 171** Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

BILAN

ACTIF

	Notes	31/12/2009			31/12/2008
		Montant brut	Amortissements et provisions	Montant net	Montant net
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Immobilisations incorporelles	1				
Concessions, brevets, droits similaires		8 228	7 328	900	712
Fonds commercial		627 450	8 627	618 823	618 823
Autres immobilisations incorporelles		2 165	1 083	1 082	1 156
Immobilisations corporelles	1				
Terrains		6 855	840	6 015	3 788
Constructions		45 713	28 706	17 007	17 398
Installations techniques, matériel, outillage		80 064	67 381	12 683	13 328
Autres immobilisations corporelles		55 223	15 248	39 975	41 855
Immobilisations en cours		929		929	1 266
Avances et acomptes		542		542	18 501
Immobilisations financières	3				
Participations		1 976 014	222 055	1 753 959	1 683 052
Créances rattachées à des participations		165 338	99 947	65 391	39 981
Autres titres immobilisés		10 128	1 135	8 993	8 991
Prêts		371	177	194	22 402
Autres immobilisations financières		368	81	287	4 454
Total		2 979 388	452 608	2 526 780	2 475 707
Stocks et en-cours					
Matières premières, approvisionnements		7 139	140	6 999	2 816
Produits intermédiaires et finis		3 025	196	2 829	4 127
Avances, acomptes versés sur commandes		81		81	302
Créances	4				
Créances clients et comptes rattachés		24 719	1 281	23 438	23 193
Autres créances		796 128	67 154	728 974	828 433
Divers					
Valeurs mobilières de placement	5	36 026	530	35 496	13 023
Disponibilités		2 729		2 729	1 977
Comptes de régularisation					
Charges constatées d'avance		1 192		1 192	1 052
Total		871 039	69 301	801 738	874 923
Frais d'émission d'emprunts à étaler		3 326		3 326	1 551
Primes de remboursement des obligations		430		430	539
Écarts de conversion - actif		1 946		1 946	4 221
Total actif		3 856 129	521 909	3 334 220	3 356 941

PASSIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	Montant net 31/12/2009	Montant net 31/12/2008
Capitaux propres			
Capital social ou individuel (dont versé : 395 218 416 euros)		395 218	395 218
Primes d'émission, de fusion, d'apport		235 614	235 614
Écarts de réévaluation		24	24
Réserve légale		31 238	29 254
Autres réserves		2 141	2 141
Report à nouveau		429 157	418 648
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)		125 474	39 663
Acompte sur dividende			
Provisions réglementées		22 161	18 460
Total	6	1 241 027	1 139 022
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques		27 930	10 569
Provisions pour charges		3 319	1 013
Total	7	31 249	11 582
Dettes			
	4		
Autres emprunts obligataires		85 477	190 042
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		1 086 738	872 545
Emprunts et dettes financières divers		2 980	6 993
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		141	46
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		18 086	16 194
Dettes fiscales et sociales		15 923	14 874
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		1 892	7 108
Autres dettes		841 686	1 091 958
Comptes de régularisation			
Produits constatés d'avance		1	28
Total		2 052 924	2 199 788
Écarts de conversion passif		9 020	25 086
Total passif		3 334 220	3 375 478

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)	Notes	2009	2008
Ventes de marchandises		111 466	12 772
Production vendue			
– biens		57 260	69 682
– services		42 190	39 087
Chiffre d'affaires net	10	110 916	121 541
Production stockée		(1 272)	386
Production immobilisée		374	495
Subventions d'exploitation		41	17
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges		5 277	1 708
Autres produits		2 805	2 379
Total des produits d'exploitation		118 141	126 526
Achats de marchandises (y compris droits de douane)		10 496	11 782
Achats de matières premières, autres approvisionnements et droits de douane		29 814	35 928
Variations de stock (matières premières et approvisionnements)		(4 125)	416
Autres achats et charges externes		43 756	42 409
Impôts, taxes et versements assimilés		4 118	4 349
Salaires et traitements		33 459	32 743
Charges sociales		15 215	14 985
Dotations d'exploitation			
Sur immobilisations : dotations aux amortissements		7 415	8 178
Sur actif circulant : dotations aux provisions		38	34
Pour risques et charges : dotations aux provisions		40	71
Autres charges		624	503
Total des charges d'exploitation		140 850	151 398
Résultat d'exploitation		(22 709)	(24 872)
Opérations faites en commun		(276)	
Produits financiers			
Produits financiers de participations		191 263	158 789
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		8 274	8 905
Autres intérêts et produits assimilés		25 653	58 213
Reprises sur provisions et transferts de charges		120 515	21 691
Différences positives de change		5 439	27 561
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		657	471
Total des produits financiers		351 801	275 630
Dotations financières aux amortissements et provisions		57 734	75 177
Intérêts et charges assimilés		42 172	169 740
Différences négatives de change		7 724	13 457
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total des charges financières		107 630	258 374
Résultat financier	11	244 171	17 256
Résultat courant avant impôts		221 186	(7 616)
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			9
Produits exceptionnels sur opérations en capital		78 876	42 244
Reprises sur provisions et transferts de charges		2 241	14 868
Total des produits exceptionnels		81 117	57 121
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		42 089	3 462
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		143 565	56 464
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		29 441	11 046
Total des charges exceptionnelles		215 095	70 972
Résultat exceptionnel	12	(133 978)	(13 851)
Participation et intéressement		710	526
Impôts sur les bénéfices		(38 976)	(61 656)
Total des produits		551 059	459 277
Total des charges		425 585	419 614
Bénéfice		125 474	39 663

VARIATION DE LA TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	2009	2008
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat de l'exercice	125 474	39 663
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie		
– amortissements et provisions	(7 316)	41 307
– résultat sur cessions d'actifs	89 204	12 300
– autres		
Marge brute d'autofinancement	207 362	93 270
Variation du besoin en fonds de roulement	(40 438)	6 739
– dont stocks et en-cours	(2 886)	(51)
– dont dettes et créances	(37 552)	6 790
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	166 924	100 009
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Acquisitions		
– immobilisations corporelles et incorporelles	(6 760)	(18 171)
– titres	(158 864)	(159 300)
– autres immobilisations financières	(42 742)	(43 405)
– charges à répartir		
Cessions		
– immobilisations corporelles et incorporelles	22 668	14 512
– titres	26 018	26 721
– autres immobilisations financières	37 774	15 463
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(121 906)	(164 180)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Dividendes versés	(27 171)	(27 171)
Augmentation de capital en numéraire		0
Augmentation des emprunts	520 500	563 441
Remboursements d'emprunts	(403 933)	(748 374)
Impact fusion		367
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	89 396	(211 737)
Variation de la trésorerie	134 414	(275 908)
Trésorerie à l'ouverture	(244 590)	31 318
Trésorerie à la clôture	(110 176)	(244 590)

FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31 DÉCEMBRE 2009

Sociétés (en milliers d'euros)	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenue en %	Valeur brute	Provision
Filiales détenues à plus de 50%					
Alcafi	2 723	(14 009)	100,0000	14 504	14 504
Batscap	10 426	(19 220)	80,0000	38 766	4 586
Bolloré Énergie	19 523	86 001	99,9913	91 168	
Bolloré Inc.	1 442	(8 489)	100,0000	7 477	7 477
Bolloré Média	288 855	146	99,9999	289 035	
Bolloré Shanghai	4 514	(5 740)	100,0000	5 209	5 209
Bolloré Telecom	95 036	(25 854)	89,4775	85 036	
La Charbonnière	360	9 740	52,6800	9 183	4 037
Companie des Glénans	247 500	276 251	100,0000	318 815	
Dewulf Cailleret	255	2 627	99,9935	10 675	8 050
EXAF	11	20 760	99,7199	17 032	
Financière de Cézembre	1 200	531	99,3487	4 814	3 223
Financière Penfret	2 755	(2 367)	100,0000	6 553	5 269
Hombard Publishing	50	(85 179)	100,0000	7 768	7 768
Iris Immobilier	28 529	11 566	99,99996	29 141	
MP 42	40	285	99,0000	8 588	8 250
Nord-Sumatra Investissements	1 515	180 664	72,7553	78 382	
Polyconseil	151	3 035	70,0000	6 377	
Saga	41 370	40 870	99,8090	93 727	
Samp	627	1 815	84,5127	6 446	
SDV Gabon	6 883	1 598	96,6047	5 409	
SDV Logistique Internationale	36 617	53 108	99,9460	53 058	
SDV Nigeria Ltd	1 506	2 520	99,9644	8 470	
SDV Sénégal	2 621	5 857	83,1396	7 262	
SDV Transami Nv	11 500	13 176	99,9998	22 039	
Secaf	174	15 523	77,5593	12 391	646
Société Navale Caennaise - SNC	2 750	3 454	99,8852	7 249	1 029
Société Navale de l'Ouest- SNO	43 478	(43 468)	99,9968	59 829	59 829
Socopao	627	4 715	99,9992	9 955	9 068
Sofimap	3 712	(1 358)	95,0010	23 601	21 320
Tamaris Finances	1 198	(2 026)	99,9528	4 524	4 524
Tema Container Terminal Ltd	1 408	2 047	100,0000	4 659	
Total I				1 347 143	164 790

Valeur nette	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice	Résultat (bénéfice ou perte) du dernier exercice	Dividendes encaissés par la société au cours du dernier exercice	Observations
	19 989		6	695		
34 180	57 384		1 613	16 915		
91 168		86 610	1 050 454	21 988	2 993	
	1 476		12 791	(2 584)		
289 035	4 487		5 108	(31)		
			365	(1 680)		
85 036	10 752		1 415	(9 836)		
5 146			21 048	580	205	
318 815				39 683	32 175	
2 625		886	11 366	633		
17 032			135 443	18 413		
1 591				3		
1 284	20 136		110	(1 216)		
	85 125			(5 059)		(1)
29 141			10 275	399	576	
338				(4)		
78 382				9 300		
6 377			5 833	872		
93 727	6 128		30 454	11 214	16 811	
6 446			759	431	423	
5 409			68 232	(5 548)		
53 058	7 636	65 385	923 212	24 811	17 155	
8 470			56 299	1 519	287	
7 262			64 479	609	2 569	
22 039	10 996		4 911	5 226		
11 745		6 381	500	110	674	
6 220				19		
				(380)		
887	42 630			5 448		
2 281				(194)		
	5 730		25	(628)		
4 659			6 919	1 034	687	
1 182 353	272 469	159 262	2 411 616	132 741	74 555	

Sociétés
(en milliers d'euros)

Capital Capitaux propres
autres que le capital Quote-part
du capital détenue en% Valeur brute Provision

**Participations détenues
entre 10 % et 50 %**

Bolloré Africa Logistics Côte d'Ivoire	16 597	45 166	35,6159	24 347	
Compagnie de Pleuven	136 201	76 900	32,4800	44 238	
Compagnie Saint-Gabriel	1 000	(1 292)	23,7506	17 045	
Euro Media Group	911	156 531	18,1379	29 217	
Financière du Champ de Mars	19 460	39 184	23,7102	68 097	
Financière du Loch	236 940	48 749	32,5593	77 171	
Financière Moncey	4 206	132 130	15,2167	11 762	
Financière V	69 724	16 473	10,2528	10 782	
Fred & Farid Group	2 106	1 111	30,0000	6 600	
Gruau Microbus	4 737	(1 571)	49,9992	5 450	
Sivomar	1 628	(321)	34,5506	4 648	4 648
Socfinasia	25 063	292 115	16,7486	6 125	
Sofibol	131 825	45 257	35,9334	81 844	
Véhicules Électriques Pininfarina-Bolloré	20 040	4 253	50,00000	10 020	

Total II **397 345** **4 648**

**Renseignements globaux sur
les titres dont la valeur brute
n'excède pas 1 % du capital (III)**

Filiales de plus de 50 %					
– filiales françaises				8 359	1 615
– filiales étrangères				36 269	6 345
Participations de 10 % à 50 %					
– participations françaises				6 694	
– participations étrangères				19 405	3 328
Titres des sociétés détenues à moins de 10 %				160 799	44 312

Total (I+II+III) **1 976 014** **225 038**

(1) Provisions sur prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés.

(2) Données relatives à l'arrêté du 31 décembre 2008.

(3) Données relatives à l'arrêté du 30 septembre 1995.

Valeur nette	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice	Résultat (bénéfice ou perte) du dernier exercice	Dividendes encaissés par la société au cours du dernier exercice	Observations
24 347			185 229	6 200	2 758	
44 238				26 689	48 690	
17 045	39 802			(1 906)		
29 217	108		265 318	2 589		
68 097				1 362	1 185	
77 171				48 673		
11 762				382		
10 782				550	31	
6 600			17 370	2 010	300	(2)
5 450			2 857	(4 338)		
						(3)
6 125				33 018	5 373	
81 844				1 342	385	
10 020	28 443			(11 592)		
392 697	68 353		470 774	104 979	58 722	
6 744	250 941	11 740			441	
29 924	7 279	41 196			8 817	
6 694	450				1 795	
16 077	5 252				9 792	
116 487	23 411	25 920			1 388	
1 750 976	628 156				155 510	

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

CESSION DE L'ACTIVITÉ PAPIERS À CIGARETTES ET IMPRESSIONS MINCES

Bolloré a cédé les sociétés Papeteries du Léman et Papeteries des Vosges au Groupe Republic qui est notamment le premier groupe américain de fabrication de cahiers à cigarettes. Au titre de cette opération, une moins-value de 11 millions d'euros a été comptabilisée dans les comptes de l'exercice.

CRÉATION D'UNE HOLDING MÉDIA

Pour renforcer la cohésion de l'organisation du pôle Médias, Bolloré a apporté à sa filiale Bolloré Média un ensemble de sociétés qui opèrent en particulier dans les secteurs de la télévision, de la presse gratuite ainsi que dans celui des études et sondages. Cet apport d'une valeur de 289 millions d'euros a été réalisé à la valeur nette comptable.

MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis suivant les principes, normes et méthodes comptables découlant du plan comptable général de 1999, conformément au règlement 99-03 du Comité de la réglementation comptable, ainsi qu'aux avis et recommandations ultérieurs du Conseil national de la comptabilité et du Comité de la réglementation comptable.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1. VALEURS IMMOBILISÉES

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition, à leur valeur d'apport ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

L'écart entre l'amortissement fiscal et l'amortissement linéaire est porté au compte d'amortissements dérogatoires, au passif du bilan.

1.1. Immobilisations incorporelles

Les fonds commerciaux concernent les malis techniques provenant de la fusion en 2000 de Bolloré Investissement avec CR Holdings pour un montant de 35 millions d'euros, de celui dégagé en 2006 au titre de la fusion de Bolloré Investissement avec Bolloré pour 246 millions d'euros ainsi que de la reprise des malis techniques précédemment existants chez Bolloré pour 345 millions d'euros.

Ces malis techniques proviennent d'opérations qui ont été réalisées sur la base des valeurs nettes comptables; ils correspondent à l'écart négatif entre l'actif net reçu par la société et la valeur comptable des titres détenus.

Ceux-ci ne sont représentatifs ni de pertes ni de distributions exceptionnelles des filiales absorbées; ils font l'objet d'un test d'évaluation et de dépréciation annuel, en fonction de la valeur des actifs sous-jacents. Ces tests sont effectués sur la base de la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie (UGT) mesurée par activité et calculée par la méthode d'actualisation des cash-flows opérationnels prévisionnels.

1.2. Immobilisations corporelles

Les principales durées de vie retenues pour les acquisitions de biens neufs sont les suivantes :

Constructions	De 15 à 40 ans
Agencements et installations	De 5 à 15 ans
Matériels industriels	De 4 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	De 3 à 10 ans

1.3. Immobilisations financières

Les titres de participation sont inscrits pour leur coût d'acquisition hors frais accessoires d'achat, ou leur valeur d'apport.

À la fin de l'exercice, une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'entrée dans le patrimoine.

La valeur d'inventaire est déterminée en fonction de l'actif net comptable réévalué, de la rentabilité, des perspectives d'avenir et de la valeur d'utilité de la participation. L'estimation de la valeur d'inventaire peut donc justifier le maintien d'une valeur nette supérieure à la quote-part d'actif net comptable. Les créances immobilisées sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Des provisions sont constituées sur les autres titres immobilisés si leur valeur d'utilité est inférieure à leur valeur au bilan.

2. STOCKS

Les matières premières et marchandises sont évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du premier entré, premier sorti. Le cas échéant, elles sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte de leur valeur actuelle.

La valeur des produits en cours et finis inclut le coût des matières et fournitures mises en œuvre, les frais directs de production, les frais indirects d'usine et d'ateliers ainsi que les amortissements économiques. Les charges fixes sont imputées en fonction de l'activité normale.

Une décote est appliquée aux fabrications anciennes sans pour autant abaisser la valeur nette en dessous de la valeur de récupération.

3. CRÉANCES ET COMPTES RATTACHÉS

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

4. OPÉRATIONS EN DEVISES

Les créances et les dettes libellées dans les devises en dehors de la zone euro figurent au bilan pour leur contre-valeur aux cours de fin d'exercice. Les pertes et les gains latents sont enregistrés dans les comptes d'écarts de conversion. Les pertes latentes correspondant aux écarts de conversion d'actif font l'objet d'une provision pour risques.

5. PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées sont dotées selon les règles fiscales en vigueur. Elles comprennent les amortissements dérogatoires et les provisions pour hausse de prix.

6. PROVISION POUR PENSIONS ET RETRAITES

Les obligations concernant les pensions complémentaires à verser au personnel retraité sont constatées sous forme de provision. Elles sont évaluées selon la méthode PUC (Projected Unit Credit) en retenant un taux d'actualisation financière brut de 5,00 %.

7. INDEMNITÉS DE DÉPART EN RETRAITE OU PENSIONS

Les indemnités légales ou conventionnelles de départ en retraite ou pensions complémentaires relatives au personnel en activité figurent en engagements hors bilan.

Le montant de l'engagement est évalué selon la méthode PUC (Projected Unit Credit) en utilisant un taux d'actualisation financière brut de 5,00 % et une évolution réelle des salaires de 0,3 % (évolution nominale des salaires 2,5 %, inflation de 2,2 %).

Il n'existe pas d'engagements spécifiques en faveur des organes d'administration ou de direction.

8. INFORMATIONS SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers sont utilisés principalement pour couvrir les risques de taux induits par la gestion de la dette, ainsi que les risques de change. Dans ce cadre, seules des couvertures de type ferme (*swap* de taux, FRA, achats ou ventes de devises au comptant ou à terme) sont utilisées.

Un comité stratégique est chargé de définir les procédures, la stratégie, ainsi que les limites, les marchés, les instruments et les contreparties.

Couverture du risque de change

Les ventes à terme de dollars américains auprès des établissements bancaires s'élèvent, à la clôture de l'exercice, à 9,6 millions d'euros.

Couverture du risque de taux

Sur un total de dettes de 1 152 millions d'euros, la dette à taux fixe est au 31 décembre 2009 de 91 millions d'euros.

En mars 2007, la société a mis en place un *swap* payeur de taux fixe de 3,98 % pour couvrir un emprunt de 125 millions d'euros à échéance 2012.

En juillet 2008, des opérations d'échange de taux d'intérêt et de devise (CIRS) ont économiquement transformé les trois tranches de placements privés américains en dettes en euros à taux fixes :

- tranche A de 50 millions de dollars au taux Libor US 3 mois + 1 % en 38 millions d'euros à 2,925 % ;
- tranche B de 40 millions de dollars au taux de 6,32 % en 30 millions d'euros à 3,26 % ;
- tranche C de 33 millions de dollars au taux de 6,42 % en 25 millions d'euros à 4,19 %.

Juste valeur des instruments financiers

Nature du contrat	Échéance	Montant nominal initial	Juste valeur des instruments de couverture (en millions d'euros)
Contrat d'échange de taux d'intérêts payeur taux fixe	2012	125,0 M€	(7,2)
CIRS ⁽¹⁾ échange intérêts et devise payeur taux fixe	2013	50,0 M\$	(3,0)
CIRS ⁽¹⁾ échange intérêts et devise payeur taux fixe	2016	40,0 M\$	0
CIRS ⁽¹⁾ échange intérêts et devise payeur taux fixe	2018	33,0 M\$	0

(1) Currency Interest Rate Swap

9. INTÉGRATION FISCALE

La société a créé un groupe d'intégration fiscale. La charge d'impôt est supportée par chaque société comme en l'absence d'intégration. Les économies d'impôt sont appréhendées par la société mère.

L'impact de l'impôt sur l'exercice 2009 est le suivant :

- le produit d'intégration est de 42 millions d'euros ;
- le groupe fiscal est déficitaire sur l'exercice.

La convention d'intégration fiscale ne prévoyant pas le reversement aux filiales de leurs déficits reportables en cas de sortie du périmètre d'intégration, aucune provision n'a été constituée au titre des déficits fiscaux des filiales utilisés par la société mère.

NOTES SUR LE BILAN

NOTE 1 – ACTIF IMMOBILISÉ ET AMORTISSEMENTS

MONTANTS BRUTS

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur brute au 01/01/2009	Augmentations	Diminutions	Valeur brute au 31/12/2009
Immobilisations incorporelles	636 850	997	(4)	637 843
Immobilisations corporelles	203 353	4 961	(18 988)	189 326
Immobilisations financières	2 128 796	489 198	(465 775)	2 152 219
Total	2 968 999	495 156	(484 763)	2 979 388

AMORTISSEMENTS

<i>(en milliers d'euros)</i>	Amortissements cumulés au 01/01/2009	Dotations linéaires	Diminutions	Amortissements cumulés au 31/12/2009
Immobilisations incorporelles	16 159	884	(5)	17 038
Immobilisations corporelles	107 217	5 918	(960)	112 175
Total	123 376	6 802	(965)	129 213

NOTE 2 – INFORMATIONS EN MATIÈRE DE CRÉDIT-BAIL

REDEVANCES PAYÉES ET AMORTISSEMENTS THÉORIQUES

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur d'origine	Redevances payées		Dotation théorique aux amortissements	
		Exercice	Cumulées	Exercice	Cumulées
Installations techniques, matériel et outillage	6 364	774	5 289	636	5 056
Total	6 364	774	5 289	636	5 056

Redevances restant à payer : 127 milliers d'euros.

NOTE 3 – IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES IMMOBILISÉS

Les principales variations du poste «Titres» de participation sont dues :

- à la création ou à la souscription, aux augmentations de capital des sociétés :

Direct Soir	pour	50 millions d'euros
Papeteries du Léman	pour	38 millions d'euros
Société Navale de l'Ouest	pour	29 millions d'euros
Papeteries des Vosges	pour	17 millions d'euros
Batscap	pour	8 millions d'euros
Bretagne Plus	pour	3 millions d'euros
MPH	pour	2 millions d'euros
Compagnie de Larmor	pour	1 million d'euros
Compagnie de Saint-Gabriel	pour	1 million d'euros

- à l'acquisition de titres des sociétés :

Plantations des Terres Rouges	pour	2 millions d'euros
Société Industrielle et Financière de l'Artois	pour	2 millions d'euros

- à la cession de titres des sociétés :

Papeteries du Léman	pour	79 millions d'euros
Papeteries des Vosges	pour	45 millions d'euros
CSTO	pour	1 million d'euros

Mouvements liés à la constitution de la holding média par apport partiel d'actif réalisé à la valeur nette comptable :

- titres reçus :

Bolloré Média	pour	289 millions d'euros
---------------	------	----------------------

- titres apportés :

Direct 8	pour	200 millions d'euros
Direct Soir	pour	60 millions d'euros
Matin Plus	pour	14 millions d'euros
Direct Productions	pour	10 millions d'euros
CSA-TMO Holding	pour	8 millions d'euros
Bretagne Plus	pour	3 millions d'euros
Intervallés	pour	1 million d'euros
Bolloré Intermédia	pour	1 million d'euros

AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

L'augmentation des autres immobilisations financières est principalement due :

- à l'augmentation des créances rattachées à des participations pour 28 millions d'euros ;
- à la diminution des prêts pour 19 millions d'euros.

NOTE 4 – ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES

ÉTAT DES CRÉANCES

(en milliers d'euros)	Montant brut	À moins de 1 an	À plus de 1 an	Dont entreprises liées
Actif immobilisé				
Titres de participation	1 979 039			1 979 039
Obligations	7 160	160	7 000	
Créances rattachées aux participations	165 335	3 166	162 169	165 335
Prêts	316	113	203	316
Autres immobilisations financières	368		368	
Actif circulant				
Créances d'exploitation	24 719	23 438	1 281	16 414
Autres créances	796 127	757 348	38 779	788 608
Total	2 973 064	784 225	209 800	2 949 712

ÉTAT DES DETTES

(en milliers d'euros)	Montant brut	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans	Dont entreprises liées
Dettes financières					
Emprunts obligataires	85 478	4 064	55 155	26 259	
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 086 738	376 357	710 381		
Emprunts et dettes divers	2 980	2 980			
Dettes d'exploitation					
Dettes fournisseurs	18 227	18 227			4 161
Dettes fiscales et sociales	15 923	15 923			
Dettes diverses					
Comptes courants	796 666	796 666			796 666
Dettes sur immobilisations	1 892	1 742	150		112
Autres dettes	45 020	19 100	25 920 ⁽¹⁾		16 692
Total	2 052 924	1 235 059	791 606	26 259	817 631

(1) Vente à terme prépayée optionnelle de 15 millions de titres Havas à échéance du 4 janvier 2012 moyennant le nantissement desdits titres.

La société assure une gestion centralisée de la trésorerie de ses filiales, l'évolution de l'endettement net est la suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/2009	31/12/2008
Emprunts obligataires	85 478	190 042
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 086 738	872 545
Autres emprunts et dettes financières diverses	2 980	6 993
Comptes courants créditeurs	796 666	1 004 865
Créances rattachées aux participations	(165 338)	(134 693)
Prêts	(371)	(22 578)
Comptes courants débiteurs	(768 003)	(854 831)
Disponibilités	(2 728)	(1 977)
Valeurs mobilières de placement	(36 026)	(13 553)
Total	999 396	1 046 813

NOTE 5 – VALEUR ESTIMATIVE DES VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

(en milliers d'euros)	Valeur brute	Valeur nette	Valeur estimative
Titres non cotés	36 026	35 495	35 495
Total	36 026	35 495	35 495

NOTE 6 – CAPITAUX PROPRES ET VARIATION DE LA SITUATION NETTE

(en milliers d'euros)	Capital social ⁽¹⁾	Primes	Réserve légale	Réserves réglementées	Autres réserves	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Provisions réglementées	Total
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2009	395 218	235 614	29 254		2 165	418 648	39 663	18 460	1 139 022
Variations dues à des modifications de structure									
Variations hors opérations de structure									
Affectation du résultat 2008			1 983			10 509	(39 663)		(27 171)
Variation des subventions et des provisions réglementées								3 702	3 702
Résultat de l'exercice 2009							125 474		125 474
Capitaux propres au 31 décembre 2009 avant affectation du résultat	395 218	235 614	31 237		2 165	429 157	125 474	22 162	1 241 027

(1) Le capital est divisé en 24 701 151 actions de 16 euros de nominal. Les actions inscrites au nominatif depuis plus de quatre ans bénéficient d'un droit de vote double.

NOTE 7 – ÉTAT DES PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS

(en milliers d'euros)	Montant au 01/01/2009	Dotations	Utilisations	Reprises	Montant au 31/12/2009
Provisions réglementées	18 460	4 434	732		22 162
– provision pour hausse de prix	458	18	9		467
– amortissements dérogatoires	18 002	4 416	723		21 695
Provisions pour risques et charges	11 581	27 022	3 266	4 087	31 250
– provision pour restructurations	230	419	230		419
– provision pour perte de change	4 221	677	2 952		1 946
– provision pour médailles du travail	737		60		677
– provision pour litiges	1 103	1 008	24	309	1 778
– provision pour risques filiales	4 273			3 663	610
– provision pour amendes	0	22 680			22 680
– provision pour impôts	0	2 104			2 104
– autres provisions	1 017	134		115	1 036
Dépréciations	459 955	57 793	37 452	87 422	392 874
– immobilisations corporelles	179				179
– immobilisations financières	369 914	40 902		87 422	323 394
– stocks et en-cours	370	25	59		336
– clients	1 378	819	916		1 281
– autres créances	87 584	16 047	36 477		67 154
– valeurs de placement	530				530
Total	489 996	89 249	41 450	91 509	446 286

NOTE 8 – CHARGES À PAYER ET PRODUITS À RECEVOIR

(en milliers d'euros)

Charges à payer	
Intérêts courus sur dettes financières	2 076
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 418
Dettes fiscales et sociales	11 605
Intérêts sur découvert	646
Produits à recevoir	
Intérêts courus sur autres immobilisations financières	163
Créances clients et comptes rattachés	1 164
Autres créances	1 309
Banques	498

NOTE 9 – ENGAGEMENTS FINANCIERS HORS BILAN (HORS CRÉDIT-BAIL)

(en milliers d'euros)

	2009	2008
Engagements donnés		
Cautions solidaires		
Contreparties douanes et Trésor public	0	0
Autres cautions	250 328	476 725
Nantissements et hypothèques	32 301	32 301
Engagements reçus		
Avals et cautions	12 000	614
Engagements réciproques et exceptionnels		
Lignes de crédit bancaire non utilisées	1 113 720	827 000
Ventes de devises à terme	19 434	25 724
Achats de devises à terme	4 275	14 830
Engagements indemnités de fin de carrière	4 706	6 015

OPTIONS

Promesse d'achat de 30 % du capital de la société Polyconseil, d'avril à juin 2010, pour une valeur actualisée de 3,6 millions d'euros.

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

NOTE 10 – VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

(en milliers d'euros)	2009	2008
Usines de Bretagne	59 554	71 571
Prestations diverses du siège	51 362	49 970
Total	110 916	121 541

PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

(en pourcentage)	2009	2008
France	52,02	46,70
Europe	22,46	25,10
Amériques	19,45	21,55
Afrique	0,38	0,04
Autres	5,69	6,61
Total	100,00	100,00

NOTE 11 – RÉSULTAT FINANCIER

Le résultat financier est principalement composé des dividendes des filiales opérationnelles et des quotes-parts de résultat de l'exercice 2009 des sociétés de personnes pour 191 millions d'euros, du coût net du financement pour 24 millions d'euros et de l'effet positif des mouvements des dépréciations pour 78 millions d'euros.

Dont entreprises liées :

- Produits financiers : 329 millions d'euros ;
- Charges financières : 66 millions d'euros.

NOTE 12 – RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

(en milliers d'euros)	2009	2008
Dotations nettes aux provisions réglementées	(3 702)	3 602
Résultats sur cessions d'actifs	(88 238)	(12 585)
Charges liées au personnel	(1 878)	(986)
Dotations nettes de provisions	(23 498)	220
Indemnités de retraites versées	(694)	(742)
Amende Bruxelles	22 680	
Abandon de créance	(37 476)	
Divers	(1 172)	(3 360)
Total	(133 978)	(13 851)

NOTE 13 – EFFECTIFS MOYENS

(en nombre)	2009	2008
Cadres	170	171
Agents de maîtrise / employés et ouvriers	425	442
Total	595	613

NOTE 14 – DROIT INDIVIDUEL À LA FORMATION (DIF)

Le DIF permet à chaque salarié de bénéficier, à sa demande et avec l'accord de l'entreprise, de 20 heures de formation par an cumulables et plafonnées à 120 heures.

Le nombre d'heures acquises par le personnel de Bolloré au 31 décembre 2009 est de 54 585.

NOTE 15 – RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

(en milliers d'euros)	2009	2008
Jetons de présence	356	359
Autres rémunérations	1 803	1 631

Les montants indiqués ci-dessus sont ceux versés au cours de l'exercice par la société aux membres du Conseil d'administration et aux mandataires sociaux.

NOTE 16 – INCIDENCE DES ÉVALUATIONS FISCALES DÉROGATOIRES

(en milliers d'euros)	2009	2008
Résultat de l'exercice	139 356	39 663
Impôts sur les bénéfices	(38 976)	(61 656)
Résultat avant impôts	100 380	(21 993)
Variation des provisions réglementées	3 702	(3 602)
Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires	104 082	(25 595)

NOTE 17 – ACCROISSEMENT ET ALLÈGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPÔTS

Nature des différences temporaires <i>(en milliers d'euros)</i>	2009	2008
Accroissement de la dette future d'impôts		
Amortissements dérogatoires	21 694	18 001
Provision pour hausse des prix	467	458
Charges à répartir, écart de conversion actif...	2 958	6 311
Base totale	25 119	24 770
Accroissement de la dette future d'impôts	8 373	8 257
Allègement de la dette future d'impôts		
Congés payés, contribution sociale de solidarité, provisions non déductibles...	10 917	2 647
Écart de conversion passif, produits taxés d'avance...	9 019	6 549
Base totale	19 936	9 196
Allègement de la dette future d'impôts	6 645	3 065

NOTE 18 – RENSEIGNEMENT DIVERS

Les comptes de la société sont intégrés globalement dans la consolidation du Groupe Financière de l'Odet.

RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Nature des indications	2005	2006	2007	2008	2009
I. Situation financière en fin d'exercice					
Capital social ⁽¹⁾	368 513	395 218	395 218	395 218	395 218
Nombre d'actions émises	23 032 059	24 701 151	24 701 151	24 701 151	24 701 151
Nombre maximal d'actions à créer					
– par conversion d'obligations	–	–	–	–	–
– par exercice des droits de souscription	–	–	1 204 000	1 184 000	1 146 000
II. Résultat global des opérations effectives⁽¹⁾					
Chiffre d'affaires hors taxes	792	129 829	123 382	121 541	110 916
Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	26 298	193 248	274 260	36 127	60 310
Impôts sur les bénéfices ⁽²⁾	(3 492)	(21 611)	(27 018)	(61 656)	(38 976)
Participation et intéressement des salariés		326	509	526	710
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	26 476	211 302	269 541	39 663	125 474
Montant des bénéfices distribués ⁽³⁾	8 292	17 785	27 171	27 171	32 111
III. Résultat des opérations réduit à une seule action⁽⁴⁾					
Bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions	1,29	8,70	12,20	3,57	4,02
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	1,15	8,55	10,91	1,61	5,08
Dividende versé à chaque actionnaire ⁽³⁾	0,36	0,72	1,10	1,10	1,30
IV. Personnel					
Effectif moyen des salariés	0	621	618	613	595
Montant de la masse salariale ⁽¹⁾	0	33 563	31 279	32 743	33 459
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux ⁽¹⁾	0	15 146	14 332	14 984	15 215

(1) En milliers d'euros.

(2) Entre parenthèses : produit d'impôt.

(3) Ne tient pas compte du dividende majoré pour les exercices 2005 et 2006.

(4) En euros.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Bolloré, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I – OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II – JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Votre société procède à chaque clôture à un test d'évaluation et de dépréciation des *mali* techniques et des titres de participation en fonction de la valeur d'inventaire des filiales concernées, selon les modalités décrites respectivement dans les paragraphes « Immobilisations incorporelles » et « Immobilisations financières » de l'annexe. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces valeurs d'inventaire.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III – VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Levallois-Perret, le 26 avril 2010

Les Commissaires aux comptes

AEG Finances
Philippe Bailly

Constantin Associés
Thierry Quéron

20.5. DATE DES DERNIÈRES INFORMATIONS FINANCIÈRES

Les résultats de l'exercice 2009 ont été publiés le 26 mars 2010. La présentation des comptes et le communiqué y afférent sont disponibles sur le site internet www.bolloré.com

20.6. INFORMATIONS FINANCIÈRES INTERMÉDIAIRES ET AUTRES

Le rapport financier semestriel 2009 a été diffusé le 31 août 2010 et est disponible sur le site internet www.bolloré.com

20.7. POLITIQUE DE DISTRIBUTION DES DIVIDENDES

20.7.1. DISTRIBUTION DE DIVIDENDES AU TITRE DES TROIS DERNIERS EXERCICES

Le montant des dividendes par action mis en distribution au titre des trois exercices précédents ainsi que le montant des revenus distribués éligibles à la réfaction mentionnée au 2° et 3° de l'article 158 du Code général des impôts ont été les suivants :

Exercice	2008	2007	2006
Nombre d'actions	24 701 151	24 701 151	24 701 151
Dividende (en euros)	1,10 ⁽¹⁾	1,10 ⁽¹⁾	0,72 ⁽²⁾
Montant distribué (en millions d'euros)	27,2	27,2	17,8

(1) Le dividende à répartir au titre des exercices 2007 et 2008 était éligible à la réfaction de 40 % mentionnée à l'article 158 du Code général des impôts, sachant que cet abattement ne bénéficie qu'aux personnes physiques, ou, sur option, à un prélèvement libératoire en vertu et dans les conditions prévues à l'article 117 quater du Code général des impôts.

(2) Le dividende à répartir au titre de l'exercice 2006 était éligible à la réfaction de 40 % mentionnée à l'article 158 du Code général des impôts, sachant que cet abattement ne bénéficie qu'aux personnes physiques.

20.7.2. AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE

Le résultat net de l'exercice est un bénéfice de 125 473 934,90 euros. Il vous est proposé d'affecter le bénéfice distribuable de la façon suivante :

(en euros)

Résultat de l'exercice	125 473 934,90
Report à nouveau antérieur	429 156 517,64
5 % à la réserve légale	(6 273 696,75)
Bénéfice distribuable	548 356 755,79
Dividendes	32 111 496,30
Report à nouveau	516 245 259,49

Les sommes ainsi distribuées seront mises en paiement le 22 juin 2010.

Le dividende à répartir au titre de l'exercice se trouve ainsi fixé à 1,30 euro par action au nominal de 16 euros. En application des dispositions légales, il est précisé que l'intégralité des dividendes attribués aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France est éligible à la réfaction de 40 % mentionnée à l'article 158 du Code général des impôts, ou, sur option, à un prélèvement forfaitaire libératoire en vertu et dans les conditions prévues à l'article 117 quater du Code général des impôts.

20.7.3. PRESCRIPTION DES DIVIDENDES

Le délai légal de prescription des dividendes non réclamés est de cinq ans à compter de leur mise en paiement.

Les dividendes atteints par la prescription quinquennale sont reversés à l'État.

20.8. PROCÉDURES JUDICIAIRES

Toute procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de l'émetteur du Groupe sont présentés au 4.1.4 « Risques juridiques ».

20.9. CHANGEMENT SIGNIFICATIF DE LA SITUATION FINANCIÈRE OU COMMERCIALE

Changement significatif de la situation financière ou commerciale. Aucun changement n'a survécu depuis le dernier exercice pour lequel des états financiers vérifiés ou des états financiers intermédiaires ont été publiés.

20.10. PRISES DE PARTICIPATION DIRECTES ET PRISES DE CONTRÔLE

20.10.1. PRISES DE PARTICIPATION DIRECTES

Les participations acquises directement dans des sociétés ayant leur siège sur le territoire de la République française ont été, au cours de l'exercice, les suivantes :

Société	Participations en 2009		Total de la participation et du contrôle au 31/12/2009	
	% en capital	% en droits de vote	% en capital	% en droits de vote
Compagnie de la Pointe d'Arradon	99,00	99,00	99,00	99,00
Financière de Ploërmel	99,00	99,00	99,00	99,00
Financière de Plougastel	99,00	99,00	99,00	99,00

Nota : les chiffres indiqués ci-dessus concernant les participations correspondent au pourcentage de détention le plus élevé atteint au cours de l'année.

20.10.2. PRISES DE CONTRÔLE

Les prises de contrôle dans des sociétés ayant leur siège social sur le territoire de la République française ont été, au cours de l'exercice, les suivantes :

Société (pourcentage en droits de vote)	Participations indirectes acquises en 2009	Contrôle au 31/12/2009
Bolloré Média ⁽¹⁾ , SNC	100,00	N/A
Compagnie de la Pointe d'Arradon	–	99,00
Financière de Ploërmel	–	99,00
Financière de Plougastel	–	99,00
Congo Terminal Holding	100,00	75,00
Guadeloupe Transit Déménagements - GTD	80,00	100,00
Havas Media Africa ⁽²⁾	49,93	49,93
SEMAD ⁽³⁾	100,00	100,00

Nota : les chiffres indiqués ci-dessus concernant les prises de contrôle correspondent au pourcentage de détention le plus élevé atteint au cours de l'année.

(1) Bolloré Média, SNC (SIREN : 513 242 297), a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine à son associé unique Bolloré Média (SIREN : 501 384 234).

(2) Contrôle conjoint avec Havas Media France SA.

(3) Société d'Exploitation de Magasin et Aire de Dédouanement Banal.

20.11. INFORMATION RELATIVE AUX DÉLAIS DE PAIEMENT

En application de l'article D. 441-4 du Code de commerce, nous vous présentons dans le tableau suivant la décomposition, à la date du 31 décembre 2009, du solde des dettes fournisseurs et autres comptes rattachés par date d'échéance. Toutefois, s'agissant de la première année d'application, aucun comparatif avec l'exercice précédent n'est présenté pour cet exercice.

Échéances (J = 31/12/2009) (en milliers d'euros)	Dettes échues à la clôture	Échéance					Hors échéance	Total
		À J+15	Entre J+16 et J+30	Entre J+31 et J+45	Entre J+46 et J+60	Au-delà de J+60		
Fournisseurs	2 363	1 907	1 968	3 101	3 257	9	12 605	
Fournisseurs d'immobilisations	1 556	87	5	104	128	5	1 885	
Total à payer	3 919	1 994	1 973	3 205	3 385	14	14 490	
Factures non parvenues							5 419	5 419
Autres							69	69
Total fournisseurs et autres comptes rattachés	3 919	1 994	1 973	3 205	3 385	14	5 488	19 978

21. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

21.0. TITRES NON REPRÉSENTATIFS DU CAPITAL

EMPRUNTS OBLIGATAIRES ÉMIS PAR LA SOCIÉTÉ

Vincent Bolloré, Président-directeur général, en vertu de la délégation que lui a consentie le Conseil d'administration en date du 21 décembre 2006 de procéder à l'émission d'obligations dans la limite de 200 millions d'euros, a procédé, le 22 décembre 2006, à l'émission d'obligations consenties à des investisseurs institutionnels américains, pour un montant global de 123 millions de dollars américains répartis en trois tranches :

- une tranche A de 50 millions de dollars américains, moyennant le versement d'un intérêt au taux variable indexé sur le taux Libor, remboursable le 22 décembre 2013 ;
- une tranche B de 40 millions de dollars américains, moyennant le versement d'un intérêt au taux de 6,32 %, remboursable le 22 décembre 2016 ;
- une tranche C de 33 millions de dollars américains, moyennant le versement d'un intérêt au taux de 6,42 %, remboursable le 22 décembre 2018.

21.1. CAPITAL

21.1.1.A. MONTANT DU CAPITAL SOCIAL

Au 31 décembre 2009, le capital social s'élevait à 395 218 416 euros, divisé en 24 701 151 actions d'une valeur nominale de 16 euros chacune, toutes de même valeur et entièrement libérées.

Place de cotation

Les titres de l'émetteur sont cotés sur le marché Euronext Paris, compartiment A, sous le numéro de code ISIN FR 0000039299.

21.1.1.B. MONTANT DU CAPITAL POTENTIEL

Le nombre total de titres potentiels au 31 décembre 2009 était composé de 1 146 000 actions (options de souscription non encore levées au 31 décembre 2009), soit un capital potentiel complémentaire de 18 336 000 euros.

21.1.2. NOMBRE, VALEUR COMPTABLE ET VALEUR NOMINALE DES ACTIONS DÉTENUES PAR LA SOCIÉTÉ ELLE-MÊME OU EN SON NOM PAR SES FILIALES

Au 31 décembre 2009, les actions de la société détenues par des sociétés contrôlées sont au nombre de 3 310 075.
Ces actions sont privées de droit de vote.

21.1.3. MONTANT DES VALEURS MOBILIÈRES CONVERTIBLES, ÉCHANGEABLES OU ASSORTIES DE BONS DE SOUSCRIPTION AVEC MENTION DES CONDITIONS ET MODALITÉS DE CONVERSION, D'ÉCHANGE OU DE SOUSCRIPTION

Néant.

21.1.4. INFORMATIONS SUR LES CONDITIONS RÉGISSANT TOUT DROIT D'ACQUISITION ET/OU TOUTE OBLIGATION ATTACHÉ(E) AU CAPITAL SOUSCRIT, MAIS NON LIBÉRÉ, OU SUR TOUTE ENTREPRISE VISANT À AUGMENTER LE CAPITAL

Néant.

21.1.5. INFORMATIONS RELATIVES AUX OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS

21.1.5.1. Options de souscription attribuées

Date de l'Assemblée	7 juin 2006
Date du Conseil d'administration	6 avril 2007
Nombre d'options pouvant être attribuées	1 612 244
Nombre d'options attribuées	1 205 000
Prix d'exercice	148,24 euros
Nombre d'options de souscription restantes au 31 décembre 2009	1 146 000
Durée du plan	5 ans
Délai total d'indisponibilité	4 ans

21.1.5.2. Options de souscription d'actions Bolloré autorisées et non attribuées

L'Assemblée générale extraordinaire du 5 juin 2008 a autorisé le Conseil d'administration à consentir des options de souscription d'actions au bénéfice des salariés et mandataires sociaux de la société et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions visées aux articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce.

La durée de l'autorisation est de trente-huit mois et le nombre total des options consenties ne pourra donner droit à souscrire un nombre d'actions excédant 5 % du capital.

21.1.6. HISTORIQUE DU CAPITAL SOCIAL POUR LA PÉRIODE COUVERTE PAR LES INFORMATIONS FINANCIÈRES HISTORIQUES METTANT TOUT CHANGEMENT SURVENU EN ÉVIDENCE

Année	Opérations	Nominal (en euros)	Montant de la variation du capital (en euros)	Montant de la prime d'émission (en euros)	Capital social cumulé (en euros)	Nombre cumulé d'actions de la société
2004	Création de 94 500 actions par suite de levées d'options de souscription d'actions (37,19 euros par action)	16	1 512 000	2 002 455	368 512 944	23 032 059
2005		16			368 512 944	23 032 059
2006	Rémunération des titres de Bolloré (absorbée lors de l'opération de fusion en date du 21 décembre 2006) dans le cadre de l'opération publique d'échange	16	26 705 472	202 794 678	395 218 416	24 701 151
2007	–	16	–	–	395 218 416	24 701 151
2008	–	16	–	–	395 218 416	24 701 151
2009	–	16	–	–	395 218 416	24 701 151

21.1.7. DÉLÉGATIONS ACCORDÉES PAR L'ASSEMBLÉE DES ACTIONNAIRES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DANS LE DOMAINE DES AUGMENTATIONS DE CAPITAL

Au jour de la rédaction du présent rapport, le Conseil d'administration dispose des délégations de compétence suivantes à l'effet d'augmenter le capital social ou d'émettre des valeurs mobilières.

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES DÉLÉGATIONS EN COURS DE VALIDITÉ ACCORDÉES PAR L'ASSEMBLÉE DES ACTIONNAIRES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DANS LE DOMAINE DES AUGMENTATIONS DE CAPITAL, PAR APPLICATION DES ARTICLES L. 225-129-1 ET L. 225-129-2 (ARTICLE L. 225-100 ALINÉA 4 DU CODE DE COMMERCE)

Autorisations	Date de délibération de l'Assemblée générale	Durée (échéance)	Montant maximum (en euros)	Utilisation
Émission de valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription	Assemblée générale extraordinaire 10 juin 2009	26 mois (10 août 2011)	Emprunt : 500 000 000 Capital : 200 000 000	Non utilisée
Émission d'actions ordinaires à libérer par incorporation de réserves, bénéfiques, primes ou élévation du nominal	Assemblée générale extraordinaire 10 juin 2009	26 mois (10 août 2011)	200 000 000 ⁽¹⁾	Non utilisée
Délégation à l'effet de procéder à une augmentation de capital visant à rémunérer des apports de titres ou de valeurs mobilières donnant accès au capital	Assemblée générale extraordinaire 10 juin 2009	26 mois (10 août 2011)	10 % du capital	Non utilisée
Augmentation de capital réservée aux salariés	Assemblée générale extraordinaire 10 juin 2009	26 mois (10 août 2011)	1 % du capital	Non utilisée

(1) Montant qui s'impute sur les augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu des émissions avec maintien du droit préférentiel de souscription.

21.1.8. ACCORDS CONCLUS PAR LA SOCIÉTÉ MODIFIÉS OU PRENANT FIN EN CAS DE CHANGEMENT DE CONTRÔLE

Certains contrats de financement peuvent être résiliés en cas de changement de contrôle. Aucun contrat commercial dont la résiliation impacterait significativement les activités du Groupe ne contient de clause de changement de contrôle.

21.2. ACTES CONSTITUTIFS ET STATUTS

La société Bolloré est une société anonyme à Conseil d'administration dont le siège social est à Odet, 29500 Ergué-Gabéric, et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Quimper sous le numéro 055 804 124.

La société a été constituée le 3 août 1926 pour une durée expirant le 2 août 2025.

Les documents et renseignements relatifs à la société peuvent être consultés au siège administratif de la société : 31-32, quai de Dion-Bouton, 92811 Puteaux Cedex.

21.2.1. OBJET SOCIAL (ARTICLE 2 DES STATUTS)

La société a pour objet, en France et en tous autres pays, sans exception, directement ou indirectement :

- la prise de tous intérêts et participations dans toutes sociétés ou entreprises françaises ou étrangères par tous moyens ;
- l'application industrielle de toutes technologies ;
- toutes activités de transports de toutes natures, maritimes, terrestres ou autres, ainsi que toutes prestations de services d'auxiliaire de transport, sous toutes leurs formes, et toutes opérations connexes ;
- la prestation de services, conseils et assistance, notamment financiers, aux entreprises ;
- l'achat et la vente de tous produits, l'acquisition, la gestion et l'exploitation, notamment sous forme de bail, avec ou sans option d'achat, la vente de tout

bien de consommation ou d'équipement, matériel fixe, mobile ou roulant, machines et outillages, ainsi que de tous véhicules terrestres, maritimes ou aériens ;

- l'acquisition et la concession de tous brevets, marques et exploitations commerciales ou industrielles ;
- et, plus généralement, toutes opérations quelconques, commerciales, financières, industrielles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes.

21.2.2. RÉSUMÉ DES DISPOSITIONS CONTENUES DANS LES STATUTS, LA CHARTE ET LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR CONCERNANT LES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

Les dispositions relatives aux organes d'administration et de direction figurent dans le titre III des statuts.

Ainsi, le Conseil d'administration est composé de trois à dix-huit membres, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion.

La durée de leur fonction est de six années, la limite d'âge pour exercer leur fonction étant fixée à 99 ans.

Chaque administrateur doit être propriétaire d'une action au moins pendant toute la durée de son mandat.

Le Conseil d'administration élit parmi ses membres un Président du Conseil d'administration, personne physique qui organise les travaux du Conseil et s'assure que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Quelle que soit la durée pour laquelle elles ont été conférées, les fonctions du Président prennent fin de plein droit à l'issue de la première Assemblée générale ordinaire tenue après la date à laquelle il a atteint l'âge de 75 ans révolus. Toutefois, le Conseil d'administration peut décider en ce cas de renouveler le mandat du Président pour une ou deux périodes de deux années.

Le Conseil peut désigner, parmi ses membres, un ou plusieurs Vice-Présidents chargés de présider les séances du Conseil en cas d'absence ou d'empêchement du Président.

La Direction générale de la société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'administration, portant le titre de Directeur général. Sur proposition du Directeur général, le Conseil d'administration peut donner mandat à une ou plusieurs personnes (dans la limite de cinq) d'assister celui-ci, au titre de Directeur général délégué.

21.2.3. DROITS, PRIVILÈGES, RESTRICTIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS

L'article 11 des statuts dispose que, outre le droit de vote qui lui est attribué par la loi, chaque action donne droit à une quotité proportionnelle au nombre et à la valeur nominale des actions existantes, de l'actif social, des bénéfices ou du boni de liquidation.

L'article 19 des statuts dispose que le droit attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent, mais que, toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis quatre ans au moins au nom du même actionnaire.

Ce droit est conféré dès leur émission en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison des actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Ce droit de vote double cessera de plein droit pour toute action convertie au porteur ou transférée en propriété. Néanmoins, n'interrompt pas le délai ci-dessus fixé ou conserve le droit acquis tout transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs, au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible, ainsi que tout transfert des actions par suite d'opérations de fusion ou de scission.

La fusion de la société est sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la société absorbante, si les statuts de celle-ci l'ont institué.

En ce qui concerne les actions grevées d'usufruit, remises en gage, faisant l'objet de saisie-arrêt ou indivises, le droit de vote en est exercé conformément aux prescriptions légales.

Le droit de vote peut être supprimé par décision de l'Assemblée générale extraordinaire et après ratification de l'Assemblée spéciale des actionnaires bénéficiaires.

La suppression du droit de vote double sera inscrite à l'ordre du jour d'une Assemblée générale extraordinaire à se tenir le 10 juin 2010, suivie d'une assemblée spéciale des actionnaires bénéficiaires appelée à approuver ladite décision.

21.2.4. ACTIONS NÉCESSAIRES POUR MODIFIER LES DROITS DES ACTIONNAIRES

Les statuts de la société ne prévoient pas de dispositions plus restrictives que la loi dans ce domaine.

21.2.5. CONVOCATIONS ET CONDITIONS D'ADMISSION AUX ASSEMBLÉES

Convocations

Les assemblées d'actionnaires sont convoquées dans les conditions prévues par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-103 du Code de commerce, les Assemblées générales, ordinaires ou extraordinaires, sont convoquées par le Conseil d'administration. À défaut, elles pourront être également convoquées :

- par les Commissaires aux comptes ;
- par un mandataire désigné en justice à la demande soit de tout intéressé en cas d'urgence, soit d'un ou de plusieurs actionnaires réunissant au moins 5 % du capital social, soit d'une association d'actionnaires répondant aux conditions fixées par la loi ;
- par les actionnaires majoritaires en capital ou en droits de vote après une offre publique d'achat ou d'échange ou après une cession d'un bloc de contrôle.

Après accomplissement des formalités préliminaires à la convocation prévues par la réglementation en vigueur, les convocations aux Assemblées générales sont faites par un avis contenant les indications prescrites par ladite réglementation ; cet avis est inséré dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social et au Bulletin des annonces légales obligatoires.

Les actionnaires nominatifs inscrits en compte depuis un mois au moins à la date de l'insertion de cet avis sont, en outre, convoqués par lettre ordinaire, à moins qu'ils n'aient demandé en temps utile à être convoqués, à leurs frais, par lettre recommandée.

Participation aux assemblées

Le droit de participer aux Assemblées générales est subordonné à l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au troisième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

L'inscription, ou l'enregistrement comptable des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité, est constatée par une attestation de participation délivrée par ce dernier.

Tout actionnaire ayant le droit de participer à l'Assemblée générale peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre actionnaire ou peut voter par correspondance dans les conditions légales.

21.2.6. DISPOSITION DES STATUTS, CHARTE, RÈGLEMENT POUVANT RETARDER, DIFFÉRER OU EMPÊCHER UN CHANGEMENT DE CONTRÔLE

Néant.

21.2.7. DISPOSITION DE L'ACTE CONSTITUTIF, CHARTE, RÈGLEMENT FIXANT LE SEUIL AU-DESSUS DUQUEL TOUTE PARTICIPATION DOIT ÊTRE DIVULGUÉE

Néant.

21.2.8. CONDITIONS DES STATUTS RÉGISSANT LES MODIFICATIONS DE CAPITAL

Les modifications du capital peuvent être réalisées dans les conditions prévues par la loi.

22. CONTRATS IMPORTANTS

Les contrats significatifs conclus par les sociétés du Groupe sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés, note 7.

23. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS

Aucune information provenant de tiers, aucune déclaration d'experts ou déclaration d'intérêts ne figure dans le présent document, à l'exception des rapports des Commissaires aux comptes.

24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

Les investisseurs et les actionnaires qui souhaitent s'informer sur le Groupe peuvent contacter :

Cédric de Bailliencourt
Directeur financier
Tél. : +33 (0)1 46 96 46 73
Fax : +33 (0)1 46 96 48 76

Emmanuel Fossorier
Relations investisseurs
Tél. : +33 (0)1 46 96 47 85
Fax : +33 (0)1 46 96 42 38

Les rapports annuels et semestriels sont disponibles sur simple demande auprès de :

Direction financière – relations investisseurs
Groupe Bolloré
31-32, quai de Dion-Bouton
92811 Puteaux Cedex
Tél. : +33 (0)1 46 96 47 85
Fax : +33 (0)1 46 96 42 38

Par ailleurs, le site Internet du Groupe (www.bolloré.com) permet de consulter les communiqués de presse et les éléments financiers du Groupe respectivement sous les rubriques « Communiqués » et « Données financières ».

25. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS

Les participations de la société sont mentionnées dans le tableau des filiales et participations des comptes annuels (20.4) et celles du Groupe sont décrites dans la note 9 « Autres actifs financiers » des comptes consolidés (20.3).

ANNEXES

- 180** Tableau de passage entre le rapport de gestion et le document de référence de Bolloré
- 181** Table de concordance entre le document de référence et le rapport financier annuel
- 182** Rapport du Président sur la composition, sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil et sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la société
- 187** Rapport des Commissaires aux comptes sur le rapport du Président
- 188** Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées
- 189** Résolutions présentées à l'Assemblée générale ordinaire du 10 juin 2010
- 190** Rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée générale extraordinaire du 10 juin 2010
- 191** Résolutions présentées à l'Assemblée générale extraordinaire du 10 juin 2010
- 192** Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre au profit de membres du personnel salarié et de mandataires sociaux
- 193** Rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée spéciale du 10 juin 2010
- 194** Résolutions présentées à l'Assemblée spéciale du 10 juin 2010
- 195** Document d'information annuel

TABLEAU DE PASSAGE ENTRE LE RAPPORT DE GESTION ET LE DOCUMENT DE RÉFÉRENCE DE BOLLORÉ

Le présent document de référence comprend tous les éléments du rapport de gestion de la société tels qu'exigés au terme des articles L. 232-1 et R. 225-102 du Code de commerce.

Éléments contenus dans le rapport du Conseil d'administration devant être soumis à l'Assemblée générale par application des articles L. 232-1-II et R. 225-102 du Code de commerce	Rubriques du document de référence contenant les informations correspondantes
Situation et activité de la société au cours de l'exercice écoulé	6.1
Résultats des activités	3 ; 6.1 ; 9.1
Progrès réalisés ou difficultés rencontrées	12.1
Activités en matière de recherche et développement	11.1 ; 11.2
Évolution prévisible de la situation de la société et des perspectives d'avenir	12.2
Événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi	20.3 note 38
Organe choisi pour exercer la Direction générale de la société	14.1.1
Analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats, de la situation financière de la société (notamment de sa situation d'endettement) et des indicateurs clés de performance de nature non financière (notamment des informations relatives aux questions d'environnement et de personnel)	8.2 ; 9 ; 10 ; 17 ; 20.9
Indications sur l'utilisation des instruments financiers par la société lorsque cela est pertinent pour l'évaluation de son actif, de son passif, de sa situation financière et de ses pertes et profits	10.4 ; 10.5 ; 20.3 note 21 et 36
Description des principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée	4
Liste des mandats ou fonctions exercés par les mandataires sociaux	14.1.2
Compte rendu de l'état de la participation des salariés au capital social au dernier jour de l'exercice (et éventuellement des dirigeants)	17.1 p78 ; 17.3 ; 17.5
Indications prévues à l'article L. 225-211 du Code de commerce en cas d'acquisition d'actions en vue de les attribuer aux salariés dans le cadre de l'intéressement ou de consentir des options d'achat, ou encore d'attribuer des actions gratuites aux salariés et aux dirigeants	NA
Activité des filiales de la société et des sociétés contrôlées par elle	7.1
Prises de participation significatives dans des sociétés ayant leur siège en France ou prises de contrôle de telles sociétés	20.10
Aliénations d'actions intervenues à l'effet de régulariser les participations croisées	NA
Renseignements relatifs à la répartition du capital social et aux actions d'autocontrôle	18.1
Opérations réalisées par les sociétés contrôlées majoritairement par la société ou souscription d'actions au titre des options d'achat	17.2.2.2
Montant des dividendes distribués au cours des trois derniers exercices et montant éligible à la réfaction	20.7.1
Rémunérations et avantages de toute nature de chacun des mandataires sociaux	15
Modifications apportées au mode de présentation des comptes annuels	20.3 note 1
Injonctions ou sanctions pécuniaires pour pratiques anticoncurrentielles	4.1.4 ; 20.8
Informations sur la manière dont la société prend en compte les conséquences sociales et environnementales de son activité	4.1.6 ; 8.2 ; 17.1
Informations sur les risques encourus en cas de variation de taux d'intérêt, de taux de change ou de cours de Bourse	4.1.1 ; 4.1.2 ; 20.3 note 36
Indications prévues à l'article L. 225-211 du Code de commerce en cas d'opérations effectuées par la société sur ses propres actions (programme de rachat d'actions)	NA
Éléments de calcul et résultats de l'ajustement des bases de conversion et des conditions de souscription ou d'exercice des valeurs mobilières donnant accès au capital ou des options de souscription ou d'achat d'actions	17.2.2 ; 20.3 note 19

Éléments contenus dans le rapport du Conseil d'administration devant être soumis à l'Assemblée générale par application des articles L. 232-1-II et R. 225-102 du Code de commerce	Rubriques du document de référence contenant les informations correspondantes
Opérations réalisées par les dirigeants et les personnes qui leur sont étroitement liées sur leurs titres	17.4
Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique	
– structure du capital de la société	21.1; 18.1; 18.3
– restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ou clauses des conventions portées à la connaissance de la société en application de l'article L. 233-11 du Code de commerce	14.1.1; 18.4; 21.2.3; 21.2.4
– participations directes ou indirectes dans le capital, dont la société a connaissance, en vertu des articles L. 233-7 et L. 233-12 du Code de commerce	18.1
– détenteurs de titres comportant des droits de contrôle spéciaux et leur description	18.2; 21.2.3
– mécanismes de contrôle prévus dans les systèmes d'actionnariat du personnel, accords entre actionnaires dont la société a connaissance et pouvant entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote (pactes d'actionnaires)	18.4; 21.2.4; 21.2.6
– règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'administration	16; 21.2.2; 14.1.1
– et à la modification des statuts	
– pouvoirs du Conseil d'administration, en particulier émission ou rachat d'actions	NA
– accords conclus par la société modifiés ou prenant fin en cas de changement de contrôle	21.1.8
– accords prévoyant des indemnités pour les membres du Conseil d'administration ou les salariés s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique	16.4; 20.3 note 33
Informations sur les délais de paiement, prévues à l'article L. 441-6-1 du Code de commerce	20.11
Tableau des résultats de la société au cours des cinq derniers exercices	20.4 p170
Tableau et rapport sur les délégations en matière d'augmentation de capital	21.1.7
Rapport du Président du Conseil d'administration	Annexe

NA : non applicable.

TABLE DE CONCORDANCE ENTRE LE DOCUMENT DE RÉFÉRENCE ET LE RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Comptes annuels	20.4	p. 151
Comptes consolidés	20.3	p. 85
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels	20.4	p. 171
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	20.3	p. 150
Rapport de gestion	Annexe	p. 180
Honoraires des Commissaires aux comptes	20.3	p. 141
Rapport du Président sur la composition, les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil et sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la société	Annexe	p. 182
Rapport des Commissaires aux comptes sur le rapport du Président	Annexe	p. 187
Document d'information annuel	Annexe	p. 195

NA : non applicable.

RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LA COMPOSITION, SUR LES CONDITIONS DE PRÉPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL ET SUR LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES MISES EN PLACE PAR LA SOCIÉTÉ

En application de l'article L. 225-37 du Code de commerce, le Président du Conseil d'administration rend compte aux actionnaires dans le présent rapport, qui a été approuvé par le Conseil d'administration du 25 mars 2010, (i) de la composition et des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil, (ii) des informations relatives au gouvernement d'entreprise, (iii) des modalités relatives à la participation des actionnaires à l'Assemblée générale ainsi que (iv à viii) des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la société.

Les diligences retenues pour l'élaboration de ce rapport reposent sur des entretiens et des réunions avec les différentes directions des divisions opérationnelles et des services centraux du Groupe. Ces travaux ont été conduits en particulier par les Directions des affaires juridiques et d'audit interne du Groupe, sous la supervision et la coordination de la Direction financière et de la Direction de la communication financière.

Les règles de contrôle interne du Groupe s'appliquent aux sociétés faisant partie du périmètre de consolidation des comptes, selon les méthodes de l'intégration globale ou de l'intégration proportionnelle.

I. COMPOSITION ET CONDITIONS DE PRÉPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

COMPOSITION DU CONSEIL

Conformément aux dispositions statutaires, les administrateurs sont nommés par l'Assemblée générale ordinaire, et le Conseil peut, sous les conditions prévues par la loi, procéder à des nominations provisoires.

Le Conseil doit comprendre trois membres au moins et dix-huit membres au plus, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion.

La durée de leurs fonctions est de six années et ils sont rééligibles.

Le Conseil est composé de seize membres : Vincent Bolloré (Président-directeur général), Antoine Bernheim (Vice-Président), Comte de Ribes (Vice-Président), Cédric de Bailliencourt (Vice-Président-directeur général), Yannick Bolloré, Cyrille Bolloré, Groupama SA (représentée par Jean Azéma), Bolloré Participations (représentée par Gilles Alix), Financière V (représentée par Thierry Marraud), Hubert Fabri, Denis Kessler, Jean-Paul Parayre, Georges Pébereau, Olivier Roussel, Michel Roussin et François Thomazeau.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, une information complète sur les membres du Conseil est disponible dans le document de référence.

Parmi les seize membres du Conseil et conformément aux critères d'indépendance retenus par le Conseil en séance du 9 avril 2009, Antoine Bernheim, Hubert Fabri, Denis Kessler, Jean-Paul Parayre, Georges Pébereau, Olivier Roussel, François Thomazeau et la société Groupama sont qualifiés d'indépendants.

POUVOIRS DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le Conseil d'administration, en séance du 5 juin 2008, a décidé de retenir l'option consistant à ne pas dissocier les fonctions de Président et de Directeur général et a renouvelé le mandat de Président-directeur général de Vincent Bolloré.

Le Président-directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société.

Aucune limitation n'est apportée aux pouvoirs du Président.

Toutefois, le Président soumet à l'approbation du Conseil toutes les opérations d'importance véritablement stratégique.

RÉUNIONS DU CONSEIL

Conformément aux dispositions de l'article 13 des statuts, les administrateurs peuvent être convoqués aux séances du Conseil d'administration par tous moyens, soit au siège social, soit en tout autre lieu.

Les convocations sont faites par le Président ou par le Vice-Président-directeur général. Le Conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés, la voix du Président étant prépondérante.

Afin de permettre à un nombre maximal d'administrateurs d'assister aux séances du Conseil d'administration :

- les dates prévisionnelles de réunion sont fixées plusieurs mois à l'avance et les modifications éventuelles de date font l'objet de concertation pour permettre la présence effective du plus grand nombre d'administrateurs ;
- le Conseil d'administration, en séance du 19 mars 2008, a adopté un règlement intérieur autorisant, à l'exception des opérations visées aux articles L. 232-1 (établissement des comptes annuels et du rapport de gestion) et L. 233-16 (établissement des comptes consolidés et du rapport de gestion du Groupe), la participation aux délibérations du Conseil au moyen de la visio-conférence.

MISSION DU CONSEIL

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre, décide du cumul ou de la dissociation des mandats de Directeur général et de Président du Conseil et approuve le projet de rapport du Président. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Il procède, en outre, aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns, à l'examen et à l'arrêté des comptes et à la nomination des membres du Comité d'audit.

ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL

Une quinzaine de jours avant la réunion du Conseil, une convocation à laquelle est joint le projet de procès-verbal de la séance précédente est adressée à chaque administrateur afin de leur permettre de faire part de leurs observations éventuelles sur ce projet avant même la réunion du Conseil.

Le Conseil peut ainsi débattre directement sur l'ordre du jour.

Pour chaque Conseil, un dossier développant chacune des questions mises à l'ordre du jour est remis à chaque administrateur, qui peut se faire communiquer toute information complémentaire jugée utile.

Les débats sont conduits avec la volonté constante de favoriser un échange entre tous les administrateurs à partir d'une information complète et avec le souci de centrer les échanges sur les questions importantes, notamment d'ordre stratégique.

Au cours de l'exercice, le Conseil s'est réuni à deux reprises et a notamment été appelé à se prononcer sur les points suivants :

- séance du 9 avril 2009 (taux de présence : 79 %) :
 - activités et résultats,
 - examen des comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2008,
 - autorisation donnée au Président d'émettre les cautions, avals et garanties,
 - documents prévisionnels,
 - conventions soumises aux dispositions des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce,
 - examen du Code de gouvernance d'entreprise des sociétés cotées publié en décembre 2008,
 - examen des dispositions de l'ordonnance du 8 décembre 2008 introduisant l'obligation légale de mise en place d'un Comité d'audit ;
- séance du 31 août 2009 (taux de présence : 81 %) :
 - comptes semestriels consolidés au 30 juin 2009,

- documents prévisionnels,
- conventions soumises aux dispositions des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce,
- répartition des jetons de présence,
- évaluation du fonctionnement et des méthodes de travail du Conseil.

ÉVALUATION DU FONCTIONNEMENT ET DES MÉTHODES DE TRAVAIL DU CONSEIL

Le Conseil d'administration, en séance du 31 août 2009, a été appelé à procéder à une évaluation de son fonctionnement et de ses méthodes de travail.

Celle-ci a été menée dans la perspective de trois objectifs :

- faire le point sur les modalités de fonctionnement du Conseil ;
- vérifier que les questions importantes sont convenablement préparées et débattues ;
- mesurer la contribution effective de chaque administrateur aux travaux du Conseil du fait de sa compétence et de son implication dans les délibérations.

La méthode utilisée, comme les années précédentes, est celle de l'auto évaluation.

Concernant les résultats de l'évaluation, les administrateurs ont porté un jugement positif sur les modalités de fonctionnement du Conseil, qui ont notamment été améliorées par la mise en place d'un règlement intérieur autorisant la participation aux séances par la visioconférence.

S'agissant de la préparation et des débats des questions importantes, les administrateurs ont porté une appréciation favorable sur l'information mise à leur disposition, tant sur le plan de la pertinence que sur les délais d'obtention de cette information, laquelle permet une analyse de l'ensemble des questions qui sont examinées.

La composition du Conseil permet la réunion de compétences et d'expertises reconnues, notamment industrielles, financières, comptables et bancaires, qui s'expriment de façon permanente, notamment en ce qui concerne l'analyse de l'information financière, et apportent une contribution de grande qualité lors des débats et des prises de décisions.

Ainsi, l'Assemblée générale ordinaire du 10 juin 2009 a nommé Yannick Bolloré Directeur général de Bolloré Média et Cyrille Bolloré Directeur des Approvisionnements et de la Logistique de Bolloré Énergie, en qualité d'administrateurs.

COMITÉS SPÉCIALISÉS

Le Conseil n'a pas de comités spécialisés, les administrateurs exerçant collégalement leurs fonctions.

Dans le cadre des dispositions de l'ordonnance du 8 décembre 2008 (instituant l'obligation de mettre en place un Comité d'audit au sein des sociétés dont les titres sont admis à la négociation sur un marché réglementé), les administrateurs, en séance du 9 avril 2009, ont décidé, eu égard à la nature et à la structure du Groupe, de faire application des dispositions de l'article L. 823-20-1° du Code de commerce permettant aux entités contrôlées au sens de l'article L. 233-16 par une société elle-même soumise à l'obligation de mise en place d'un Comité d'audit, d'être exemptées de la création de ce Comité.

Ainsi, un Comité d'audit a été constitué au sein de la société Financière de l'Odet, société contrôlante, elle-même soumise à l'obligation de disposer d'un comité spécialisé.

Le Comité d'audit constitué par le Conseil d'administration de Financière de l'Odet le 9 avril 2009 est composé de deux administrateurs indépendants, Alain Moynot et Lucien Vochel, nommés en considération de leur compétence et de leur expertise financière, et ce, jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Le Comité d'audit est chargé d'assurer le suivi :

- du processus d'élaboration de l'information financière par l'examen des projets de comptes sociaux et consolidés semestriels et annuels avant leur présentation au Conseil d'administration ainsi que l'examen du respect de la réglementation boursière ;
- de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques par l'examen, avec le concours de l'audit interne, des systèmes de contrôle interne, de la fiabilité des systèmes et procédures et de la pertinence des procédures d'analyse et du suivi des risques ;
- du contrôle légal des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés par les Commissaires aux comptes ;

- de l'indépendance des Commissaires aux comptes par l'examen des risques pesant sur celle-ci et des mesures de sauvegarde prises pour atténuer les risques.

En outre, il lui appartient :

- d'émettre une recommandation sur les Commissaires aux comptes proposés à la désignation par l'Assemblée générale ;
- de rendre compte régulièrement au Conseil d'administration de l'exercice de ses missions et de l'informer sans délai de toute difficulté rencontrée.

Alain Moynot assure la Présidence du Comité d'audit.

Au cours de la première réunion du Comité, qui s'est tenue le 25 août 2009, ont notamment été examinés les points suivants :

- examen des comptes consolidés au 30 juin 2009 ;
- arrêté du projet du règlement intérieur du Comité.

Le règlement intérieur du Comité a été arrêté par le Conseil d'administration de Financière de l'Odet en séance du 31 août 2009.

RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

L'Assemblée générale ordinaire du 5 juin 2007 a fixé à 500 000 euros le montant global des jetons de présence que le Conseil peut allouer à ses membres, étant précisé que ce montant a été fixé jusqu'à nouvelle décision de l'Assemblée générale.

Le Conseil du 31 août 2009 a décidé de reconduire les modalités de répartition antérieures, soit par parts égales au prorata de la durée de l'exercice des fonctions des administrateurs.

II. INFORMATIONS RELATIVES AU GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

La gouvernance de la société relève du rapport Afep-Medef d'octobre 2003 – Le gouvernement d'entreprises des sociétés cotées –, des recommandations Afep-Medef sur la rémunération des dirigeants mandataires sociaux de sociétés cotées publiées en janvier 2007 et des recommandations Afep-Medef sur la rémunération des dirigeants mandataires sociaux de sociétés cotées dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé publiées en octobre 2008 (disponibles sur www.medef.fr).

L'ensemble de ces textes a été, en décembre 2008, consolidé pour former le Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées.

Le Conseil d'administration du 15 décembre 2008, appelé à se prononcer sur les recommandations émises par l'Afep et le Medef en octobre 2008, a décidé d'adhérer à ces recommandations, tout en précisant que la société n'avait procédé ni à la mise en place de parachutes dorés, ni à l'attribution de régimes de retraite supplémentaires au profit des mandataires sociaux.

Le Conseil du 9 avril 2009, appelé à statuer sur l'examen de la situation de la société au regard des principes du gouvernement d'entreprise issus du Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées de décembre 2008, a pris acte que les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise correspondent aux recommandations et assurent ainsi la transparence au sein de la société.

Toutefois, le Conseil n'a pas de comités spécialisés, les administrateurs exerçant collégalement leurs fonctions.

Il est rappelé que, dans le cadre des dispositions de l'ordonnance du 8 décembre 2008, le Comité d'audit a été implémenté au niveau de Financière de l'Odet, société contrôlante et elle-même soumise à l'obligation légale d'instituer un Comité d'audit, par un Conseil d'administration en date du 9 avril 2009.

En outre, les administrateurs, considérant que l'organisation effective des travaux du Conseil permettait de disposer d'une information complète à l'examen de toute opération significative, a opté pour l'adoption d'un règlement intérieur ayant pour finalité de faciliter la participation matérielle aux séances du Conseil.

Par ailleurs, le Conseil, appelé à se prononcer sur la qualification d'administrateur indépendant, a décidé :

- d'écarter le critère d'ancienneté de douze ans, estimant que la durée des fonctions d'un administrateur témoigne de la reconnaissance de ses compétences et qu'elle ne pouvait, en tant que critère unique, remettre en cause son indépendance ;
- de considérer que l'exercice d'un mandat d'administrateur dans une autre société du Groupe n'est pas de nature à remettre en cause l'indépendance d'un administrateur.

Ainsi, le Conseil a considéré que, pour être qualifié d'indépendant, un administrateur ne doit pas :

- être salarié ou mandataire social dirigeant de la société, de la société mère ou d'une société qu'elle consolide par intégration globale ou l'avoir été dans les cinq dernières années ;
- être client, fournisseur, banquier d'affaire, banquier de financement :
 - significatif de la société ou de son Groupe,
 - ou pour lequel la société ou son Groupe représente une part significative de l'activité ;
- avoir de lien familial proche avec un mandataire social ;
- avoir été auditeur de la société au cours des cinq années précédentes.

Enfin, le Conseil, prenant acte que le rapport consolidé Afep-Medef recommande que les administrateurs possèdent un nombre significatif d'actions et que la durée de leur mandat ne dépasse pas quatre ans, a décidé, eu égard à la structure de l'actionnariat de la société, de ne pas se prononcer sur un nombre de titres précis à détenir et de ne pas proposer à l'Assemblée de modifier les dispositions statutaires prévoyant une durée du mandat de six ans.

III. MODALITÉS DE PARTICIPATION DES ACTIONNAIRES AUX ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Conformément aux dispositions de l'article 19 des statuts, tout actionnaire a le droit d'assister aux Assemblées générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité et accomplissement des formalités légales.

Tout actionnaire peut voter par correspondance selon les modalités fixées par la loi et les règlements.

IV. INFORMATIONS PRÉVUES PAR L'ARTICLE L. 225-100-3 DU CODE DE COMMERCE

Les informations prévues par l'article L. 225-100-3 du Code de commerce sont disponibles dans le document de référence.

V. DÉFINITION ET OBJECTIFS DU CONTRÔLE INTERNE

Le Groupe Bolloré a retenu la définition du cadre de référence de l'AMF publié en janvier 2007, qui indique que le contrôle interne est un dispositif de la société, défini et mis en œuvre sous sa responsabilité, qui vise à assurer :

- la conformité aux lois et règlements ;
 - l'application des instructions et orientations fixées par la Direction générale ;
 - le bon fonctionnement des processus internes de la société, notamment ceux concourant à la sauvegarde de ses actifs ;
 - la fiabilité des informations financières ;
- et, d'une façon générale, contribue à la maîtrise de ses activités, à l'efficacité de ses opérations et à l'utilisation efficiente de ses ressources.

Selon ce cadre, le contrôle interne recouvre les composantes suivantes :

- une organisation comportant une définition claire des responsabilités, disposant des ressources et des compétences adéquates et s'appuyant sur des systèmes d'information, des procédures ou des modes opératoires, des outils ou pratiques appropriés ;
- la diffusion en interne d'informations pertinentes, fiables, dont la connaissance permet à chacun d'exercer ses responsabilités ;
- un système visant à recenser et analyser les principaux risques identifiables au regard des objectifs de la société et à s'assurer de l'existence de procédures de gestion de ces risques ;
- des activités de contrôle proportionnées aux enjeux propres à chaque processus et conçues pour s'assurer que les mesures nécessaires sont prises en vue de maîtriser les risques susceptibles d'affecter la réalisation des objectifs ;
- une surveillance permanente portant sur le dispositif de contrôle interne ainsi qu'un examen régulier de son fonctionnement.

Cependant, comme indiqué dans le cadre de référence, il convient de préciser que le dispositif de contrôle interne, aussi bien conçu et bien appliqué soit-il, ne peut fournir une garantie absolue quant à la réalisation des objectifs de la société.

Dans la description qui suit, la notion de Groupe Bolloré couvre l'ensemble de la société mère et des filiales consolidées. Cette description du système de contrôle interne a été réalisée à partir du cadre de référence élaboré par le groupe de Place mené sous l'égide de l'AMF, complété de son guide d'application. Les principes et les points clés contenus dans ce guide sont suivis lorsqu'ils sont applicables.

VI. UN SYSTÈME DE CONTRÔLE ADAPTÉ AUX SPÉCIFICITÉS DES ORGANISATIONS DU GROUPE

CONTEXTE GÉNÉRAL DU CONTRÔLE INTERNE

Le système de contrôle interne du Groupe repose sur les principes suivants :

La séparation des fonctions

Garante de l'indépendance du contrôle, une dissociation des fonctions opérationnelles et financières a été mise en place à chaque niveau du Groupe. Les fonctions financières des entités assurent l'exhaustivité et la fiabilité des informations. Régulièrement, l'intégralité de ces données est transmise aux dirigeants et aux fonctions centrales (ressources humaines, juridique, finance...).

Des filiales autonomes et responsables

Le Groupe est organisé en divisions opérationnelles qui, en raison de la diversité de leurs activités, bénéficient d'une large autonomie dans leur gestion. Elles sont responsables de :

- la définition et la mise en œuvre d'un dispositif de contrôle interne adapté à leurs spécificités ;
- l'optimisation de leurs opérations et performances financières ;
- la protection de leurs actifs ;
- la gestion de leurs risques.

Ce système de délégation permet de responsabiliser les entités et d'assurer l'adéquation entre leurs pratiques et le cadre juridique de leur pays d'implantation.

Un support et un contrôle communs à l'ensemble des sociétés du Groupe

Le Groupe établit un référentiel de procédures comptables, financières et de contrôle, d'application obligatoire, directement accessible par les divisions opérationnelles sur l'intranet.

Le département d'audit interne évalue régulièrement le dispositif de contrôle des entités et leur suggère les propositions d'évolution les mieux adaptées.

Une politique de ressources humaines favorisant un bon environnement de contrôle interne

La politique de ressources humaines contribue à l'enrichissement d'un environnement de contrôle interne efficace par l'existence de définitions de fonctions, d'un système d'évaluation reposant notamment sur la mise en place d'entretiens annuels ou d'actions de formation.

PRINCIPAUX ACTEURS DU CONTRÔLE INTERNE ET LEURS MISSIONS

Les modalités du contrôle interne s'exercent par :

Le Conseil d'administration de la société mère du Groupe

Le Conseil d'administration veille à l'efficacité du dispositif de contrôle interne tel que défini et mis en œuvre par la Direction générale. Si besoin, le Conseil peut faire usage de ses pouvoirs généraux pour engager les actions et vérifications qu'il juge appropriées.

La direction générale du Groupe

Elle est responsable de la définition, de la mise en œuvre et du suivi d'un dispositif de contrôle interne adapté et efficace. En cas de défaillance du dispositif, elle veille à l'engagement des actions correctives nécessaires.

Le comité mensuel de résultat

Chaque division, pour l'ensemble de son périmètre, présente mensuellement à la Direction générale du Groupe et aux fonctions centrales les indicateurs opérationnels et financiers de son activité, ainsi que l'analyse de leur évolution par rapport aux objectifs approuvés par la Direction générale.

Les organes d'administration des filiales

Dans chaque filiale du Groupe, l'organe d'administration examine la stratégie et les orientations de la société proposées par la Direction générale, veille à leur mise en œuvre, fixe les objectifs opérationnels, ajuste les ressources et procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Chaque mandataire reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

Les directions des filiales

Elles appliquent les orientations des organes d'administration au sein de chaque filiale. Assistées de leur service de contrôle de gestion, elles s'assurent de l'efficacité du système de contrôle interne du Groupe. Elles reportent à la fois à leur organe d'administration et aux comités de direction.

L'audit interne Groupe

Le Groupe dispose d'un département d'audit interne intervenant sur l'ensemble des entités du périmètre.

Ses missions reposent sur un plan annuel construit avec les divisions et la Direction générale, basé sur l'évaluation des risques propres à chaque filiale et sur un contrôle cyclique de l'ensemble du périmètre. Ce programme comporte des missions de revue systématique des risques financiers et opérationnels, des missions de suivi et de mise en application des recommandations formulées, ainsi que des interventions plus ciblées en fonction des besoins exprimés par les divisions ou la Direction générale. Il vise à couvrir en priorité les risques les plus sensibles et à assurer la revue des principaux autres risques à moyen terme pour l'ensemble des entités du Groupe. Les auditeurs bénéficient de formations internes aux métiers des divisions afin de mieux maîtriser les spécificités opérationnelles de chacune d'elles.

L'audit a la responsabilité d'évaluer le fonctionnement du dispositif de contrôle interne et de faire toutes préconisations pour l'améliorer, dans le champ couvert par ses missions. Les rapports d'audit sont destinés aux sociétés auditées, aux divisions auxquelles elles sont rattachées et aux Directions financière et générale du Groupe.

Les Commissaires aux comptes

Dans le cadre de leur mandat de revue et de certification des comptes annuels et selon leurs normes professionnelles, ils prennent connaissance des systèmes comptables et de contrôle interne. À ce titre, ils conduisent des interventions intérimaires sur l'appréciation des modes opératoires des différents cycles d'audit retenus. Ils garantissent la correcte application des principes comptables applicables, dans le souci de produire une information fidèle et précise. Ils communiquent une synthèse annuelle des conclusions de leurs travaux à la Direction financière, à la Direction générale du Groupe et au Comité d'audit. Les comptes du Groupe sont certifiés conjointement par les cabinets Constantin Associés (renouvelé par l'Assemblée générale ordinaire du 5 juin 2008), représenté par Thierry Quéron, et AEG Finances (nommé par l'Assemblée générale ordinaire du 5 juin 2007), représenté par Philippe Bailly.

VII. DESCRIPTION DU PROCESSUS DE CONTRÔLE INTERNE

CONFORMITÉ DES PRATIQUES AUX LOIS ET RÈGLEMENTS

Les directions fonctionnelles du Groupe lui permettent :

- de connaître les différentes règles et lois qui lui sont applicables ;
- d'être informé en temps utile des modifications qui leur sont apportées ;
- de transcrire ces règles dans les procédures internes ;
- d'informer et de former les collaborateurs sur les règles et lois qui les concernent.

APPLICATION DES INSTRUCTIONS ET ORIENTATIONS FIXÉES PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU GROUPE

La Direction générale fixe les objectifs et orientations du Groupe et s'assure que ceux-ci sont communiqués à l'ensemble des collaborateurs.

À cet égard, le processus budgétaire du Groupe constitue un engagement fort de la part des entités vis-à-vis de la Direction générale :

- au cours du quatrième trimestre, chaque division opérationnelle établit, sur la base des orientations stratégiques fixées par la Direction générale, un budget détaillant

les perspectives de résultat et d'évolution de la trésorerie ainsi que les principaux indicateurs permettant de mesurer les performances opérationnelles ;

- une fois validé par la Direction générale, ce budget, mensualisé, sert de référentiel au contrôle budgétaire. Une analyse des écarts entre cette projection budgétaire et le résultat mensuel est réalisée, chaque mois, au cours des comités de résultats réunissant la Direction générale du Groupe, les directions de division et les directions fonctionnelles du Groupe (ressources humaines, juridiques, finance).

BON FONCTIONNEMENT DES PROCESSUS INTERNES DE LA SOCIÉTÉ, NOTAMMENT CEUX CONCOURANT À LA SAUVEGARDE DE SES ACTIFS

La Direction des systèmes d'information a mis en place des procédures de sauvegarde et de sécurité permettant d'assurer la qualité et la sûreté de l'exploitation, y compris en cas de problème majeur.

Le processus de suivi des investissements, mené conjointement par la Direction des achats, la Direction du contrôle de gestion et la Direction des assurances, concourt à un suivi précis des actifs corporels du Groupe et à une sauvegarde de leur valeur d'utilité au travers de couvertures d'assurance appropriées.

Bien que décentralisé dans les divisions opérationnelles, le suivi des comptes clients fait l'objet d'un reporting mensuel à la Direction financière du Groupe chargée de recenser les principaux risques de recouvrement sur clients et de mettre en place, avec les divisions, les actions correctives.

Le suivi de la trésorerie du Groupe est assuré par :

- la transmission quotidienne des performances de trésorerie des divisions ;
- l'actualisation mensuelle des prévisions de trésorerie du Groupe ;
- l'optimisation des risques liés aux taux de change et taux d'intérêt (étudiée au sein du Comité des risques, qui se réunit trimestriellement sous l'autorité de la Direction financière) ;
- la disponibilité, auprès des partenaires financiers, d'en-cours de crédit à court, moyen et long termes.

FIABILITÉ DES INFORMATIONS FINANCIÈRES

Processus d'élaboration des comptes consolidés

Les comptes consolidés sont établis sur une base semestrielle ; ils sont vérifiés par les Commissaires aux comptes dans le cadre d'un examen limité au 30 juin et d'un audit complet au 31 décembre, qui portent à la fois sur les comptes annuels des entités du périmètre et sur les comptes consolidés. Une fois arrêtés par le Conseil d'administration, ils donnent lieu à publication.

Le Groupe s'appuie sur les éléments suivants pour la consolidation des comptes :

- le service de consolidation du Groupe, garant de l'homogénéité et du suivi des traitements pour l'ensemble des sociétés du périmètre de consolidation de l'entité consolidante ;
- le strict respect des normes comptables en vigueur liées aux opérations de consolidation ;
- l'utilisation d'un outil informatique de renom, développé en 2005 pour s'adapter aux nouvelles technologies de transmission d'informations, garantissant des processus sécurisés de remontée d'informations et une homogénéité de présentation des agrégats comptables ;
- la décentralisation d'une partie des retraitements de consolidation au niveau même des divisions opérationnelles ou des sociétés, permettant de positionner les traitements comptables au plus près des flux opérationnels.

Processus du reporting financier

Les services de la trésorerie et du contrôle de gestion du Groupe organisent et supervisent la remontée des informations et indicateurs financiers mensuels des divisions, en particulier le compte de résultat et le suivi de l'endettement net.

Au sein de chaque division, les éléments du reporting financier sont validés par la Direction générale et communiqués sous la responsabilité de la Direction financière.

Les informations sont présentées sous un format standardisé respectant les règles et les normes de consolidation et facilitant ainsi la comparaison avec les éléments consolidés semestriels et annuels. Elles font l'objet de rapports spécifiques transmis à la Direction générale du Groupe.

Les reportings financiers mensuels sont complétés par des exercices de révision budgétaire en cours d'année afin d'ajuster les objectifs annuels en fonction des données les plus récentes.

PRÉVENTION ET MAÎTRISE DES RISQUES

Gestion des risques

Les litiges et risques sont suivis par chaque division. En ce qui concerne la gestion des sinistres, la Direction juridique ainsi que la Direction des assurances fournissent leur assistance pour tout contentieux important, ainsi que pour tout projet de contrat ayant une incidence financière significative. Enfin, les modalités de gestion des risques font l'objet d'une revue régulière approfondie par le Comité des risques.

Les principaux risques auxquels le Groupe est soumis sont développés dans le chapitre « Facteurs de risques » du document de référence. Compte tenu de la diversité des activités du Groupe, la gestion des risques s'articule autour des principales catégories suivantes :

- **Risque de marché sur actions cotées.**

Sous l'égide de la Direction financière Groupe, un suivi régulier de la valeur des sociétés non consolidées est réalisé. Par ailleurs, à chaque clôture, une appréciation de la valeur de ces titres est réalisée sur la base des derniers cours de Bourse.

- **Risque de liquidité.**

Une gestion centralisée de la trésorerie a été mise en place. Elle est placée sous la responsabilité de la Direction de la trésorerie du Groupe, qui s'assure du correct financement des activités de celui-ci notamment à travers des financements bancaires diversifiés. Un ratio d'endettement et un ratio relatif à la capacité du Groupe à faire face au service de la dette sont régulièrement suivis.

- **Risque de taux.**

Les modalités de couverture des risques sur les taux d'intérêts décidées par la Direction générale du Groupe sont détaillées dans les notes annexes des comptes consolidés.

- **Risque de crédit.**

Un suivi mensuel du BFR est réalisé par la Direction de la trésorerie Groupe. De plus, dans les principales divisions du Groupe, la gestion du risque de crédit est relayée par un credit manager. Le recours à l'assurance-crédit est privilégié et, lorsque le crédit n'est pas couvert par une assurance, l'octroi de crédit est décidé au niveau de compétence le plus adapté. Enfin, un suivi régulier des créances clients est effectué à l'échelon tant du Groupe que de la division, et des dépréciations sont pratiquées au cas par cas lorsque cela est jugé nécessaire.

- **Risque de devise.**

Le Groupe couvre ses principales opérations en devises. La gestion de la couverture est centralisée au niveau Groupe pour la France et l'Europe. Une couverture sur le net des positions commerciales est pratiquée par la Direction de la trésorerie du Groupe à travers des achats ou ventes à terme de devises. Enfin, la mise en place d'un *netting* mensuel des flux intragroupe permet de limiter les flux échangés et de couvrir le net résiduel. Pour la division Distribution d'énergie, les positions sont directement couvertes sur le marché.

- **Risque matières premières.**

Dans la division Distribution d'énergie, qui est la plus exposée à ce risque, les variations de cours du produit sont répercutées aux clients. Par ailleurs, la Direction de la division systématise la mise en place d'achats et de ventes à terme de produits adossés à des opérations physiques.

- **Risques opérationnels.**

Chaque division du Groupe est responsable de la gestion des risques industriels, environnementaux et de conformité auxquels elle est confrontée. Une analyse régulière de la nature des risques et des modalités de gestion s'y rapportant est effectuée par chaque direction de division. Par ailleurs, une supervision en est faite par le Comité des risques et la Direction des assurances du Groupe.

- **Risque juridique.**

Pour limiter l'exposition à ces risques, la Direction juridique du Groupe veille à la sécurité et à la conformité juridique des activités de celui-ci, en liaison avec les services juridiques des divisions. Lorsqu'un litige survient, la Direction juridique s'assure de sa résolution au mieux des intérêts du Groupe.

Cartographie des risques

L'évaluation et le contrôle des risques inhérents au fonctionnement de chaque entité sont au cœur des préoccupations du Groupe. La démarche globale de cartographie des risques, qui porte sur l'ensemble des métiers, trouve aujourd'hui, par la mise en place d'un progiciel informatique notamment, une dimension active et régulière dans le suivi et la mise à jour des risques.

Les risques identifiés font l'objet d'une série de mesures détaillées dans les plans d'actions élaborés par les différents « propriétaires » de risques nommés au sein de chaque division, l'objectif étant de maîtriser l'exposition à ces risques et donc de les réduire.

En 2009, cette démarche a permis de réduire l'impact d'une partie des risques identifiés comme prioritaires.

Par ailleurs, l'actualisation de la cartographie des risques consolidée est validée trimestriellement par le Comité des risques.

VIII. UN RENFORCEMENT RÉGULIER DU SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE

Plusieurs actions de renforcement du contrôle interne ont été initiées, conduites ou poursuivies.

CODE DE DÉONTOLOGIE

Le Groupe a élaboré une Charte d'Éthique, que chaque division adapte à ses propres activités et à son propre environnement. La Charte d'Éthique est remise à l'ensemble des nouveaux collaborateurs.

Ainsi, au cours de l'exercice, le Code général de conduite des affaires des sociétés des divisions Transport du Groupe Bolloré a été arrêté et édité, et sa diffusion, en cours depuis le début du mois de décembre 2009, fait l'objet de réunions de présentation aux personnels et de sensibilisation aux thèmes qu'il recouvre. Ce code détermine les principes, les règles de conduite et les comportements à adopter en matière de concurrence, de respect et de protection de l'environnement, d'hygiène et de sécurité, ainsi que de lutte contre la corruption. La fonction « éthique et conformité », rattachée à son plus haut niveau à la Direction générale du Groupe, est déclinée dans les divisions Transport, le Directeur éthique et conformité transport ayant la tâche d'assurer le déploiement et le respect de ce code de conduite.

LISTE D'INITIÉS

Le Groupe met à jour régulièrement la liste des personnes ayant accès à des informations privilégiées qui, si elles étaient rendues publiques, seraient susceptibles d'avoir une influence sensible sur le cours des instruments financiers. Ces personnes, qu'elles soient salariées, administrateurs ou tiers en relation professionnelle étroite avec l'entreprise, ont été informées de l'interdiction d'utiliser ou de communiquer cette information privilégiée dans un but de réaliser des opérations d'achat ou de vente sur ces instruments financiers.

MANUEL DE PROCÉDURES ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES

Les principales procédures financières, mais aussi administratives et juridiques, sont regroupées sur un intranet pour permettre la diffusion et la gestion du cadre normatif défini par le Groupe.

RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

Le secrétariat général adresse chaque année un questionnaire aux différentes entités sur les actions de développement durable dans les domaines de l'éthique, du social et de l'environnement.

Cette année, un logiciel de reporting a été installé au niveau du Groupe. Il permettra de consolider les données extra-financières émanant des divisions et de mettre en place les plans d'actions appropriés.

Un réseau de référents développement durable se constitue ; il aura pour vocation de décliner au niveau des entités les enjeux identifiés dans le cadre du document stratégique sur le développement durable.

Le 25 mars 2010
Le Président
Vincent Bolloré

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ETABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 225-235 DU CODE DE COMMERCE SUR LE RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ BOLLORÉ

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de la société Bolloré et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et ;
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

INFORMATIONS CONCERNANT LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES RELATIVES À L'ÉLABORATION ET AU TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du Conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

AUTRES INFORMATIONS

Nous attestons que le rapport du Président du Conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Paris et Levallois-Perret, le 26 avril 2010

Les Commissaires aux comptes

AEG Finances
Philippe Bailly

Constantin Associés
Thierry Quéron

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENT RÉGLEMENTÉES

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

I – CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS AUTORISÉS AU COURS DE L'EXERCICE

En application de l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1.1. AVEC LA SOCIÉTÉ BATSCAP

Votre Conseil d'administration du 9 avril 2009 a autorisé votre société à consentir un abandon de créance avec clause de retour à meilleure fortune à la société Batscap pour un montant de 37 475 897 euros.

Administrateurs intéressés :

- Vincent Bolloré ;
- Cédric de Bailliencourt.

1.2. AVEC LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE KÉREON

Votre Conseil d'administration du 31 août 2009 a autorisé votre société à acquérir auprès de la société Financière de Kéréon 650 actions de la Société Industrielle et Financière de l'Artois à un prix unitaire correspondant au cours moyen de la période s'échelonnant du 1^{er} janvier 2009 au jour précédant la cession, soit un montant total de 1 216 800 euros.

Administrateurs intéressés :

- Cédric de Bailliencourt ;
- Thierry Marraud.

1.3. AVEC LA SOCIÉTÉ CSA-TMO HOLDINGS

Votre Conseil d'administration du 31 août 2009 a autorisé votre société à céder à la société CSA-TMO Holdings 94 557 actions de la société CSTO pour un prix global de 501 152,10 euros.

Administrateur intéressé :

- Gilles Alix.

1.4. AVEC LA SOCIÉTÉ BOLLORÉ PARTICIPATIONS

Votre Conseil d'administration du 31 août 2009 a autorisé votre société à modifier la convention de prestations d'assistance conclue avec la société Bolloré Participations afin de porter la facturation annuelle à la somme de 1 295 815 euros hors taxes.

Bolloré Participations a donc facturé à votre société la somme de 1 295 815 euros hors taxes au titre de l'exercice 2009.

Administrateurs intéressés :

- Vincent Bolloré ;
- Cédric de Bailliencourt ;
- Cyrille Bolloré ;
- Yannick Bolloré.

II – CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVÉS AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

1.5. AVEC LA SOCIÉTÉ BOLLORÉ PARTICIPATIONS

Au titre des prestations de Présidence, la société Bolloré Participations a facturé en 2009 à la société Bolloré la somme de 1 354 757,07 euros hors taxes correspondant à 75 % du coût charges comprises du salaire perçu par Vincent Bolloré.

1.6. UTILISATION DE L'AVION, PROPRIÉTÉ DE LA SOCIÉTÉ

Par décision des Conseils d'administration des 30 mars et 1^{er} octobre 2001 de la société Bolloré, le coût des déplacements privés des administrateurs et mandataires sociaux du Groupe est refacturé au prix coûtant et en fonction du type d'avion utilisé.

Sur cette base, la société a facturé 463 830,43 euros toutes taxes comprises au cours de l'exercice 2009.

Paris et Levallois-Perret, le 26 avril 2010

Les Commissaires aux comptes

AEG Finances
Philippe Bailly

Constantin Associés
Thierry Quéron

RÉSOLUTIONS PRÉSENTÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 10 JUIN 2010

PREMIÈRE RÉSOLUTION

(Approbation des comptes annuels de l'exercice 2009)

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Président sur le contrôle interne, qu'elle approuve dans tous leurs termes, ainsi que du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2009, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Elle approuve spécialement les dépenses visées par l'article 223 quater du Code général des impôts, non admises en charges déductibles pour la détermination du montant de l'impôt sur les sociétés, en vertu de l'article 39-4 du Code général des impôts, qui s'élève à un montant global de 139 721,01 euros.

En conséquence, elle donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2009 quitus de leur gestion à tous les administrateurs.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

(Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2009)

L'Assemblée générale, après avoir pris acte de la présentation qui lui a été faite des comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2009 et du rapport des Commissaires aux comptes faisant apparaître un chiffre d'affaires consolidé de 6 011 063 milliers d'euros et un bénéfice net consolidé part du Groupe de 94 465 milliers d'euros, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009, tels qu'ils lui ont été présentés.

L'Assemblée générale prend acte de la présentation qui lui a été faite du rapport de gestion du Groupe inclus dans le rapport de gestion du Conseil d'administration.

TROISIÈME RÉSOLUTION

(Affectation du résultat)

L'Assemblée générale approuve la proposition du Conseil d'administration et décide d'affecter le bénéfice distribuable de la façon suivante :

(en euros)

Résultat de l'exercice	125 473 934,90
Report à nouveau antérieur	429 156 517,64
Affectation à la réserve légale	(6 273 696,75)
Bénéfice distribuable	548 356 755,79
Dividendes	32 111 496,30
Au compte « Report à nouveau »	516 245 259,49

Le dividende à répartir au titre de l'exercice se trouve ainsi fixé à 1,30 euro par action au nominal de 16 euros.

En application des dispositions légales, il est précisé que l'intégralité des dividendes attribués aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France est éligible à la réfaction de 40 % mentionnée à l'article 158 du Code général des impôts ou, sur option, à un prélèvement forfaitaire libératoire en vertu et dans les conditions prévues à l'article 117 quater du Code général des impôts.

Les sommes ainsi distribuées seront mises en paiement le 22 juin 2010.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Assemblée générale prend acte de ce que les montants des dividendes par action, mis en distribution au titre des trois exercices précédents, ont été les suivants :

Exercice	2008	2007	2006
Nombre d'actions	24 701 151	24 701 151	24 701 151
Dividende (en euros)	1,10 ⁽¹⁾	1,10 ⁽¹⁾	0,72 ⁽²⁾
Montant distribué (en millions d'euros)	27,2	27,2	17,8

(1) Le dividende à répartir au titre des exercices 2007 et 2008 était éligible à la réfaction de 40% mentionnée à l'article 158 du Code général des impôts, sachant que cet abattement ne bénéficie qu'aux personnes physiques, ou, sur option, à un prélèvement libératoire en vertu et dans les conditions prévues à l'article 117 quater du Code général des impôts.

(2) Le dividende à répartir au titre de l'exercice 2006 était éligible à la réfaction de 40% mentionnée à l'article 158 du Code général des impôts, sachant que cet abattement ne bénéficie qu'aux personnes physiques.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

(Approbation des conventions et engagements réglementés)

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements visés à l'article L. 225-38 du Code de commerce et statuant sur ce rapport, approuve les conventions qui y sont relatées ainsi que les conditions d'exécution des conventions antérieurement autorisées.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

(Nomination d'un administrateur)

L'Assemblée générale, sur proposition du Conseil d'administration, nomme Sébastien Bolloré, domicilié c/o Tour Bolloré 31-32, quai de Dion-Bouton, 92800 Puteaux, en qualité d'administrateur, pour une durée de six ans expirant à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

SIXIÈME RÉSOLUTION

(Nomination d'un administrateur)

L'Assemblée générale, sur proposition du Conseil d'administration, nomme Claude Juimo Siewe Monthé, domicilié 54, rue Batibois, Douala, Département du Wouri, Province du Littoral, BP 5350 Douala, République du Cameroun, en qualité d'administrateur, pour une durée de six ans expirant à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

(Renouvellement du mandat d'un administrateur)

L'Assemblée générale, constatant que le mandat d'administrateur d'Olivier Roussel arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée de six ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

HUITIÈME RÉSOLUTION

(Renouvellement du mandat d'un administrateur)

L'Assemblée générale, constatant que le mandat d'administrateur de la société Bolloré Participations arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée de six ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

NEUVIÈME RÉSOLUTION

(Pouvoirs pour les formalités)

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU 10 JUIN 2010

Mesdames, Messieurs

Nous vous avons convoqués en Assemblée générale extraordinaire afin de soumettre à votre approbation des résolutions ayant pour objet d'une part, de prononcer la suppression du droit de vote double et d'adopter les modifications statutaires corrélatives, d'autre part, d'autoriser le Conseil à procéder à l'attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre.

PROPOSITION DE SUPPRESSION DU DROIT DE VOTE DOUBLE (PREMIÈRE, DEUXIÈME ET QUATRIÈME RÉOLUTIONS)

Nous vous rappelons que le mécanisme du droit de vote double est un mécanisme sur lequel il est émis un certain nombre de réserves et que des publications récentes, après avoir néanmoins rappelé que le droit de vote double peut être un instrument de fidélisation, privilégient le principe d'« une action, une voix », assurant ainsi l'égalité entre la détention du capital et celle du pouvoir.

Ainsi, votre Conseil vous invite par la première résolution à prononcer la suppression de ce droit de vote double, par la deuxième résolution à prononcer les modifications corrélatives de l'article 19 des statuts et par la quatrième résolution à consentir tous pouvoirs pour effectuer les formalités consécutives.

Enfin, les résolutions qui vous sont présentées – ayant pour objet de modifier les droits particuliers attachés à une catégorie d'actions – ne seront, conformément aux dispositions de l'article L. 225-99 alinéa 2 du Code de commerce, définitivement adoptées qu'après approbation par l'Assemblée spéciale des actionnaires de cette catégorie convoquée ce jour.

AUTORISATION DONNÉE PAR L'ASSEMBLÉE AU CONSEIL DE PROCÉDER À L'ATTRIBUTION D' ACTIONS GRATUITES EXISTANTES OU À ÉMETTRE (TROISIÈME RÉOLUTION)

Le régime juridique du dispositif d'attribution gratuite d'actions au profit des salariés et mandataires sociaux tel que résultant des dispositions de l'article L. 225-197-1 définit les compétences respectives de l'Assemblée générale extraordinaire et du Conseil d'administration comme suit :

- L'Assemblée générale extraordinaire peut autoriser le Conseil d'administration à attribuer aux salariés et aux dirigeants des actions gratuites existantes (actions autodétenues par la société ou actions qu'elle achètera à cette fin) ou à émettre par voie d'augmentation de capital par incorporation de réserves).

L'Assemblée générale extraordinaire doit fixer :

- le pourcentage maximal des actions à attribuer, ce pourcentage ne pouvant excéder 10 % du capital ;
- la durée minimale de la période d'acquisition (qui ne peut être inférieure à deux ans) ;
- la durée minimale de la période de conservation (qui ne peut être inférieure à deux ans) ;
- le délai pendant lequel l'autorisation peut être utilisée par le Conseil d'administration, ce délai ne pouvant pas excéder trente-huit mois.
- Le Conseil d'administration détermine l'identité des bénéficiaires des attributions d'actions et fixe les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions.

Nous vous demandons, par le vote de la troisième résolution :

- d'autoriser votre Conseil à procéder, en une ou plusieurs fois, au profit des membres du personnel salarié et des mandataires sociaux de la société qui répondent aux conditions fixées par la loi ou des sociétés liées au sens de l'article L. 225-197-2, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre de la société ;
- de décider que votre Conseil d'administration déterminera l'identité des bénéficiaires des attributions ainsi que les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions ;
- de décider que le nombre total d'actions distribuées gratuitement ne pourra représenter plus de 10 % du capital de la société à ce jour ;
- de décider que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires sera définitive au terme d'une période d'acquisition d'une durée minimale de quatre ans et que la durée minimale de l'obligation de conservation des actions par les bénéficiaires est fixée à deux ans ;
- d'autoriser le Conseil à procéder, le cas échéant, pendant la période d'acquisition, aux ajustements du nombre d'actions liés aux éventuelles opérations sur le capital de la société de manière à préserver les droits des bénéficiaires ;
- de prendre acte que la présente décision comporte renonciation de plein droit des actionnaires, en faveur des attributaires d'actions gratuites, à la partie des réserves qui, le cas échéant, servira en cas d'émission d'actions nouvelles ;
- de fixer à trente-huit mois, à compter du jour de l'Assemblée, la durée de validité de la présente délégation ;
- de déléguer tous pouvoirs au Conseil, avec faculté de délégation dans les limites légales, pour mettre en œuvre la présente autorisation.

Le Conseil d'administration

RÉSOLUTIONS PRÉSENTÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU 10 JUIN 2010

PREMIÈRE RÉOLUTION

(Suppression du droit de vote double)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration, décide de supprimer le droit de vote double attaché aux actions de la société pour lesquelles il était justifié d'une inscription nominative depuis quatre ans au moins au nom du même actionnaire, et ce, sous la condition suspensive de l'approbation de ladite suppression par l'assemblée spéciale des actionnaires titulaires d'un droit de vote double, convoquée à cet effet le 10 juin 2010.

DEUXIÈME RÉOLUTION

(Modifications corrélatives de l'article 19 des statuts)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité pour les Assemblées générales extraordinaires et après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration, décide, sous réserve de l'adoption de la résolution qui précède et sous la condition suspensive visée à la première résolution, de modifier l'article 19 des statuts, qui sera désormais rédigé comme suit :

« Article 19 – Assemblées générales

Les assemblées d'actionnaires sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi.

Les réunions ont lieu soit au siège social, soit dans un autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

Tout actionnaire a le droit d'assister aux Assemblées générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité et accomplissement des formalités légales.

Tout actionnaire peut également voter par correspondance selon les modalités fixées par la loi et les règlements.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. À égalité de valeur nominale, chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix.

En ce qui concerne les actions grevées d'usufruit, remises en gage, faisant l'objet de saisie-arrêt ou indivises, le droit de vote en est exercé conformément aux prescriptions légales.

Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'administration ou, en son absence, par un Vice-Président ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil. À défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

Les procès-verbaux d'Assemblées sont dressés, et leurs copies sont certifiées et délivrées conformément à la loi. »

TROISIÈME RÉOLUTION

(Autorisation donnée par l'assemblée au conseil de procéder à l'attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée extraordinaire, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce :

- autorise le Conseil d'administration à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre de la société au bénéfice de mandataires sociaux répondant aux conditions fixées par la loi et de membres du personnel salarié de la société et :
 - des sociétés ou des groupements d'intérêts économiques dont 10 % au moins du capital ou des droits de vote sont détenus, directement ou indirectement, par la société,
 - des sociétés ou des groupements d'intérêt économique détenant, directement ou indirectement, au moins 10 % du capital ou des droits de vote de la société,
 - des sociétés ou des groupements d'intérêt économique dont 50 % au moins du capital ou des droits de vote sont détenus, directement ou indirectement, par une société détenant elle-même, directement ou indirectement, au moins 50 % du capital de la société ;
- décide que le Conseil d'administration déterminera l'identité des bénéficiaires des attributions ainsi que les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions ;
- décide que le nombre total d'actions distribuées gratuitement ne pourra représenter plus de 10 % du capital de la société à ce jour ;
- décide que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires sera définitive au terme d'une période d'acquisition d'une durée minimale de quatre ans et que la durée minimale de l'obligation de conservation des actions par les bénéficiaires est fixée à deux ans ;
- autorise le Conseil à procéder, le cas échéant, pendant la période d'acquisition, aux ajustements du nombre d'actions liés aux éventuelles opérations sur le capital de la société de manière à préserver les droits des bénéficiaires ;
- prend acte que la présente décision comporte renonciation de plein droit des actionnaires, en faveur des attributaires d'actions gratuites, à la partie des réserves qui, le cas échéant, servira en cas d'émission d'actions nouvelles ;
- fixe à trente-huit mois, à compter de ce jour, la durée de validité de la présente délégation.

L'Assemblée générale délègue tous pouvoirs au Conseil, avec faculté de délégation dans les limites légales, pour mettre en œuvre la présente autorisation.

QUATRIÈME RÉOLUTION

(Pouvoirs à conférer)

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'ATTRIBUTION GRATUITE D' ACTIONS EXISTANTES OU À ÉMETTRE AU PROFIT DE MEMBRES DU PERSONNEL SALARIÉ ET DE MANDATAIRES SOCIAUX

Exercice clos le 31 décembre 2009

Assemblée générale extraordinaire du 10 juin 2010 – (Troisième résolution)

Aux actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par l'article L. 225-197-1 du Code de commerce, nous avons établi le présent rapport sur le projet d'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre au profit de mandataires sociaux et de membres du personnel salarié ou de certaines catégories du personnel salarié de la société Bolloré et des sociétés ou groupements d'intérêt économique qui lui sont liés au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce.

Votre Conseil d'administration vous propose de l'autoriser à attribuer gratuitement des actions existantes ou à émettre. Il lui appartient d'établir un rapport sur cette opération à laquelle il souhaite pouvoir procéder. Il nous appartient de vous faire part, le cas échéant, de nos observations sur les informations qui vous sont ainsi données sur l'opération envisagée.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des

Commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier notamment que les modalités envisagées et données dans le rapport du Conseil d'administration s'inscrivent dans le cadre des dispositions prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données dans le rapport du Conseil d'administration portant sur l'opération envisagée d'attribution gratuite d'actions

Paris et Levallois-Perret, le 26 avril 2010

Les Commissaires aux comptes

AEG Finances
Philippe Bailly

Constantin Associés
Thierry Quéron

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE SPÉCIALE DU 10 JUIN 2010

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-99 alinéa 2 du Code de commerce, nous vous avons convoqués en assemblée spéciale des actionnaires titulaires d'actions à droit de vote double afin de soumettre à votre ratification les résolutions présentées préalablement à l'Assemblée générale extraordinaire qui ont pour objet la suppression du droit de vote double et l'adoption des modifications statutaires corrélatives.

Nous vous rappelons que le droit de vote double est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis quatre ans au moins au nom du même actionnaire.

La première résolution vous invitera à approuver, le cas échéant, la décision de l'Assemblée générale extraordinaire portant sur la suppression de ce droit de vote double, à confirmer la suppression du droit de vote double et à prononcer les modifications corrélatives de l'article 19 des statuts ; la deuxième résolution, à consentir tous pouvoirs pour effectuer les formalités consécutives.

Le Conseil d'administration

RÉSOLUTIONS PRÉSENTÉES À L'ASSEMBLÉE SPÉCIALE DU 10 JUIN 2010

PREMIÈRE RÉOLUTION

(Suppression du droit de vote double)

L'assemblée spéciale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées spéciales, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration et après avoir pris acte de l'adoption par l'Assemblée générale extraordinaire des résolutions relatives à la suppression du droit de vote double et à la modification corrélative des statuts, décide d'approuver la suppression du droit de vote double attaché aux actions pour lesquelles il était justifié d'une inscription nominative depuis quatre ans au moins au nom du même actionnaire.

En conséquence, l'assemblée spéciale constate la réalisation de la condition suspensive visée à la première résolution adoptée par l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 10 juin 2010 et confirme ainsi la suppression du droit de vote double à compter de ce jour et la modification de l'article 19 des statuts, qui sera désormais rédigé comme suit :

« Article 19 – Assemblées générales

Les assemblées d'actionnaires sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi.

Les réunions ont lieu soit au siège social, soit dans un autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

Tout actionnaire a le droit d'assister aux Assemblées générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre

d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité et accomplissement des formalités légales.

Tout actionnaire peut également voter par correspondance selon les modalités fixées par la loi et les règlements.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. À égalité de valeur nominale, chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix.

En ce qui concerne les actions grevées d'usufruit, remises en gage, faisant l'objet de saisie-arrêt ou indivises, le droit de vote en est exercé conformément aux prescriptions légales.

Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'administration ou, en son absence, par un Vice-Président ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil. À défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

Les procès-verbaux d'Assemblées sont dressés, et leurs copies sont certifiées et délivrées conformément à la loi. »

DEUXIÈME RÉOLUTION

(Pouvoirs à conférer)

L'Assemblée spéciale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

DOCUMENT D'INFORMATION ANNUEL

Informations périodiques et occasionnelles disponibles sur le site Internet de la société (www.bolloré.com).
Les communiqués ci-dessous ont été diffusés par Hugin.

COMMUNIQUÉS

25/03/2010	Résultats de l'année 2009
05/03/2010	Déclaration au titre de l'article 223-16 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers
15/02/2010	Chiffre d'affaires de l'exercice 2009
05/02/2010	Déclaration au titre de l'article 223-16 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers
08/01/2010	Déclaration au titre de l'article 223-16 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers
07/12/2009	Déclaration au titre de l'article 223-16 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers
12/11/2009	Chiffre d'affaires des neuf premiers mois 2009
02/10/2009	Déclaration au titre de l'article 223-16 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers
31/08/2009	Résultat du premier semestre 2009
04/08/2009	Déclaration au titre de l'article 223-16 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers
28/07/2009	Cession de l'activité Papiers
03/07/2009	Déclaration au titre de l'article 223-16 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers
12/06/2009	Résultats des votes des Assemblées générales ordinaire et extraordinaire du 10 juin 2009
03/06/2009	Déclaration au titre de l'article 223-16 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers
19/05/2009	Avis de convocation à l'Assemblée générale ordinaire et extraordinaire
19/05/2009	Modalités de mise à disposition ou de consultation des informations mentionnées à l'article R. 225-83 du Code de commerce
15/05/2009	Chiffre d'affaires du premier trimestre 2009
05/05/2009	Déclaration au titre de l'article 223-16 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers
30/04/2009	Mise à disposition du document de référence 2008
09/04/2009	Résultats de l'année 2008
03/04/2009	Déclaration au titre de l'article 223-16 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers
03/03/2009	Déclaration au titre de l'article 223-16 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers
18/02/2009	Chiffre d'affaires 2008
03/02/2009	Déclaration au titre de l'article 223-16 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers
07/01/2009	Déclaration au titre de l'article 223-16 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers

DÉCLARATION D'OPÉRATIONS SUR TITRES DE BOLLORÉ PAR LES DIRIGEANTS

20/01/2009	Déclarations d'opérations sur titres
21/01/2009	Déclarations d'opérations sur titres
22/01/2009	Déclarations d'opérations sur titres
23/01/2009	Déclarations d'opérations sur titres
29/01/2009	Déclarations d'opérations sur titres
30/01/2009	Déclarations d'opérations sur titres
02/02/2009	Déclarations d'opérations sur titres
19/02/2009	Déclarations d'opérations sur titres
20/02/2009	Déclarations d'opérations sur titres
23/02/2009	Déclarations d'opérations sur titres
24/02/2009	Déclarations d'opérations sur titres
25/02/2009	Déclarations d'opérations sur titres
26/02/2009	Déclarations d'opérations sur titres
27/02/2009	Déclarations d'opérations sur titres
02/03/2009	Déclarations d'opérations sur titres
03/03/2009	Déclarations d'opérations sur titres
11/03/2009	Déclarations d'opérations sur titres
24/03/2009	Déclarations d'opérations sur titres
01/09/2009	Déclarations d'opérations sur titres
08/09/2009	Déclarations d'opérations sur titres

PUBLICATIONS DISPONIBLES SUR LE SITE INTERNET : WWW.BOLLORE.COM

02/09/2009	Présentation des résultats du premier semestre 2009
31/08/2009	Rapport financier semestriel 2009
30/04/2009	Rapport annuel 2008
09/04/2009	Présentation des comptes 2008

RAPPORT ANNUEL DISPONIBLE AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ

28/05/2010	Rapport annuel 2009
29/05/2009	Rapport annuel 2008

INFORMATIONS PUBLIÉES AU BULLETIN DES ANNONCES LÉGALES OBLIGATOIRES (BALO) DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET : WWW.JOURNAL-OFFICIEL.GOUV.FR

26/06/2009	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés et les comptes annuels de l'exercice 2008
05/06/2009	Publication des comptes de l'exercice 2008
17/04/2009	Avis de convocation pour l'assemblée mixte du 10 juin 2009

INFORMATIONS DÉPOSÉES AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE QUIMPER PAR BOLLORÉ

10/08/2009	Dépôt d'un extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire du 10 juin 2009 relatif à la nomination de deux administrateurs (dépôt numéro 2009-A-2198)
02/07/2009	Dépôt des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009 consécutif à l'Assemblée générale ordinaire annuelle du 10 juin 2009 (dépôt numéro 2009-B-1940)
02/07/2009	Dépôt des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2009 consécutif à l'Assemblée générale ordinaire annuelle du 10 juin 2009 (dépôt numéro 2009-B-1941)
01/07/2009	Dépôt des statuts consécutif à l'Assemblée générale extraordinaire du 10 juin 2009 Mise en harmonie des statuts avec les dispositions de la loi du 4 août 2009 (dépôt numéro 2009-A-1843)

INFORMATIONS MISES À LA DISPOSITION DES ACTIONNAIRES PRÉALABLEMENT À LA TENUE DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Préalablement à l'Assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 10 juin 2009

- Statuts, K-bis.
- Bulletin des annonces légales obligatoires du 17 avril 2009 ayant publié l'avis de réunion valant avis de convocation.
- Avis adressé aux actionnaires nominatifs dans lequel figurent notamment le texte du projet des résolutions soumises aux Assemblées, l'exposé sommaire et le formulaire de vote par correspondance.
- Le journal *Ouest France* du 20 mai 2009 ayant publié l'avis de convocation.
- La copie et les avis de réception de la lettre de convocation adressée aux Commissaires aux comptes le 20 mai 2009.
- La liste des actionnaires nominatifs :
 - arrêtée le 25 mai 2009, soit seize jours avant les Assemblées;
 - arrêtée le 5 juin 2009 (à zéro heure), soit trois jours ouvrés avant les Assemblées.
- Le document de référence.
- Le rapport du Président du Conseil d'administration de la société Bolloré pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne mises en place par la société.
- Les rapports des Commissaires aux comptes :
 - Partie Assemblée générale extraordinaire :
 - sur l'émission d'actions ou de valeurs mobilières ;
 - sur l'augmentation de capital par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions réservées aux salariés adhérents à des plans d'épargne d'entreprise avec suppression du droit préférentiel de souscription.
 - Partie Assemblée générale ordinaire :
 - relatif aux comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2008 ainsi que le rapport spécial sur les conventions et engagements réglementés,
 - relatif aux comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2008;
 - établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce sur le rapport du Président.
- Les comptes annuels.
- Les comptes consolidés.
- Conventions :
 - liste et objet des conventions courantes et conclues à des conditions normales.
- Le livre d'inventaire (registre déposé sur le bureau).
- Le rapport sur les stock-options.
- Les renseignements concernant les administrateurs dont le renouvellement du mandat est proposé à l'Assemblée générale ordinaire.
- Le montant certifié exact par les Commissaires aux comptes des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées.
- Le montant certifié conforme par les Commissaires aux comptes des versements donnant lieu à réduction d'impôt, ainsi que la liste des actions nominatives de parrainage et de mécénat.
- Le bilan social.

BOLLORÉ

SA au capital de 395 218 416 euros

Siège social

Odet – 29500 Ergué-Gabéric
055 804 124 RCS Quimper

Siège administratif

Tour Bolloré
31-32, quai de Dion-Bouton
92811 Puteaux Cedex – France
Tél. : +33 (0)1 46 96 44 33
Fax : +33 (0)1 46 96 44 22

www.bollore.com

AMF

Le présent document de référence a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 avril 2010 conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Les informations financières historiques, à savoir : (i) les comptes consolidés et le rapport des Commissaires aux comptes correspondant, figurant aux pages 81 à 136 du document de référence de l'exercice clos le 31 décembre 2008, déposé auprès de l'AMF le 30 avril 2009 sous le numéro D-09-0369 ; (ii) les comptes consolidés et le rapport des Commissaires aux comptes correspondant, figurant aux pages 65 à 126 du document de référence de l'exercice clos le 31 décembre 2007, déposé auprès de l'AMF le 30 avril 2008 sous le numéro D-08-0355 ; sont incluses par référence dans le document de référence de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Le rapport annuel est imprimé sur les papiers :
Imagine Silk et Offset Tauro, certifiés PEFC.



Conception et réalisation :  EURO RSCG C&O

Crédits photo : photothèque Bolloré, Bolloré Énergie, Bolloré Logistics, Bolloré Africa Logistics, IER, Euro Media Group, Havas, Pininfarina SPA, S. Gladieu, Jorge Batista, Pascal Anziani, Éric Robert/Direct 8, Meriadeck/Direct 8, Ricky – 68.fr – Fotolia.com, Tentacle – Fotolia.com, Udo Kroener – Fotolia.com, Comstock, Digital Vision/Getty Images, Evian/BETC Euro RSCG, La Preuve par l'Image, X.

BOLLORÉ

Tour Bolloré
31-32, quai de Dion-Bouton
92811 Puteaux Cedex – France
Tél. : +33 (0)1 46 96 44 33
Fax : +33 (0)1 46 96 44 22

www.bollore.com

